RESTRICTED

WT/TPR/S/364

17 octobre 2017

(17-5584)



**Organe d'examen des politiques commerciales**

# EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

## RAPPORT DU SECRÉTARIAT

## CAMBODGE

Le présent rapport, préparé pour le deuxième examen de la politique commerciale du Cambodge a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité. Ainsi qu'il est prévu dans l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), le Secrétariat a demandé au Cambodge des éclaircissements sur sa politique et ses pratiques commerciales.

Les questions d'ordre technique concernant ce rapport peuvent être adressées à M. Sergios Stamnas (tél.: 022 739 5382) et M. Usman Ali Khilji (tél.: 022 739 6936).

La déclaration de politique générale présentée par le Cambodge est reproduite dans le document WT/TPR/G/364.

Note: Le présent rapport fait l'objet d'une distribution restreinte et ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la première séance de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur le Cambodge. Ce rapport a été rédigé en anglais.

**TABLE DES MATIÈRES**

**RÉSUMÉ ..... 6**
**1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ..... 12**
1.1 Principales caractéristiques de l'économie ..... 12
1.2 Évolution économique récente ..... 12
1.2.1 Politique monétaire et politique de taux de change ..... 16
1.2.2 Politique budgétaire ..... 17
1.2.3 Questions structurelles ..... 17
1.2.3.1 Diversification et compétitivité ..... 17
1.2.3.2 Conditions de l'activité des entreprises ..... 17
1.2.3.3 Réformes du secteur financier ..... 18
1.2.3.4 Réforme fiscale ..... 18
1.2.4 Balance des paiements ..... 18
1.3 Évolution des échanges et des investissements ..... 20
1.3.1 Tendances et structure du commerce des marchandises ..... 20
1.3.2 Tendances et structure de l'IED ..... 22
**2 RÉGIMES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT ..... 24**
2.1 Cadre général ..... 24
2.1.1 Branches exécutives du gouvernement ..... 25
2.1.2 Organes consultatifs ..... 25
2.2 Formulation et objectifs de la politique commerciale ..... 26
2.2.1 Lois et réglementations relatives au commerce ..... 27
2.2.2 Transparence ..... 28
2.3 Accords et arrangements commerciaux ..... 30
2.3.1 OMC ..... 30
2.3.2 Accords régionaux et préférentiels ..... 30
2.3.2.1 Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ..... 30
2.3.2.2 Autres accords et arrangements ..... 33
2.4 Régime d'investissement ..... 34
**3 POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE ..... 40**
3.1 Mesures visant directement les importations ..... 40
3.1.1 Procédures et prescriptions douanières, évaluation en douane ..... 40
3.1.2 Règles d'origine ..... 44
3.1.3 Droits de douane ..... 44
3.1.3.1 Structure ..... 44
3.1.3.2 Droits appliqués ..... 45
3.1.3.3 Progressivité et dispersion des droits ..... 47
3.1.3.4 Consolidations tarifaires ..... 47
3.1.3.5 Préférences tarifaires ..... 48
3.1.4 Autres impositions visant les importations ..... 48

3.1.5 Prohibitions et restrictions à l'importation et licences d'importation ..... 50
3.1.6 Mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde ..... 53
3.1.7 Autres mesures visant les importations ..... 53
3.2 Mesures visant directement les exportations ..... 54
3.2.1 Procédures et prescriptions douanières ..... 54
3.2.2 Taxes, impositions et prélèvements ..... 55
3.2.3 Prohibitions et restrictions à l'exportation et licences d'exportation ..... 55
3.2.4 Soutien et promotion des exportations ..... 56
3.2.5 Financement, assurance et garanties à l'exportation ..... 58
3.3 Mesures visant la production et le commerce ..... 58
3.3.1 Mesures d'incitation ..... 58
3.3.2 Normes et autres règlements techniques ..... 61
3.3.3 Prescriptions sanitaires et phytosanitaires ..... 63
3.3.4 Politique de la concurrence et contrôle des prix ..... 68
3.3.5 Commerce d'État, entreprises publiques et privatisation ..... 69
3.3.6 Marchés publics ..... 70
3.3.7 Droits de propriété intellectuelle ..... 74
**4 POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR ..... 81**
4.1 Agriculture ..... 81
4.1.1 Caractéristiques ..... 81
4.1.2 Évolution des politiques et des institutions ..... 83
4.1.3 Mesures à la frontière ..... 83
4.1.4 Mesures de soutien interne ..... 84
4.1.5 Principaux produits agricoles et produits de l'élevage ..... 86
4.1.5.1 Riz ..... 86
4.1.5.2 Caoutchouc ..... 88
4.1.5.3 Sylviculture ..... 90
4.1.5.4 Pêche ..... 91
4.2 Industries extractives et énergie ..... 94
4.2.1 Industries extractives ..... 94
4.2.2 Énergie ..... 95
4.2.2.1 Hydrocarbures ..... 96
4.2.2.2 Électricité ..... 97
4.3 Secteur manufacturier ..... 100
4.3.1 Caractéristiques, politiques et mesures ..... 100
4.3.2 Politique et institutions ..... 101
4.3.3 Mesures à la frontière et mesures de soutien interne ..... 101
4.3.4 Vêtements ..... 102
4.4 Services ..... 103
4.4.1 Caractéristiques générales ..... 103

4.4.2 Engagements globaux au titre de l'Accord général sur le commerce des services et les ACR ..... 104
4.4.3 Services financiers ..... 104
4.4.3.1 Banque et finance ..... 106
4.4.3.2 Assurance ..... 111
4.4.4 Communications ..... 114
4.4.4.1 Télécommunications ..... 114
4.4.4.2 Services audiovisuels et de radiodiffusion ..... 118
4.4.5 Transports ..... 119
4.4.5.1 Transports maritimes ..... 120
4.4.5.2 Transport aérien ..... 123
4.4.5.3 Transport ferroviaire ..... 126
4.4.6 Distribution et commerce électronique ..... 127
4.4.6.1 Distribution ..... 127
4.4.6.2 Commerce électronique ..... 128
4.4.7 Tourisme ..... 129
4.4.8 Services professionnels ..... 131
4.4.8.1 Services de comptabilité et de consultation et services fiscaux ..... 131
4.4.8.2 Services juridiques ..... 132
4.4.8.3 Services d'architecture et d'ingénierie ..... 132
4.4.8.4 Services d'éducation ..... 133
4.4.8.5 Services de santé ..... 134
**5 APPENDICE – TABLEAUX ..... 136**

## GRAPHIQUES

Graphique 1.1 Composition par produit du commerce des marchandises, 2011 et 2016 ..... 22
Graphique 1.2 Répartition géographique des échanges de marchandises, 2011 et 2016 ..... 23
Graphique 3.1 Répartition des taux de droits NPF, 2017 ..... 46
Graphique 3.2 Moyennes des taux NPF appliqués et des taux consolidés par section du SH, 2011 et 2017 ..... 46
Graphique 3.3 Progressivité des droits par catégorie à 2 chiffres de la CITI, 2017 ..... 47
Graphique 4.1 Marge de taux d'intérêt (%), janvier 2010 à décembre 2016 ..... 110

## TABLEAUX

Tableau 1.1 Principaux indicateurs macroéconomiques, 2010-2016 ..... 12
Tableau 1.2 Principaux indicateurs économiques et indicateurs de l'emploi, 2010-2016 ..... 14
Tableau 1.3 Balance des paiements, 2010-2016 ..... 19
Tableau 1.4 Composition du commerce des services, 2010-2016 ..... 20
Tableau 2.1 Principales caractéristiques des ACR en vigueur du Cambodge, 2017 ..... 32

Tableau 3.1 Redevances et impositions douanières ..... 42
Tableau 3.2 Structure tarifaire du Cambodge, 2011 et 2017 ..... 45
Tableau 3.3 Analyse succincte du tarif préférentiel, 2016 ..... 48
Tableau 3.4 Récapitulatif des taxes à l'importation, 2017 ..... 49
Tableau 3.5 Part des taxes sur le commerce international dans le total des recettes fiscales et droits de douane sacrifiés, 2010-2016 ..... 50
Tableau 3.6 Taxes à l'exportation, 2016 ..... 55
Tableau 3.7 Licences d'exportation, permis et certificats ..... 56
Tableau 3.8 Liste des ZES ..... 58
Tableau 3.9 Financement à l'exportation, 2011-2016 ..... 58
Tableau 3.10 Mesures d'incitation découlant de la Loi sur l'investissement ..... 59
Tableau 3.11 Conditions minimales requises pour accorder des incitations ..... 59
Tableau 3.12 Méthodes de passation et montants des marchés, 2015-2016 ..... 71
Tableau 3.13 Seuils financiers applicables aux marchés publics ..... 72
Tableau 4.1 Mesures de soutien interne, 2010 et 2013 ..... 85
Tableau 4.2 Structure du système financier, 2011-2017 ..... 105
Tableau 4.3 Indicateurs de solidité du secteur bancaire[a], 2011-2017 ..... 109

**ENCADRÉS**

Encadré 3.1 Lois et réglementations douanières ..... 40

**APPENDICE - TABLEAUX**

Tableau A1. 1 Exportations de marchandises, par groupe de produits, 2011-2016 ..... 136
Tableau A1. 2 Importations de marchandises, par groupe de produits, 2011-2016 ..... 138
Tableau A1. 3 Exportations de marchandises par destination, 2011-2016 ..... 140
Tableau A1. 4 Importations de marchandises par provenance, 2011-2016 ..... 141

Tableau A3. 1 Récapitulatif des droits, 2017 ..... 142
Tableau A3. 2 Lignes tarifaires appliquées dépassant les niveaux de consolidation, 2017 ..... 144

Tableau A4. 1 Accords sur le transport aérien conclus par le Cambodge, 2017 ..... 146

## RÉSUMÉ

1. Depuis 2011, la croissance du PIB réel du Cambodge a été soutenue, de 7% par an en moyenne. La croissance a été alimentée par la construction, l'activité manufacturière (principalement les exportations de vêtements) et, dans une moindre mesure, par les services liés au tourisme. La croissance économique a été inclusive et étendue, ce qui a conduit à une baisse des inégalités et de la pauvreté. Une gestion macroéconomique prudente a permis une inflation modérée, un taux de change stable, un taux de chômage relativement faible et des niveaux de dette extérieure raisonnables. Toutefois, en raison de la nature largement informelle de l'économie cambodgienne, qui repose essentiellement sur les services et l'agriculture, le PIB est grandement sous-estimé et l'efficacité de la politique gouvernementale en est réduite.

2. Le Cambodge est confronté à un certain nombre de contraintes et de fragilités structurelles qui affectent la croissance économique et rendent l'économie et le système financier vulnérables aux chocs. Dans ce cadre, on peut citer une base économique étroite, le coût important de l'activité commerciale, et une dollarisation élevée combinée avec des marchés financiers sous-développés. Les mesures adoptées pour faire face à certaines de ces questions ont notamment consisté à lancer la Politique de développement industriel en 2015, à simplifier et à automatiser l'enregistrement des entreprises, et à accroître la taille du secteur financier et du marché des changes. Par ailleurs, l'adoption en 2014 de la "Stratégie de mobilisation des recettes" a fortement augmenté les recettes publiques et contribué à l'assainissement des finances publiques.

3. L'objectif de la politique monétaire et de la politique de taux de change est la stabilité des prix. Cependant, l'exiguïté du secteur bancaire et le niveau élevé de dollarisation de l'économie réduisent l'efficacité de la politique monétaire. Par ailleurs, la stabilité du taux de change vis-à-vis du dollar EU est un point d'ancrage nominal important pour aider à maintenir l'inflation à un niveau bas. Le maintien d'un taux de change stable vis-à-vis du dollar EU a conduit à l'appréciation du taux de change effectif réel. Selon les estimations, le taux de change effectif réel serait actuellement surévalué de 5% à 10%, ce qui pourrait contribuer à un manque de dynamisme des exportations et à une hausse du déficit commercial à l'avenir.

4. Le déficit du compte courant a culminé à près de 2,0 milliards de dollars EU (13% du PIB) en 2013. Depuis, il suit une trajectoire à la baisse causée par la faible croissance des importations et la forte expansion des exportations (en particulier de vêtements). Le déficit du compte courant a été couvert par le compte financier, principalement par des flux entrants d'IED abondants pendant la période à l'examen. Ainsi, les réserves de change ont plus que doublé depuis 2011, pour atteindre quelque 8,3 milliards de dollars EU en 2016, assurant ainsi presque huit mois de couverture des importations.

5. Pendant la période considérée, le Cambodge a enregistré des déficits budgétaires persistants, mais en baisse en raison de la hausse des recettes. L'encours de la dette se maintient à quelque 30% du PIB.

6. Le commerce et l'investissement sont essentiels pour permettre au Cambodge d'atteindre ses objectifs économiques et sociaux. Le ratio des échanges de biens et de services au PIB est passé à environ 140% en 2016 (contre 127% en 2011). Les exportations du Cambodge restent fortement concentrées sur le secteur des vêtements, qui représentait plus de 65% du total des exportations en 2016. La plus importante catégorie de produits importés est celle des textiles, qui sont utilisés comme intrants pour l'industrie des vêtements. La principale destination des exportations est l'UE-28. La plupart des importations du Cambodge viennent d'Asie, dont la part s'établit à 90% et continue d'augmenter.

7. Pendant la période considérée, les flux entrants d'IED sont passés à 2,3 milliards de dollars EU en 2016 grâce au régime libéral et favorable aux investisseurs du Cambodge. L'IED est concentré sur les secteurs des vêtements, de l'agriculture, ainsi que sur le secteur financier. La majeure partie de l'IED au Cambodge provient d'Asie, principalement de Chine; du Viet Nam; de Hong Kong, Chine; de Malaisie; de République de Corée; et du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois).

8. Depuis le premier examen de sa politique commerciale réalisé en 2011, le Cambodge a adopté de nouvelles politiques en matière de commerce et d'investissement, et initié plusieurs réformes des institutions et de la réglementation portant notamment sur les pouvoirs législatif et judiciaire, le rôle du Ministère du commerce, la création d'une Mission permanente auprès de l'OMC, l'accès à l'information et la lutte contre la corruption. Si la formulation et les objectifs de sa politique continuent d'être définis par des stratégies et des plans à relativement long terme et de vaste portée, des domaines d'action stratégiques concrets ont été définis en vue d'améliorer la compétitivité commerciale et des initiatives visant à coordonner les efforts et les ressources de toutes les parties prenantes se sont poursuivies.

9. Le Cambodge reste attaché au système commercial multilatéral et est un porte-parole des pays les moins avancés (PMA). Au cours de la période à l'examen, il a élargi ses engagements dans le cadre de l'OMC en ratifiant l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE). Parallèlement, le pays a continué de se concentrer sur le renforcement de l'intégration économique régionale par la mise en œuvre et/ou la négociation de plusieurs accords dans le cadre de l'ASEAN, dont le Partenariat économique régional global (RCEP). Dans le cadre du Système généralisé de préférences (SGP), le Cambodge continue de bénéficier des schémas SGP de plusieurs pays et peut bénéficier de préférences additionnelles propres à la catégorie des PMA. Par ailleurs, il a continué de recevoir une assistance pour atteindre ses objectifs en matière de développement économique, notamment la diversification des exportations, et en matière de lutte contre la pauvreté dans le cadre des projets du Cadre intégré renforcé (CIR) et du programme multidonateur de soutien au développement des échanges (TDSP). Pendant la période considérée, le Cambodge a présenté peu de notifications à l'OMC (par exemple concernant les droits de douane, les prescriptions en matière de licences d'importation ou l'agriculture) et n'a été partie à aucun différend commercial dans le cadre de l'OMC.

10. Le Cambodge reste largement ouvert à l'investissement étranger direct (IED) et l'encourage, malgré l'interdiction de la propriété foncière par des étrangers et de la participation à certaines activités liées à la santé ou à l'environnement, malgré des prescriptions relatives au capital social d'origine nationale ou à la participation au marché du travail, et malgré les autorisations préalables demandées pour certaines activités (par exemple certains services de télécommunication, la radiotélédiffusion et certains services touristiques). Dans d'autres activités, il continue d'accorder le traitement national et d'autoriser la participation étrangère à 100%, sauf dans les entreprises publiques cédées; depuis 2016, l'accent est mis sur les partenariats public-privé. Le moratoire de 2012 sur les concessions de terres à des fins économiques permettant la location à long terme de terres appartenant à l'État a été réexaminé, et la durée des concessions a été réduite et certaines ont été annulées. Pendant la période considérée, le Cambodge a signé trois nouveaux accords bilatéraux de promotion et de protection des investissements et ses premières conventions de double imposition.

11. La politique tarifaire est le principal instrument de politique commerciale et les droits de douane perçus sont une source importante de recettes publiques. Presque tous les droits de douane sont appliqués sur une base *ad valorem*, et seules 14 lignes tarifaires sont soumises à des droits spécifiques. La moyenne simple des droits NPF appliqués en 2017 était de 12,3%, soit légèrement plus qu'en 2011 où elle était de 11,7%. La moyenne des taux de droits est plus élevée pour les produits agricoles (14,6%) que pour les produits non agricoles (11,9%). Le taux *ad valorem* le plus élevé (35%) s'applique aux produits finis agricoles (produits carnés transformés, fruits et légumes transformés, et produits laitiers), aux produits finis industriels et aux produits pétroliers. Près de 14% des lignes tarifaires sont en franchise de droits. Le Cambodge a consolidé l'ensemble de son tarif douanier au niveau des positions à huit chiffres du SH. La moyenne des taux consolidés s'élève à 20,9%. Outre le fait que le tarif douanier est entièrement consolidé, l'écart relativement faible (8,6 points de pourcentage) entre la moyenne simple des taux NPF appliqués et la moyenne des taux consolidés rend le régime d'importation prévisible. En 2017, les taux NPF appliqués ont dépassé les taux consolidés en totalité pour 60 lignes, en partie pour 29 lignes et potentiellement pour 14 lignes; parmi les produits visés, on peut citer: les machines et leurs parties, les feux d'artifice, les animaux vivants, l'essence et le diesel.

12. Depuis son dernier examen, le Cambodge a réalisé d'importants progrès en améliorant ses procédures douanières. Parmi les mesures adoptées, on peut citer le recours au document administratif unique (DAU), le mécanisme de guichet unique et l'utilisation de SYDONIA à tous les postes frontière. Le Cambodge a également mis en place le "Programme en faveur des meilleurs négociants", qui devrait permettre la mise en œuvre du Programme d'opérateurs économiques

agréés comme prévu dans la Stratégie douanière et le Programme de travail sur les réformes (2014-2018). En vue de renforcer les mesures de facilitation des échanges et d'assurer l'exactitude de la déclaration en douane, le Cambodge a mis en œuvre des procédures de décision anticipée et a également ratifié l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges. Ces mesures ont fortement amélioré les délais de dédouanement, mais il existe encore une marge d'amélioration.

13. En plus des droits de douane, le Cambodge impose une TVA, une taxe spéciale sur certaines importations, ainsi que des taxes sur les importations d'essence et de diesel.

14. Le Cambodge prohibe ou restreint les importations de certaines marchandises pour les motifs suivants: la protection de la sécurité nationale; la protection de l'ordre public et des normes de décence et de moralité; la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux; la protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique; la conservation des ressources naturelles; le respect des dispositions de l'ensemble de la législation du Royaume du Cambodge; et le respect des obligations découlant de la Charte des Nations Unies. Actuellement, plus de 1 500 lignes tarifaires sont soumises à une prohibition à l'importation ou à l'octroi de licences d'importation. Parmi les produits dont l'importation est prohibée figurent notamment les stupéfiants; les substances psychotropes et leurs précurseurs; les substances qui appauvrissent la couche d'ozone (à l'exception des HCFC); les déchets et produits chimiques toxiques; certains pesticides; les ordinateurs usagés et les pièces de rechange; les déchets ménagers; les véhicules avec direction à droite; et les biens portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle. Des licences ou des permis d'importation sont nécessaires pour les produits chimiques, les produits pharmaceutiques et les stupéfiants utilisés à des fins médicinales, les produits forestiers, les poissons et produits de la pêche, les animaux vivants, les produits d'origine animale et les matériels agricoles.

15. Un élément récurrent dans la plupart des secteurs de l'économie cambodgienne est le retard dans l'élaboration et la mise en œuvre des nouveaux textes de loi. Ainsi, un projet de loi couvrant les mesures antidumping et de sauvegarde est actuellement en cours d'examen par l'Assemblée nationale et devrait entrer en vigueur d'ici à la fin de l'année. De plus, un projet de loi sur la concurrence devrait être présenté à l'Assemblée nationale pour approbation en 2018; on ignore encore quand cette loi entrera en vigueur. Un groupe de travail est également chargé d'assurer le suivi des prix des produits essentiels, dont le riz, le poisson, le poulet, la viande de porc, l'essence ordinaire et le diesel, et le manioc.

16. Les procédures d'exportation du Cambodge n'ont fait l'objet d'aucune modification notable. Certains produits (principalement le caoutchouc, le bois transformé, les articles de bijouterie et d'argenterie, les pierres gemmes non taillées et non transformées, les poissons et autres produits aquatiques, l'art et les produits culturels, les fruits frais et les légumes, les animaux vivants, les vêtements, les produits pharmaceutiques et les médicaments, et certains matériels agricoles) sont soumis à l'obtention de licences d'exportation, de certificats et de lettres d'autorisation. Des taxes à l'exportation s'appliquent au bois d'œuvre, au caoutchouc non transformé, aux pierres gemmes non taillées, aux poissons et crustacés, aux mollusques et autres produits aquatiques, et à certains produits manufacturés. Le Cambodge n'accorde aucune subvention à l'exportation. Un soutien est accordé pour le lancement, l'organisation et la participation à des foires commerciales dans le pays et à l'étranger, de même qu'une assistance aux entreprises locales souhaitant organiser ce type de foires ou y participer.

17. Des mesures d'incitation sont prévues dans le cadre des QIP (projets d'investissement qualifiés) et des ZES (zones économiques spéciales); parmi ces mesures, on peut citer des exonérations temporaires de l'impôt sur les bénéfices et des abattements fiscaux, des amortissements spéciaux, une exonération des droits et taxes à l'importation, une TVA à zéro sur les exportations et des procédures douanières spéciales. Des incitations sont accordées à certains secteurs et activités spécifiques, y compris le secteur des vêtements, les entreprises cotées à la Bourse du Cambodge, les investisseurs qui détiennent et/ou échangent des titres d'État, des capitaux et/ou des titres de créance sur le marché des valeurs mobilières, la riziculture, l'achat de riz paddy et l'exportation de riz blanchi.

18. Aucun changement n'a été apporté au cadre législatif ou réglementaire dont relèvent les règlements techniques et les normes. Le Cambodge utilise principalement le Guide ISO/CEI comme guide national pour adopter des normes internationales en tant que normes nationales ou règlements techniques nationaux. Il existe à l'heure actuelle 804 normes cambodgiennes qui

concernent principalement des produits alimentaires, des appareils électriques et des méthodes d'essai, et 151 d'entre elles ont été adoptées en tant que règlements techniques. Selon les autorités, près de 83% des normes cambodgiennes sont alignées sur les normes internationales.

19. Pendant la période considérée, la nouvelle Loi sur la santé et les productions animales, entrée en vigueur en 2016, a fait partie des modifications apportées au régime dont relèvent les normes et les règlements techniques. Un projet de loi sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires a également été présenté en 2015. Dans les deux cas, les autorités souhaitent harmoniser la réglementation existante avec les normes internationales et mettre en œuvre les meilleures pratiques mondiales. Toutefois, le régime SPS fait face à des difficultés, et notamment: les problèmes de répartition d'attributions entre les différents organismes, la fragmentation générale des attributions entre les ministères et même en leur sein, de même que la pénurie de capacités pour assumer ces attributions; le manque d'inspection ou de contrôle systématique concernant l'ensemble des aspects clés de la production et de la transformation, qui se répercute sur la qualité et la sécurité des produits; l'absence d'essais systématiques en laboratoire pour étayer l'inspection, les ressources humaines et financières étant limitées; et un système de certification qui ne s'appuie pas sur des essais et qui n'est donc pas nécessairement reconnu sur les marchés d'exportation.

20. Les marchés publics représentent 3% du PIB. L'appel d'offres est la méthode de passation des marchés la plus fréquemment utilisée. Une nouvelle Loi sur les marchés publics adoptée en 2012 vise à faire en sorte que le processus de passation des marchés soit transparent, juste, efficace, contrôlable et uniforme.

21. La participation de l'État à l'économie est limitée, les entreprises publiques représentant moins de 8% de l'emploi et environ 3% des établissements économiques dans le pays. Les entreprises privées et publiques se font concurrence selon les mêmes modalités et conditions. Les entreprises publiques n'ont pas de droits ni de privilèges spéciaux en matière de commercialisation. Le Cambodge n'a jamais notifié aucune entreprise publique répondant à la définition de l'article XVII du GATT de 1994 à l'OMC.

22. En dehors de l'adoption de la Loi sur les indications géographiques en 2014, le régime/la législation du Cambodge en matière de DPI n'a fait l'objet d'aucune modification substantielle pendant la période considérée. En 2015, le Cambodge a adhéré au Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques. En 2016, il est devenu membre du Traité de coopération en matière de brevets et de l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels. En vertu de sa législation actuelle en matière de propriété intellectuelle, le Cambodge accorde le traitement national et le traitement NPF à tous les ressortissants étrangers. Pendant la période considérée, le respect des DPI s'est fortement amélioré, avec une hausse des saisies et des poursuites. Cependant, les atteintes aux DPI restent fréquentes; elles concernent aussi bien les logiciels, les disques compacts que la musique, la photocopie de livres ou la vente de produits contrefaits dont les cigarettes, l'alcool et les produits pharmaceutiques.

23. Malgré une forte baisse liée à l'irrigation et à l'évolution des prix des produits de base, l'agriculture, qui est axée sur la production de riz paddy, conserve un rôle important dans le soutien de la croissance économique (elle représentait ainsi 25,7% de la valeur ajoutée brute en 2016). La compétitivité des prix agricoles du Cambodge reste plus faible que celle de ses voisins de la région. Pendant la période considérée, plusieurs plans ont visé à transformer l'agriculture en un secteur reposant sur les nouvelles technologies, la mécanisation et l'irrigation pour améliorer le taux de rendement et diversifier les activités en faveur de cultures et d'activités d'élevage et d'aquaculture à forte valeur ajoutée et favorisant le développement durable. Le commerce illicite des produits de la pêche et de la sylviculture persiste.

24. La protection tarifaire de l'agriculture (16,1% en 2017) a légèrement augmenté et demeure plus élevée que la moyenne globale des droits NPF appliqués (12,3%); plusieurs articles sont soumis à des taxes à l'exportation de 10% ou 50%, et la taxe sur le caoutchouc naturel (deuxième culture de base après le riz), qui est devenue spécifique après avoir été *ad valorem*, a vu son taux modifié pour la dernière fois en 2017. Il existe une taxe pour services de 1% sur la valeur f.a.b. des produits forestiers et sylvicoles exportés. La plupart des dépenses de soutien interne relevant de la catégorie verte ont été orientées en direction des services de vulgarisation et de consultation fournis aux agriculteurs. Les mesures d'incitation fiscales et non fiscales sous la forme d'une

exonération du paiement de la taxe foncière sur les terres agricoles cultivées/exploitées, d'importations de machines et d'équipements agricoles en franchise de droits, et lorsqu'ils sont proposés, de prêts subventionnés, sont limitées et consacrées, entre autres, à la mécanisation agricole. Depuis 2012, un système de réserve alimentaire a été mis en place pour assurer l'approvisionnement en denrées alimentaires et en semences dans les situations de catastrophes et d'urgence. Bien que les objectifs de politique n'aient pas été atteints et malgré les contraintes qui pèsent sur la productivité et la compétitivité, la part du riz dans le total des exportations de marchandises a doublé; suite à une baisse du prix du riz en 2016, des mesures ont été prises pour stabiliser le prix du riz et favoriser le commerce local. Une seule entreprise commerciale d'État subsiste dans le domaine du riz. La gestion des forêts et de la pêche semble relativement inefficace. Malgré l'interdiction d'exporter des grumes depuis 1996, le commerce transfrontalier poursuit sa croissance. Les poissons et produits de la pêche demeurent soumis à une protection tarifaire relativement élevée et à des contingents d'importation; depuis 2014, l'Union européenne interdit les importations de poisson en provenance du Cambodge en raison d'un manque apparent d'action contre la pêche illicite.

25. Malgré le potentiel minéral du Cambodge, les industries extractives en sont encore au premier stade de leur développement. En 2016, des modifications de la réglementation ont introduit des procédures, des processus et des conditions applicables à l'attribution de licences d'exploration et d'extraction minière; depuis 2016, les minerais extraits doivent être transformés dans le pays avant d'être exportés. La structure énergétique du Cambodge reste simple et le pays dépend de moins en moins des importations d'énergie provenant des pays voisins, grâce à son énorme potentiel de production d'électricité. Depuis 2016, le prix de vente au détail du carburant est plafonné. L'entreprise publique Électricité du Cambodge domine le marché du transport d'électricité; le pays fait face à la contrainte pour le développement du secteur manufacturier que représente le coût élevé de l'électricité en réduisant progressivement les tarifs, qui conservent un élément de subventionnement croisé supporté principalement par les consommateurs résidents.

26. Le secteur manufacturier (16,1% de la valeur ajoutée brute en 2016), une activité prioritaire pour le Cambodge, reste fortement tributaire des entreprises à participation étrangère du secteur du vêtement et des entreprises informelles. Pendant la période considérée, la politique du gouvernement visait à transformer la structure industrielle pour substituer à une industrie à consommation intensive de main-d'œuvre une industrie axée sur les compétences en établissant un lien entre les chaînes de valeur régionales et mondiales. La progressivité des droits demeure marquée pour les vêtements, la moyenne des droits NPF appliqués sur les produits textiles étant de 5,7%, contre 15% pour les vêtements. Les taux de taxes à l'exportation affectant plusieurs entreprises manufacturières sont fixés à 5%, 10%, 15%, 20% ou 50%. Le secteur manufacturier a continué de bénéficier d'incitations fiscales, notamment une exonération temporaire de l'impôt sur les sociétés, une déduction spéciale pour amortissement, une exonération de taxes à l'importation, ainsi que les avantages d'un projet d'investissement qualifié ou d'une zone économique spéciale.

27. Pendant la période à l'examen, le secteur des services a conservé un rôle important dans le soutien de la croissance économique (39,2% de la valeur ajoutée brute en 2016). Les engagements du Cambodge au titre de l'AGCS reflètent son ambition d'attirer l'IED et sont restés les mêmes; ses cinq ACR prévoient des engagements sur le commerce des services.

28. Les activités des secteurs de la banque et de l'assurance ont continué de se développer; les actifs bancaires ont ainsi presque été multipliés par trois. Les améliorations apportées à la réglementation du secteur bancaire, entre autres, ont notamment consisté à renforcer son assise financière, à favoriser l'attribution de crédits et de microcrédits et à introduire des mesures réglementaires préventives en cas de risque potentiel de faillite. Il existe toujours des écarts importants – même s'ils diminuent – entre les taux d'intérêt des prêts et les taux de rémunération des dépôts. Le ratio de prêts improductifs est resté tout à fait raisonnable. Des incitations fiscales ont été introduites dans le domaine boursier. Le cadre juridique du secteur de l'assurance, qui est fortement concentré et d'assez petite taille, a fait l'objet de certains changements en vue de renforcer le secteur, de lutter contre les activités illégales et de réglementer la micro-assurance; cependant, l'imposition des activités d'assurance reste une question relativement complexe.

29. Le secteur des télécommunications reste ouvert et a poursuivi son expansion, même si le taux de pénétration de la téléphonie mobile et les tarifs nominaux restent relativement faibles à l'échelle régionale. Une nouvelle politique a été adoptée pour, entre autres, soutenir la connectivité des infrastructures. Outre l'évolution des institutions, une nouvelle législation sur les nombreux

domaines relatifs aux télécommunications, dont le partage des recettes entre opérateurs (redevance de licence), les tarifs, la portabilité des numéros et un programme sur l'obligation de service universel, a été adoptée, mais bon nombre de ses dispositions ne sont pas encore appliquées. Pour promouvoir la culture khmer et soutenir l'industrie locale, la diffusion de fictions étrangères fait l'objet de restrictions, et d'autres mesures de ce type sont envisagées.

30. Le Cambodge se caractérise encore par une faible connectivité des transports maritime et routier, le secteur des transports se heurtant toujours à des difficultés, notamment le coût élevé du transport de marchandises (en particulier par voie maritime) et l'insuffisance des infrastructures malgré l'amélioration de la capacité portuaire; les transports ferroviaires sont toujours limités, du point de vue de la disponibilité comme des performances en raison de la lenteur dans l'avancement des projets de réhabilitation. Les escales directes desservant les ports cambodgiens n'existent que depuis 2016 et ses deux principaux ports sont détenus par l'État; le cabotage est ouvert à tous les navires. La société à capital entièrement public Kampuchea Shipping Agency and Brokers (KAMSAB) est la seule entité à offrir des services multimodaux de transport par eau. Le transport aérien a continué de se développer et de favoriser la progression du tourisme, essentiellement grâce aux investissements étrangers dans les aéroports internationaux cambodgiens; dans le même temps, le pays a poursuivi ses efforts d'intégration du secteur de l'aviation dans les marchés internationaux en participant à davantage d'accords sur les services aériens. La présence commerciale étrangère ne fait l'objet d'aucune limitation dans le secteur de la distribution et l'investissement augmente, mais le commerce électronique demeure sous-développé.

31. Le tourisme, qui reste l'activité à part entière et la source de recettes publiques la plus importante, ainsi que le moteur de plusieurs autres activités économiques, a continué de se développer, favorisé principalement par l'amélioration de la stabilité dans les pays voisins; plusieurs politiques liées au tourisme restent en vigueur. Les services professionnels demeurent assez ouverts à l'investissement étranger, à condition que soient respectées les prescriptions relatives à l'enregistrement national ainsi que d'autres prescriptions. Les conditions et la procédure d'enregistrement et d'exercice des avocats étrangers au Cambodge ont été définies en 2016. Le marché de la santé compte un grand nombre d'acteurs dispensant des soins de santé, mais le budget alloué à la mise en œuvre des programmes de santé dépend de donateurs étrangers; la question de la couverture santé universelle reste en suspens.

32. En 2017, la croissance devrait s'établir à peu près au même niveau qu'en 2016. L'expansion de l'économie et la croissance du crédit ont créé une bulle spéculative dans le secteur immobilier. Tout ajustement chaotique des prix de l'immobilier à grande échelle risquerait d'avoir un impact négatif sur le secteur bancaire et l'activité économique en général. Un ralentissement de la croissance économique en Chine pourrait aussi potentiellement affecter la croissance par le biais de l'IED, des circuits bancaires et du secteur touristique. Les exportations de vêtements pourraient également subir l'effet négatif d'une hausse du dollar EU par rapport à d'autres grandes monnaies et/ou d'un ralentissement de la croissance en Europe. Les risques au niveau national comprennent les pressions budgétaires et l'érosion de la compétitivité dues à des hausses des salaires, qui pourraient prendre de vitesse les gains de productivité. Outre les réformes ciblant la diversification, la compétitivité, l'amélioration du climat des affaires et les réformes budgétaires, les autorités reconnaissent la nécessité de mener d'autres réformes, notamment en développant des infrastructures pour promouvoir la croissance rurale et la formation technique/professionnelle, afin de poursuivre sur ce chemin de croissance économique inclusive et étendue. De telles réformes permettraient au Cambodge d'atteindre ses objectifs en matière de politique économique et de protection sociale et de s'intégrer davantage dans le système commercial mondial.

# 1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

## 1.1 Principales caractéristiques de l'économie

1.1. Le Cambodge fait partie des pays les moins avancés (PMA). La forte croissance du PIB enregistrée ces dix dernières années a entraîné une baisse de la pauvreté et de l'inégalité, le PIB par habitant ayant atteint environ 1 300 dollars EU. Le secteur des services est celui qui contribue le plus au PIB avec une part représentant près de 40% de la valeur ajoutée en 2016, suivi du secteur de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture (25,7%) et du secteur manufacturier (16,1%). Récemment, le secteur de la construction est également devenu une composante importante du PIB. Une gestion macroéconomique prudente a permis une inflation relativement modérée, un taux de chômage relativement faible et des niveaux de dette extérieure raisonnables. Par ailleurs, selon la Banque asiatique de développement, l'économie cambodgienne est largement informelle: le PIB et le PIB par habitant seraient donc grandement sous-estimés, ce qui réduit l'efficacité de la politique gouvernementale.[1]

1.2. La participation de l'État dans l'économie a diminué (section 3.3.5). Le Cambodge est une des économies les plus ouvertes de la région, et le gouvernement considère les entreprises du secteur privé comme un élément capital pour la prospérité future du pays.[2] Le commerce joue un rôle vital pour permettre au Cambodge de parvenir au développement économique, de réduire la pauvreté, de créer des emplois et d'améliorer la compétitivité et la productivité. Le ratio des échanges de biens et de services au PIB est passé d'environ 127% en 2011 à environ 140% en 2016. Selon le FMI, les perspectives de croissance à court terme pour le Cambodge sont globalement favorables.[3]

## 1.2 Évolution économique récente

1.3. Depuis 2011, le taux de croissance moyen du PIB réel a été de 7,2% par an (tableau 1.1), et il devrait se maintenir à environ 7% en 2017.[4] La croissance a été alimentée par la construction, l'activité manufacturière (principalement de vêtements) et, dans une moindre mesure, par les services liés au tourisme (tableau 1.2). Ainsi, le PIB par habitant a été porté de 903,5 dollars EU en 2011 à 1 308,3 dollars EU en 2016. La croissance a également été soutenue dans une certaine mesure par les gains de productivité. Entre 2007 et 2014 (dernières données disponibles), la croissance annuelle de la productivité de 6,0% a été le principal facteur de la croissance annuelle de la valeur ajoutée par personne, située à 4,2%. En revanche, la baisse du taux d'emploi a fait reculer la croissance de la valeur ajoutée par personne de pas moins de 2,8%, en raison principalement d'une baisse du taux d'emploi dans le secteur agricole. La plus forte croissance annuelle de la productivité a été enregistrée dans le secteur immobilier, qui a progressé au taux annuel moyen de 2,7% entre 2007 et 2014. Ce taux a probablement été renforcé par l'essor du secteur immobilier au Cambodge après la crise financière mondiale. La croissance de la productivité dans le secteur agricole arrive en deuxième place, avec un taux annuel moyen de 1,8% grâce à l'application de technologies et d'intrants agricoles plus modernes; vient ensuite le secteur commercial (commerce de gros et de détail), avec une croissance de la production de 0,7%.[5]

### Tableau 1.1 Principaux indicateurs macroéconomiques, 2010-2016

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016[a] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Comptabilité nationale** | *(% de variation, sauf indication contraire)* | | | | | | |
| PIB réel (aux prix du marché de 2000) | 6,0 | 7,1 | 7,3 | 7,4 | 7,1 | 7,0 | 7,2 |
| Consommation | 9,0 | 11,3 | 4,7 | 5,7 | 4,3 | 5,8 | .. |
| Consommation privée | 8,8 | 10,2 | 4,6 | 5,8 | 4,5 | 5,9 | .. |
| Consommation des administrations publiques | 12,5 | 27,2 | 5,7 | 5,2 | 2,4 | 4,4 | .. |
| Formation brute de capital fixe | -9,8 | 10,8 | 17,4 | 15,3 | 9,0 | 10,6 | .. |
| Exportations de marchandises et de services non facteurs | 20,6 | 18,9 | 14,4 | 14,0 | 11,3 | 7,2 | .. |

[1] Renseignements en ligne de la BAsD. Adresse consultée: https://www.adb.org/sites/default/files/publication/176283/cambodia-addressing-skills-gap.pdf.

[2] BAsD, *Country Partnership Strategy: Cambodia 2014-2018*. Adresse consultée: https://www.adb.org/sites/default/files/linked-documents/cps-cam-2014-2018-psa.pdf.

[3] FMI, *Country Report n° 16/340*.

[4] FMI, *Country Report n° 16/340*.

[5] Banque mondiale, *Cambodia Economic Update April 2017*.

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016[a] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Importations de marchandises et de services non facteurs | 16,8 | 16,3 | 16,9 | 15,1 | 10,1 | 6,5 | .. |
| Exportations de biens et de services/PIB (%) (aux prix courants du marché) | 54,1 | 54,1 | 57,9 | 62,4 | 62,6 | 61,7 | .. |
| Importations de biens et de services/PIB (%) (aux prix courants du marché) | 59,5 | 59,5 | 62,7 | 67,7 | 67,0 | 66,1 | .. |
| Taux de chômage (%) | 0,4 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,2 | .. | .. |
| **Inflation et taux d'intérêt (moyenne annuelle)** | | | | | | | |
| Inflation (IPC, variation en %) | 4,0 | 5,5 | 2,9 | 2,9 | 3,9 | 1,2 | 3,0 |
| Taux créditeur (%) | 1,26 | 1,34 | 1,33 | 1,34 | 1,42 | 1,42 | 1,44 |
| Taux débiteur, devises (%) | 15,63 | 15,22 | 12,97 | 12,80 | 12,31 | 11,71 | 11,36 |
| **Taux de change** | | | | | | | |
| CR/$EU (moyenne annuelle) | 4 184,92 | 4 058,50 | 4 033,00 | 4 027,25 | 4 037,50 | 4 067,75 | 4 058,69 |
| Taux de change effectif réel (variation en %) | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Taux de change effectif nominal (variation en %) | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| | *(% du PIB, sauf indication contraire)* | | | | | | |
| **Finances publiques** | | | | | | | |
| Recettes | 13,2 | 13,2 | 15,2 | 15,2 | 18,1 | 17,4 | 18,7 |
| Recettes courantes | 12,9 | 13,0 | 14,8 | 15,1 | 17,9 | 17,2 | 18,5 |
| Recettes fiscales | 10,7 | 10,9 | 12,2 | 12,7 | 14,7 | 15,5 | 16,1 |
| Dépenses | 21,3 | 20,7 | 21,6 | 21,3 | 21,5 | 21,1 | 21,7 |
| Dépenses courantes | 11,0 | 11,4 | 12,1 | 12,1 | 13,1 | 13,7 | 14,6 |
| Solde budgétaire courant | 1,4 | 1,8 | 2,5 | 2,7 | 4,5 | 3,7 | 3,9 |
| Solde général | -8,7 | -7,3 | -6,5 | -6,4 | -3,7 | -3,7 | -3,0 |
| Dette publique | 27,1 | 28,2 | 30,5 | 32,0 | 31,5 | 31,3 | 29,5 |
| **Épargne et investissement** | | | | | | | |
| Épargne nationale brute | .. | 11,8 | 12,5 | 11,3 | 11,0 | 11,4 | 12,1 |
| Investissement intérieur brut | .. | 22,0 | 23,5 | 23,5 | 23,2 | 22,5 | 22,7 |
| Écart entre l'épargne et l'investissement | .. | -10,2 | -11,0 | -12,2 | -12,2 | -11,1 | -10,6 |
| **Secteur extérieur** | | | | | | | |
| Solde des opérations courantes | -6,0 | -6,0 | -8,2 | -13,0 | -9,8 | -9,3 | -8,3 |
| Commerce net de marchandises | -16,5 | -16,7 | -17,9 | -21,1 | -19,2 | -19,2 | -17,1 |
| Exportations de marchandises | 34,7 | 39,2 | 40,1 | 42,9 | 44,4 | 46,9 | 46,3 |
| Importations de marchandises | 51,2 | 56,0 | 57,9 | 64,0 | 63,6 | 66,1 | 63,4 |
| Solde des services | 9,3 | 10,9 | 11,8 | 11,4 | 11,5 | 11,4 | 10,4 |
| Compte de capital | 2,9 | 1,7 | 2,0 | 2,2 | 1,7 | 1,0 | 0,8 |
| Compte financier | -3,3 | -4,6 | -7,3 | -10,8 | -8,5 | -9,0 | -7,4 |
| Investissement direct, net | -11,7 | -10,5 | -12,8 | -12,0 | -10,0 | -9,2 | -10,8 |
| Balance des paiements | -1,4 | -2,5 | -2,8 | -2,4 | -4,5 | -4,3 | -4,4 |
| Termes de l'échange (variation en %) | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Exportations de marchandises[b] (variation en %) | 24,1 | 28,9 | 11,8 | 16,0 | 13,4 | 14,2 | 9,6 |
| Importations de marchandises[b] (variation en %) | 24,5 | 24,7 | 13,4 | 19,8 | 8,9 | 12,3 | 6,5 |
| Exportations de services[b] (variation en %) | 11,9 | 34,7 | 16,9 | 9,4 | 9,1 | 3,8 | 2,3 |
| Importations de services[b] (variation en %) | 18,0 | 35,8 | 15,4 | 14,8 | 6,8 | 1,1 | 3,4 |
| Réserves de change, à l'exclusion de l'or (millions de $EU) | 3 149,7 | 3 344,7 | 4 162,2 | 4 411,0 | 5 527,0 | 6 760,5 | 8 245,2 |
| en mois d'importations de marchandises et de services | 6,5 | 5,5 | 5,7 | 5,0 | 5,3 | 6,8 | 7,8 |
| Dette extérieure brute (millions de $EU) | 3 684,9 | 4 227,5 | 6 282,8 | 7 131,5 | 7 916,2 | 9 318,7 | .. |
| % du PIB | 32,8 | 33,0 | 44,7 | 46,8 | 47,4 | 51,6 | .. |

.. Non disponible.

a Estimations.
b Les taux de croissance sont fondés sur le $EU.

Source: Renseignements en ligne de l'Institut national de statistiques du Cambodge; renseignements en ligne de la Banque nationale du Cambodge; données provenant de la eLibrary du FMI; Banque mondiale; et données communiquées par les autorités.

**Tableau 1.2 Principaux indicateurs économiques et indicateurs de l'emploi, 2010-2016**

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PIB réel aux prix du marché (milliards de CR, aux prix de 2000) | 30 406,0 | 32 553,0 | 34 933,0 | 37 503,0 | 40 182,0 | 43 009,0 | 46 113,0 |
| PIB réel aux prix du marché (millions de $EU, aux prix de 2000) | 7 265,6 | 8 020,9 | 8 661,8 | 9 312,3 | 9 952,2 | 10 573,2 | 11 361,5 |
| PIB courant aux prix du marché (milliards de CR) | 47 048,0 | 52 068,7 | 56 681,6 | 61 326,9 | 67 436,8 | 73 422,7 | 81 242,0 |
| PIB courant aux prix du marché (millions de $EU) | 11 242,3 | 12 829,5 | 14 054,5 | 15 228,0 | 16 702,6 | 18 050,0 | 20 016,8 |
| PIB par habitant aux prix courants du marché ($EU) | 803,0 | 903,5 | 969,3 | 1 043,0 | 1 121,0 | 1 195,4 | 1 308,3 |
| **PIB par activité économique aux prix constants de 2000 (variation en %)** | | | | | | | |
| Agriculture, pêche et sylviculture | 4,0 | 3,1 | 4,3 | 1,6 | 0,3 | 0,2 | 4,0 |
| Cultures | 5,7 | 4,3 | 4,9 | 0,6 | 0,5 | 0,3 | 4,4 |
| Pêche | 2,4 | 3,1 | 6,7 | 5,4 | 0,1 | 0,3 | 3,8 |
| Industries extractives | 28,0 | 19,8 | 26,5 | 18,2 | 24,4 | 20,0 | 19,2 |
| Industries manufacturières | 29,6 | 16,2 | 6,9 | 9,8 | 6,7 | 9,2 | 6,8 |
| Textiles, vêtements et chaussures | 18,5 | 19,9 | 6,5 | 10,7 | 6,6 | 9,9 | 6,7 |
| Électricité, gaz, et eau | 7,2 | 5,1 | 7,9 | 7,0 | 9,7 | 9,6 | 8,3 |
| Construction | -25,5 | 7,9 | 18,2 | 13,7 | 21,4 | 19,2 | 13,5 |
| Services | 3,3 | 5,0 | 8,1 | 8,7 | 8,7 | 7,1 | 7,1 |
| Commerce de gros et de détail | 7,5 | 4,4 | 6,2 | 8,0 | 8,7 | 7,7 | 7,3 |
| Restauration et hôtellerie | 11,2 | 6,6 | 12,5 | 13,8 | 6,2 | 2,4 | 7,0 |
| Transport et communication | 8,0 | 5,8 | 6,1 | 8,9 | 7,7 | 8,1 | 7,1 |
| Finance | 13,5 | 15,1 | 14,0 | 9,0 | 13,4 | 8,2 | 6,6 |
| Administration publique | 11,5 | 3,2 | 1,5 | 4,2 | 5,0 | 4,6 | 4,3 |
| Activités immobilières et services fournis aux entreprises | -15,8 | 3,9 | 12,9 | 8,0 | 13,8 | 11,9 | 10,7 |
| Autres services | 4,2 | 3,2 | 5,7 | 7,3 | 7,1 | 5,1 | 4,9 |
| **Valeur ajoutée par activité économique aux prix courants (%)** | | | | | | | |
| Agriculture, pêche et sylviculture | 33,9 | 34,6 | 33,5 | 31,6 | 28,9 | 26,6 | 25,7 |
| Cultures | 19,0 | 20,6 | 20,1 | 18,7 | 17,2 | 15,8 | 15,4 |
| Pêche | 7,5 | 7,2 | 7,2 | 7,0 | 6,4 | 5,9 | 5,8 |
| Industries extractives | 0,6 | 0,6 | 0,8 | 0,9 | 1,2 | 1,3 | 1,5 |
| Industries manufacturières | 14,7 | 15,2 | 15,1 | 15,5 | 15,4 | 16,0 | 16,1 |
| Textiles, vêtements et chaussures | 9,4 | 10,0 | 9,9 | 10,3 | 10,1 | 10,6 | 11,1 |
| Électricité, gaz, et eau | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,6 | 0,6 |
| Construction | 6,1 | 5,8 | 6,6 | 7,2 | 8,5 | 9,8 | 10,3 |
| Services | 38,3 | 37,5 | 37,8 | 38,5 | 39,7 | 39,8 | 39,2 |
| Commerce de gros et de détail | 9,3 | 9,2 | 9,0 | 9,1 | 9,4 | 9,5 | 9,4 |
| Restauration et hôtellerie | 4,5 | 4,3 | 4,6 | 5,0 | 5,1 | 4,9 | 4,6 |
| Transport et communication | 7,6 | 7,6 | 7,5 | 7,7 | 8,0 | 8,1 | 8,0 |
| Finance | 1,4 | 1,5 | 1,6 | 1,7 | 1,9 | 1,9 | 1,9 |
| Administration publique | 1,7 | 1,6 | 1,5 | 1,5 | 1,4 | 1,4 | 1,4 |
| Activités immobilières et services fournis aux entreprises | 5,5 | 5,2 | 5,6 | 5,7 | 6,1 | 6,4 | 6,6 |
| Autres services | 8,3 | 8,0 | 7,9 | 7,9 | 7,9 | 7,8 | 7,6 |
| **Structure de l'emploi national (% de la population employée)** | | | | | | | |
| Agriculture, pêche et sylviculture | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Cultures | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Pêche | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Industries extractives | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Industries manufacturières | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Textiles, vêtements et chaussures | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Électricité, gaz, et eau | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Construction | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Services | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Commerce de gros et de détail | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Restauration et hôtellerie | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Transport et communication | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Finance | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Administration publique | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Activités immobilières et services fournis aux entreprises | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Autres services | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |

.. Non disponible.

Source: Données communiquées par les autorités; et Statistiques financières internationales en ligne du FMI.

1.4. Il semble que la croissance ait été inclusive et étendue, avec des niveaux de pauvreté[6] qui sont tombés de 50% en 2005 à 14% en 2015 (dernières données disponibles).[7] Par ailleurs, la croissance a aussi été répartie de manière relativement égale, entraînant ainsi une baisse de l'inégalité qui, mesurée selon le coefficient Gini, est tombée de 0,41 en 2007 à 0,31 en 2012 (dernières données disponibles).[8] La réduction de la pauvreté s'explique en grande partie par quatre facteurs: i) les augmentations du prix du riz, ii) la hausse de la production de riz, iii) la croissance des salaires agricoles et iv) la hausse des revenus des activités non salariées hors secteur agricole. Concernant les taux d'émigration élevés, les envois de fonds en espèces et en nature alimentent la hausse de la consommation pour de nombreux foyers ruraux, et ils expliquent aussi en partie la réduction de la pauvreté. La nature de l'emploi et la flexibilité de la main-d'œuvre expliquent également la réduction de la pauvreté et de l'inégalité. Étant donné que la plupart des emplois sont peu qualifiés (agriculture, vêtements et construction), il est relativement facile pour les travailleurs de changer d'emploi ou de prendre un emploi supplémentaire lorsque des occasions se présentent. La forte croissance économique a permis au pays de passer en 2015 du statut de pays à faible revenu au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

1.5. L'expansion de l'économie a par ailleurs entraîné une croissance rapide du crédit. Cette croissance a été multisectorielle, mais elle a été particulièrement concentrée sur le secteur immobilier, créant ainsi une bulle spéculative. Un ajustement chaotique des prix de l'immobilier à grande échelle risquerait d'avoir un impact négatif sur le secteur bancaire et l'activité économique en général.[9] Outre la croissance rapide du crédit, d'autres risques potentiels pour la stabilité de la croissance future sont liés à un ralentissement marqué observé en Chine, qui pourrait potentiellement avoir des répercussions par le biais de l'IED, des circuits bancaires et du secteur touristique. Par ailleurs, selon le FMI, une hausse du dollar EU et/ou un ralentissement de la croissance en Europe pourraient affecter les exportations de vêtements. Un durcissement plus rapide que prévu des conditions financières mondiales pourrait également faire augmenter les coûts de financement et aggraver les risques de liquidité dans le système financier. Les risques au niveau national comprennent les pressions budgétaires et l'érosion de la compétitivité dues à des hausses des salaires, qui pourraient prendre de vitesse les gains de productivité.[10]

1.6. Les autorités sont conscientes des risques susmentionnés et ont tenté d'y remédier. Afin de soutenir la stabilité financière et d'assurer un atterrissage en douceur du cycle de crédit, un ratio de liquidité à court terme et des conditions de fonds propres minimums pour les banques ont été introduits en 2016 (voir la section 4.5.3). La phase III de la Stratégie rectangulaire reflète

[6] Selon le Ministère de la planification, au Cambodge, le seuil de pauvreté national est défini comme correspondant à la population qui vit avec moins de 0,93 dollar EU par habitant et par jour.

[7] Renseignements en ligne de la Banque asiatique de développement. Adresse consultée: https://www.adb.org/countries/cambodia/poverty.

[8] Renseignements en ligne de la Banque mondiale. Adresse consultée: http://data.worldbank.org/country/cambodia.

[9] Selon le FMI, les prix des terrains pour des logements et des bureaux à Phnom Penh ont augmenté de 26% et de 19%, respectivement, en glissement annuel en 2015; soit la plus forte augmentation parmi les villes asiatiques. Étant donné que 95% des prêts au Cambodge sont garantis par des terrains, un nombre plus important de débiteurs pourraient voir leur dette dépasser la valeur du bien hypothéqué en cas de choc négatif du secteur immobilier, ce qui pourrait entraîner une multiplication des défauts de paiement et des ventes au rabais (FMI, *Country Report n° 16/340*).

[10] FMI, *Country Report n° 16/340*.

l'objectif du gouvernement qui consiste à promouvoir le développement national durable et la réduction de la pauvreté sur le long terme en mettant l'accent sur: le développement agricole (diversification, valeur ajoutée et productivité); le développement des infrastructures matérielles; le développement et l'emploi du secteur privé; et le renforcement des capacités et le développement des ressources humaines (voir la section 2.3).

1.7. Dans ce contexte, les autorités ont annoncé qu'elles continueraient à privilégier les investissements publics en faveur des routes, des voies ferrées, des ponts et des infrastructures d'irrigation pour promouvoir le développement rural et renforcer la croissance inclusive. Le gouvernement considère que l'investissement public dans ces projets d'infrastructure contribuera à faciliter l'investissement privé. Sur le court terme, la conclusion de plusieurs projets de centrales hydroélectriques devrait permettre d'approvisionner l'ensemble de la population en électricité à un coût abordable et contribuer à améliorer le climat des affaires et la compétitivité au Cambodge. Par ailleurs, le gouvernement s'efforce de promouvoir la formation technique et professionnelle, afin de répondre aux inadéquations sur le plan des compétences, ce qui devrait renforcer la productivité et promouvoir la croissance inclusive (voir la section 1.2.4).

### 1.2.1 Politique monétaire et politique de taux de change

1.8. La conduite de la politique monétaire relève de la Banque nationale du Cambodge (section 4.5.3). "La mission de la Banque est de déterminer et mener la politique monétaire de manière à maintenir la stabilité des prix afin de faciliter le développement économique du pays dans le cadre de la politique économique et financière du Royaume."[11]

1.9. Le seul instrument de politique monétaire à la disposition de la Banque est la réserve obligatoire, qui est utilisée pour contrôler la masse monétaire dans l'économie. Toutefois, étant donné l'exiguïté du secteur bancaire et le niveau élevé de dollarisation de l'économie, des questions persistent quant à l'efficacité de la réserve obligatoire pour atteindre l'objectif de stabilité des prix. En 2012, la Banque nationale du Cambodge a relevé le ratio de la réserve obligatoire de 50 points de base pour atteindre 12,5%. Depuis 2011, la masse monétaire a augmenté à un taux annuel moyen de plus de 20%.

1.10. Selon le FMI, au Cambodge, les dispositions *de jure* en matière de change prennent la forme d'un régime de flottement contrôlé. Le régime de change *de facto* est un "autre flottement dirigé". L'objectif de la politique de taux de change est également de maintenir une stabilité des prix. À cet effet, la stabilisation du taux de change vis-à-vis du dollar EU est un point d'ancrage nominal important pour aider à maintenir l'inflation à un niveau bas et stable. Ainsi, pour garder un taux de change stable, la Banque nationale du Cambodge intervient sur le marché. Le taux de change est resté stable au cours de la période à l'examen (tableau 1.1). Par contre, le taux de change effectif réel s'est apprécié d'environ 8% en 2016. L'appréciation résulte de l'augmentation nominale du dollar EU par rapport aux devises des principaux partenaires commerciaux du Cambodge (l'UE et la Chine), d'une croissance économique remarquable, et des flux bancaires étrangers entrants. Selon les estimations du FMI, le taux de change effectif réel serait surévalué d'environ 5% à 10%, ce qui signifie qu'une dépréciation effective réelle de 5% à 10% serait nécessaire pour combler l'écart entre l'excédent sous-jacent du compte courant et le niveau qui peut être expliqué par les fondamentaux et les politiques souhaitables.[12] Selon le FMI, la surévaluation, en l'absence d'un régime de taux de change indépendant, nécessite des politiques qui freinent la croissance du crédit sur le court terme, tout en consolidant la situation budgétaire et en améliorant la productivité et la compétitivité sur le moyen terme.[13]

1.11. L'inflation, telle que mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), a culminé à 5,5% en 2011, avant de retomber à 1,2% en 2015. En 2016, l'IPC aurait atteint 3%. Les pressions inflationnistes récentes se sont renforcées en raison de la forte demande intérieure continue tirée par la consommation des foyers et induite en partie par la hausse des salaires.

[11] Renseignements en ligne de la Banque nationale du Cambodge. Adresse consultée: https://www.nbc.org.kh/english/.
[12] FMI, *Country Report n° 16/340*.
[13] FMI, *Country Report n° 16/340*.

### 1.2.2 Politique budgétaire

1.12. Le déficit budgétaire est tombé de 7,3% du PIB en 2011 à 3% du PIB en 2016. La baisse du déficit a été possible grâce à la croissance des recettes. Le total des recettes publiques est passé de 13,2% du PIB en 2011 à 18,7% du PIB en 2016 (voir la section 1.2.3.4), tandis que sur la même période, les dépenses totales ont représenté environ 21% du PIB. Toutefois, les déficits budgétaires persistants ont entraîné une hausse modérée de l'encours de la dette extérieure, qui est passé d'environ 28% du PIB en 2011 à environ 30% du PIB en 2016.

1.13. Sur le plan des dépenses, les hausses des salaires enregistrées en 2013, 2015 et 2016 ont entraîné une augmentation des dépenses courantes, mais l'augmentation a été compensée dans une large mesure par la baisse des dépenses d'équipement. Selon les autorités, le Cambodge a eu recours à des financements extérieurs pour financer le développement de l'infrastructure et les secteurs prioritaires.

### 1.2.3 Questions structurelles

1.14. Selon le Plan national de développement stratégique 2014-2018, des réformes structurelles doivent être mises en œuvre pour assurer l'objectif annoncé par le gouvernement, qui consiste à atteindre une croissance inclusive et durable. Les contraintes et les fragilités structurelles rencontrées par le Cambodge comprennent: une base économique étroite, un climat des affaires peu propice et une dollarisation élevée combinée avec des marchés financiers sous-développés. Ces éléments structurels limitent le potentiel de croissance et rendent l'économie et le système financier vulnérables aux chocs, tout en réduisant la portée de la réponse face à ces derniers. Ainsi, les réformes structurelles devraient notamment viser à promouvoir la diversification, à renforcer la compétitivité, et à améliorer le climat des affaires et le caractère inclusif. À cet effet, le Cambodge a entrepris et mis en œuvre certaines réformes (voir ci-après).

#### 1.2.3.1 Diversification et compétitivité

1.15. La base d'exportation du Cambodge reste limitée et dépendante des vêtements à faible valeur ajoutée. La production de vêtements est très substituable entre pays et peut être relocalisée rapidement vers ceux qui offrent une meilleure compétitivité des prix. Pour atténuer l'impact des chocs exogènes, le gouvernement a lancé en 2015 la Politique de développement industriel afin d'attirer l'IED vers les secteurs de fabrication de produits autres que des articles d'habillement à forte intensité de main-d'œuvre. Les hausses du salaire minimum et les améliorations de la productivité au point mort, associés à l'incertitude exacerbée découlant des conflits du travail, ont érodé la compétitivité. Le gouvernement affirme qu'il reste déterminé à mettre en œuvre la Politique de développement industriel et reconnaît qu'il est nécessaire d'accélérer sa mise en œuvre.

#### 1.2.3.2 Conditions de l'activité des entreprises

1.16. Le coût de l'activité commerciale reste élevé à cause des liaisons de transport inadéquates, des coûts élevés de l'énergie, et des procédures administratives non transparentes et lourdes.[14] Pour résoudre ce problème, la Loi sur l'investissement et la Loi sur les zones économiques spéciales font l'objet d'une révision visant à améliorer les conditions de l'activité des entreprises et à soutenir la diversification, conformément à la Politique de développement industriel. De plus, depuis le début de l'année 2014, le gouvernement a lancé, entre autres mesures, une nouvelle vague de réformes visant à améliorer les conditions de l'activité des entreprises et le climat de l'investissement. Ces réformes visent avant tout à: simplifier et automatiser l'enregistrement des entreprises (pour permettre aux demandeurs d'enregistrer une nouvelle entreprise en ligne de façon beaucoup plus rapide, réduisant en fin de compte le contact direct avec les organismes gouvernementaux); automatiser le certificat d'origine (pour que les entreprises puissent faire la demande de certificat par voie électronique); et éliminer les paiements informels (17 grandes

[14] Selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale, le Cambodge se situait à la 131ème place sur 190 pays en 2016; le pays était classé 180ème en matière de création d'entreprise, 124ème en matière de raccordement à l'électricité et 178ème en matière d'exécution des contrats. De plus, selon l'indice de compétitivité mondiale de la Banque mondiale, le Cambodge occupait la 89ème place sur 138 pays en 2015; la corruption avait été signalée comme étant le principal obstacle pour les entreprises, suivie du manque de formation de la main-d'œuvre et de l'inefficacité de la bureaucratie gouvernementale.

entreprises ont signé un Mémorandum d'accord avec l'Unité anticorruption, dont 9 sont situées dans la Zone économique spéciale de Phnom Penh).

#### 1.2.3.3 Réformes du secteur financier

1.17. Il n'existe pas de marché des obligations d'État, malgré la nécessité d'orienter l'épargne intérieure pour financer les dépenses en faveur de la croissance. Le marché des changes reste étroit et les transactions sont concentrées autour de quelques bureaux de change.[15] Les marchés financiers limités empêchent l'affectation efficiente des ressources et le partage des risques, et entravent la mise en œuvre de la politique monétaire et l'efficacité de la politique budgétaire, étant donné l'absence d'instruments de financement. Le gouvernement a mis en œuvre plusieurs mesures visant à promouvoir le développement du marché boursier, et il a élaboré des règles et des réglementations pour un marché des obligations d'État (qui devraient être finalisées d'ici à 2018). La Banque nationale du Cambodge compte aussi développer le marché interbancaire en encourageant le recours aux certificats de dépôt négociables.[16]

#### 1.2.3.4 Réforme fiscale

1.18. La situation du déficit budgétaire s'est considérablement améliorée grâce à la forte hausse des recettes fiscales. La forte augmentation des recettes a pu se faire grâce à l'adoption en 2014 de la "Stratégie de mobilisation des recettes" du gouvernement. La Stratégie est axée sur une approche en trois volets: i) amélioration de la gestion des recettes, ii) mise en œuvre de politiques fiscales justes et efficientes et iii) renforcement de la gouvernance. À cet égard, la stratégie vise avant tout à renforcer la gestion des recettes, la politique des recettes fiscales et le cadre institutionnel afin de continuer à doper les recettes intérieures d'au moins 0,5% du PIB par an sur le moyen terme. L'amélioration de la gestion des recettes implique un meilleur enregistrement des contribuables, une aide à la déclaration, la conduite d'audits, et la gestion des arriérés. S'agissant des douanes, l'attention est portée sur le renforcement des processus de dédouanement (déclaration en douane, évaluation, gestion des risques et audit) et sur le contrôle transfrontières (contrebande). Sur le plan de la politique fiscale, la Stratégie est axée sur les droits d'accise, la TVA, l'élargissement de la base d'imposition, la rationalisation des incitations fiscales et des exonérations temporaires, et l'imposition de taxes foncières.

1.19. Selon le FMI, pour garantir le maintien des récentes hausses des recettes sur le moyen terme, les réformes devraient viser à moderniser la politique fiscale et à améliorer la gestion des recettes. Les réformes concernant la politique fiscale devraient être axées sur l'amélioration de la productivité, de l'efficience et de la transparence de la plupart des impôts, ainsi que sur la rationalisation des incitations fiscales, l'amélioration de la fiscalité des entreprises, et sur la réforme du droit d'accise et de l'impôt foncier. Les réformes concernant la gestion fiscale devraient viser à construire un cadre institutionnel solide pour renforcer les récentes améliorations administratives et mettre en œuvre les futures réformes. Sur le plan des dépenses, il est essentiel, pour aller de l'avant, d'élaborer un cadre budgétaire sur le moyen terme permettant de répartir les dépenses de manière systématique et d'améliorer l'efficacité des dépenses. Un cadre institutionnel adapté aux partenariats public-privé est également nécessaire pour limiter le passif éventuel. La hausse des salaires devrait être viable sur le plan budgétaire et assortie d'efforts constants visant à consolider les réformes de la fonction publique.[17]

### 1.2.4 Balance des paiements

1.20. Au cours de la période à l'examen, le Cambodge a vu le déficit de son compte courant passer de 765 millions de dollars EU (6,0% du PIB) en 2011 à presque 1,7 milliard de dollars EU (8,3% du PIB) en 2016 (tableau 1.3), ce qui montre l'écart qui se creuse entre l'épargne intérieure

[15] Selon les autorités, les banques commerciales ont joué un rôle plus important dans le marché des changes. Par ailleurs, la Banque nationale du Cambodge est en train de développer une plate-forme de change en ligne destinée aux banques commerciales, qui devrait être opérationnelle à la fin de 2017. Cette plate-forme permettrait aux banques et aux bureaux de change d'effectuer des transactions sur devises entre eux.

[16] La Banque nationale du Cambodge a introduit les certificats de dépôt négociables en 2013. En vue de promouvoir les certificats de dépôt négociables et l'utilisation du riel, de soutenir le développement du secteur agricole et de contribuer à la baisse du taux d'intérêt intérieur élevé, une Opération d'apport de liquidité garantie a été introduite pour établir un taux de référence pour le marché.

[17] FMI, *Country Report n° 16/340*.

brute et l'investissement intérieur brut. Le déficit du compte courant a culminé à près de 2,0 milliards de dollars EU (13% du PIB) en 2013, mais il suit depuis une trajectoire à la baisse. La croissance des importations a ralenti: le secteur national de la construction a été plus modéré, ce qui a entraîné une baisse des importations de matériaux de construction. Le gouvernement a par ailleurs indiqué que le ralentissement de la croissance des importations peut également être attribué aux changements structurels à la suite desquels la production nationale a remplacé les importations dans les secteurs, par exemple, du ciment et des produits alimentaires et des boissons, et, dans une moindre mesure, à une baisse des prix mondiaux des produits de base, en particulier du pétrole brut. À l'inverse, la croissance des exportations est restée solide, tirée par les exportations de vêtements vers l'UE-28 dans le cadre de l'Initiative "Tout sauf les armes" (section 2.4.2.2). Ainsi, la part du déficit commercial au PIB est tombée de 21% en 2013 à environ 17% en 2016, malgré une légère hausse enregistrée depuis en termes absolus.

**Tableau 1.3 Balance des paiements, 2010-2016**

(Millions de $EU)

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Compte courant** | -678,9 | -765,0 | -1 155,4 | -1 980,6 | -1 644,8 | -1 675,3 | -1 668,5 |
| Balance des marchandises et des services | -803,9 | -744,8 | -853,9 | -1 485,4 | -1 283,0 | -1 415,5 | -1 348,6 |
| Balance commerciale | -1 851,2 | -2 145,7 | -2 510,1 | -3 214,9 | -3 209,9 | -3 465,4 | -3 425,3 |
| Exportations | 3 905,9 | 5 034,6 | 5 629,5 | 6 532,6 | 7 408,7 | 8 457,3 | 9 269,7 |
| Importations | 5 757,1 | 7 180,3 | 8 139,6 | 9 747,6 | 10 618,6 | 11 922,7 | 12 695,0 |
| Balance des services | 1 047,4 | 1 400,9 | 1 656,1 | 1 729,5 | 1 926,9 | 2 049,8 | 2 076,7 |
| Crédit | 2 027,0 | 2 731,0 | 3 191,3 | 3 492,2 | 3 810,2 | 3 954,1 | 4 045,0 |
| Débit | 979,7 | 1 330,1 | 1 535,2 | 1 762,7 | 1 883,2 | 1 904,3 | 1 968,3 |
| Balance des revenus | -514,3 | -600,0 | -713,8 | -875,3 | -955,1 | -1 107,3 | -1 234,3 |
| Crédit | 58,6 | 61,3 | 67,6 | 70,8 | 132,5 | 127,7 | 126,3 |
| Débit | 573,0 | 661,4 | 781,4 | 946,1 | 1 087,7 | 1 235,0 | 1 360,6 |
| Transferts courants | 639,3 | 579,9 | 412,3 | 380,1 | 593,2 | 847,6 | 914,4 |
| Crédit | 664,0 | 605,7 | 499,5 | 502,6 | 735,1 | 991,8 | 1 016,6 |
| Débit | 24,7 | 25,8 | 87,1 | 122,5 | 141,8 | 144,3 | 102,2 |
| **Compte de capital** | 330,9 | 222,1 | 276,5 | 342,0 | 277,6 | 171,8 | 160,4 |
| **Balance des opérations courantes et des opérations en capital** | 402,6 | -542,8 | -878,9 | -1 638,7 | -1 367,2 | -1 503,5 | -1 508,1 |
| **Compte d'opérations financières[a]** | -375,3 | -587,7 | -1 020,9 | -1 650,2 | -1 412,4 | -1 618,2 | -1 481,2 |
| Investissement direct | -1 320,7 | -1 343,8 | -1 798,8 | -1 826,1 | -1 676,9 | -1 653,7 | -2 166,9 |
| Investissement direct du Cambodge à l'étranger | 20,6 | 29,2 | 36,2 | 46,3 | 43,2 | 47,5 | 121,9 |
| Investissement étranger direct au Cambodge | 1 341,2 | 1 373,1 | 1 835,0 | 1 872,4 | 1 720,1 | 1 701,2 | 2 288,8 |
| Investissements de portefeuille | 36,4 | 6,0 | 34,2 | 18,7 | 22,5 | 15,1 | 2,2 |
| Autres investissements | 748,1 | 429,9 | 356,1 | -202,1 | -515,1 | -754,7 | -193,2 |
| Actifs | 1 242,0 | 1 184,1 | 2 259,8 | 1 078,7 | 758,7 | 1 014,2 | 1 994,7 |
| Passifs | 494,0 | 754,2 | 1 903,7 | 1 280,8 | 1 273,9 | 1 768,8 | 2 188,0 |
| Actifs de réserve | 160,9 | 320,2 | 387,6 | 359,4 | 757,1 | 775,1 | 876,8 |
| Erreurs et omissions | -27,3 | -44,9 | -142,0 | -11,5 | -45,2 | -114,7 | 26,9 |

a Prêts nets (+)/endettement net (-).

Source: Renseignements en ligne de la Banque nationale du Cambodge.

1.21. Au cours de la période à l'examen, la balance des services en pourcentage du PIB a baissé, mais elle a augmenté en termes absolus. Cette augmentation était due à la croissance du secteur touristique, comme le montre la hausse de la part des transports et des voyages dans les recettes issues des services (tableau 1.4). En revanche, les recettes issues des autres services fournis aux entreprises et des services de communication, ainsi que des services informatiques et d'information, ont diminué. Les paiements liés aux transports et aux voyages ont également augmenté, preuve d'un secteur touristique solide. À l'inverse, les paiements liés à la construction ont diminué, ce qui montre un ralentissement du secteur de la construction. Au cours de la période à l'examen, les paiements liés aux bénéfices et aux dividendes rapatriés ont augmenté et sont reflétés dans le solde des revenus négatif. En revanche, les transferts courants, qui comprennent principalement les rapatriements de salaires, ont connu une hausse.

**Tableau 1.4 Composition du commerce des services, 2010-2016**

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Crédit total (millions de $EU)** | **2 027,1** | **2 731,0** | **3 191,3** | **3 492,2** | **3 810,2** | **3 953,9** | **4 036,8** |
| | % du crédit total | | | | | | |
| Transports | 11,1 | 10,1 | 9,8 | 9,8 | 10,3 | 10,6 | 11,4 |
| Voyages | 74,9 | 76,3 | 77,1 | 76,1 | 77,5 | 79,3 | 79,5 |
| Construction | 0,5 | 0,3 | 0,5 | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Services d'assurance | 0,1 | 0,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Services financiers | 0,2 | 1,0 | 0,6 | 0,6 | 0,7 | 0,9 | 0,2 |
| Services de communication, d'informatique et des technologies de l'information | 4,1 | 2,6 | 2,1 | 1,7 | 1,9 | 2,2 | 1,8 |
| Autres services fournis aux entreprises | 3,5 | 4,7 | 5,3 | 7,2 | 6,6 | 2,4 | 2,0 |
| Services personnels, culturels et récréatifs | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 |
| Services des administrations publiques | 5,5 | 4,7 | 4,3 | 4,0 | 2,6 | 4,3 | 4,6 |
| **Débit total (millions de $EU)** | **979,7** | **1 330,1** | **1 535,2** | **1 762,7** | **1 883,2** | **1 904,2** | **1 961,6** |
| | % du débit total | | | | | | |
| Transports | 49,8 | 56,6 | 52,3 | 54,3 | 48,9 | 50,3 | 51,5 |
| Voyages | 20,3 | 19,9 | 20,5 | 20,1 | 21,3 | 24,9 | 25,4 |
| Construction | 10,6 | 6,6 | 9,8 | 8,2 | 6,8 | 4,5 | 4,7 |
| Services d'assurance | 4,7 | 5,2 | 5,9 | 5,7 | 6,0 | 6,3 | 6,4 |
| Services financiers | 2,1 | 0,3 | 0,4 | 1,7 | 0,5 | 0,2 | 0,4 |
| services de communication, d'informatique et des technologies de l'information | 4,8 | 3,3 | 3,0 | 2,9 | 6,3 | 7,0 | 5,8 |
| Autres services fournis aux entreprises | 4,3 | 5,1 | 4,8 | 4,5 | 7,3 | 4,4 | 3,5 |
| Services personnels, culturels et récréatifs | 0,5 | 0,4 | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,1 | 0,2 |
| Services des administrations publiques | 2,3 | 1,9 | 2,2 | 1,6 | 1,6 | 1,8 | 1,6 |

Source: Renseignements fournis par la Banque nationale du Cambodge.

1.22. Le déficit du compte courant a été couvert par le compte financier, principalement les flux entrants d'IED, qui ont été abondants pendant la période à l'examen. Ainsi, les réserves de change ont plus que doublé depuis 2011, pour atteindre quelque 8,3 milliards de dollars EU en 2016, assurant ainsi presque huit mois de couverture des importations.

## 1.3 Évolution des échanges et des investissements

1.23. Pendant la période à l'examen, les parts des exportations et des importations de marchandises dans le PIB ont toutes deux augmenté; la part des exportations est passée de 39,2% en 2011 à 46,3% en 2016, tandis que celle des importations est passée de 56,0% en 2011 à 63,4% en 2016. En revanche, les parts des exportations et des importations de services ont toutes deux diminué pendant cette même période. L'amélioration est principalement imputable à un accroissement des paiements et des recettes au titre des services de transport et des services liés aux voyages, ce qui dénote une augmentation significative des activités touristiques dans le pays (section 4.5.7).

1.24. Les flux entrants d'IED sont passés d'environ 1,4 milliard de dollars EU (10,5% du PIB) en 2011 à 2,3 milliards de dollars EU (11,5% du PIB) en 2016, le stock d'IED entrant ayant atteint 15 milliards de dollars EU. Selon le gouvernement, l'augmentation découle d'un certain nombre de raisons, notamment: la stabilité politique et macroéconomique, une politique d'investissement libérale, une meilleure intégration au niveau régional et mondial, et une amélioration du climat de l'investissement à la fois en termes d'infrastructure matérielle et immatérielle.

### 1.3.1 Tendances et structure du commerce des marchandises

1.25. Les exportations du Cambodge restent fortement concentrées sur le secteur des vêtements, qui représentait plus de 65% du total des exportations en 2016 (graphique 1.1 et tableau A1. 1),

les autres biens de consommation comme les chaussures et les sacs à main représentant 13% du total des exportations. Si la part des vêtements a augmenté au cours de la période à l'examen, celle des autres produits de consommation a diminué de plus de moitié. En outre, la part des produits manufacturés a également chuté dans l'ensemble.[18] Par contre, la part des produits agricoles a affiché une légère hausse entièrement due à l'augmentation des exportations de riz. En revanche, les exportations de matières premières agricoles comme le caoutchouc ont diminué en raison de la chute des prix internationaux du caoutchouc.

1.26. Comme dans la plupart des pays, la structure des importations du Cambodge est moins concentrée que celle des exportations. La plus importante catégorie de produits importés est restée celle des textiles, qui sont utilisés comme intrants pour l'industrie des vêtements, et dont la part n'a pas changé pendant la période considérée (graphique 1.1 et tableau A1. 2). Toutefois, la part des produits manufacturés a augmenté, principalement du fait de la hausse des importations de produits automobiles et d'autre matériel de transport, et dans une moindre mesure, de la hausse des importations d'or. L'augmentation des importations dans ces deux catégories peut être attribuée à une hausse des revenus et du pouvoir d'achat qui découle de la croissance économique et de l'accès relativement aisé au crédit à la consommation. En conséquence, la part des produits primaires dans les importations totales a chuté. Dans le groupe des produits primaires, la baisse a été principalement due à une contraction de la part des combustibles dans un contexte de baisse des cours internationaux des produits de base, notamment des combustibles.[19]

1.27. En 2016, le principal marché d'exportation du Cambodge a été l'UE-28, suivie des États-Unis et du Japon (graphique 1.2 et tableau A1. 3). La part de l'UE-28 a considérablement augmenté et a pris la place des États-Unis, dont la part a diminué, pour devenir le principal marché d'exportation du Cambodge. Une raison plausible expliquant ce changement réside dans les importations en franchise de droits à destination de l'UE-28 dans le cadre de l'Initiative "Tout sauf les armes" (section 2.4.2.2). La part de l'Asie a également chuté, en particulier celles de Hong Kong, Chine et de l'ASEAN.

1.28. Les importations du Cambodge restent fortement concentrées, 90% d'entre elles provenant de l'Asie, dont la part a augmenté pendant la période à l'examen (graphique 1.2 et tableau A1. 4). En 2016, le principal fournisseur du Cambodge était la Chine, suivie de la Thaïlande et du Viet Nam. Les parts de la Chine et de la Thaïlande ont connu une forte croissance depuis 2011, tandis que celle du Viet Nam a depuis enregistré une baisse. De plus, les parts de l'ASEAN et du reste de l'Asie ont elles aussi diminué.

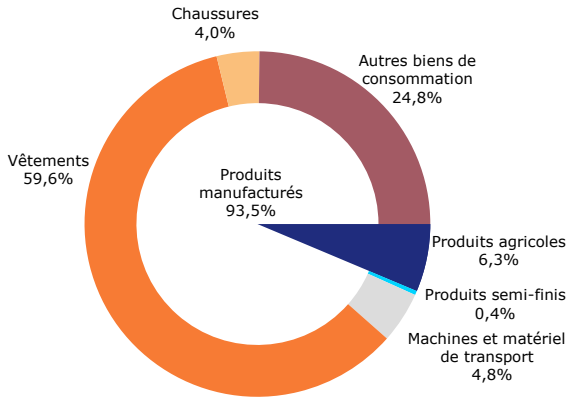
[18] Selon le gouvernement, jusqu'en 2011 inclus, l'envoi de devises des États-Unis à l'étranger était considéré comme étant une exportation. Les données douanières du Cambodge pour 2011 enregistrent des sorties d'une valeur de 1,57 milliard de dollars EU en billets de banque (SH 4907.0010), qui ont été expédiés principalement vers Hong Kong, Chine et Singapour. Cette donnée est prise en compte dans la composition des marchandises exportées et dans les destinations. La pratique qui consiste à inclure les envois de devises dans les données d'exportation a cessé en 2012.

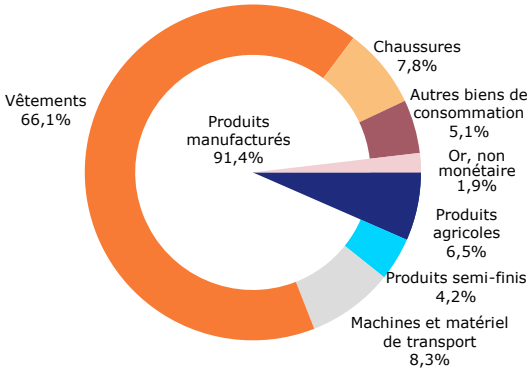
[19] Il semble y avoir un écart entre les données de Comtrade sur les importations de combustibles pour 2014 et celles pour 2015.

**Graphique 1.1 Composition par produit du commerce des marchandises, 2011 et 2016**

**2011** **2016**

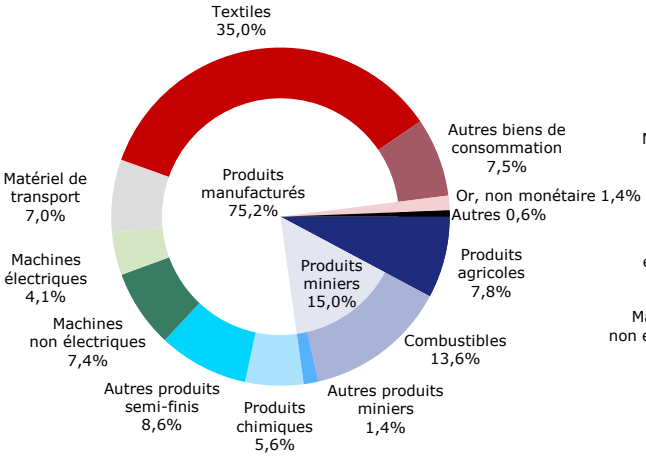
**Exportations (f.a.b.)**

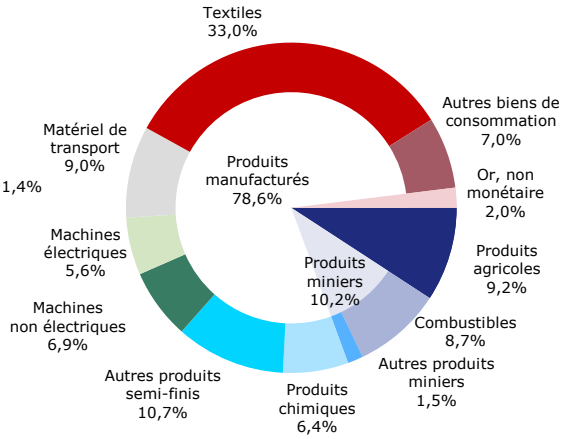



**Total: 6,7 milliards de $EU** **Total: 10,1 milliards de $EU**

**Importations (c.a.f.)**




**Total: 6,1 milliards de $EU** **Total: 12,4 milliards de $EU**

Source: Base de données Comtrade (CTCI Rev.3) de la DSNU.

### 1.3.2 Tendances et structure de l'IED

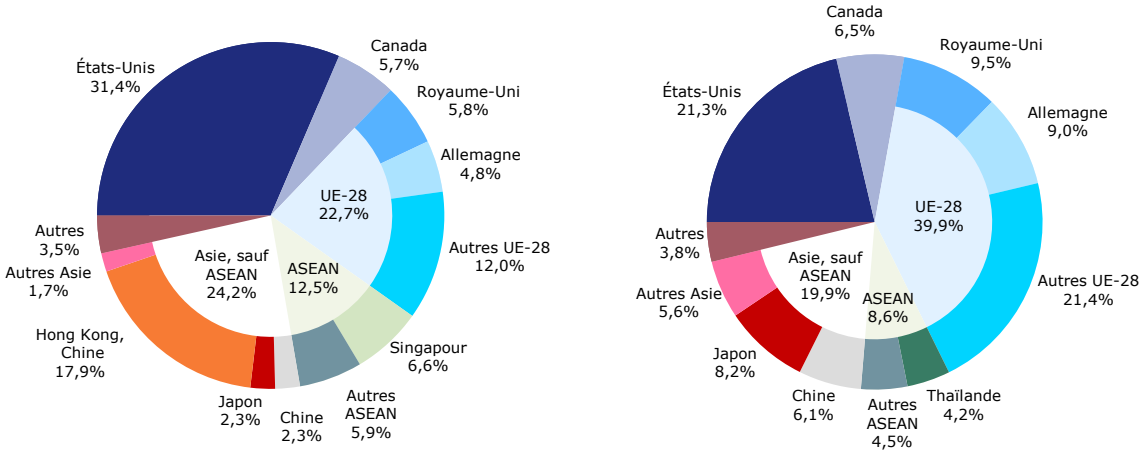
1.29. Le régime d'investissement libéral et favorable aux investisseurs du Cambodge offre des incitations pour plusieurs secteurs dans le cadre de nombreux mécanismes, ce qui a permis de maintenir des flux entrants d'IED réguliers au cours de la période à l'examen. Les flux entrants d'IED sont passés d'environ 1,4 milliard de dollars EU en 2011 à près de 2,3 milliards de dollars EU en 2016. L'IED est concentré sur les secteurs des vêtements, de l'agriculture, de la construction ainsi que sur le secteur financier. Toutefois, les flux entrants d'IED dans les projets de barrage (hydroélectriques) ont diminué, étant donné que ces projets ont été achevés ou s'approchent de la fin. La majeure partie de l'IED au Cambodge provient d'Asie, principalement de Chine; du Viet Nam; de Hong Kong, Chine; de Malaisie; de République de Corée; et du Territoire douanier

distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois). De plus, l'IED provenant de l'UE-28 et des États-Unis a également augmenté au cours de la période à l'examen. En 2015, la réserve de l'IED atteignait près de 15 milliards de dollars EU.[20]

**Graphique 1.2 Répartition géographique des échanges de marchandises, 2011 et 2016**

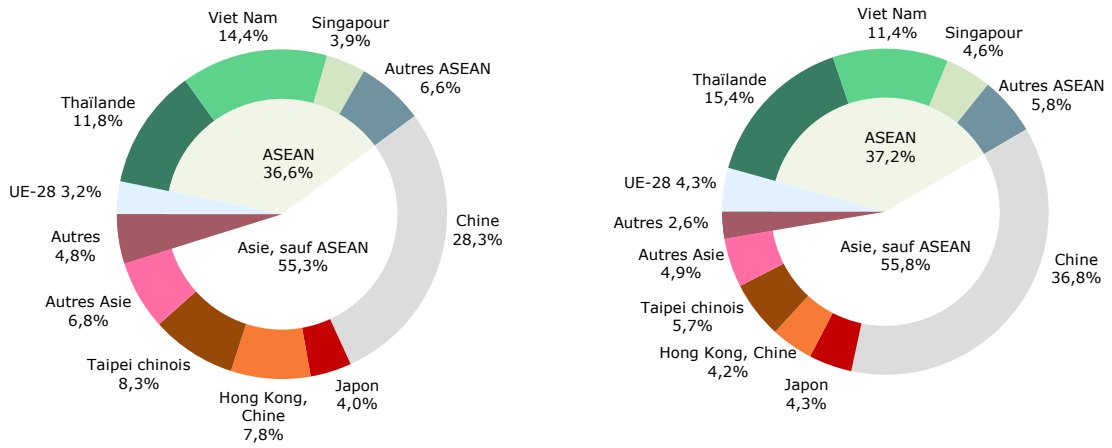
**2011** **2016**

**Exportations (f.a.b.)**




**Total: 6,7 milliards de $EU** **Total: 10,1 milliards de $EU**

**Importations (c.a.f.)**




**Total: 6,1 milliards de $EU** **Total: 12,4 milliards de $EU**

Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

[20] CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde 2016*. Adresse consultée: http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2016_Overview_fr.pdf.

## 2 RÉGIMES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT

2.1. Depuis le premier examen de sa politique commerciale, réalisé en 2011, le Cambodge a mené plusieurs réformes du commerce, de la politique d'investissement, des institutions et de la réglementation. Il reste attaché au système commercial multilatéral et, au cours de la période à l'examen, il a élargi ses engagements dans le cadre de l'OMC en ratifiant l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) et a bénéficié d'une assistance technique liée au commerce. Parallèlement, le pays a continué de se concentrer sur le renforcement de l'intégration économique régionale par la mise en œuvre et/ou la négociation de plusieurs accords dans le cadre de l'ASEAN. Le Cambodge a présenté peu de notifications à l'OMC et n'a été partie à aucun différend. Il reste ouvert à l'investissement étranger direct (IED) et l'encourage, malgré des limitations persistantes dans certaines activités. La conclusion de nouveaux accords bilatéraux de promotion et de protection de l'investissement et de ses premières conventions de double imposition a amélioré le climat de l'investissement.

### 2.1 Cadre général

2.2. La Constitution du Royaume du Cambodge, adoptée le 21 septembre 1993 et promulguée officiellement en mars 2008, n'a pas été modifiée.[1] Un Conseil constitutionnel garantit le respect de ses dispositions.[2] Il est également habilité à interpréter et approuver définitivement les modifications apportées à la Constitution et aux lois adoptées par l'Assemblée nationale et examinées par le Sénat.

2.3. Le Cambodge est une monarchie constitutionnelle comprenant un pouvoir exécutif, un pouvoir législatif et un pouvoir judiciaire, et le Roi est le chef de l'État à vie. Le Conseil des ministres constitue le gouvernement royal du Cambodge, pouvoir exécutif de l'État qui est dirigé par le Premier Ministre. Le Roi nomme le Premier Ministre élu et le Conseil des ministres et, avec l'assentiment de l'Assemblée nationale et du Sénat, signe et ratifie les traités et conventions internationaux.[3] Le Conseil des ministres est chargé de définir les politiques économiques et du commerce extérieur du Cambodge.[4]

2.4. Le pouvoir législatif est exercé par l'Assemblée nationale (chambre basse) et le Sénat (chambre haute). Les 125 (120 jusqu'en 2015) députés de l'Assemblée nationale sont élus au suffrage universel direct, libre et secret pour un mandat de 5 ans.[5] L'Assemblée nationale est principalement chargée d'approuver ou d'abroger les traités internationaux ainsi que d'approuver la législation relative au budget de l'État, à la planification, aux prêts, aux contrats financiers et à la fiscalité.[6] Le nombre de sénateurs (62) ne doit pas dépasser la moitié du nombre de députés à l'Assemblée nationale; 2 sénateurs sont nommés par le Roi, 2 sont élus à la majorité relative des votes de l'Assemblée nationale et les autres sont élus au "suffrage non universel" (c'est-à-dire qu'ils sont nommés par les partis politiques) pour un mandat de 6 ans.[7] Les sénateurs, les députés de l'Assemblée nationale et le Premier Ministre peuvent faire des propositions de loi; le Sénat révise la réglementation soumise par l'Assemblée nationale et formule des recommandations.[8] Des réformes, y compris des modifications de la structure de la Commission électorale nationale,

[1] Une loi constitutionnelle additionnelle, promulguée en 2004 et modifiée en 2006, garantit la régularité du fonctionnement des institutions nationales. Décret royal NS/RD/001 du 13 juillet 2004.

[2] Trois membres sont nommés par le Roi, trois par l'Assemblée nationale et trois par le Conseil supérieur de la magistrature pour un mandat de neuf ans (article 137 de la Constitution); un tiers d'entre eux sont remplacés tous les trois ans. Chapitre XII de la Constitution.

[3] Article 26 de la Constitution du Royaume du Cambodge.

[4] L'article 120 de la Constitution dispose que l'appartenance au gouvernement royal est incompatible avec l'exercice d'activités professionnelles dans le commerce ou l'industrie et avec l'occupation d'un poste dans la fonction publique.

[5] Article 76 (nouveau) de la Constitution.

[6] Article 90 de la Constitution.

[7] Articles 99 (nouveau), 100 (nouveau) et 102 (nouveau) de la Constitution et articles 2, 3, 4, 5 et 6 de la Loi sur l'élection des sénateurs.

[8] L'article 113 de la Constitution dispose que si le Sénat formule des recommandations et approuve la loi, ou ne formule aucune recommandation, dans le délai prévu, la loi adoptée par l'Assemblée nationale est promulguée. Si le Sénat demande une modification du projet ou de la proposition de loi, l'Assemblée nationale examine immédiatement ledit projet ou ladite proposition une deuxième fois. L'Assemblée nationale examine uniquement les dispositions ou les points que le Sénat a proposé de modifier et arrête une décision les concernant, soit en rejetant l'ensemble des modifications proposées, soit en adoptant certaines d'entre elles.

destinées à rendre les élections plus justes ont été adoptées au début de 2015.[9] Les élections législatives doivent se tenir en juillet 2018 et les prochaines élections sénatoriales devraient se dérouler en janvier de la même année.

2.5. Le pouvoir judiciaire est constitué de la Cour suprême, des cours d'appel et tribunaux de première instance et du Bureau du Procureur de chaque juridiction. Ces tribunaux sont compétents pour connaître de toutes les affaires, indépendamment de la nature ou de l'ampleur du différend. En juillet 2014, le Cambodge a instauré un nouveau cadre institutionnel du système judiciaire destiné à renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire et à améliorer la qualité des services fournis aux citoyens, conformément au principe de primauté du droit (section 2.2).[10] Les tribunaux de première instance, c'est-à-dire les juridictions inférieures, sont divisés en tribunaux spécialisés compétents en matière civile, pénale, commerciale et de droit du travail, tandis que les juridictions supérieures, à savoir la Cour suprême et les cours d'appel, sont divisées en chambres spécialisées en matière pénale, civile, d'instruction (à l'exception de la Cour suprême), commerciale et de droit du travail.

### 2.1.1 Branches exécutives du gouvernement

2.6. Depuis le 19 mars 2014, le Ministère du commerce (MoC) est la principale institution chargée de la formulation, de la mise en œuvre et de la coordination des politiques et activités liées au commerce international de marchandises et de services.[11] Il garde sa fonction de point de coordination pour les activités et questions liées à l'OMC et coordonne en particulier l'élaboration des notifications à l'OMC, les activités liées au Cadre intégré renforcé (CIR), le programme multidonateurs de soutien au développement des échanges (TDSP) et l'Approche sectorielle du commerce (voir ci-après); il coordonne également les activités d'Aide pour le commerce. C'est lui qui prend l'initiative d'élaborer la législation commerciale et qui délivre les certificats d'origine. À la fin de juin 2017, une Mission permanente distincte du Cambodge auprès de l'OMC, composée d'un ambassadeur et de quatre fonctionnaires, a été établi à Genève en vue, entre autres, d'exploiter pleinement les possibilités qu'offre le statut de Membre pour promouvoir la croissance économique du pays, jouer un rôle actif dans les négociations commerciales multilatérales et gérer la présidence du Groupe des PMA par le Cambodge durant cette même année.

### 2.1.2 Organes consultatifs

2.7. Pendant la période considérée, le gouvernement a continué de tenir régulièrement des discussions au sein du Forum secteur public/privé (G-PSF), une instance de consultation et de dialogue entre le secteur public et le secteur privé présidée par le Premier Ministre, en vue de remédier aux difficultés rencontrées par le secteur privé, principalement en ce qui concerne les questions liées au commerce et à l'investissement. Le G-PSF met aussi en avant d'autres options politiques et des recommandations. Il permet au secteur privé de défendre ses intérêts, de soulever des questions directement auprès du gouvernement, et d'apporter des contributions aux politiques, aux lois et aux règlements liés au commerce et aux entreprises. Certains groupes de travail du Forum sont en relation avec des comités directeurs et bénéficient de la participation de partenaires de développement. Le secteur privé est représenté par des associations professionnelles telles que la Fédération cambodgienne des employeurs et des associations professionnelles, l'Association des entreprises de confection du Cambodge, l'Association hôtelière du Cambodge, l'Association des transitaires et la Fédération du riz cambodgien. En outre, le

[9] Selon les autorités, ces réformes visaient à modifier la Loi sur l'élection des membres de l'Assemblée nationale afin de garantir la tenue d'élections démocratiques libres. Les modifications suivantes ont été introduites: augmentation du nombre total de sièges à l'Assemblée nationale, porté à 125; assouplissement du processus de vote (les électeurs doivent s'inscrire pour pouvoir voter mais peuvent choisir un lieu de vote approprié); renforcement de l'ordre public pendant la période de campagne électorale (qui a été ramenée à 21 jours et doit se terminer 24 heures avant le jour du scrutin); renforcement des obligations politiques et morales et application de sanctions juridiques en cas d'infraction après la publication des résultats officiels du scrutin; et protection de la souveraineté des partis (l'exclusion du parti entraîne la perte automatique du mandat parlementaire). EIU (2016), *Country Report – Cambodia*, 12 juillet.

[10] Le cadre juridique régissant le pouvoir judiciaire a été promulgué le 16 juillet 2014 et comprend la Loi sur l'organisation des tribunaux, la Loi sur le statut des juges et des procureurs et la Loi sur l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature.

[11] Jusqu'alors, les politiques commerciales et liées au commerce étaient formulées et mises en œuvre par le Ministère de l'économie et des finances (MEF). Renseignements en ligne du Ministère du commerce. Adresse consultée: http://www.moc.gov.kh/en-us/mission-statement.

gouvernement organise des réunions consultatives avec des organisations non gouvernementales (ONG) et des consultations bilatérales avec d'autres parties prenantes.

## 2.2 Formulation et objectifs de la politique commerciale

2.8. La formulation et les objectifs des politiques commerciales et liées au commerce du Cambodge continuent d'être définis par des stratégies et des plans à relativement long terme et de vaste portée. Depuis 2013, le Cambodge met en œuvre la troisième phase de sa Stratégie rectangulaire, laquelle comprend "quatre objectifs stratégiques": croissance économique annuelle moyenne de 7%, création d'emplois grâce au renforcement de la compétitivité, augmentation de l'investissement intérieur et promotion de l'investissement étranger, et renforcement des capacités et de la gouvernance institutionnelles.[12] Par conséquent, le gouvernement a continué de se concentrer sur la promotion de l'investissement, la diversification de la base de production, l'élargissement des marchés d'exportation, la promotion de la connectivité des transports et des systèmes logistiques, l'amélioration du cadre réglementaire, le renforcement des mécanismes institutionnels (y compris les mécanismes de règlement des différends) et le renforcement des capacités.

2.9. Pendant la période considérée, la Stratégie d'intégration du commerce au Cambodge 2014-2018 (CTIS) a défini les domaines d'action stratégiques clés en vue d'améliorer la compétitivité commerciale et le niveau de développement humain du pays.[13] Il s'agit, entre autres: de la diversification des échanges et des marchés; de la facilitation des échanges; de la logistique des transports; des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et des normes techniques (OTC); du climat de l'investissement pour les activités liées aux exportations; et des droits de propriété intellectuelle. En outre, les principales chaînes de valeur d'exportation énumérées ci-après ont été soumises à une analyse SWOT (forces, faiblesses, possibilités et menaces) afin d'identifier les difficultés et possibilités en matière de compétitivité: vêtements, chaussures, secteur de l'industrie légère et de l'assemblage, aliments transformés, produits de la pêche, riz usiné, manioc, caoutchouc, tourisme et produits en soie. Une approche similaire a également été utilisée pour, entre autres, combler les lacunes en matière de compétences dans les secteurs d'exportation et renforcer les capacités pour l'intégration du commerce, suivre et mobiliser l'Aide pour le commerce et accroître la participation du secteur privé à l'Aide pour le commerce. De plus, la CTIS comprenait un ensemble de 20 lignes stratégiques pour le développement du commerce qui seraient intégrées aux futures versions du Plan national de développement stratégique et de la Stratégie rectangulaire. Le Plan national de développement stratégique 2014-2018 du Cambodge visait, entre autres, à promouvoir le commerce par la diversification des marchés d'exportation et l'accélération du processus d'intégration au cadre de libre-échange de l'ASEAN et au marché mondial.[14]

2.10. L'Approche sectorielle du commerce vise à coordonner les efforts et les ressources de l'État, des parties prenantes cambodgiennes et des partenaires de développement en vue de l'élaboration d'une stratégie commune de développement du secteur commercial cambodgien. Elle s'est poursuivie par la mise en œuvre de trois projets: le programme de soutien au développement des échanges, destiné à accroître l'efficacité du gouvernement dans la formulation et la mise en œuvre de politiques commerciales efficaces, et le Programme pour la diversification et le développement

[12] Comme pour d'autres pays, les autorités ne disposent pas d'indicateurs de la productivité totale des facteurs (PTF). La PTF peut être utilisée pour mesurer la compétitivité. Plus la PTF d'un pays est élevée, plus celui-ci est susceptible d'être compétitif (sous réserve de contraintes telles que les ressources); elle est aussi généralement considérée comme l'un des principaux vecteurs de la croissance économique "https://www.boundless.com/economics/textbooks/boundless-economics-textbook/inputs-to-production-labor-natural-resources-and-technology-14/capital-productivity-and-technology-82/total-factor-productivity-316-12413/". Des renseignements plus détaillés sur les phases de la Stratégie rectangulaire et le Plan national de développement stratégique 2006-2010 figurent dans le document de l'OMC WT/TPR/S/253/Rev.1 du 24 novembre 2011; gouvernement royal du Cambodge (2013), *Rectangular Strategy for Growth, Employment, Equity and Efficiency – Phase III*, septembre; et renseignements en ligne du Ministère des affaires étrangères et de l'intégration internationale. Adresse consultée: "http://www.mfaic.gov.kh/rectangular-stetegies#1475896861137-9887366b-8ac1".

[13] Ministère du commerce (2014), *Cambodia Trade Integration Strategy 2014-2018*, janvier. Adresse consultée: "http://www.moc.gov.kh/tradeswap/userfiles/Media/file/CTIS/CTIS%202014-2018%20Master%20En1%20-%20page%20layout.pdf".

[14] Ministère de la planification (2014), *National Strategic Development Plan 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://mop.gov.kh/Home/NSDP/NSDP20142018/tabid/216/Default.aspx.

des exportations au Cambodge (CEDEP) I et II, dans le contexte du Cadre intégré renforcé (CIR).[15] D'importants progrès ont été réalisés dans le cadre des projets désormais achevés (le TDSP, le projet de catégorie 1 du CIR et le CEDEP I) pour ce qui est d'un certain nombre de questions transversales, parmi lesquelles la formulation des politiques, les réformes juridiques, la facilitation des échanges et les questions SPS et relatives aux OTC. Ces projets ont également contribué au renforcement des capacités du gouvernement dans le domaine de la formulation et du suivi de la politique commerciale, ainsi qu'à la promotion et au développement des principales chaînes de valeur d'exportation, y compris celles du riz usiné et de la soie. Le Ministère du commerce doit poursuivre la mise en œuvre du projet d'appui à la durabilité du CEDEP II et du projet de développement accéléré des marchés inclusifs pour les petits exploitants (AIMS), qui prévoit un prêt du Fonds international de développement agricole (FIDA). Le CEDEP II porte sur la promotion du manioc et des produits de la pêche maritime, ainsi que sur la création et le fonctionnement de l'Académie cambodgienne des arts culinaires (ACAC), et implique des partenariats public-privé.

### 2.2.1 Lois et réglementations relatives au commerce

2.11. Pendant la période considérée, l'éventail des instruments juridiques du Cambodge est demeuré inchangé. Le cadre réglementaire du Cambodge comprend les lois (*chbab*), les décrets royaux (*preah reach kret*), les sous-décrets (*anu-kret*), les ordonnances ou proclamations ministérielles (*prakas*), les décisions (*sech kdei samrach*), les circulaires (*sarachor*) et les règlements locaux (*deika*).[16] Toutes les lois sont signées par le Roi pour promulgation et sont publiées au Journal officiel. Depuis le dernier examen, de nouvelles lois ou réglementations commerciales et liées au commerce ont été adoptées, principalement dans des domaines comme ceux de l'évaluation en douane, de la TVA, des questions SPS, des OTC, du contrôle des prix, des droits de propriété intellectuelle, de la pêche, de l'électricité, de la banque, de l'assurance, des télécommunications, du tourisme, des services juridiques et des services d'enseignement (sections 3 et 4). De nouveaux textes de loi ou règlements d'application sont en cours d'élaboration ou à l'étude et concernent, entre autres, la concurrence, le caoutchouc, les industries extractives, l'assurance, les télécommunications, l'aviation civile et le commerce électronique.

2.12. Bien qu'aucune réforme majeure de la réglementation n'ait été menée pendant la période à l'examen, le gouvernement a défini les principales contraintes réglementaires et élaboré un programme politique relatif à la réglementation destiné à améliorer le cadre réglementaire dans les domaines de la facilitation des échanges, de la promotion des exportations, des normes industrielles et des droits de propriété industrielle, de la facilitation du paiement des droits d'accise, du développement du marché du travail et des relations professionnelles.[17] Une coordination plus cohérente du régime fiscal (y compris les incitations à l'investissement), du régime commercial, des transports et d'autres aspects pertinents de la réglementation est nécessaire.[18] Le cadre juridique est loin d'être exhaustif et les moyens de diffuser les connaissances sur les lois et de faire respecter les lois sont inférieurs au niveau souhaité par le gouvernement, mais des efforts sont déployés pour régler ces problèmes (section 2.2.2).[19] La gouvernance et l'État de droit ne semblent pas jouir de la pleine confiance du public malgré les

[15] Renseignements en ligne du Ministère du commerce. Adresses consultées: http://www.moc.gov.kh/tradeswap/index.aspx?page=content&id=18 et http://www.moc.gov.kh/tradeswap/index.aspx?page=content&id=30049.

[16] Des renseignements plus détaillés figurent dans le document de l'OMC WT/TPR/S/253/Rev.1 du 24 novembre 2011.

[17] Par exemple, aucune évaluation complète de la qualité globale du cadre juridique relatif aux mesures SPS et aux OTC n'a été réalisée et la législation manque d'uniformité et n'est pas suffisamment conforme aux principes de l'OMC et aux recommandations de l'ASEAN. Il reste à élaborer les nombreux *anu-kret* et *prakas* nécessaires à la mise en œuvre des réglementations SPS et OTC. Ministère du commerce (2014), *Cambodia Trade Integration Strategy 2014-2018*, janvier. Adresse consultée: "http://www.moc.gov.kh/tradeswap/userfiles/Media/file/CTIS/CTIS%202014-2018%20Master%20En1%20-%20page%20layout.pdf".

[18] La coordination entre les organismes de réglementation pose encore problème et leurs objectifs respectifs peuvent parfois être contradictoires. Par exemple, le régime fiscal insiste de façon excessive sur le recouvrement de l'impôt tandis que le régime commercial met l'accent sur l'ouverture des marchés; le cadre de la concurrence reste incomplet et la politique des transports est limitée en termes de portée. Gouvernement royal du Cambodge (non daté), *Cambodia Industrial Development Policy 2015-2025*. Adresse consultée: http://www.cambodiainvestment.gov.kh/content/uploads/2015/09/IDP-English-Version-FINAL1.pdf.

[19] Gouvernement royal du Cambodge (2013), *Rectangular Strategy for Growth, Employment, Equity and Efficiency – Phase III*. Adresse consultée: "http://www.mfaic.gov.kh/rectangular-stetegies#1475896861137-9887366b-8ac1".

efforts du gouvernement pour rendre publics les lois et règlements à des fins de transparence et de mise en application.[20]

2.13. Le Bureau de l'analyse d'impact de la réglementation (ORIA), établi en octobre 2010 sous la tutelle du Conseil économique, social et culturel (ECOSOCC) du Bureau du Conseil des ministres, est chargé d'administrer le Projet d'analyse d'impact de la réglementation (AIR) visant à simplifier les lois et règlements, à raccourcir les procédures qui s'y rapportent, à minimiser leur coût pour l'État comme pour le secteur privé et à améliorer les conditions de l'activité des entreprises. Toutefois, jusqu'en mars 2014, ce projet était à un stade expérimental et n'impliquait que sept ministères. En décembre 2016, tous les ministères et institutions étaient tenus d'établir une équipe chargée de l'AIR à des fins d'évaluation interne et d'élaborer des rapports d'autoévaluation sur les projets de règlement avant l'adoption de ces derniers.

### 2.2.2 Transparence

2.14. Le Cambodge s'efforce de renforcer la transparence et l'accessibilité de ses lois. Toutefois, la majorité des lois sont toujours publiées en khmer uniquement (certaines sont traduites en anglais) au Journal officiel, qui est mis à jour chaque mois et est accessible à l'ensemble des particuliers et des institutions (sur papier uniquement). Les sites Web des ministères et organismes pertinents contiennent peu de renseignements en anglais ou n'en contiennent pas du tout, mais les autorités estiment que les principaux ministères et organismes chargés des questions commerciales ont mis en place des portails bien conçus contenant des renseignements sur le cadre réglementaire en khmer et en anglais. Le Cambodge développe des projets clés dans le domaine des services en ligne des administrations publiques, notamment des systèmes d'information des administrations publiques, une infrastructure nationale de l'information, un système d'information relatif à la gestion financière, un système de paiement des impôts, un système de douanes électroniques, un guichet unique national et des systèmes d'enregistrement en ligne des entreprises. En vue de renforcer la transparence, un avant-projet de Loi sur l'accès à l'information prévoit des procédures et un cadre institutionnel pour la diffusion d'informations (à l'exception des informations classées confidentielles) au public aux niveaux national et infranational; les fonctionnaires qui ne se conforment pas à ces dispositions sont passibles d'amendes et de peines d'emprisonnement.

2.15. Pendant la période considérée, le Cambodge a présenté quelques notifications à l'OMC portant principalement sur les droits de douane, les procédures de licences d'importation, l'agriculture et les ACR/services. Aucune notification récente/périodique sur les prescriptions en matière de licences d'importation ou sur le soutien interne à l'agriculture n'a été reçue et aucune notification sur les entreprises commerciales d'État n'a été présentée à ce jour (sections 3.1.5 et 4.1.4). Depuis 2011, le Cambodge a communiqué son tarif douanier à l'OMC pour saisie dans la Base de données intégrée chaque année, sauf pour 2013, 2015 et 2016, tandis que ses communications les plus récentes contenant des données commerciales remontent à 2011; le tarif douanier pour les années 2016 et 2017 a été communiqué au Secrétariat de l'OMC dans le cadre du présent examen.[21] Selon les autorités, la non-notification du tarif douanier cambodgien était due au fait qu'il ne leur semblait pas y avoir d'obligation de communication annuelle du tarif douanier et des données commerciales.

[20] Selon les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale, sur le plan de la qualité de la réglementation (politique commerciale et cadre réglementaire de l'activité des entreprises), le Cambodge obtient un score de 35%, qui est supérieur au score moyen de l'Asie du Sud (30%) et à celui de ses pays voisins (RDP lao, Viet Nam); néanmoins, son score en matière de primauté du droit (17%) est inférieur à la moyenne régionale (38%) et aux scores de la RDP lao et du Viet Nam. Indicateurs en ligne de la Banque mondiale. Adresse consultée: http://info.worldbank.org/governance/wgi/index.aspx#reports. En 2015, le Cambodge figurait au 112ème rang sur 113 pays dans le classement mondial selon l'indice annuel de l'État de droit et au dernier rang parmi les pays d'Asie de l'Est et du Pacifique pour ce qui est de la perception de l'État de droit. L'indice annuel de l'État de droit, publié par World Justice Project (une organisation indépendante pluridisciplinaire s'efforçant de faire progresser l'État de droit dans le monde), mesure la perception de l'État de droit dans les différents pays du monde sur la base de 8 facteurs: limitation des pouvoirs de l'État, absence de corruption, transparence des affaires publiques, droits fondamentaux, ordre et sécurité, application de la réglementation, justice civile et justice pénale. World Justice Project (2016), *World Justice Project – Rule of Law Index 2016*. Adresse consultée: http://worldjusticeproject.org/sites/default/files/media/wjp_rule_of_law_index_2016.pdf.

[21] Document de l'OMC G/MA/IDB/2/Rev.45 du 21 avril 2017.

2.16. Comme dans tous les pays, le manque de transparence, et donc le manque de responsabilité à l'égard du public, crée une liberté d'appréciation en matière administrative et ouvre donc la voie à la corruption, qui semble être le facteur le plus problématique pour l'activité commerciale au Cambodge.[22] En septembre 2007, le Cambodge a ratifié la Convention des Nations Unies contre la corruption, dont les 182 parties (à la fin de 2016) sont tenues de conférer le caractère d'infraction pénale à tout un ensemble d'actes de corruption.[23] Malgré ses initiatives en matière de lutte contre la corruption (voir ci-après), le Cambodge continue d'être mal classé dans ce domaine aux niveaux régional et international.[24]

2.17. Pendant la période considérée, des mesures politiques, réglementaires et d'exécution ont été prises pour lutter contre la corruption. Le Conseil national de lutte contre la corruption et l'Unité anticorruption ont été créés en 2010, avec pour mission d'appliquer une politique de tolérance zéro en vertu du Plan stratégique quinquennal 2011-2015, le premier du genre, et mettre en œuvre la stratégie et la législation en matière de lutte contre la corruption.[25] La deuxième phase du Plan stratégique quinquennal 2015-2020 continue de suivre une approche reposant sur trois axes, à savoir l'éducation, la prévention et l'application des lois, pour lutter contre la corruption. La Loi anticorruption du 17 avril 2010 interdit, entre autres, les actes et tentatives directs et indirects de corruption de fonctionnaires cambodgiens ou étrangers, l'abus de pouvoir, l'enrichissement illicite, les produits de la corruption, le défaut de déclaration d'actifs et de passifs, ainsi que les soumissions concertées et la fraude dans la passation des marchés publics; elle prévoit également des peines d'emprisonnement pouvant aller de 6 mois à 15 ans et/ou des amendes allant de 100 000 à 10 millions de riels.[26] Selon les autorités, des fonctionnaires de tous les niveaux (greffiers, procureurs, juges, policiers et sous-secrétaires d'État) ont été arrêtés, inculpés de corruption et condamnés à des amendes. Depuis 2016, l'Unité anticorruption dirige les efforts déployés en vue de l'élaboration de deux projets de loi sur la protection des témoins et des personnes qui communiquent des informations; la rédaction de ces projets devrait être achevée dans le courant de l'année 2017. Plusieurs initiatives ont été introduites, notamment pour intégrer l'éducation contre la corruption dans l'enseignement général dans l'ensemble du pays et jeter les bases de l'amélioration des normes pour la prestation de services publics. Plusieurs initiatives de l'Unité anticorruption ont été menées, en collaboration avec diverses parties prenantes, parmi lesquelles des institutions publiques, le secteur privé, des organisations de la société civile et les médias, pour promouvoir les efforts de sensibilisation et de prévention de la corruption dans les secteurs public et privé, et faire respecter la loi. En 2015, l'Unité anticorruption, en collaboration avec le secteur privé, a établi des lignes directrices visant à encourager les entreprises privées à créer des codes de conduite internes interdisant la corruption et les pratiques corruptrices. Les entreprises privées peuvent signer un mémorandum d'accord avec l'Unité anticorruption dans lequel elles s'engagent à être exemptes de corruption et à coopérer dans le cadre des efforts de lutte contre la corruption. En 2017, 83 entreprises privées avaient signé un mémorandum de ce

[22] La corruption, particulièrement au sein de l'appareil judiciaire, des services douaniers et des autorités fiscales, semble être le principal facteur décourageant l'investissement au Cambodge. Renseignements en ligne du Département d'État des États-Unis, "Investment Climate Statements for 2016". Adresse consultée: "https://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/investmentclimatestatements/index.htm?year=2016&dlid=254269#wrapper".

[23] Renseignements en ligne de l'ONU. Adresse consultée: https://www.unodc.org/unodc/en/treaties/CAC/signatories.html.

[24] Selon les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale, en 2015, le Cambodge a obtenu un score de 13% pour ce qui est de l'indicateur de contrôle de la corruption, soit bien en deçà du score moyen de l'Asie de l'Est (38%) et de celui de ses pays voisins (RDP lao et Viet Nam). En 2016, le Cambodge figurait au 156ème rang sur 176 pays dans le classement selon l'Indice de perception de la corruption de Transparency International; parallèlement, pour la deuxième année consécutive et avec un score de 21%, le pays était classé comme le pays le plus corrompu d'Asie du Sud-Est. Renseignements en ligne de la Banque mondiale. Adresse consultée: http://info.worldbank.org/governance/wgi/index.aspx#reports; renseignements en ligne de Transparency International. Adresses consultée: http://www.transparency.org/news/feature/corruption_perceptions_index_2016#table et http://www.transparency.org/news/feature/asia_pacific_fighting_corruption_is_side_lined.

[25] Agence de lutte contre la corruption/Conseil national de la lutte contre la corruption (2010), *Anti-Corruption Strategy and Politics – Five-Year Strategic Plan – 2011-2015*, 20 septembre; renseignements en ligne du Département d'État des États-Unis, "Investment Climate Statements for 2016". Adresse consultée: http://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/investmentclimatestatements/index.htm?year=2016&dlid=254269.

[26] Renseignements en ligne de l'Unité anticorruption et renseignements en ligne de l'ONU. Adresses consultées: "http://www.acu.gov.kh/en_sub_index.php?4a8a08f09d37b73795649038408b5f33=2&03c7c0ace395d80182db07ae2c30f034=10&9e3669d19b675bd57058fd4664205d2a=8" et http://www.track.unodc.org/LegalLibrary/pages/LegalResources.aspx?country=Cambodia.

type avec l'Unité anticorruption. Le salaire minimum pour les fonctionnaires administratifs est passé de 138 dollars EU à 175 dollars EU par mois en 2016, mais il reste en deçà du montant nécessaire pour assurer une qualité de vie convenable au Cambodge.

## 2.3 Accords et arrangements commerciaux

### 2.3.1 OMC

2.18. Le Cambodge est Membre de l'OMC depuis 2004 et participe activement à ses travaux, notamment en tant que porte-parole des pays les moins avancés (PMA), le pays étant coordonnateur du Groupe des PMA pour 2017. Pendant la période à l'examen, le Cambodge a élargi ses engagements dans le cadre de l'OMC en ratifiant l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE) le 12 février 2016, devenant ainsi le huitième PMA à le faire. Le Cambodge accorde au moins le traitement NPF à ses partenaires commerciaux, y compris à ceux qui ne sont pas Membres de l'OMC. À ce jour, il n'a participé à aucune affaire dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC.

2.19. Depuis 2001, le Cadre intégré renforcé (CIR) aide le Cambodge à développer son économie et à lutter contre la pauvreté au moyen de l'Approche sectorielle du commerce, d'études analytiques sur le commerce et de programmes sectoriels, à savoir le CEDEP I et II (sections 2.2 et 2.4).[27] Le CIR a également contribué à l'intégration des politiques commerciales dans le Plan national de développement stratégique, dans la Stratégie rectangulaire III et dans la mise à jour de la CTIS et de la feuille de route relative à l'Approche sectorielle du commerce (sections 2.2 et 2.4). Pour aider le Cambodge à devenir un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le CIR l'aide à élaborer des stratégies de diversification économique et à renforcer la capacité du gouvernement de négocier avec ses partenaires et avec le secteur privé cambodgien. Selon la CNUCED, d'ici à 2025, le Cambodge fera partie des 16 pays qui sont en passe de sortir de la catégorie des PMA.[28]

### 2.3.2 Accords régionaux et préférentiels

#### 2.3.2.1 Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)

2.20. Le Cambodge est membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et, pendant la période considérée, il a poursuivi ses efforts en vue de renforcer sa participation et d'approfondir son intégration au sein de l'ASEAN.[29] Le 31 décembre 2015, l'ASEAN a établi la Communauté économique de l'ASEAN (AEC), fondée sur quatre éléments interdépendants et qui se renforcent mutuellement: un marché et une base de production uniques; une région économique

[27] Le CEDEP I a pris fin en 2016 et le CEDEP II devrait s'achever à la fin de 2017. Le projet relatif aux produits de valeur en soie a soutenu 14 entreprises du secteur de la soie, dont les bénéfices sont passés progressivement de 633 933 dollars EU en 2012 à 1 103 908 dollars EU en 2015. La marge bénéficiaire sur les ventes totales de ces entreprises était de 46% en 2012 et est passée à 49% en 2014, puis progressivement à 58% en 2015. Les exportations de produits en soie de ces 14 entreprises ont progressé de 41% au cours de la période 2012-2014, et la valeur des exportations de chaque entreprise s'est établie à 43 321 dollars EU en moyenne en 2014. Cette croissance des exportations est le fruit de la conquête de nouveaux clients et de nouveaux marchés d'exportation. Plusieurs entreprises ont également augmenté leurs ventes sur les marchés traditionnels, comme la France et les États-Unis. Le projet du CIR relatif au riz usiné a permis d'exporter pour 100 millions de dollars EU de riz – dont 51% de riz parfumé, ayant remporté le prix du meilleur riz au monde trois années consécutives, en 2012, 2013 et 2014. En 2012, les exportations cambodgiennes de riz usiné s'élevaient à 205 000 tonnes métriques et ont atteint 538 396 tonnes métriques en 2015. En 2012, 71 marchés d'exportation étaient desservis et 12 nouveaux marchés avaient été conquis en 2015. Le projet a également facilité l'approbation des normes cambodgiennes pour le riz usiné et aidé à réaliser des analyses ADN des variétés cambodgiennes de riz parfumé. Des projets relatifs au manioc et à la pêche sont menés dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (volet relatif au manioc) et par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) (volet relatif à la pêche maritime). Cadre intégré renforcé et Ministère du commerce du Cambodge (2016), *Success story: New approach to sustainable institutions and healthy markets*, septembre; renseignements en ligne du Forum économique mondial. Adresse consultée: https://www.weforum.org/agenda/2016/10/cantradetakecambodiafromdarknesstoprosperity/.

[28] Renseignements en ligne de la CNUCED. Adresse consultée: http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ldc2016_en.pdf.

[29] Les autres membres de l'ASEAN sont le Brunéi Darussalam, l'Indonésie, la RDP lao, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Viet Nam.

très compétitive; une région caractérisée par un développement économique équitable; et une région pleinement intégrée dans l'économie mondiale.[30] Dans le cadre de l'AEC établie en 2015, les droits d'importation au sein de l'ASEAN ont été pratiquement éliminés et les restrictions formelles dans le secteur des services ont été progressivement supprimées. Un schéma directeur de l'AEC à l'horizon de 2025 doit guider l'intégration économique de l'ASEAN entre 2016 et 2025 pour parvenir aux résultats suivants: une économie très intégrée et fondée sur la cohésion; une ASEAN compétitive, innovante et dynamique; une connectivité et une coopération sectorielle renforcées; une ASEAN résiliente, inclusive et axée sur les peuples; et une ASEAN intégrée à l'économie mondiale. Le 6 septembre 2016, les dirigeants de l'ASEAN ont adopté le Plan directeur pour la connectivité de l'ASEAN à l'horizon 2025 (MPAC 2025), qui succède au Plan directeur pour la connectivité de l'ASEAN à l'horizon 2010 et qui est axé sur cinq domaines stratégiques: infrastructure durable, innovation numérique, logistique intégrée, excellence réglementaire et mobilité des personnes.[31] Le Cambodge a également participé aux négociations et à la mise en œuvre de plusieurs accords de l'ASEAN, parmi lesquels: les annexes des accords de l'ASEAN sur les procédures de certification opérationnelles, les règles d'origine et les mesures destinées à protéger l'équilibre de la balance des paiements.[32]

2.21. Tout comme l'ensemble des membres de l'ASEAN, le Cambodge s'en tient au calendrier dont il est convenu pour réduire les droits de douane frappant les marchandises en provenance de ses partenaires commerciaux de l'ASEAN. En 2015, les droits visant la plupart des lignes tarifaires figurant dans sa liste d'inclusion ont été réduits à zéro comme prévu; les droits pour les 7% de lignes tarifaires restants devraient être supprimés d'ici à 2018. La réduction des droits de douane frappant les échanges commerciaux au sein de l'ASEAN s'est accompagnée d'une expansion rapide du commerce du Cambodge avec ses partenaires de l'ASEAN. Au cours de la période 2012-2016, les exportations cambodgiennes à destination des pays de l'ASEAN ont progressé à un taux annuel moyen de 23,8%, contre 15% pour les exportations vers le reste du monde.[33] D'autre part, au cours de cette même période, les importations en provenance de l'ASEAN ont progressé à un rythme légèrement plus rapide que les importations en provenance du reste du monde, les premières ayant augmenté d'environ 14,2% et les secondes, d'environ 13,6%.

2.22. Le Cambodge suit le calendrier établi pour la libéralisation du commerce de services au titre de l'Accord-cadre sur les services de l'ASEAN. Depuis le septième ensemble d'engagements (26 février 2009), les engagements pris par le Cambodge dans le cadre de l'ASEAN en matière d'accès aux marchés et de traitement national ont dépassé ceux pris dans le cadre de l'OMC dans certains secteurs, par exemple la location de machines de construction, les services de traduction et d'interprétation, les services de radiomessagerie et les services dentaires. Le Cambodge a continué de renforcer ses engagements avec les huitième (28 octobre 2010) et neuvième (25 août 2014) ensembles d'engagements dépassant ceux pris au titre de l'AGCS, qui concernaient, entre autres, les services fournis aux entreprises, les services informatiques et services connexes, les services de crédit-bail ou de location sans opérateurs et d'autres services fournis aux entreprises.[34]

2.23. Outre la zone de libre-échange de l'ASEAN (AFTA) et l'Accord-cadre sur les services de l'ASEAN, le Cambodge est signataire de cinq autres ACR conclus par l'ASEAN avec la Chine, l'Inde, le Japon, la République de Corée, l'Australie et la Nouvelle-Zélande (tableau 2.1). Pendant la période à l'examen, l'Accord entre l'ASEAN et l'Inde a été élargi pour couvrir le commerce des services (tableau 2.1). En 2012, les pays de l'ASEAN ont également entrepris les négociations relatives au Partenariat économique régional global (RCEP) avec leurs six partenaires d'ALE dans le

[30] Renseignements en ligne de l'ASEAN. Adresses consultées: "http://www.asean.org/wp-content/uploads/2012/05/56.-December-2015-Fact-Sheet-on-ASEAN-Economic-Community-AEC-1.pdf" et http://www.asean.org/storage/2016/03/AECBP_2025r_FINAL.pdf.

[31] Renseignements en ligne de l'ASEAN. Adresse consultée: "http://asean.org/asean-leaders-adopt-master-plan-on-connectivity-2025/".

[32] Renseignements en ligne du Ministère du commerce. Adresse consultée: "http://www.moc.gov.kh/en-us/first-source-asean" et renseignements en ligne de l'ASEAN. Adresse consultée: http://agreement.asean.org/home/index/6.html".

[33] DSNU, base de données Comtrade.

[34] Cambodge – Liste d'engagements spécifiques relative aux huitième et neuvième ensembles d'engagements au titre de l'Accord-cadre sur les services de l'ASEAN. Adresses consultées: http://investasean.asean.org/files/upload/AFAS%208%20Schedule%20-%20CA%20(13Feb12)%20CLEAN.pdf et http://www.miti.gov.my/miti/resources/AFAS_9_Consolidated_Schedule_-_CA_SOC_(CCS_78).pdf.

cadre de l'ASEAN (Australie, Chine, Inde, Japon, République de Corée et Nouvelle-Zélande).[35] Ces négociations portent notamment sur le commerce des marchandises et des services, l'investissement, la coopération économique et technique, la propriété intellectuelle, la concurrence, le règlement des différends, le commerce électronique, les petites et moyennes entreprises (PME) et d'autres questions. Les membres de l'ASEAN ont également pris part à la négociation et à la mise en œuvre de plusieurs accords/règlements de l'ASEAN, y compris ceux sur: les règles d'origine applicables dans la zone de libre-échange ASEAN-Chine; et les règles d'origine applicables dans la zone de libre-échange ASEAN-Inde.

2.24. La plupart des ACR conclus par le Cambodge ont été notifiés au Secrétariat de l'OMC (tableau 2.1).

**Tableau 2.1 Principales caractéristiques des ACR en vigueur du Cambodge, 2017**

| ACR en vigueur | |
|---|---|
| **Zone de libre-échange de l'ASEAN** | |
| Type d'accord | Accord de libre-échange |
| Date de signature | 12/08/1980 |
| Entrée en vigueur | 01/01/1993 |
| Fin de la période de transition | 2018 |
| Champ d'application (principales caractéristiques) | Marchandises |
| Commerce de marchandises du Cambodge dans le cadre de l'ASEAN (2015) | 33,7% des importations totales; 9% des exportations totales; -2,8 milliards de $EU (déficit commercial) |
| État d'avancement de l'examen à l'OMC | Non soumis à l'élaboration d'une présentation factuelle |
| Documents de l'OMC | - |
| **ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande (AANZFTA)** | |
| Type d'accord | Accord de libre-échange et accord d'intégration économique |
| Date de signature | 27/02/2009 |
| Entrée en vigueur | 01/01/2010 |
| Fin de la période de transition | 2025 |
| Champ d'application (principales caractéristiques) | Marchandises et services |
| Commerce de marchandises du Cambodge dans le cadre de l'accord ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande (2015): | |
| • Australie | • 0,3% des importations totales; 1% des exportations totales; -57 millions de $EU (déficit commercial) |
| • Nouvelle-Zélande | • 0,04% des importations totales; 0,1% des exportations totales; +2,4 millions de $EU (excédent commercial) |
| État d'avancement de l'examen à l'OMC | Présentation factuelle distribuée |
| Documents de l'OMC | WT/REG284/1/Rev.1 |
| **ASEAN-Chine (ACFTA)** | |
| Type d'accord | Accord de libre-échange et accord d'intégration économique |
| Date de signature | 29/11/2004 (marchandises); 14/01/2007 (services) |
| Entrée en vigueur | 01/01/2005 (marchandises); 01/07/2007 (services) |
| Fin de la période de transition | 2020 |
| Champ d'application (principales caractéristiques) | Marchandises et services |
| Commerce de marchandises du Cambodge dans le cadre de l'accord ASEAN-Chine (2015) | 36,8% des importations totales; 4,7% des exportations totales; -3,5 milliards de $EU (déficit commercial) |
| État d'avancement de l'examen à l'OMC | Présentation factuelle distribuée |
| Documents de l'OMC | WT/REG279/1 (services) |

[35] Renseignements en ligne de l'ASEAN. Adresse consultée: "http://asean.org/?static_post=rcep-regional-comprehensive-economic-partnership pour cent20".

| ACR en vigueur | |
|---|---|
| **ASEAN-Inde (AIFTA)** | |
| Type d'accord | Accord de libre-échange et accord d'intégration économique |
| Date de signature | 13/08/2009 (marchandises); 13/11/2014 (services) |
| Entrée en vigueur | 01/01/2010 (marchandises); 01/07/2015 (services) |
| Fin de la période de transition | 2024 |
| Champ d'application (principales caractéristiques) | Marchandises et services |
| Commerce de marchandises du Cambodge dans le cadre de l'accord ASEAN-Inde (2015) | 1,1% des importations totales; 0,1% des exportations totales; -104,3 millions de $EU (déficit commercial) |
| État d'avancement de l'examen à l'OMC | Présentation factuelle distribuée |
| Documents de l'OMC | WT/COMTD/RTA/8/1 (marchandises); WT/REG372/1 (services) |
| **ASEAN-Japon (AJCEP)** | |
| Type d'accord | Accord de libre-échange |
| Date de signature | 26/03/2008 |
| Entrée en vigueur | 01/12/2008 |
| Fin de la période de transition | 2026 |
| Champ d'application (principales caractéristiques) | Marchandises |
| Commerce de marchandises du Cambodge dans le cadre de l'accord ASEAN-Japon (2015) | 4% des importations totales; 6,7% des exportations totales; +148,6 millions de $EU (excédent commercial) |
| État d'avancement de l'examen à l'OMC | Présentation factuelle non distribuée |
| Documents de l'OMC | - |
| **ASEAN-République de Corée (AKFTA)** | |
| Type d'accord | Accord de libre-échange et accord d'intégration économique |
| Date de signature | 24/08/2006 (marchandises); 21/11/2008 (services) |
| Entrée en vigueur | 01/01/2010 (marchandises); 14/10/2010 (services) |
| Fin de la période de transition | 2024 |
| Champ d'application (principales caractéristiques) | Marchandises et services |
| Commerce de marchandises du Cambodge dans le cadre de l'accord ASEAN-République de Corée (2015) | 4,3% des importations totales; 1,6% des exportations totales; -322,2 millions de $EU (déficit commercial) |
| État d'avancement de l'examen à l'OMC | Présentation factuelle non distribuée |
| Documents de l'OMC | - |
| **Accord-cadre sur les services de l'ASEAN** | |
| Type d'accord | Accord de libre-échange |
| Date de signature | |
| Entrée en vigueur | 1er juillet 2015 |
| Fin de la période de transition | |
| Champ d'application (principales caractéristiques) | Services |
| État d'avancement de l'examen à l'OMC | Notifié au titre de l'article V:7 a) de l'AGCS |
| Série de documents de l'OMC | - |

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base des renseignements contenus dans la base de données de l'OMC sur les ACR. Adresse consultée: http://rtais.wto.org/UI/PublicSearchByMemberResult.aspx?MemberCode=116&lang=1&redirect=1; document de l'OMC S/C/N/822 du 24 août 2015; et base de données Comtrade de la DSNU.

### 2.3.2.2 Autres accords et arrangements

2.25. Dans le cadre du Système généralisé de préférences (SGP), le Cambodge continue de bénéficier des schémas SGP de l'Australie, du Canada, des États-Unis, de la Fédération de Russie, de l'Islande, du Japon, du Kazakhstan, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, de la Suisse, de la Turquie et de l'Union européenne.[36] En tant que PMA, le Cambodge peut bénéficier de préférences additionnelles, comme le traitement en franchise de droits (et/ou sans contingent) ou des réductions tarifaires, accordées par la Chine, le Taipei chinois, la République kirghize, le Tadjikistan et la République de Corée; pendant la période à l'examen, un traitement de ce type a également été accordé par le Chili. Selon les autorités, entre 2013 et 2016, en moyenne, 74,5% des exportations annuelles de vêtements, suivies des exportations de chaussures (6,5%) et de riz (3,5%), ont bénéficié d'un traitement préférentiel au titre du SGP à l'étranger.

[36] Renseignements en ligne de l'OMC. Adresse consultée: http://ptadb.wto.org/Country.aspx?code=116; CNUCED (2015), *Generalized System of Preferences – List of Beneficiaries*, 1er février. Adresse consultée: http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/itcdtsbmisc62rev6_en.pdf.

2.26. Le Cambodge continue de bénéficier de l'accès en franchise de droits et sans contingent au marché de l'UE au titre de l'initiative "Tout sauf les armes" (TSA) de 2001, qui fait partie des programmes du SGP de l'UE en faveur des PMA. Selon les autorités, entre 2013 et 2016, en moyenne, environ 75% des exportations annuelles de vêtements vers l'UE, suivies des exportations de chaussures (8,2%) et de riz (5,6%), ont bénéficié du traitement accordé au titre de l'initiative TSA. Le Cambodge a également signé avec les États-Unis, en juillet 2006, un accord-cadre sur le commerce et l'investissement visant à promouvoir le développement du commerce et de l'investissement dans les deux pays et à créer une instance pour régler les questions relatives aux échanges et aux investissements bilatéraux dans les domaines des procédures douanières, de la facilitation des échanges et des droits de propriété intellectuelle. Le Cambodge a bénéficié d'une assistance fournie par l'USAID pour la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges dans les catégories admissibles.[37] Des modifications favorables des règles d'origine régissant l'initiative TSA, le programme canadien relatif au Tarif des pays les moins développés (TPMD) et la mise en œuvre d'accords de libre-échange avec les partenaires de dialogue de l'ASEAN (section 2.3.2.1) ont entraîné une forte hausse des exportations cambodgiennes, de vêtements en particulier, vers ces pays.[38]

## 2.4 Régime d'investissement

2.27. Pendant la période considérée, la politique et le cadre juridique libéraux et relativement favorables aux investissements du Cambodge ont attiré les investissements et les entreprises anticipant les possibilités découlant de l'intégration régionale envisagée dans le cadre de la Communauté économique de l'ASEAN (AEC) (section 2.3.2.1).[39] Néanmoins, le pays reste relativement bas dans le classement international selon l'indice de facilité de faire des affaires.[40] L'existence d'un climat de l'investissement favorable est l'un des facteurs déterminants de la compétitivité, qui, selon les autorités, est renforcée au moyen de nombreuses initiatives, parmi lesquelles la Politique de développement industriel du Cambodge 2015-2025, qui intègre la structure industrielle aux réseaux de production et aux chaînes de valeurs régionaux et mondiaux (section 4.3.2).[41] Selon l'étude diagnostique sur l'intégration du commerce du Cambodge et la feuille de route relative à l'Approche sectorielle du commerce 2014-2018 (section 2.2), le pays doit faire en sorte que les conditions de l'activité des entreprises soient plus concurrentielles de manière à attirer de nouveaux investissements, développer de nouvelles entreprises et créer des emplois, et ainsi élargir et diversifier sa base d'exportation.[42] Des problèmes demeurent dans les

[37] Renseignements en ligne du Bureau du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales. Adresse consultée: https://ustr.gov/sites/default/files/uploads/agreements/tifa/asset_upload_file152_9651.pdf.

[38] Ministère de la planification (2014), *National Strategic Development Plan 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://mop.gov.kh/Home/NSDP/NSDP20142018/tabid/216/Default.aspx.

[39] Groupe de la Banque mondiale (2016), *Improving Macroeconomic and Financial Resilience – Cambodia Economic Update – April 2016*. Adresse consultée: "http://documents.worldbank.org/curated/en/403961467989523939/pdf/104756-REVISED-PUBLIC-Final-CEU-April-2016-English.pdf".

[40] Selon les rapports Doing Business 2013 et 2017 de la Banque mondiale, après avoir progressé (133ème sur 185 pays en 2013), le Cambodge est descendu du 128ème rang sur 189 pays en 2016 au 131ème rang sur 190 pays en 2017 dans le classement général selon l'indice de facilité de faire des affaires. Il figurait au 179ème rang en 2017, alors qu'il occupait le 180ème rang en 2016, pour ce qui est de la facilité de créer une entreprise, en raison de l'augmentation du nombre de jours que prend la création d'une entreprise, qui est passé de 87 à 99. En outre, s'agissant de l'accès au crédit, le pays figurait au 7ème rang en 2017 alors qu'il occupait la 14ème place en 2016. Groupe de la Banque mondiale (2013), *Doing Business 2013: Smarter Regulations for Small and Medium-Size Enterprises*, Washington, D.C. Adresse consultée: http://documents.worldbank.org/curated/en/994071468016859813/pdf/NonAsciiFileName0.pdf; Banque mondiale (2016), *Doing Business 2016: Measuring Regulatory Quality and Efficiency,* Washington D.C. Adresse consultée: "http://www.doingbusiness.org/~/media/WBG/DoingBusiness/Documents/Annual-Reports/English/DB16-Full-Report.pdf"; Banque mondiale (2017), *Doing Business 2017: Equal Opportunity for All,* Washington D.C. Adresses consultées: "http://www.doingbusiness.org/~/media/WBG/DoingBusiness/Documents/Annual-Reports/English/DB17-Report.pdf"; et http://www.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/cambodia.

[41] Ministère du commerce (2014), *Cambodia's Diagnostic Trade Integration Strategy and Trade SWAp Roadmap 2014-2018*, janvier, Phnom Penh. Adresse consultée: "http://www.moc.gov.kh/tradeswap/userfiles/file/uploadedfiles/Gallery/Cambodia's%20DTIS%20Executive%20Summary%202014-2018%20-%20EN5_19_2014_15_18_31.pdf".

[42] Ministère du commerce (2014), *Cambodia's Diagnostic Trade Integration Strategy and Trade SWAp Roadmap 2014-2018*, janvier, Phnom Penh. Adresse consultée:

domaines traditionnels, comme des déficiences infrastructurelles (coût de l'électricité, transport), une gouvernance défaillante, les capacités limitées des organismes publics, et l'accès au financement et le coût de ce dernier, malgré une amélioration dans ce domaine, comme en témoignent les indicateurs récemment publiés (sections 4.2.2.2 et 4.4.5). Les nouveaux défis concernent, entre autres: la pénurie de main-d'œuvre et l'inadéquation des compétences, la logistique et la facilitation des échanges, la modernisation technologique et l'innovation, et la nécessité de dégager une "marge de manœuvre budgétaire" (c'est-à-dire la flexibilité dans les choix de dépenses de l'État). Les autorités ont indiqué qu'elles se penchaient sur ces questions.

### *Cadre politique et institutionnel*

2.28. En 2016, le gouvernement a mis en œuvre le "Document d'orientation sur les partenariats public-privé pour la gestion des projets d'investissement public 2016-2020" de manière globale et conformément aux normes internationales, le but étant de créer des conditions favorables à la poursuite de la promotion de la participation du secteur privé à l'investissement public.[43]

2.29. Le Conseil pour le développement du Cambodge (CDC) reste l'organe exécutif chargé de l'investissement public et privé et des zones économiques spéciales (ZES). Il coordonne la réception et l'affectation de l'aide financière et des investissements en fonction des besoins et des priorités définis par le gouvernement.[44] Le Conseil cambodgien de l'investissement (CIB), qui est responsable des projets d'investissement en dehors des ZES, et le Conseil pour les zones économiques spéciales (CSEZB), qui est responsable des projets d'investissement dans les ZES, sont les organes opérationnels du CDC (section 3.2.4). Le CDC dispose d'un Bureau pour le Japon (depuis le 3 novembre 2007) et d'un Bureau pour la Corée (depuis mai 2015), au sein desquels des spécialistes du Japon et de la République de Corée fournissent un soutien en matière de promotion et de facilitation de l'investissement aux investisseurs provenant de ces pays.[45] Au milieu de l'année 2017, le CDC s'apprêtait à établir un Bureau pour l'UE en coopération avec la Chambre de commerce de l'UE au Cambodge. En 2015, le gouvernement prévoyait d'entreprendre une réforme institutionnelle globale visant à renforcer le mandat du CDC pour ce qui est de ses fonctions essentielles, comme la prise de décisions en matière de politique, l'élaboration et la mise en œuvre de plans et la recherche de solutions pour relever les nouveaux défis, mais aucun renseignement récent à ce sujet n'a été communiqué par les autorités.[46]

### *Cadre réglementaire*

2.30. Aucune modification n'a été apportée à la Loi de 1994 sur l'investissement (modifiée pour la dernière fois en 2003), principal texte législatif régissant l'investissement au Cambodge. En vertu du Sous-Décret n° 111 (27 septembre 2005) sur l'application de la Loi portant modification de la Loi sur l'investissement, les capitaux étrangers et nationaux reçoivent le même traitement, sauf dans le cas de la propriété foncière et des activités soumises à des restrictions à l'investissement (voir ci-après).[47] Les entreprises légalement enregistrées se font concurrence sur un pied d'égalité lorsqu'il s'agit de répondre à des appels d'offres ou de bénéficier d'incitations fiscales et non fiscales pour les projets d'investissement qualifiés (QIP) (voir ci-après et les sections 3.3.1 et 4.3.4). Le Cambodge n'a pas de politique de localisation forcée obligeant les investisseurs étrangers à utiliser des éléments locaux dans les biens ou les technologies; selon les autorités, le pays respecte pleinement les règles de l'OMC sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce.[48] La Loi de 2004 sur la fiscalité reste le principal texte législatif régissant

"http://www.moc.gov.kh/tradeswap/userfiles/file/uploadedfiles/Gallery/Cambodia's%20DTIS%20Executive%20Summary%202014-2018%20-%20EN5_19_2014_15_18_31.pdf".

[43] Ministère de l'économie et des finances (2016), *Policy Paper on Public-Private Partnerships For Public Investment Project Management 2016–2020*, 22 juin. Adresse consultée: http://ppp.mef.gov.kh/sites/default/files/Approved%20PPP%20Policy_Eng.pdf.

[44] Sous-Décret n° 60 du 5 avril 2016. Adresse consultée: http://www.cdc-crdb.gov.kh/default.htm.

[45] Renseignements en ligne du CDC. Adresse consultée: http://www.cambodiainvestment.gov.kh/investment-scheme/responsible-organization.html.

[46] *Cambodia Industrial Development Policy 2015-2025*, 6 mars 2015. Adresse consultée: http://www.cambodiainvestment.gov.kh/content/uploads/2015/09/IDP-English-Version-FINAL1.pdf.

[47] Sous-Décret n° 111, 27 septembre 2005. Adresse consultée: http://www.cambodianembassy.jp/web2/?page_id=552&lang=en; et renseignements en ligne du CDC. Adresse consultée: http://www.cambodiainvestment.gov.kh/investment-scheme/policies-toward-fdi.html.

[48] Renseignements en ligne du Département d'État des États-Unis. Adresse consultée: http://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/investmentclimatestatements/index.htm?year=2016&dlid=254269.

l'imposition des investissements étrangers, le rapatriement des bénéfices et les incitations fiscales (section 3.3.1).[49] Selon les autorités, les investissements intérieurs et étrangers dans les QIP sont soumis aux impôts suivants: impôt sur les bénéfices des sociétés (20%), impôt sur les rémunérations individuelles (0 à 20%), impôt retenu à la source (4% à 15%) et taxe sur la valeur ajoutée (0 à 10%).[50] L'investissement étranger est imposé aux mêmes taux que l'investissement intérieur, y compris dans les zones de promotion spéciales et les zones industrielles d'exportation (sections 3.2.4 et 3.3.1).

### *Activités soumises à restriction*

2.31. Tous les secteurs, à l'exception de ceux répertoriés dans la liste négative du Sous-Décret n° 111 (2005), restent ouverts à l'investissement étranger et la participation étrangère à 100% est autorisée; dans le cas des entreprises publiques, l'État doit détenir directement ou indirectement plus de 51% du capital ou des droits de vote.[51] Les activités interdites comprennent: la production/la transformation de substances psychotropes ou narcotiques; la fabrication de produits chimiques toxiques, de pesticides/d'insecticides à usage agricole et d'autres produits à partir de substances chimiques interdites par la réglementation internationale ou l'Organisation mondiale de la santé et qui nuisent à la santé publique et à l'environnement; la transformation et la production d'électricité à partir de déchets importés d'un pays étranger; et les activités d'exploitation forestière interdites par la Loi forestière.[52] Dans certains secteurs, comme la fabrication de cigarettes, la production cinématographique, l'usinage du riz, l'extraction et la transformation de pierres gemmes, l'édition et l'imprimerie, la fabrication d'ouvrages sculptés en bois et en pierre, le tissage de la soie, certains services de télécommunication, la radiodiffusion et la télédiffusion et certains services touristiques, l'investissement étranger est subordonné à la participation d'investisseurs nationaux ou de la main-d'œuvre au capital, ou à l'autorisation préalable des autorités (sections 4.4.4.1, 4.4.4.2 et 4.4.7).[53]

2.32. En vertu de la Constitution, seuls les citoyens et personnes morales cambodgiens ont le droit de posséder des terres.[54] Cependant, une loi, adoptée en 2010, autorise les étrangers à posséder des biens immobiliers situés au-dessus du sol. Un bâtiment ne peut pas être détenu par des étrangers à plus de 70% et les étrangers ne peuvent pas posséder de biens immobiliers à moins de 30 km de la frontière nationale.[55] Les investisseurs étrangers peuvent par ailleurs utiliser des terres dans le cadre de concessions et de baux renouvelables; cependant, en mai 2012, le gouvernement a imposé un moratoire sur les concessions de terres à des fins économiques (ELC) permettant la location à long terme de terres appartenant à l'État. Il réexamine également les ELC accordées antérieurement et en a révoqué certaines au motif que les bénéficiaires n'avaient pas donné suite à leurs projets ou ne respectaient pas les modalités et conditions afférentes à ces concessions. En 2014, le Ministère de l'environnement a annulé 23 ELC, représentant au total environ 90 000 hectares de terres, apparemment parce que les terres n'avaient pas été aménagées conformément aux modalités afférentes aux ELC. À la fin de septembre 2015, le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche avait annulé 15 ELC. En juillet 2015, la durée des ELC, qui était au départ de 70 à 90 ans, a été ramenée à 50 ans et, depuis, aucune nouvelle ELC n'a été accordée.

---

[49] Renseignements en ligne du CDC. Adresse consultée: http://www.cambodiainvestment.gov.kh/content/uploads/2012/02/Law-on-Taxation-of-2004_0401.pdf.

[50] Renseignements en ligne du Département d'État des États-Unis, "Investment Climate Statements for 2016". Adresse consultée: "https://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/investmentclimatestatements/index.htm?year=2016&dlid=254269#wrapper".

[51] Renseignements en ligne du CDC. Adresse consultée: "http://www.cambodiainvestment.gov.kh/content/uploads/2011/10/Sub-Decree-111-on-Implementation-LOI_050927.pdf".

[52] Renseignements en ligne du CDC. Adresse consultée: http://www.cambodiainvestment.gov.kh/investment-scheme/prohibited-fields-of-investment.html.

[53] Renseignements en ligne du Département d'État des États-Unis, "Investment Climate Statements for 2016". Adresse consultée: "https://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/investmentclimatestatements/index.htm?year=2016&dlid=254269#wrapper".

[54] Article 44 de la Constitution.

[55] USTR (2016), *2016 National Trade Estimate Report on Foreign Trade Barriers*. Adresse consultée: "https://ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/reports-and-publications/2016/2016-national-trade-estimate".

### *Enregistrement et approbation*

2.33. Toutes les entreprises (nationales et étrangères) sont tenues de s'enregistrer auprès du Ministère du commerce et de la Direction générale des impôts, et d'obtenir une licence d'activité auprès des ministères compétents; les entreprises exerçant des activités admissibles en tant que projets d'investissement qualifiés (QIP) (voir ci-après et l'annexe 1 du Sous-Décret n° 111) sont par ailleurs tenues de s'enregistrer auprès du CDC. En janvier 2016, le Ministère du commerce a lancé un portail d'enregistrement des entreprises permettant à toutes les entreprises existantes et nouvelles de s'enregistrer en ligne.[56] Les entreprises peuvent présenter des demandes au titre des QIP au CDC avant ou après l'enregistrement auprès du Ministère du commerce. Le CDC sert de guichet unique et obtient au nom du requérant toutes les licences nécessaires à l'investissement auprès des organismes compétents figurant dans le certificat d'enregistrement conditionnel. Les organismes publics compétents doivent fournir les documents demandés dans un délai de 28 jours ouvrables à compter de la date de délivrance du certificat d'enregistrement conditionnel; à l'issue de ce délai, le CDC délivre un certificat d'enregistrement définitif.[57]

2.34. Le CDC doit consulter le Conseil des ministres et obtenir son approbation pour les projets d'investissement présentant les caractéristiques suivantes: a) investissement d'au moins 50 millions de dollars EU; b) investissement sensible sur le plan politique et ayant des effets importants sur l'intérêt public ou l'environnement; c) exploration et exploitation de ressources minérales et de ressources naturelles; d) stratégie de développement à long terme; et e) programmes de construction-exploitation-transfert (CET), de construction-propriété-exploitation-transfert (CPET), de construction-exploitation-propriété (CEP) ou de construction-location-transfert (CLT). Les projets pour lesquels le capital investi est inférieur à 2 millions de dollars EU peuvent être approuvés par les sous-comités municipaux et provinciaux responsables de l'investissement.[58] Entre le 1er janvier 2012 et le 31 décembre 2016, le CDC a approuvé 711 QIP: 70 dans le secteur agricole (68,7% de projets étrangers), 584 dans le secteur manufacturier (87,3% de projets étrangers), 29 dans le secteur du tourisme (37,5% de projets étrangers) et 28 dans d'autres secteurs des services (52,5% de projets étrangers).

### *Promotion des investissements*

2.35. Le CDC continue d'administrer tout un ensemble d'incitations à l'investissement intérieur comme étranger, qui n'ont pas connu de modification depuis le précédent examen de la politique commerciale du Cambodge. Pour pouvoir en bénéficier, les projets d'investissement (et non les entreprises) doivent disposer du statut de projet d'investissement qualifié (QIP), qui permet l'octroi de certaines incitations fiscales (sections 3.3.1 et 4.3.4).[59] Ces incitations comprennent: une exonération temporaire de l'impôt sur les sociétés pouvant aller jusqu'à neuf ans ("période de déclenchement" + trois ans + "période de priorité" définie en vertu de la loi sur la gestion

---

[56] Renseignements en ligne du Ministère du commerce. Adresse consultée: http://www.businessregistration.moc.gov.kh; renseignements en ligne du Département d'État des États-Unis, "Investment Climate Statements for 2016". Adresse consultée: "https://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/investmentclimatestatements/index.htm?year=2016&dlid=254269#wrapper".

[57] Renseignements en ligne du CDC. Adresse consultée: http://www.cambodiainvestment.gov.kh/investmentscheme/investmentapplicationprocedures.html.

[58] Ministère du commerce (2014), *Cambodia's Diagnostic Trade Integration Strategy and Trade SWAp Roadmap 2014-2018*, janvier, Phnom Penh. Adresse consultée: "http://www.moc.gov.kh/tradeswap/userfiles/file/uploadedfiles/Gallery/Cambodia's%20DTIS%20Executive%20Summary%202014-2018%20-%20EN5_19_2014_15_18_31.pdf".

[59] Les projets d'investissement non admissibles au statut de QIP incluent: tous les types d'activité commerciale, d'importation, d'exportation, de commerce de gros et de détail, y compris les boutiques hors taxes; tous les services de transport par voie navigable, et de transport routier et aérien, à l'exception des investissements dans le secteur ferroviaire; les restaurants, salles de karaoké, bars, boîtes de nuit, salons de massage, clubs de forme, etc.; les services touristiques; les casinos et établissements de jeux; les activités et services liés aux opérations monétaires et financières comme les banques, les établissements financiers et les compagnies d'assurance; les activités liées aux journaux et aux médias, y compris la radio, la télévision, la presse, les magazines, etc.; les services professionnels; la production et la transformation d'ouvrages en bois fabriqués à partir de bois provenant de forêts naturelles et de matières premières issues d'une source d'approvisionnement intérieure légale; les complexes touristiques, y compris les hôtels, parcs à thème, installations sportives et zoos de moins de 50 hectares; les hôtels ayant moins de 3 étoiles; la promotion immobilière; et les entrepôts. Renseignements en ligne du CDC. Adresse consultée: http://www.cambodiainvestment.gov.kh/investment-scheme/investment-incentives.html.

financière); une provision spéciale pour amortissement (plus intéressante pour les projets à forte intensité de capital) permettant une déduction de 40% de la valeur des actifs corporels utilisés dans la production l'année de leur achat ou la première année d'utilisation; une exonération de la taxe sur les importations de matériel de production, de matériaux de construction et de facteurs de production servant à la fabrication des produits d'exportation; et une garantie des investissements par l'État.[60] Des incitations au titre des QIP sont également accordées pour les projets situés dans des ZES (zones de promotion spéciales ou zones industrielles d'exportation, par exemple); les incitations additionnelles en faveur des ZES comprennent une exemption de la TVA, quelle que soit la destination des biens produits, et des procédures douanières spéciales.[61] Un QIP peut prendre la forme d'une coentreprise entre des entités cambodgiennes, entre des entités cambodgiennes et des entités étrangères, ou entre des entités étrangères. Il n'y a pas de limitation concernant la nationalité ou la participation de chaque actionnaire, sauf dans le cas où une coentreprise possède ou envisage de posséder des terres ou est titulaire d'un intérêt foncier au Cambodge; dans ce cas, la participation combinée maximale de tous les actionnaires étrangers ne doit pas dépasser 49%.[62]

### *Règlement des différends*

2.36. La Loi cambodgienne de 2006 sur l'arbitrage commercial, qui constitue le cadre pour l'arbitrage privé des différends commerciaux, est conforme aux pratiques internationales et n'a pas été modifiée.[63] Un Centre d'arbitrage national (NAC), placé sous la tutelle du Ministère du commerce, a été créé en juillet 2006 et est devenu opérationnel en mars 2013, mais sa compétence est limitée et il n'a instruit que quatre affaires à ce jour. Les parties impliquées dans un différend commercial qui ont un accord d'arbitrage écrit peuvent régler leur différend à l'aide de mécanismes quasi judiciaires sans faire intervenir les tribunaux cambodgiens, sauf si la Loi sur l'arbitrage commercial l'impose. À la suite de la mise en place de la nouvelle organisation judiciaire en 2014 (section 2.1), des chambres commerciales ont été créées pour régler les différends dans les domaines du commerce et de l'investissement. Toutefois, la plupart des investisseurs étant encore réticents à l'idée d'utiliser le système judiciaire pour régler les différends commerciaux, ils ont le plus souvent recours à l'arbitrage, dans la majorité des cas par l'intermédiaire du Ministère du commerce et de la Chambre de commerce cambodgienne.

2.37. Le Cambodge est partie à la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États (Convention CIRDI) depuis 2005. Il est également signataire de la Convention de New York de 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (Convention de New York) depuis 1960.

### *Évolution des traités bilatéraux et coopération internationale*

2.38. Le Cambodge est toujours signataire d'accords bilatéraux de promotion et de protection de l'investissement avec plus de 28 partenaires; pendant la période considérée, il a signé 4 nouveaux accords de ce type avec le Bangladesh (17 août 2014), le Bélarus (23 avril 2014), la Fédération de Russie (3 mars 2015) et la Hongrie (14 janvier 2016).[64] Ces accords prévoient en général l'octroi

---

[60] La Loi sur l'investissement garantit les investissements comme suit (articles 8 à 11 de la Loi modifiée sur l'investissement): traitement non discriminatoire sauf pour la propriété foncière; non-adoption d'une politique de nationalisation au détriment des investisseurs au Cambodge; non-fixation du prix ou de droit pour les produits ou services relatif à un QIP; achat et envoi à l'étranger de devises sans restriction par l'intermédiaire du système bancaire pour le paiement des importations ainsi que le remboursement du principal et le paiement des intérêts sur les prêts internationaux, le paiement des redevances et des frais de gestion, le transfert des bénéfices des sociétés et le rapatriement des capitaux investis. Renseignements en ligne du CDC. Adresse consultée: http://www.cambodiainvestment.gov.kh/investment-scheme/investment-guarantee.html.

[61] Les QIP dans les domaines de l'agriculture et de l'agro-industrie peuvent bénéficier d'une "période de priorité" de trois ans au cours de laquelle ils sont exonérés de l'impôt sur les bénéfices des sociétés. Renseignements en ligne du CDC. Adresse consultée: "http://www.cambodiainvestment.gov.kh/investment-scheme/investment-incentives.html".

[62] Renseignements en ligne du CDC. Adresse consultée: http://www.cambodiainvestment.gov.kh/investmentscheme/investmentapplicationprocedures.html.

[63] Renseignements en ligne du Département d'État des États-Unis, "Investment Climate Statements for 2016". Adresse consultée: "https://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/investmentclimatestatements/index.htm?year=2016&dlid=254269#wrapper".

[64] En juin 2017, des accords en vigueur avaient été conclus avec: l'Allemagne, l'Autriche, le Bélarus, la Chine, la Croatie, Cuba, la Fédération de Russie, la France, la Hongrie, l'Indonésie, le Japon, le Koweït, la

réciproque du traitement national, à l'exclusion des avantages découlant de la participation à de futures unions douanières ou zones de libre-échange et à des accords fiscaux, ainsi que du traitement de la nation la plus favorisée et ne contiennent pas de listes négatives. Ils interdisent les expropriations, à l'exception de celles qui sont effectuées à des fins légitimes ou d'utilité publique, ne sont pas discriminatoires et sont assortis d'une indemnisation rapide, adéquate et effective, basée sur le juste prix du marché du bien immobilier avant l'expropriation. Ils garantissent par ailleurs le rapatriement des investissements et prévoient le règlement des différends liés aux investissements par voie d'arbitrage. En outre, le Cambodge est partie à l'Accord global sur l'investissement de l'ASEAN (section 2.3.2.1).

2.39. Le 20 mai 2016, Singapour et le Cambodge ont signé la toute première convention de double imposition du Cambodge, suivie le 13 octobre 2016 d'une deuxième convention de ce type avec la Chine. En outre, le Cambodge a conclu des conventions de double imposition avec le Brunéi Darussalam et l'Indonésie qui devraient être signées à la fin de 2017. Il négocie également des conventions de ce type avec d'autres États membres de l'ASEAN et des partenaires de dialogue de l'ASEAN, à savoir la Chine, le Japon et la République de Corée. Le Cambodge était l'un des rares pays au monde à ne pas avoir de conventions de double imposition ou d'accords donnant lieu à un crédit d'impôt fictif, en raison d'un manque de compétence/d'expérience dans ce domaine.[65] Il est partie à la Convention de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI). En janvier 2017, aucun projet n'avait été garanti par l'AMGI.

Malaisie, le Myanmar, le Pakistan, les Pays-Bas, les Philippines, la RDP lao, la République de Corée, la République populaire démocratique de Corée, la République tchèque, Singapour, la Suisse, la Thaïlande, le Viet Nam et l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). D'autres accords sont apparemment prévus avec l'Algérie, la Bulgarie, l'Égypte, l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Iran, Israël, la Libye, Malte, le Qatar, le Royaume-Uni, la Turquie, l'Ukraine et l'Union économique belgo-luxembourgeoise. Renseignements en ligne du Département d'État des États-Unis, "Investment Climate Statements for 2016". Adresse consultée: "https://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/investmentclimatestatements/index.htm?year=2016&dlid=254269#wrapper".

[65] Renseignements en ligne. Adresse consultée: "http://www.vdb-loi.com/cambodia-tax-and-legal/cambodia-signs-its-first-ever-double-taxation-agreement/".

# 3 POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE

## 3.1 Mesures visant directement les importations

### 3.1.1 Procédures et prescriptions douanières, évaluation en douane

***Procédures douanières***

3.1. Ces dernières années, le Cambodge a réalisé d'importants progrès en améliorant ses procédures douanières et en les harmonisant avec les normes internationales. Le recours au document administratif unique (DAU) et au mécanisme de guichet unique est obligatoire pour faciliter le commerce et la gestion des risques. Dans le cadre du mécanisme de guichet unique, il n'y a qu'une seule inspection, ce qui simplifie les procédures douanières et réduit les formalités bureaucratiques et administratives. De plus, SYDONIA est maintenant opérationnel à tous les postes frontière afin de faciliter les procédures douanières dans le cadre du guichet unique.

3.2. La principale loi régissant les importations au Cambodge est la Loi douanière de 2007. La Loi est appliquée par le Département général des douanes et accises (GDCE) du Cambodge, qui relève du Ministère de l'économie et des finances (MEF). En outre, les importations sont également régies par un sous-décret et plusieurs Prakas et instructions de niveau ministériel (encadré 3.1).

**Encadré 3.1 Lois et réglementations douanières**

1. La **Loi douanière**, promulguée le 20 juillet 2007, est composée de 13 chapitres et 80 articles.
2. Les **règlements d'application** incluent 1 Sous-Décret (Anukret), 36 Prakas ministériels et 9 directives, comme suit:
   a) **Sous-Décret:**
   - Anukret sur la liste des marchandises faisant l'objet d'une interdiction ou de restrictions

   b) **Prakas ministériels:**
   - Prakas sur la procédure juridique relative aux exportations et importations de devises étrangères
   - Prakas sur les dispositions et la procédure en matière de déclaration douanière
   - Prakas sur l'établissement et le fonctionnement des courtiers en douane
   - Prakas sur l'évaluation en douane des marchandises importées
   - Prakas sur l'entreposage sous douane
   - Prakas sur le stockage temporaire sous douane
   - Prakas sur le remboursement des droits de douane et des taxes
   - Prakas sur la sécurité
   - Prakas sur la déclaration, le mouvement, le stockage et le transport des marchandises exportées
   - Prakas sur l'importation de marchandises au titre de l'admission temporaire
   - Prakas sur la gestion des documents, des registres, des dossiers et autres renseignements
   - Prakas sur la détermination des marchandises exemptées
   - Prakas sur les procédures de contrôle relatives aux marchandises exemptées
   - Prakas sur la gestion des marchandises non réclamées
   - Prakas sur l'exportation temporaire de marchandises
   - Prakas sur les formalités douanières accomplies en dehors des bureaux de douane
   - Prakas sur l'extension du territoire douanier
   - Prakas sur le contrôle après dédouanement réalisé par le Département des douanes et accises
   - Prakas sur le transit douanier
   - Prakas sur la procédure douanière spécifique aux zones économiques spéciales
   - Prakas sur les procédures relatives à la gestion de marchandises spéciales
   - Prakas sur le transport, la distribution et la possession de marchandises importées dans le territoire douanier
   - Prakas sur l'utilisation des renseignements obtenus par les agents des douanes
   - Prakas sur le règlement des infractions douanières
   - Prakas sur le tarif douanier et la classification tarifaire des marchandises
   - Prakas sur la distribution des récompenses
   - Prakas sur les procédures de paiement des droits et taxes et autres prélèvements sur les marchandises importées et exportées
   - Prakas sur la déclaration des marchandises importées
   - Prakas n° 907 du MEF en date du 9 octobre 2009 sur la détermination de la redevance de transit visant certaines marchandises dans le cadre de la procédure législative relative au transit douanier
   - Prakas sur la mise en œuvre de la décision anticipée sur la classification tarifaire, l'évaluation en douane et l'origine des marchandises

- Prakas n° 569 du MEF en date du 19 août 2010 sur l'inspection des exportations et des importations et les moyens de transport
- Prakas n° 570 du MEF en date du 19 août 2010 sur les procédures de recours contre les dossiers douaniers
- Prakas n° 452 du MEF en date du 11 avril 2013 sur un mécanisme d'incitation en faveur des meilleurs négociants
- Prakas interministériel n° 581 du MEF en date du 10 juin 2013 sur les procédures de demande d'importation de matériaux, machines, véhicules et pétrole au titre du Programme d'aide sous forme de dons prévoyant la prise en charge des droits et taxes par le gouvernement royal du Cambodge
- Prakas n° 311 du MEF en date du 19 mars 2014 sur la mise en œuvre d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour les industries de soutien et les entrepreneurs qui fournissent des marchandises ou des services pour soutenir les exportations des secteurs des vêtements, des textiles, des chaussures, des bagages et des sacs à main, et des chapeaux
- Prakas n° 316 du MEF en date du 19 mars 2014 sur la modification de la redevance pour l'inspection des marchandises au moyen d'un scanner

c) **Directives**

- Instruction n° 016 du MEF.MOC en date du 18 août 2004 sur la notification relative à la simplification des procédures d'exportation pour les produits textiles
- Instruction n° 009 du MEF en date du 1er décembre 2005 sur la gestion des marchandises non commerciales
- Instruction n° 583 du 30 juin 2008 sur la mise en œuvre du Manuel sur le contrôle initial après dédouanement au Département des douanes et accises
- Instruction n° 790 du 28 août 2008 et procédures relatives au transit douanier
- Instruction n° 345 du 3 avril 2013 sur la mise en œuvre de la décision anticipée sur la classification tarifaire
- Instruction n° 346 du 3 avril 2013 sur la mise en œuvre de la décision anticipée sur l'évaluation en douane
- Instruction n° 2175 du 19 novembre 2014 sur la mise en œuvre de la décision anticipée sur l'origine
- Instruction n° 1114 du GDCE en date du 28 novembre 2011 sur la révision des procédures et des prescriptions en matière de documentation pour le dédouanement des réimportations de produits textiles et de vêtements après exportation
- Circulaire n° 004 du MEF en date du 24 juillet 2012 sur les procédures visant les marchandises de faible valeur (*de minimis*)

Source: Autorités cambodgiennes.

3.3. Conformément à la loi, toute personne physique ou morale qui importe est tenue de présenter une déclaration en douane d'importation. Depuis 2009, ces déclarations doivent être présentées sous la forme d'un document administratif unique (DAU) dans SYDONIA.[1]

3.4. Le courtier en douane/déclarant entre directement les renseignements figurant sur le DAU dans SYDONIA, qui vérifie ces informations et enregistre le document. Le DAU enregistré doit être signé et transmis à un agent des douanes avec tous les documents requis. Les documents devant être transmis avec le document administratif unique sont la facture, la liste de colisage, les documents de transport (connaissement maritime/aérien/routier) et, si nécessaire, les manifestes, licences, permis, certificat d'origine et tout autre document connexe tel que les certificats SPS. Après vérification du DAU et des documents d'accompagnement, l'agent des douanes évalue le document en utilisant le système (et les critères de gestion des risques associés), qui détermine ensuite le circuit à suivre pour le traitement de la déclaration.

3.5. Le circuit rouge implique que le DAU doit faire l'objet d'un contrôle documentaire et que l'expédition est soumise à une inspection matérielle avant que le DAU ne soit transféré vers le circuit vert et évalué par les douanes. Le circuit jaune implique que le DAU doit faire l'objet d'un contrôle documentaire avant d'être transféré vers le circuit vert et évalué par les douanes. Dans le circuit vert, le DAU est évalué automatiquement et un document de dédouanement est délivré. Toutefois, le DAU peut être soumis à un contrôle après dédouanement. En outre, dans le circuit bleu, le DAU est traité de la même manière que dans le circuit vert mais, pour des raisons spécifiques, il est soumis à un contrôle après dédouanement.[2] Par ailleurs, si le document administratif unique a été désigné comme relevant du circuit rouge ou jaune, l'agent des douanes

[1] Handbook on Customs Clearance. Renseignements en ligne. Adresse consultée: http://www.customs.gov.kh/publication-and-resources/publications/.

[2] Selon les autorités, environ 15% des expéditions sont orientées vers le circuit rouge, 25% vers le circuit vert et 60% vers le circuit bleu.

est tenu de vérifier les raisons de ce classement; cela peut être dû, entre autres choses, à des prescriptions en matière de licences d'importation, au retrait d'un échantillon ou à des antécédents de contrebande.

3.6. Après évaluation du DAU, SYDONIA calcule les droits, taxes et redevances à payer. Ces charges sont acquittées conformément à la réglementation en vigueur. Un reçu de paiement est présenté à l'Administration des douanes, qui délivre ensuite un acquit de douane et un avis de mainlevée des marchandises. Par ailleurs, diverses redevances sont prélevées au titre des opérations douanières, de la vérification des conteneurs et d'autres services (tableau 3.1). Selon une étude sur le temps nécessaire à la mainlevée réalisée en 2013 par la Banque asiatique de développement et le Fonds japonais pour la lutte contre la pauvreté, le délai national moyen entre l'arrivée des marchandises et leur retrait du contrôle de la douane est de 2 jours 14 heures et 39 minutes. Le délai moyen entre le dépôt du DAU et le retrait du contrôle de la douane est de 5 heures et 37 minutes, et le délai moyen entre le dépôt du DAU et l'avis de mainlevée des marchandises (temps du processus douanier) est de 1 heure et 57 minutes. Il semblerait qu'il y ait un écart important entre l'arrivée des marchandises et le dépôt du DAU, et entre la mainlevée des marchandises et le retrait physique du contrôle de la douane.[3] Selon les autorités douanières, l'écart est dû au temps nécessaire aux autres organismes, tels que Camcontrol, et aux contrôles SPS.

**Tableau 3.1 Redevances et impositions douanières**

| Description | Redevance (CR) | Redevance pour services (CR) | Délai de traitement (jours ouvrables) |
|---|---|---|---|
| Redevance pour les opérations douanières | | | |
| Conteneur (plus de 20 pieds) | 60 000 | 0 | 1-2 |
| Déclaration en douane pour certains produits pétroliers | 60 000 | 0 | 1-2 |
| Conteneur (<20 pieds) | 40 000 | 0 | 1-2 |
| Redevance pour le contrôle des conteneurs avec le système TH-SCAN | | | |
| Conteneur (<40 pieds) | 20 $EU | 0 | 1-2 |
| Conteneur (>40 pieds) | 32 $EU | 0 | 1-2 |
| Droit de licence pour le stockage temporaire de marchandises en douane (1 an) | 20 000 000 | 0 | 1-2 |
| Redevance pour maintenir les biens dans les stocks de marchandises temporaires en douane au-delà de la date prévue (1 jour) | 0,1% du coût de calcul des taxes douanières | 0 | Immédiat |
| Droit de timbre pour les automobiles (1 édition) | 0 | 30 000 | 1-2 |
| Scellé douanier (1 page) | 0 | 50 | 1-2 |
| Droit de timbre (sur les paquets de cigarettes) (1 page) | 0 | 4,2 | 1-2 |
| Lettre d'autorisation pour le transport des stocks (1 page) | 0 | 500 | Immédiat |
| Scellé pour conteneur | 0 | 8 000 | 1-2 |

Source: Handbook on Customs Clearance. Renseignements en ligne. Adresse consultée: http://www.customs.gov.kh/publication-and-resources/publications/.

3.7. Dans le cadre de sa politique de facilitation des échanges, le Cambodge a initié un "Programme en faveur des meilleurs négociants" (BTP) en juin 2014.[4] Pour participer au BTP, un négociant doit remplir les conditions suivantes: être classé dans la première catégorie du système de suivi de la crédibilité des négociants, avoir un capital social supérieur à 1 milliard de riels, ne pas avoir commis d'infraction douanière au cours des trois années précédentes, ne pas être en situation de défaut de paiement, et avoir un volume d'échanges annuels supérieur à 2 millions de dollars EU. De plus, le négociant doit tenir une comptabilité adéquate conformément à la réglementation existante. Il doit également faire partie de la Communauté des entreprises

[3] Renseignements en ligne du Département général des douanes et accises du Cambodge. Adresse consultée: http://www.customs.gov.kh/trade-facilitation/time-release-study-trs/.

[4] Prakas n° 452 du MEF sur un mécanisme d'incitation en faveur des meilleurs négociants, avril 2013; Décision n° 278 du GDCE sur un ensemble de mesures d'incitation pour le groupe des meilleurs négociants et Décision n° 279 du GDCE sur la création d'une unité de gestion pour les meilleurs négociants, février 2014; et Lettre n° 790 du GDCE sur les ensembles de mesures d'incitation accordés aux entreprises figurant parmi les meilleurs négociants, juin 2014.

autorisées, dont le président doit vérifier la situation financière du négociant et s'assurer qu'il respecte les règles. Actuellement, 17 entreprises participent au BTP.[5]

3.8. Les participants au BTP se voient donner la priorité pour la présentation des déclarations, pour les inspections des marchandises et des documents, et pour la mainlevée des marchandises. De plus, ils sont autorisés à accomplir les formalités douanières plus tard et ne sont pas soumis à la vérification anticipée de l'évaluation en douane et des règles d'origine. Les participants au BTP bénéficient également du dédouanement avant l'arrivée. Auparavant, ils avaient droit à un contrôle restreint des conteneurs par scanner, mais les autorités ont indiqué que cette mesure d'incitation avait été supprimée et les participants au BTP sont actuellement tenus de se soumettre à un contrôle par scanner comme les autres négociants.

3.9. Les autorités indiquent qu'elles prévoient d'augmenter le nombre de participants au BTP, ainsi que de mettre intégralement en œuvre le Programme d'opérateurs économiques agréés conformément à la Stratégie douanière et au Programme de travail sur les réformes (2014-2018).

3.10. En vue de renforcer les mesures de facilitation des échanges et d'assurer l'exactitude de la déclaration en douane, le Cambodge a mis en œuvre une décision anticipée en janvier 2013.[6] Sur demande, l'Administration des douanes publie une décision anticipée sur la classification tarifaire, l'évaluation en douane et l'origine des marchandises. Une décision anticipée peut être demandée par un importateur, un producteur de marchandises ou une personne autorisée qui assumera la responsabilité des biens importés. Les décisions anticipées sur la classification tarifaire et les règles d'origine sont généralement publiées dans un délai de 30 jours ouvrables, tandis que celles relatives à l'évaluation le sont normalement dans un délai de 90 jours ouvrables. Les décisions anticipées sont valables pendant trois ans. Elles peuvent être contestées par écrit dans un délai de 45 jours ouvrables après leur publication auprès du bureau ayant adopté la décision.

3.11. Le Cambodge a ratifié l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges, et il a déposé son instrument d'acceptation le 12 février 2016.

### *Évaluation en douane*

3.12. Le Cambodge applique l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, qui a été incorporé à sa législation nationale et notifié à l'OMC.[7] De plus, le pays a présenté au Comité de l'évaluation en douane de l'OMC une notification concernant la liste de questions relatives aux renseignements sur la mise en œuvre et l'administration de l'Accord sur l'évaluation en douane.[8] En vertu de la Loi douanière (article 21), la valeur en douane des marchandises importées sera déterminée conformément aux règles suivantes:

a. En premier lieu, la valeur en douane des marchandises importées sera la valeur transactionnelle.

b. Si la valeur en douane des marchandises importées ne peut être déterminée selon l'alinéa a), la valeur en douane sera la valeur transactionnelle de marchandises identiques.

c. Si la valeur en douane des marchandises importées ne peut être déterminée selon les alinéas a) ou b), la valeur en douane sera la valeur transactionnelle de marchandises similaires.

[5] Handbook on Customs Clearance. Renseignements en ligne. Adresse consultée: http://www.customs.gov.kh/publication-and-resources/publications/.

[6] Prakas n° 002 du MEF sur la mise en œuvre de la décision anticipée sur la classification tarifaire, l'évaluation en douane et l'origine des marchandises, 4 janvier 2013; Instruction n° 345 du GDCE sur la mise en œuvre de la décision anticipée sur la classification tarifaire, Instruction n° 346 du GDCE sur la mise en œuvre de la décision anticipée sur l'évaluation en douane, 3 avril 2013, et Instruction n° 2175 du GDCE sur la mise en œuvre de la décision anticipée sur l'origine, 19 novembre 2014.

[7] Document de l'OMC G/VAL/N/1/KHM/1 du 12 mars 2010.

[8] Document de l'OMC G/VAL/N/2/KHM/1 du 24 octobre 2011.

d. Si la valeur en douane des marchandises importées ne peut être déterminée selon aucune des dispositions susmentionnées, une méthode déductive sera utilisée pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées.

e. Si la valeur ne peut être déterminée selon les alinéas a), b), c) ou d), une méthode de la valeur calculée sera utilisée pour déterminer le prix des marchandises importées.

3.13. Si l'importateur conteste la valeur transactionnelle ou la valeur en douane, il a le droit, au titre de la Loi douanière (article 24), de faire appel de la décision dans un délai de 30 jours en écrivant au Directeur général des douanes, qui est tenu de statuer sur la question dans un délai de 60 jours après réception de la contestation. L'importateur peut faire appel de la décision du Directeur général auprès du Comité du tarif douanier. De plus, en dernier recours, un importateur a le droit de faire appel auprès du tribunal compétent de toute décision rendue par le Comité du tarif douanier dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la notification de cette décision. Plus de 99% de l'ensemble des importations sont évaluées selon la méthode de la valeur transactionnelle.

***Inspection avant expédition***

3.14. Le Cambodge a notifié à l'OMC qu'il ne disposait d'aucune loi ou réglementation concernant l'inspection avant expédition.[9]

### 3.1.2 Règles d'origine

3.15. Le Cambodge n'applique pas de règles d'origine non préférentielles; cependant, il n'a pas présenté de notification à l'OMC à cet égard. Lors du dernier examen, le Cambodge venait de commencer à élaborer un projet de réglementation sur les règles d'origine.

3.16. L'article 20 de la Loi douanière dispose que "pour les importations, les droits et taxes applicables sont fonction de l'origine des marchandises. L'origine d'un produit naturel est le pays où il a été extrait du sol ou récolté. Les marchandises fabriquées dans un seul pays, et sans apport de matériaux provenant d'un autre pays, sont originaires de leur pays de fabrication. Les procédures suivies par l'Administration des douanes pour déterminer l'origine des marchandises produites dans un pays utilisant des produits récoltés, extraits du sol ou fabriqués dans un autre pays sont établies dans les dispositions des textes sur les règles d'origine de chaque ALE. Les marchandises importées bénéficient du traitement favorable correspondant à leur origine seulement si l'origine est dûment avérée et qu'il est dûment démontré qu'elles ont été transportées directement du pays d'origine au pays d'importation, conformément au texte sur la Procédure de certification opérationnelle de chaque ALE. Le pays de provenance est le pays à partir duquel les marchandises ont été expédiées directement vers le territoire douanier." Le Cambodge applique des règles d'origine préférentielles aux importations provenant des pays de l'ASEAN, ainsi que des pays avec lesquels l'ASEAN a déjà des accords de libre-échange (Australie, Chine, Japon, République de Corée et Nouvelle-Zélande). L'origine des marchandises provenant de pays partenaires d'un ALE est déterminée par le certificat d'origine émis par le pays d'exportation, conformément aux règles d'origine admises dans les accords correspondants.

### 3.1.3 Droits de douane

#### 3.1.3.1 Structure

3.17. En 2017, le taux NPF appliqué au Cambodge comprend quatre fourchettes – franchise de droits, 7%, 15% et 35% –, ainsi que des droits spécifiques. Presque tous les droits de douane sont appliqués sur une base *ad valorem*, et seules 14 lignes tarifaires sont soumises à des droits spécifiques (alors qu'aucune ne l'était en 2011). Le tarif douanier de 2017, qui se fonde sur la nomenclature du SH2017, compte 10 810 lignes tarifaires au niveau des positions à 8 chiffres, contre 8 298 lignes pour le tarif de 2011, qui se fondait sur la nomenclature du SH2007 (tableau 3.2). La différence est due à un changement de nomenclature.

[9] Document de l'OMC G/PSI/N/1/Add.12 du 26 avril 2010.

### Tableau 3.2 Structure tarifaire du Cambodge, 2011 et 2017

(%, sauf indication contraire)

| | Taux NPF appliqué | | Taux consolidé final[a] |
|---|---|---|---|
| | 2011 | 2017 | |
| Lignes tarifaires consolidées (% de l'ensemble des lignes tarifaires) | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Moyenne simple des taux | 11,7 | 12,3 | 20,9 |
| SH 01-24 | 15,4 | 16,1 | 28,1 |
| SH 25-97 | 11,1 | 11,5 | 20,9 |
| Produits agricoles (définition OMC) | 14,5 | 14,6 | 28,4 |
| Produits non agricoles (définition OMC) | 11,3 | 11,9 | 19,8 |
| Lignes tarifaires en franchise de droits (% de l'ensemble des lignes tarifaires) | 13,7 | 13,9 | 0,6 |
| Moyenne simple des taux pour les lignes passibles de droits uniquement | 13,6 | 14,2 | 21,1 |
| Contingents tarifaires (% de l'ensemble des lignes tarifaires) | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Droits non *ad valorem* (% de l'ensemble des lignes tarifaires) | 0,0 | 0,1 | 0,0 |
| "Crêtes" tarifaires nationales (% de l'ensemble des lignes tarifaires)[b] | 0,0 | 0,0 | 0,01 |
| "Crêtes" tarifaires internationales (% de l'ensemble des lignes tarifaires)[c] | 9,9 | 12,0 | 50,6 |
| Coefficient de variation | 0,8 | 0,8 | 0,5 |
| Taux de nuisance appliqués (% de l'ensemble des lignes tarifaires)[d] | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Nombre total de lignes tarifaires | 8 298 | 10 810 | 10 810 |
| Droits *ad valorem* | 8 298 | 10 796 | 10 810 |
| Franchise de droits | 1 136 | 1 500 | 70 |
| Droits spécifiques | 0 | 14 | 0 |

a Sur la base du tarif douanier de 2017. Les chiffres consolidés d'origine proviennent de la nomenclature du SH2007. La correspondance avec le SH2017 est réalisée dans toute la mesure du possible.
b Les crêtes tarifaires nationales sont les taux supérieurs au triple de la moyenne simple globale des taux appliqués.
c Les crêtes tarifaires internationales sont les taux supérieurs à 15%.
d Les taux de nuisance sont les taux supérieurs à zéro, mais inférieurs ou égaux à 2%.

Note: Le tarif douanier de 2011 est fondé sur la nomenclature du SH2007; celui de 2017 est fondé sur la nomenclature du SH2017.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données reçues des autorités.

#### 3.1.3.2 Droits appliqués

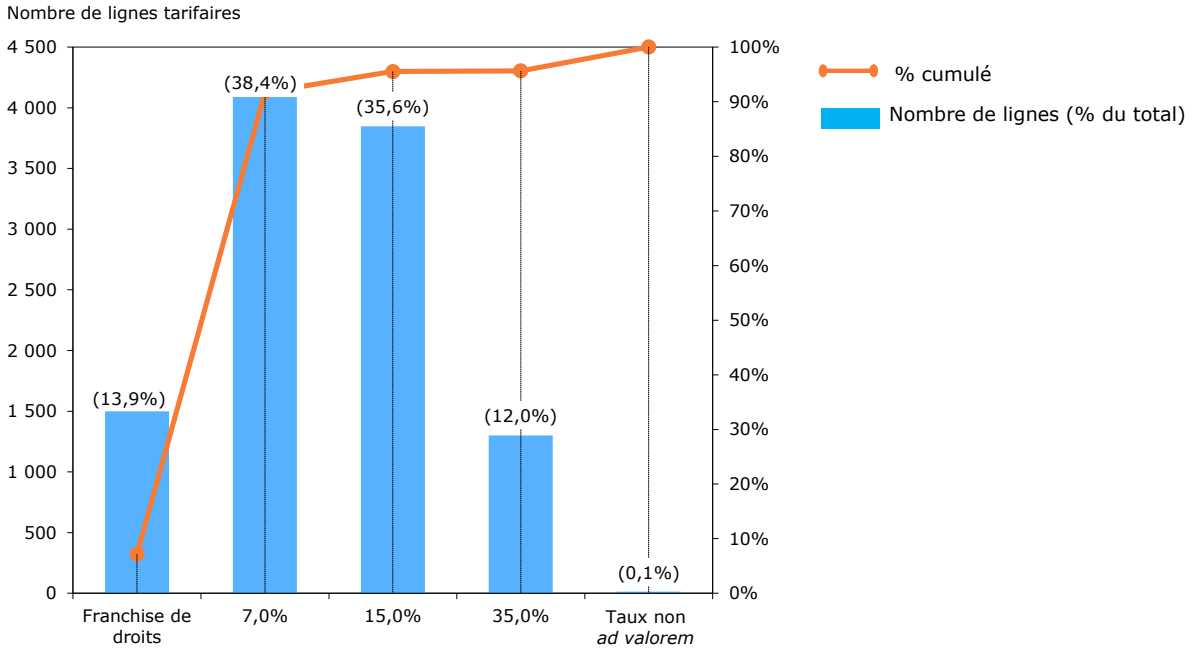
3.18. La moyenne simple (non pondérée) des droits NPF appliqués en 2017 était de 12,3%, soit légèrement plus qu'en 2011 où elle était de 11,7%. L'évolution est due à des changements de nomenclature. Près de 88% des taux de droits appliqués vont de zéro à 15%, tandis que le taux modal (le plus fréquent) est de 7% et que près de 14% des lignes tarifaires sont en franchise de droits (graphique 3.1).

3.19. Selon les définitions sectorielles adoptées par l'OMC, la moyenne des taux de droits est plus élevée pour les produits agricoles que pour les produits non agricoles. Pendant la période considérée, la moyenne des droits NPF appliqués visant les produits agricoles a enregistré une hausse négligeable, passant de 14,5% en 2011 à 14,6% en 2017. La moyenne des droits NPF appliqués visant les produits non agricoles est passée de 11,3% à 11,9% sur la même période (graphique 3.2).

3.20. Près de 10% des lignes tarifaires concernant les produits agricoles et environ 15% des lignes concernant les produits non agricoles sont en franchise de droits (tableau A3. 1). Le taux *ad valorem* le plus élevé (35%) s'applique aux produits finis agricoles (produits carnés transformés, fruits et légumes transformés, et produits laitiers), aux produits finis industriels, aux boissons alcooliques, au tabac, aux véhicules automobiles et aux produits pétroliers. Le taux de 15% s'applique aux biens d'équipement, aux appareils, aux produits finis industriels et aux motocycles, tandis que le taux nul et le taux de 7% sont prélevés sur certaines matières

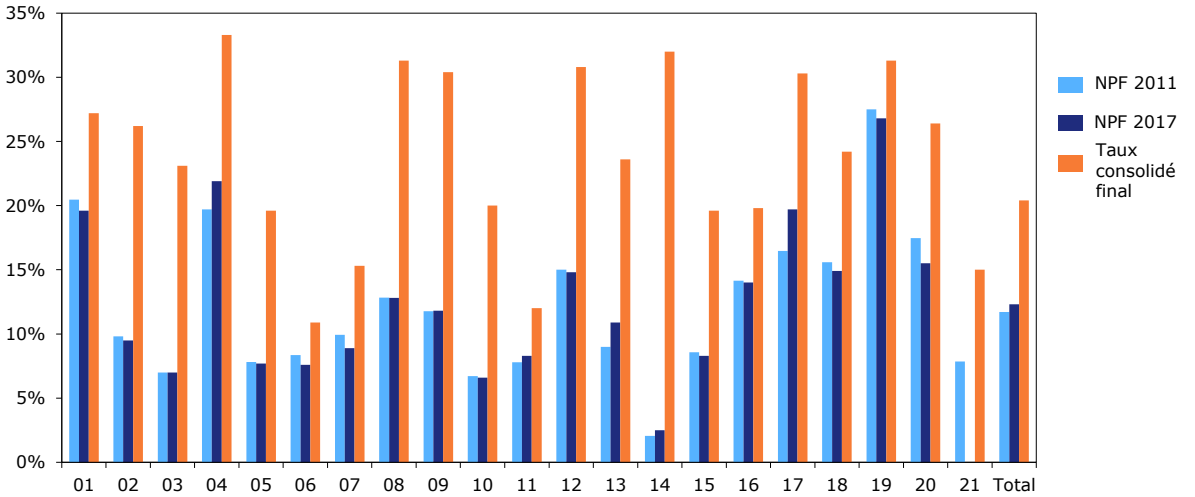
premières, y compris les pierres gemmes et les métaux précieux. L'essence et le diesel sont soumis à des droits spécifiques.

### Graphique 3.1 Répartition des taux de droits NPF, 2017




Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données reçues des autorités.

### Graphique 3.2 Moyennes des taux NPF appliqués et des taux consolidés par section du SH, 2011 et 2017




01 Animaux vivants et produits du règne animal
02 Produits du règne végétal
03 Graisses et huiles
04 Préparations alimentaires, boissons
05 Produits minéraux
06 Produits chimiques
07 Matières plastiques et caoutchouc
08 Cuirs et peaux
09 Bois et ouvrages en bois
10 Pâte, papier, etc.
11 Matières textiles et ouvrages en ces matières
12 Chaussures, coiffures
13 Ouvrages en pierres
14 Pierres gemmes, etc.
15 Métaux communs et ouvrages en ces métaux
16 Machines
17 Matériel de transport
18 Instruments de précision
19 Armes et munitions
20 Produits manufacturés divers
21 Objets d'art, etc.

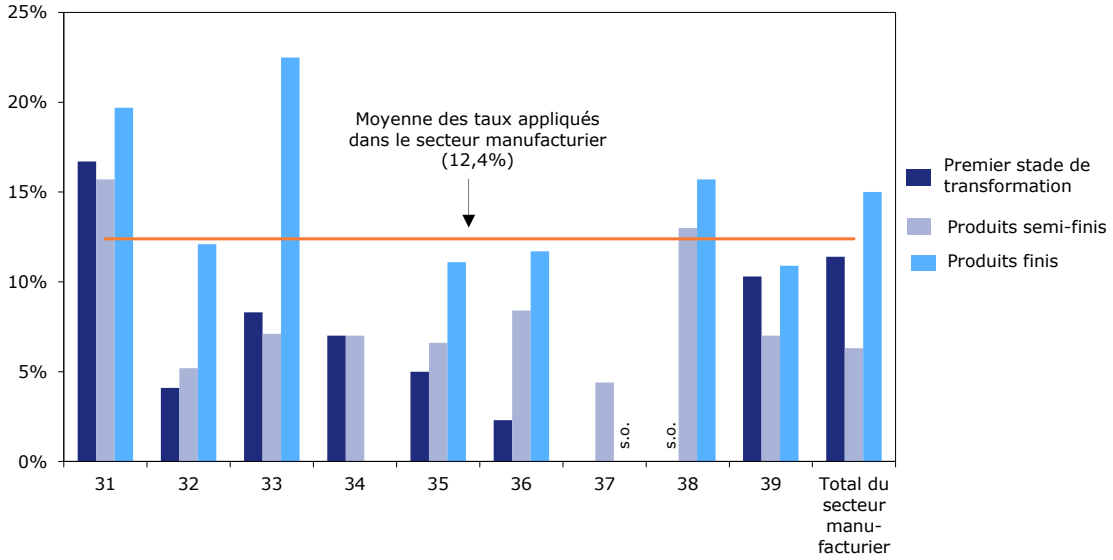
Note: Le tarif douanier de 2011 est fondé sur la nomenclature du SH2007; le tarif douanier et les taux consolidés finals de 2017 sont fondés sur le SH2017.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données en ligne communiquées par les autorités.

### 3.1.3.3 Progressivité et dispersion des droits

3.21. Selon la classification de la CITI, le tarif douanier du Cambodge présente une progressivité mixte: les taux de droits visant les matières premières (au premier stade de transformation) s'élèvent à 10,6%, tandis que les droits sont de 6,5% pour les biens intermédiaires et remontent pour atteindre environ 15% pour les produits finis. Pour ce qui est des secteurs, les textiles et le cuir, les produits chimiques, et les produits minéraux non métalliques présentent une progressivité positive, alors que la progressivité est mixte pour les produits alimentaires, les boissons et le tabac, le bois et les meubles, les autres produits manufacturés et pour l'ensemble du secteur manufacturier (graphique 3.3).

**Graphique 3.3 Progressivité des droits par catégorie à 2 chiffres de la CITI, 2017**




31 Produits alimentaires, boissons et tabac
32 Textiles et cuir
33 Bois et meubles
34 Papier, imprimerie et édition
35 Produits chimiques
36 Produits minéraux non métalliques
37 Métaux de base
38 Ouvrages en métaux et machines
39 Autres produits manufacturés

s.o. Sans objet.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités.

3.22. Outre le niveau global des droits de douane, que reflète la moyenne des taux NPF appliqués, il existe un potentiel de pertes d'efficience qui tient à la dispersion des taux de droits selon les lignes de produits. Plus le différentiel de taux de droits est important, en particulier au sein de groupes de produits similaires et donc substituables, plus les décisions des consommateurs et des producteurs risquent d'être faussées par la structure tarifaire. Pendant la période considérée, le coefficient de variation du tarif douanier n'a pas changé, pas plus que la proportion des lignes tarifaires faisant l'objet de crêtes nationales. Toutefois, la part de lignes faisant l'objet de crêtes internationales a légèrement augmenté (tableau 3.2).

### 3.1.3.4 Consolidations tarifaires

3.23. Le Cambodge a consolidé l'ensemble de son tarif douanier au niveau des positions à huit chiffres du SH. Tous les taux consolidés sont *ad valorem* et leur moyenne s'élève à 20,9%. La moyenne des taux consolidés s'élève à 28,4% pour les produits agricoles (définition de l'OMC), contre 19,8% pour les produits non agricoles (définition de l'OMC). Outre le fait que le tarif douanier est entièrement consolidé, l'écart relativement faible (8,6 points de pourcentage) entre la moyenne simple des taux NPF appliqués et la moyenne des taux consolidés confère aux autorités une latitude relativement faible pour relever les droits de douane, ce qui rend le régime d'importation prévisible.

3.24. En 2017, les taux NPF appliqués ont dépassé les taux consolidés en totalité pour 60 lignes, en partie pour 29 lignes et potentiellement pour 14 lignes (tableau A3. 2). Parmi les produits visés,

on peut citer notamment: les machines et leurs parties, les feux d'artifice, les animaux vivants, l'essence et le diesel. Les autorités ont indiqué que ces disparités étaient dues aux changements dans la nomenclature et qu'elles seraient rectifiées.

#### 3.1.3.5 Préférences tarifaires

3.25. Le Cambodge applique des taux préférentiels à certains produits au titre de l'Accord sur le commerce des marchandises de l'ASEAN (ATIGA), de l'ALE entre l'ASEAN, l'Australie et la Nouvelle-Zélande (AANZFTA), de l'ALE entre l'ASEAN et la République de Corée (AKFTA), de l'ALE entre l'ASEAN et l'Inde (AIFTA), de l'ALE entre l'ASEAN et la Chine et de l'ALE entre l'ASEAN et le Japon. Les préférences accordées au titre de l'ATIGA, de l'AKFTA et de l'ALE avec la Chine sont bien inférieures à la moyenne des droits NPF appliqués, qui est de 11,8% (tableau 3.3). De plus, le nombre de lignes tarifaires en franchise de droits au titre de l'ATIGA, de l'AKFTA et de l'ALE avec la Chine est aussi beaucoup plus élevé que dans le cadre des droits NPF. Au moment du dernier examen, le Cambodge avait accepté d'éliminer les droits de douane sur pratiquement tous les produits de l'ASEAN avant 2015, à l'exception de 7% des lignes tarifaires pour lesquelles les droits seront éliminés d'ici la fin de 2017. Pour les produits figurant sur la liste des produits sensibles, les droits de douane maximums seront fixés à 5% à partir de 2018. Il existe également une liste d'exceptions générales pour laquelle aucune préférence tarifaire liée à l'ASEAN ne s'applique. En outre, le Cambodge est lié par des réductions de droits convenues dans le cadre de cinq accords de libre-échange (ALE) signés par l'ASEAN: ainsi, les taux de droits du Cambodge visant la Chine auront été réduits à zéro avant 2015, ceux visant l'Inde et la République de Corée avant 2018, ceux visant le Japon avant 2026, et ceux concernant l'Australie et la Nouvelle-Zélande avant 2024.

**Tableau 3.3 Analyse succincte du tarif préférentiel, 2016**

| | Total | | | Produits agricoles (définition OMC) | | Produits non agricoles (définition OMC) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Moyenne (%) | Franchise de droits[a] (%) | Portée[b] (%) | Moyenne (%) | Franchise de droits[a] (%) | Moyenne (%) | Franchise de droits[a] (%) |
| **NPF** | 11,8 | 13,6 | | 14,2 | 12,2 | 11,4 | 13,9 |
| ATIGA – Accord sur le commerce des marchandises de l'ASEAN | 0,6 | 91,7 | 84,8 | 1,5 | 84,2 | 0,5 | 92,9 |
| AANZFTA – ALE entre l'ASEAN, l'Australie et la Nouvelle-Zélande | 9,4 | 13,9 | 32,6 | 10,8 | 12,3 | 9,2 | 14,1 |
| AKFTA – ALE ASEAN-République de Corée | 3,4 | 62,2 | 71,6 | 3,2 | 61,2 | 3,4 | 62,4 |
| AIFTA – Accord de libre-échange ASEAN-Inde | 8,3 | 13,9 | 63,4 | 8,5 | 12,3 | 8,3 | 14,1 |
| ALE avec la Chine | 2,0 | 82,3 | 73,1 | 0,77 | 94,1 | 2,14 | 81,4 |
| ALE avec le Japon | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |

.. Non disponible.

a Lignes tarifaires en franchise de droits en pourcentage de l'ensemble des lignes.
b Pourcentage du nombre total de lignes. Seuls les taux inférieurs au taux NPF correspondant sont pris en compte.

Note: Les calculs sont effectués au niveau des lignes tarifaires nationales (à 8 chiffres).

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités cambodgiennes.

### 3.1.4 Autres impositions visant les importations

3.26. En plus des droits de douane, les importations sont soumises à une TVA appliquée au taux forfaitaire de 10%. Une taxe spéciale (droit d'accise) est prélevée sur certaines importations, les

taux applicables étant zéro, 4,35%, 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 30%, 45% et 50%.[10] Une taxe de 0,02 dollar EU/litre est prélevée sur les importations d'essence et une taxe de 0,04 dollar EU/litre est prélevée sur les importations de diesel (tableau 3.4).

**Tableau 3.4 Récapitulatif des taxes à l'importation, 2017**

| Taxe | Description | Exemptions | Taux |
|---|---|---|---|
| Droits de douane | Tous les taux de droits sont des taux NPF consolidés uniformes pour tous les pays, à l'exception de taux plus bas pour les partenaires de dialogue de l'ASEAN dans le cadre du tarif préférentiel commun effectif (CEPT).<br><br>Taux *ad valorem*, prélevés sur la base de la valeur c.a.f. | i) importations de matériaux de production, de matériaux de construction et d'intrants pour des projets d'investissement qualifiés (QIP) approuvés par le CDC<br>ii) importations de produits agricoles non transformés, semis, insecticides, pesticides et machines agricoles<br>iii) importations destinées aux ambassades, aux organisations internationales fournissant une aide humanitaire et à certains projets de développement | 0% pour les produits de première nécessité, les semences et les matières premières de base<br>7% pour les biens intermédiaires<br>15% pour les machines et le matériel<br>35% pour les produits de luxe, y compris les automobiles |
| Taxe additionnelle | Prélevée sur l'essence et le gazole | Aucune | 0,02 et 0,04 $EU/l |
| Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) | Concerne les biens et les services à tous les stades des processus d'importation, de production et de distribution | Importations de semences agricoles et d'animaux reproducteurs; de certains types de matériels agricoles; à titre ponctuel pour les industries de soutien ou les entrepreneurs qui fournissent des produits ou des services aux fabricants de vêtements destinés à l'exportation | Uniforme, 10% |
| Taxe spéciale | Prélevée sur certaines marchandises produites dans le pays et importées<br><br>Pour les biens produits dans le pays, calculée à partir du "prix de vente départ usine" fixé à 65% du prix de vente avant TVA et toute autre remise; pour les marchandises importées, la taxe est calculée en incluant les droits de douane et la valeur c.a.f. | Importations de quantités limitées de cigarettes, de vin, de produits pétroliers et d'huile de moteur | Services de télécommunication 3%; billets d'avion 10%; véhicules à moteur 15% ou 45%; pièces détachées pour véhicules à moteur 25% ou 10%; motos et pièces détachées 5% ou 10%; cigarettes 10%; cigares 25%; bière 25%; vin et alcools 10%; boissons non alcoolisées 10%; essence 33%; gazole 4,3%; kérosène 10% |

Source: Autorités cambodgiennes.

3.27. Les taxes liées au commerce (y compris les taxes à l'exportation) restent une source importante de recettes publiques puisqu'elles représentaient 58% des recettes totales de l'État en 2016 (tableau 3.5). Au moment du dernier examen, la forte dépendance du Cambodge à l'égard des taxes sur les échanges diminuait progressivement. Il semble en outre que les recettes

[10] Handbook on Customs Clearance. Renseignements en ligne. Adresse consultée: http://www.customs.gov.kh/publication-and-resources/publications/.

provenant de ces taxes sont très élevées, ce qui peut constituer une incitation à la contrebande. De plus, les recettes générées par les droits d'accise et la TVA sur les importations sont élevées, ce qui semble impliquer que les importations sont visées pour générer des recettes.

**Tableau 3.5 Part des taxes sur le commerce international dans le total des recettes fiscales et droits de douane sacrifiés, 2010-2016**

(Milliards de CR et part en %)

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Total des recettes fiscales[a] (milliards de CR) | 4 795 | 5 092 | 6 208 | 7 035 | 9 092 | 12 176 | 13 617 |
| | *dont (%)* | | | | | | |
| Droits de douane (après exemption) | 16,9 | 15,9 | 14,8 | 14,4 | 14,9 | 14,8 | 13,4 |
| Droits d'accise sur les importations | 14,6 | 15,4 | 14,8 | 13,6 | 15,7 | 17,9 | 19,0 |
| Taxes sur l'essence et le gazole | 3,7 | 3,6 | 3,2 | 2,8 | 2,5 | 2,3 | 2,3 |
| TVA sur les importations | 19,8 | 24,4 | 23,2 | 22,9 | 23,2 | 22,7 | 21,9 |
| Taxes à l'exportation | 0,4 | 1,4 | 0,8 | 1,3 | 1,1 | 0,5 | 0,3 |
| Autres (redevances et amendes) | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 1,0 | 1,1 | 1,0 | 1,0 |
| Total des taxes sur le commerce international | 56,3 | 61,5 | 57,6 | 56,1 | 58,4 | 59,1 | 58,0 |
| Droits de douane sacrifiés (milliards de CR) | | | | | | | |
| Droits de douane avant exemption | 2 006,3 | 6 290,2 | 7 793,4 | 9 304,6 | 10 906,5 | 12 991,1 | 13 708,5 |
| Droits de douane après exemption | 858,7 | 3 263,2 | 3 713,2 | 4 085,4 | 5 455,2 | 6 404,7 | 7 076,3 |
| Exemption/montant sacrifié | 1 147,6 | 3 027,0 | 4 080,2 | 5 219,2 | 5 451,3 | 6 586,3 | 6 632,2 |
| Exemption, en % des droits de douane avant exemption | 57,2 | 48,1 | 52,4 | 56,0 | 50,0 | 50,7 | 48,4 |

a Le total des recettes fiscales inclut les taxes directes, indirectes et les taxes sur le commerce international.

Source: Autorités cambodgiennes.

### 3.1.5 Prohibitions et restrictions à l'importation et licences d'importation

3.28. Le Cambodge prohibe ou restreint les importations de certaines marchandises pour les motifs suivants: la protection de la sécurité nationale; la protection de l'ordre public et des normes de décence et de moralité; la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux; la protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique; la conservation des ressources naturelles; le respect des dispositions de l'ensemble de la législation du Royaume du Cambodge; et le respect des obligations découlant de la Charte des Nations Unies.

3.29. Le Sous-Décret n° 209/ANK/BK de 2007 (liste des marchandises faisant l'objet d'une interdiction ou de restrictions) et le Sous-Décret n° 208/ANK/BK de 2011 identifient 1 537 lignes tarifaires soumises à une prohibition à l'importation ou à l'octroi de licences d'importation. Le Sous-Décret n° 47/ANK/BK de 2005 sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone réglemente l'utilisation, l'importation et l'exportation de ces substances dans le pays. De plus, le Sous-Décret n° 16/ANK/BK de 2016 sur la gestion des déchets d'équipements électroniques et électriques prévoit que les équipements électroniques et électriques usagés doivent être considérés comme des marchandises prohibées; toutefois, l'importation et l'exportation de ces marchandises nécessitent l'autorisation du Ministère de l'environnement. Le Sous-Décret n° 36/ANK/BK de 1999 sur la gestion des déchets solides interdit l'importation des déchets solides et dangereux. Actuellement, le Cambodge prohibe l'importation commerciale des stupéfiants; des substances psychotropes et leurs précurseurs; des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (à l'exception des HCFC); des déchets et produits chimiques toxiques; et de certaines substances et certains pesticides, conformément à la classification de toxicité de l'OMS.[11] D'autres réglementations gouvernementales prohibent également l'importation d'ordinateurs usagés et de

[11] Handbook on Customs Clearance. Renseignements en ligne. Adresse consultée: http://www.customs.gov.kh/publication-and-resources/publications/; et renseignements communiqués par les autorités.

pièces de rechange, de déchets ménagers, de véhicules avec direction à droite et de biens portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle.

3.30. Conformément aux notifications présentées à l'OMC, le Cambodge exige des licences ou des permis d'importation pour les produits chimiques, les produits pharmaceutiques et les stupéfiants utilisés à des fins médicinales, les produits forestiers, les poissons et produits de la pêche, les animaux vivants, les produits d'origine animale et les matériels agricoles.[12] Sa dernière notification en date remonte à 2013.

3.31. Le régime de licences d'importation pour les produits chimiques est administré par l'Institut de normalisation du Cambodge (ISC). Selon les autorités, le système est conçu pour favoriser la commercialisation ordonnée des produits chimiques dans le pays. Pour les produits chimiques considérés comme dangereux, toute entreprise utilisant ces produits ou les fournissant à un utilisateur peut faire une demande de licence, qui est généralement accordée dans les dix jours ouvrables, est valable pendant six mois, ne peut être prolongée et n'est pas cessible. La quantité autorisée à l'importation est déterminée par un inspecteur de l'ISC et dépend des commandes valides pour le produit. Il n'y a pas de droits ou de redevances pour la licence, ni de sanction en cas de non-utilisation ou de sous-utilisation. Pour les autres produits chimiques, un régime de licences automatiques est en place.

3.32. Les licences d'importation pour les produits pharmaceutiques, les matériels médicaux et les stupéfiants sont délivrées par le Ministère de la santé. Pour les produits pharmaceutiques, le régime de licences est conçu pour lutter contre les importations illégales et assurer ainsi la qualité, la sécurité et l'efficacité des produits disponibles sur le marché. S'agissant des stupéfiants, le régime est conçu de manière à permettre au Cambodge de se conformer à différentes conventions internationales sur les stupéfiants et les substances psychotropes et leurs précurseurs, et de satisfaire à ses responsabilités en tant que membre de l'Organe international de contrôle des stupéfiants. Seules les entreprises immatriculées auprès du Ministère de la santé peuvent importer des produits pharmaceutiques et des stupéfiants. Toutes les entreprises cambodgiennes sont habilitées à être ainsi immatriculées, à condition de compter parmi leurs employés au moins un pharmacien diplômé. De plus, l'entreprise doit verser au Ministère de la santé un droit d'enregistrement de 250 dollars EU par produit enregistré. Les licences sont délivrées dans un délai de dix jours ouvrables. Elles sont valables pendant un mois et peuvent être prorogées sur demande. Il n'y a pas de droits ou de redevances pour la licence, ni de sanction en cas de non-utilisation ou de sous-utilisation. Toutefois, pour les stupéfiants, la répartition entre les entreprises agréées est déterminée par les répartitions antérieures et ajustée en fonction de l'utilisation et de la distribution des importations précédentes.

3.33. Conformément au régime applicable aux produits sylvicoles, chaque importateur est tenu de demander à bénéficier d'un contingent d'importation, valable pour une année. Cette demande est approuvée par le Conseil des ministres ou le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche. Aucun contingent global limitant le volume total ou la valeur totale des importations n'est établi. Le Ministère du commerce délivre les licences d'importation pour les opérations d'importation effectuées dans les limites du contingent de l'importateur. Une licence d'importation distincte est requise pour chaque opération d'importation. Le régime est utilisé pour restreindre l'importation de végétaux et d'animaux sauvages déterminés, quand cette importation comporte un risque élevé de contagion, ainsi que pour faciliter la gestion des ressources sylvicoles aux niveaux régional et mondial.

3.34. Les poissons et les produits de la pêche (section 4.1.5.4) sont soumis à un régime de licences non automatiques. Les contingents sont administrés par l'Administration de la pêche. Les autorités déclarent que le régime de licences existe pour assurer la protection de la biodiversité et de la santé humaine.

3.35. Pour les poissons et les produits de la pêche, les contingents sont fixés en fonction des conditions de l'offre et de la demande et conformément aux politiques gouvernementales concernant les espèces menacées d'extinction et la gestion de l'environnement. Ils sont fixés pour l'année. Il n'y a pas de formulaire officiel de demande. La demande de licence doit contenir des renseignements sur la quantité et les espèces de poisson à importer, sur la période pendant

[12] Documents de l'OMC G/LIC/N/3/KHM/1 du 23 novembre 2010; G/LIC/N/3/KHM/2 du 2 février 2012; et G/LIC/N/3/KHM/3 du 24 mai 2013.

laquelle l'importation aura lieu, sur le pays d'origine et sur l'entreprise exportatrice. Le requérant doit en outre communiquer un certificat sanitaire du pays exportateur. Sont en outre exigés une licence délivrée par l'organe de gestion de la CITES du pays exportateur pour les produits de la pêche menacés d'extinction et un certificat de contrôle de la qualité relatif aux pathologies des poissons délivré par le pays exportateur. Les demandes de licence sont examinées par l'Administration de la pêche uniquement et leur approbation peut nécessiter jusqu'à quatre semaines. Cependant, si des essais en laboratoire sont nécessaires, le délai peut être prorogé. Toutes les entreprises enregistrées en vue de mener des activités commerciales au Cambodge peuvent demander une licence d'importation. Les licences sont délivrées principalement en fonction des importations de périodes antérieures et les contingents approuvés ne peuvent pas être reportés d'une année sur l'autre. Les licences sont valides d'une semaine à six mois, selon la demande de l'importateur, la quantité demandée et l'estimation objective de la durée du transport. Le droit de licence dépend des espèces de poissons et de la quantité à importer. Une petite partie du droit doit être payée à l'avance et n'est pas remboursable. Elle couvre les frais administratifs courants et, le cas échéant, les coûts des essais en laboratoire. Par ailleurs, des sanctions réduites sont appliquées afin de décourager des non-utilisations répétées.

3.36. S'agissant des produits forestiers (section 4.1.5.3), l'entreprise importatrice est tenue de déposer une demande de contingent d'importation autorisé auprès de l'Administration des forêts et/ou du Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche. La demande doit indiquer le volume et le type de bois à importer et inclure le contrat passé avec le vendeur, les certificats d'origine, la facture et le connaissement ainsi que des renseignements sur l'utilisation qui sera faite du bois au Cambodge. L'approbation du contingent est nécessaire pour pouvoir déposer une demande de licence d'importation auprès du Ministère du commerce. Outre la confirmation du contingent autorisé par le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche et le Conseil des ministres, l'importateur doit présenter un certificat d'origine du pays exportateur, le contrat passé avec le vendeur, le connaissement, la facture et la liste de colisage. Il existe en outre un droit de licence d'importation équivalant à 1% de la valeur f.a.b. totale. Ce droit est perçu par le Trésor national par l'intermédiaire de l'Administration des forêts relevant du Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche. La licence est délivrée dans un délai de 15 jours; elle est valide pendant 3 mois et peut être prolongée une fois de 2 mois. De plus, les importateurs doivent obtenir un permis de transport pour pouvoir transporter les produits importés du point d'entrée à la destination finale.

3.37. S'agissant des animaux vivants et des produits d'origine animale, toute personne physique ou morale enregistrée auprès du Ministère du commerce en vue de mener des activités commerciales au Cambodge peut demander une inspection sanitaire et une licence d'importation. Les importateurs doivent déposer leur demande de licence au moins deux semaines avant l'importation auprès du Département de la santé et des productions animales relevant du Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche. Ils doivent également faire le nécessaire pour la tenue d'une inspection sanitaire des importations au moins cinq jours avant l'importation. Les documents nécessaires pour importer sont les suivants: licence commerciale délivrée par le Ministère du commerce; licence d'importation délivrée par le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche; certificat sanitaire délivré par le pays exportateur; identification des animaux ou des produits d'origine animale; et contrat entre les propriétaires des marchandises et le Département de la santé et des productions animales. Il n'est perçu ni droit ni redevance pour la délivrance de la licence d'importation. Toutefois, un droit pour service rendu est perçu pour couvrir le coût de l'inspection sanitaire et une redevance est prélevée pour tous les examens de laboratoire nécessaires. La durée de validité de la licence est d'un an et peut être prolongée sur demande. Il n'y a pas de sanction en cas de non-utilisation; cependant, la non-utilisation sera prise en compte dans l'examen d'une demande de licence ultérieure.

3.38. En ce qui concerne les matériels agricoles, qui incluent notamment les engrais, les pesticides, les semences, les aliments pour animaux et les médicaments vétérinaires, les demandes de licence d'importation sont examinées et délivrées par le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche. Toute personne morale enregistrée auprès du Ministère du commerce peut demander l'enregistrement de matériels agricoles et une licence d'importation au Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche. Il n'est perçu aucun droit pour la licence, dont la durée de validité est d'un an et ne peut pas être prolongée. En cas de non-utilisation, les licences pourront être refusées dans le futur.

### 3.1.6 Mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde

3.39. Le Cambodge n'a aucune législation concernant les mesures antidumping, les mesures compensatoires ou les mesures de sauvegarde, et il l'a notifié à l'OMC.[13] Lors du dernier examen, un projet de loi unique couvrant les mesures antidumping et de sauvegarde, et prévoyant l'élaboration ultérieure d'un sous-décret relatif aux mesures compensatoires, était en cours d'examen par un groupe de rédaction interministériel et ce processus devait s'achever à la fin de 2011. À l'époque, les autorités avaient déclaré que le projet de loi s'inspirait étroitement des Accords de l'OMC sur les mesures de sauvegarde et les mesures antidumping. Le projet de loi détaillait les procédures visant à identifier les cas de dumping et à établir des valeurs normales, des prix à l'exportation et des marges de dumping. Il abordait également en détail les procédures à suivre pour mener des enquêtes antidumping, et notamment la détermination d'un dommage important et d'un lien de causalité, et pour créer et réexaminer les droits antidumping. S'agissant des mesures de sauvegarde, le projet de loi définissait la notion de dommage grave et de menace de dommage grave, et celle de causalité. Il décrivait les procédures à suivre pour ouvrir et mener des enquêtes en matière de sauvegardes, ainsi que pour appliquer les mesures de sauvegarde. Selon les autorités, l'Assemblée nationale examine actuellement le projet de loi, qui devrait entrer en vigueur d'ici à la fin de l'année.

### 3.1.7 Autres mesures visant les importations

3.40. En vertu de la Loi douanière, les marchandises qui entrent sur le territoire douanier du Cambodge à des fins de transit ou de transbordement sont exonérées des droits et taxes visant les importations (article 25). Les marchandises destinées aux missions diplomatiques ou consulaires étrangères, aux organisations internationales et aux agences de coopération technique d'autres gouvernements sont également exonérées du paiement des droits et taxes sur les importations (article 26). Aux termes de l'article 27 de la Loi, une exonération partielle des droits et taxes peut être accordée à l'importation de semences et d'animaux reproducteurs pour l'agriculture, et de marchandises dans le cadre d'une admission temporaire.[14]

3.41. Dans le cadre de l'admission temporaire, les marchandises sont entreposées avec l'approbation de l'Administration des douanes dans une installation de stockage temporaire en douane. Il existe trois types d'entrepôts sous douane. Les entrepôts publics sont agréés par le Ministre de l'économie et des finances, et peuvent être exploités par tout organisme du gouvernement royal ou par toute personne. Les entrepôts publics sont ouverts à toute personne autorisée à y stocker des marchandises. Les entrepôts privés sont agréés par le Directeur des douanes et ne peuvent être utilisés que par des personnes désignées pour y stocker des marchandises pour leurs usages spécifiques propres, y compris les exploitants de boutiques hors taxes. Les entrepôts spéciaux sont agréés par le Directeur des douanes; il s'agit d'un type d'entrepôt pour les marchandises susceptibles de présenter un danger, d'affecter la qualité d'autres marchandises, ou de nécessiter des installations de stockage spéciales. La Loi douanière permet de stocker les marchandises dans des entrepôts sous douane pendant une période initiale pouvant durer deux ans (article 47) et prolongeable d'une année supplémentaire. De plus, dans certaines circonstances, le MEF peut autoriser la création d'entrepôts de fabrication sous douane, en vue de transformer ou de produire des marchandises. Les marchandises acceptées dans des entrepôts de fabrication sous douane sont également exonérées des droits et taxes sur les importations (article 49 de la Loi douanière).

3.42. Les projets d'investissement qualifiés (QIP) peuvent être exonérés de certains droits de douane et de certaines taxes (sections 2.4 et 4.3.3). La portée de l'exonération dépend de la catégorie du QIP. Les QIP nationaux sont ceux qui n'ont pas de vocation exportatrice; dans ces cas, le matériel de production et les matériaux de construction sont exonérés des droits d'importation. Toutefois, si des marchandises produites dans le cadre des QIP nationaux sont exportées directement ou indirectement, les droits de douane prélevés sur les intrants utilisés dans la production de ces marchandises sont remboursés au terme d'un examen trimestriel.

3.43. Les projets d'investissement qualifiés pour l'exportation sont ceux qui exportent tout ou partie de leur production. Dans le cadre de ces QIP, le matériel de production, les matériaux de

[13] Documents de l'OMC G/ADP/N/1/KHM/1, G/SCM/N/1/KHM/1 et G/SG/N/1/KHM/1 du 10 mars 2010.

[14] Handbook on Customs Clearance. Renseignements en ligne. Adresse consultée: http://www.customs.gov.kh/publication-and-resources/publications/.

construction et les facteurs de production sont exonérés des droits de douane. Un QIP dans une industrie de soutien fournit la totalité de sa production à un QIP pour l'exportation, lequel substitue ces produits aux intrants importés. Pour ces entreprises, le matériel de production, les matériaux de construction et les facteurs de production sont exonérés des droits de douane. Si le QIP ne fournit pas la totalité de sa production aux industries d'exportation ou s'il exporte directement ses produits, les facteurs de production utilisés pour produire ces marchandises seront soumis aux droits de douane et aux taxes au terme d'un examen trimestriel.

3.44. Pour l'industrie d'exportation des vêtements (section 4.3.4), la TVA et la taxe spéciale sur les intrants importés sont supportées par le gouvernement, qui prend également en charge la taxe spéciale sur les facteurs de production importés dans le cas des autres industries d'exportation. En outre, les intrants importés pour un QIP dans une industrie de soutien en vue d'approvisionner les secteurs des vêtements, des textiles, des chaussures, des bagages et des sacs à main, et des chapeaux sont exonérés de la TVA. Les importations de facteurs de production pour les QIP dans une industrie de soutien sont aussi exonérées de la taxe spéciale.[15]

3.45. Une entreprise qui investit dans une zone économique spéciale (ZES) bénéficie des mêmes mesures d'incitation et des mêmes privilèges que ceux mentionnés ci-dessus pour les QIP (paragraphes 3.42 et 3.43). Un QIP pour l'exportation est exonéré de la taxe sur la valeur ajoutée et de la taxe spéciale sur les importations de matériel de production, de matériaux de construction et de facteurs de production. Toutefois, un QIP national ne bénéficie de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée que sur les importations de matériel de production et de matériaux de construction.

## 3.2 Mesures visant directement les exportations

### 3.2.1 Procédures et prescriptions douanières

3.46. La Loi douanière de 2007 est aussi la principale législation régissant les exportations. Aux termes de l'article 16 de la Loi, "toutes les marchandises à exporter doivent être déclarées dans un bureau de douane ou un autre endroit désigné par le Directeur des douanes. Le Ministre de l'économie et des finances peut, par Prakas, déterminer le moment, la méthode, les prescriptions en matière de documentation, les circonstances et les exceptions concernant la déclaration, le mouvement, l'entreposage et le transport des marchandises à exporter". Comme indiqué, l'exportateur doit obtenir la permission du Département général des douanes et accises pour exporter, laquelle est généralement accordée une fois que les marchandises et les documents ont été vérifiés par l'Administration des douanes et Camcontrol, et si la vérification s'avère concluante. Après avoir obtenu la permission d'exporter, l'exportateur doit effectuer une déclaration en douane d'exportation sous forme de DAU par le biais de SYDONIA. Outre le DAU, la facture, la liste de colisage, les documents de transport (connaissement maritime/aérien/routier) et, si nécessaire, les manifestes, licences, permis, certificat d'origine et tout autre document connexe tel que les certificats SPS doivent être communiqués. La procédure de dédouanement est la même que celle mise en œuvre pour les importations (voir la section 3.1.1). Lorsque la déclaration en douane a été traitée et que les taxes à l'exportation (le cas échéant) ont été payées, la mainlevée est accordée pour l'exportation des marchandises.

3.47. Pour les exportations de vêtements, l'inspection matérielle des marchandises est effectuée conjointement et simultanément par les douanes et Camcontrol, qui produisent ensuite un rapport d'inspection conjoint. Après l'inspection physique, les douanes et Camcontrol scellent le conteneur avec un scellé douanier et un scellé de Camcontrol. Le scellé douanier doit être contrôlé et vérifié, de même que les documents d'exportation, avant l'exportation.

3.48. S'agissant des exportations de riz et d'autres produits agricoles, le dédouanement peut s'effectuer sur le lieu de culture ou sur le lieu de transformation. De plus, les exportations de riz sont prioritaires et ne sont pas soumises au principe du premier entré, premier sorti; elles sont également exonérées de la redevance pour les opérations douanières.

[15] Handbook on Customs Clearance. Renseignements en ligne. Adresse consultée: http://www.customs.gov.kh/publication-and-resources/publications/.

### 3.2.2 Taxes, impositions et prélèvements

3.49. Le Cambodge perçoit des taxes à l'exportation sur certains produits pour encourager le traitement des produits dans le pays et, par conséquent, les exportations de produits finis, ainsi que pour protéger la santé humaine. La taxe est appliquée aux taux suivants: zéro, 5%, 10%, 15%, 20% et 50%. Parmi les produits soumis à la taxe figurent le bois d'œuvre, le caoutchouc non transformé (section 4.1.5.2), les pierres gemmes non taillées, et les poissons et crustacés, mollusques et autres produits aquatiques (tableau 3.6). Les taxes à l'exportation ont représenté moins de 1% des recettes douanières en 2016 (tableau 3.5).

**Tableau 3.6 Taxes à l'exportation, 2016**

| Taxe | Description | Exemptions | Taux |
|---|---|---|---|
| Taxes à l'exportation | | | |
| Bois d'œuvre | Taxe *ad valorem* prélevée sur la valeur des bois transformés, uniquement pour les bois coupés sur des concessions agréées par le gouvernement; interdiction d'exporter toutes les grumes en rondins depuis 1997 | Aucune | 5% ou 10% |
| Caoutchouc | Taxe spécifique | Aucune | Si le prix du caoutchouc est inférieur à 1 000 $EU/t, il n'y a pas de taxe. Si le prix est compris entre 1 001 et 2 000 $EU/t, la taxe applicable s'élève à 50 $EU/t, si le prix est compris entre 2 001 et 3 000 $EU/t, la taxe applicable s'élève à 100 $EU/t, si le prix est compris entre 3 001 et 4 000 $EU/t, la taxe applicable s'élève à 200 $EU/t, et si le prix est supérieur à 4 000 $EU/t, la taxe applicable s'élève à 300 $EU/t. |
| Autre | Taxe *ad valorem* prélevée sur les produits de l'élevage et de la pêche, et sur le sable, le gravier et le granit | Aucune | 10% |

Source: Autorités cambodgiennes.

### 3.2.3 Prohibitions et restrictions à l'exportation et licences d'exportation

3.50. En vertu des dispositions des Sous-Décrets n° 209/ANK/BK de 2007 (liste des marchandises faisant l'objet d'une interdiction ou de restrictions) et n° 208/ANK/BK de 2011, le Cambodge restreint et interdit les exportations de certaines marchandises. Les exportations d'objets d'antiquité, de certains stupéfiants, substances psychotropes et leurs précurseurs, de matériaux toxiques, de déchets dangereux, de substances qui appauvrissent la couche d'ozone, à l'exception des hydrofluorocarbures (HCFC), de certaines grumes, de pierres gemmes et de métaux précieux, et d'armes sont interdites en vue, notamment: de protéger la sécurité nationale, l'ordre public, les normes de décence et de moralité et l'environnement; de préserver le patrimoine cambodgien; et de protéger la santé et la vie des personnes et des animaux et de préserver les végétaux. Des prohibitions s'appliquent également à toutes les espèces de poissons figurant sur la liste des espèces menacées d'extinction de la CITES, comme prévu dans le Sous-Décret n° 123 (2009).

3.51. Les exportations de certains produits sont soumises à l'obtention de licences d'exportation, de certificats et de lettres d'autorisation (tableau 3.7). Les exportations de caoutchouc non transformé, de bois transformé et de produits forestiers autres que le bois d'œuvre nécessitent une licence d'exportation (pour des raisons environnementales). La procédure de demande pour ces licences n'a pas changé depuis le dernier examen. L'exportateur doit présenter une demande au Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche (MAFF), accompagnée des justificatifs habituels (facture, connaissement, etc.) et de preuves documentaires certifiant que les produits ont une origine légale. L'Administration des forêts examine la demande et adresse une recommandation au MAFF, qui adresse à son tour une recommandation au cabinet du Conseil des ministres, et ce dernier octroie un contingent d'exportation au requérant. Le contingent est valable

un an et peut être renouvelé. Après avoir obtenu un contingent, le requérant peut déposer une demande de licence d'exportation auprès du Ministère du commerce. Une licence est nécessaire pour chaque transaction d'exportation effectuée dans la limite du contingent. La licence d'exportation est délivrée à l'Administration des forêts qui est la seule entité autorisée à exporter du bois et des produits du bois et qui exporte les marchandises pour le compte du requérant. Ce dernier doit également obtenir un permis de transport auprès de l'Administration des forêts afin de transporter les marchandises vers les points d'exportation. Les demandes de certificats et de permis doivent être déposées directement auprès des ministères compétents.

**Tableau 3.7 Licences d'exportation, permis et certificats**

| Type de marchandises | Documents | Organisme gouvernemental |
|---|---|---|
| Caoutchouc au premier stade de transformation | - Licence d'exportation (valable 60 jours) | - Ministère du commerce |
| Bois transformé et produits forestiers autres que le bois d'œuvre | - Licence d'exportation (valable 60 jours)<br>- Lettre d'autorisation | - Ministère du commerce<br>- Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche<br>- Conseil des ministres |
| Fruits frais, légumes, plantes et matériels agricoles (y compris pesticides, engrais, semences, matériel de semis et additifs pour l'alimentation animale) | - Certification SPS | - Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche |
| Vêtements | - Certificat d'origine (valable 6 mois) | - Ministère du commerce |
| Produits pharmaceutiques et médicaments | - Certificat, Ministère de la santé (valable 3 mois) | - Ministère de la santé |
| Animaux vivants | - Certificat zoosanitaire ou certificat de la CITES (valable 5 ans) | - Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche |
| Art et produits culturels | - Autorisation<br>- Lettre d'autorisation (valable 1 an) | - Ministère de la culture et des beaux-arts |
| Poissons, crustacés, mollusques et autres produits aquatiques | - Lettre d'autorisation de transport<br>- Certificat sanitaire pour les animaux aquatiques | - Ministère du commerce<br>- Administration de la pêche (MAFF) |
| Articles de bijouterie et d'argenterie, pierres gemmes non taillées et non transformées | - Lettre d'autorisation (valable 1 an) | - Banque nationale du Cambodge |

Source: Handbook on Customs Clearance. Renseignements en ligne. Adresse consultée: http://www.customs.gov.kh/publication-and-resources/publications/.

### 3.2.4 Soutien et promotion des exportations

3.52. Les autorités ont indiqué que le Cambodge n'accordait aucune subvention à l'exportation. Le Cambodge a également notifié au Comité de l'agriculture que le secteur ne recevait aucune subvention à l'exportation.[16]

3.53. Pendant la période à l'examen, le régime de promotion du commerce du Cambodge n'a pas évolué. La Direction générale pour la promotion du commerce (GDTP), qui relève du Ministère du commerce, est le principal organisme chargé de promouvoir les exportations cambodgiennes. Le GDTP compte trois départements chargés des expositions, du développement des marchés et de la politique commerciale. À ce titre, les responsabilités et les activités du GDTP consistent notamment à lancer et organiser des foires commerciales dans le pays et à l'étranger et à y participer, ainsi qu'à offrir une assistance aux entreprises locales souhaitant organiser ce type de foires ou y participer.

3.54. Le GDTP collabore également avec les missions commerciales du Cambodge à l'étranger afin d'identifier de possibles marchés étrangers et d'élaborer des stratégies pour pénétrer ces marchés, notamment en s'adaptant aux clients potentiels. Le Cambodge a ouvert quatre centres de promotion du commerce en Chine, un au Viet Nam et un autre en Thaïlande. Le site Web du GDTP contient une liste de produits dont les producteurs recherchent des marchés à l'étranger; en outre, le GDTP est le créateur et le gestionnaire du Système électronique de communication sur les marchés qui fournit des renseignements relatifs aux prix, aux échanges, aux acheteurs et aux vendeurs. De plus, le GDTP organise une exposition annuelle pour l'import-export ayant pour thème "Une province, un produit" (OPOP), qui accueille des participants étrangers. Le GDTP est

[16] Document de l'OMC G/AG/N/KHM/3 du 2 avril 2015.

également le pendant de divers partenaires de développement et de diverses organisations internationales qui mettent en œuvre des programmes de promotion du commerce.

3.55. Dans le cadre du Projet de compétitivité et de facilitation des échanges de la Banque mondiale, le gouvernement a mis en place le Fonds d'accès aux marchés d'exportation (FAMEX) pour aider les entreprises cambodgiennes enregistrées dans leurs efforts pour pénétrer les marchés étrangers. Le FAMEX est un mécanisme de cofinancement de 1,6 million de dollars EU conçu pour apporter une assistance technique et des subventions de contrepartie aux exportateurs cambodgiens. Il a fourni un cofinancement (jusqu'à 50%) plafonné à 30 000 dollars EU sous la forme de dons en espèces pour les activités admissibles. Les activités admissibles incluent les études sur les marchés d'exportation, l'adaptation des produits aux exigences des marchés d'exportation et la promotion des produits. Le FAMEX a également fourni aux entreprises cambodgiennes des contacts avec des experts nationaux et internationaux afin de soutenir le développement, la planification et l'exécution des exportations. Des spécialistes ont été mis à disposition pour aider les requérants à obtenir des financements du FAMEX et pour soutenir les activités de commercialisation des produits exportés. Au total, le FAMEX a soutenu 75 entreprises et associations professionnelles, dont environ 65% étaient détenues par des intérêts cambodgiens et 41% étaient basées en dehors de Phnom Penh. Les principaux secteurs soutenus par le FAMEX étaient l'agriculture et l'agroalimentaire (41%), la mode et l'artisanat (24%), le tourisme (9%), les technologies de l'information (9%), et les soins de santé et soins de beauté (6%). Parmi les activités soutenues figuraient la recherche sur de nouveaux marchés et produits, la participation à des foires commerciales importantes et l'obtention de certifications pour accéder à de nouveaux marchés d'exportation.[17]

3.56. En plus de l'assistance directe, le gouvernement a pris des mesures pour donner aux produits cambodgiens un avantage compétitif par rapport aux produits similaires d'autres pays. Par exemple, en association avec l'Organisation internationale du travail (OIT), le Programme pour des usines plus performantes institue un système de contrôle régulier des conditions de travail dans les différentes usines au moyen de visites inopinées et d'entretiens avec les travailleurs et les dirigeants. Les résultats des contrôles sont communiqués aux usines avec notamment des recommandations visant à améliorer les conditions de travail. Ces rapports sont ensuite publiés sur un site Web où ils peuvent être consultés par les acheteurs. Le Ministère du commerce applique ce programme en exigeant la participation de toutes les usines souhaitant obtenir un certificat d'exportation attestant l'origine cambodgienne. Seules les usines enregistrées auprès du Ministère sont autorisées à exporter, et pour pouvoir s'enregistrer, il faut être membre de l'Association des entreprises de confection du Cambodge et participer au Programme pour des usines plus performantes du Département des expositions.[18]

### *Zones économiques spéciales (ZES)*

3.57. Pendant la période considérée, la législation régissant les ZES et leur administration n'ont pas évolué. Le Sous-Décret n° 148 de 2005 relatif à la création et à la gestion des zones économiques spéciales demeure la principale législation régissant les ZES. La Loi est administrée par le Conseil pour les zones économiques spéciales (CSEZB), qui est une branche opérationnelle du Conseil pour le développement du Cambodge (CDC).[19] Lors du dernier examen, la Loi sur les zones économiques spéciales avait été élaborée par le CDC et devait être présentée au Conseil des ministres pour approbation, mais le processus n'a pas encore abouti. Les autorités indiquent que le texte est encore en cours de rédaction et elles prévoient que la Loi sur l'investissement et la Loi sur les ZES seront adoptées en même temps.

3.58. Les demandes de création d'une ZES doivent être déposées auprès du CSEZB. Les frais de dossier s'élèvent à 15 millions de riels. Le CSEZB approuve (en principe) ou rejette la demande dans un délai de 28 jours ouvrables. Si la demande est approuvée, le promoteur de la zone doit fournir une étude de faisabilité détaillée dans un délai de 180 jours ouvrables. Dans les 100 jours

[17] Emerging Markets Consulting. Renseignements en ligne. Adresse consultée: http://www.emergingmarkets.asia/consulting/news/2014/02/21/export-market-access-fund/.

[18] Better Factories Cambodia. Renseignements en ligne. Adresse consultée: http://betterfactories.org/?page_id=979.

[19] Le Conseil cambodgien de l'investissement (CIB) et le Conseil pour les zones économiques spéciales (CSEZB) constituent les organes opérationnels du CDC pour l'investissement dans le secteur privé. Le CIB s'occupe des projets d'investissement en dehors des zones économiques spéciales (ZES) et le CSEZB est chargé des projets d'investissement dans les ZES.

ouvrables suivant la réception de cette étude, le CSEZB délivre un certificat d'enregistrement définitif, puis publie un sous-décret par lequel il crée la ZES et en fixe les limites territoriales.[20]

3.59. Les ZES sont admises à bénéficier de plusieurs mesures d'incitation, telles que des exonérations temporaires de l'impôt sur les bénéfices et des abattements fiscaux, des amortissements spéciaux, une exonération des droits et taxes à l'importation, une TVA à zéro sur les importations et des procédures douanières spéciales (section 3.3.1).

3.60. Les autorités indiquent qu'actuellement, 46 ZES ont été approuvées au Cambodge, dont 16 sont opérationnelles (tableau 3.8). Au total, en 2016, les exportations des ZES ont dépassé 1,35 milliard de dollars EU, alors qu'elles s'élevaient à 1,12 milliard en 2015. De plus, selon les autorités, les exportations des ZES avaient dépassé 300 millions de dollars EU au premier trimestre de 2017. Par ailleurs, pendant la période considérée, 212 projets ont été mis en chantier dans les ZES, pour des investissements supérieurs à 3,5 milliards de dollars EU, ce qui a permis de créer plus de 85 000 emplois.[21]

**Tableau 3.8 Liste des ZES**

| En activité | En construction | Non opérationnelles |
|---|---|---|
| ZES de Manhattan | ZES de Kerry Worldbridge Logistic | ZES de S.N.C |
| ZES de Tai Seng Bavet | ZES de Qilu | ZES de N.L.C |
| ZES de Dragon King | ZES de Duong Chhiv Phnom Den | ZES de Oknha Mong |
| ZES de Shandong Shunshell Svay Rieng | ZES de Kampot | ZES de D & M Bavet |
| ZES de Phnom Penh | ZES de Thary Kampong Cham | ZES de Kampong Soam |
| ZES de Hi-Park | ZES de Kirisakor Koh Kong | P (ZES) I.C |
| ZES de Sihanoukville | ZES de H.K.T | ZES de Suoy Chheng |
| ZES de Sihanoukville Port | ZES et port maritime international de Stung Hao | ZES de Giga Resource |
| ZES de Neang Kok Koh Kong | ZES de Chhak Kampongsaom | ZES de Ratana |
| ZES 1 de Poi Pet O'Neang | ZES de Tian Rui (commerce de produits agricoles) | ZES 2 de Sihanoukville |
| ZES de Sanco Poi Pet | ZES de Today Bokor | ZES de Kandal |
| ZES 1 de Sihanoukville | ZES de Suvannaphum | ZES de M D S Thmorda |
| ZES de Goldfame Pak Shun | | ZES de Try Pheap Oyada |
| | | ZES de Zhong Jian Jin Bian Jing Ji Te Qu |

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

### 3.2.5 Financement, assurance et garanties à l'exportation

3.61. Le système bancaire a soutenu les exportations en fournissant notamment des lettres de crédit et des lettres de change (tableau 3.9).

**Tableau 3.9 Financement à l'exportation, 2011-2016**

(Millions de $EU)

| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Lettres de crédit conditionnelles | 849 664 | 805 598 | 1 720 918 | 1 197 940 | 1 141 616 | 1 506 512 |
| Lettres de change | 62 972 | 33 507 | 48 412 | 34 227 | 64 346 | 31 124 |

Source: Renseignements communiqués par les autorité.

## 3.3 Mesures visant la production et le commerce

### 3.3.1 Mesures d'incitation

3.62. Le Cambodge offre plusieurs mesures d'incitation aux investisseurs et aux producteurs dans le cadre de divers mécanismes (tableau 3.10). Selon le type de projet d'investissement qualifié (QIP), les entreprises concernées sont exonérées du paiement des droits d'importation, de la TVA et d'une taxe spéciale sur les importations de matériel de production, de matériaux de construction, de facteurs de production, de biens intermédiaires et d'accessoires (pour plus de

[20] Le CSEZB est chargé d'obtenir toutes les approbations et autorisations nécessaires auprès du gouvernement.

[21] Renseignements du CDC communiqués par les autorités.

détails, voir la section 3.1.7). En outre, les QIP peuvent choisir entre l'exonération de l'impôt sur les bénéfices ou le recours à des amortissements spéciaux.

**Tableau 3.10 Mesures d'incitation découlant de la Loi sur l'investissement**

| Impôt sur les bénéfices | |
|---|---|
| 1. Impôt standard sur les bénéfices des sociétés (pour les personnes morales) | - 20% |
| 2. Autres impôts sur le revenu (entreprise individuelle) | - Taux progressif entre 0 et 20% en fonction du montant des bénéfices imposables |
| **Incitations fiscales** | |
| 1. Secteurs, zones géographiques et main-d'œuvre pouvant bénéficier des mesures d'incitation | Industries de pointe ou de haute technologie, création d'emplois, exportations, tourisme, agroalimentaire, infrastructures, énergie, développement rural, environnement et ZES |
| 2. Exonérations temporaires d'impôt | Exonération non limitée par le début des activités<br>6 ou 9 ans à compter de la première année au cours de laquelle des ventes interviennent<br>Ou 3 à 6 ans à partir du dernier jour de l'année fiscale précédant immédiatement l'année fiscale au cours de laquelle des bénéfices commencent à être dégagés<br>Report des pertes sur 5 ans |
| 3. Exonérations des droits d'importation et de la TVA | - Exonération totale des droits pour les intrants destinés à la production axée sur l'exportation et exonération de la TVA à condition d'être établi dans une ZES<br>- Exonération de la TVA à la fois sur les intrants et sur les ventes des industries de soutien aux secteurs du vêtement et des chaussures destinés à l'exportation (leurs fournisseurs ne bénéficient que de l'exonération de TVA sur les ventes) |

Source: Conseil pour le développement du Cambodge.

3.63. L'exonération de l'impôt sur les bénéfices des sociétés est déterminée initialement pour une "période de déclenchement" plus trois ans et une période de priorité, qui dépend du type de secteur et du montant de l'investissement.[22] La période de priorité dure au maximum trois ans (tableau 3.11).

**Tableau 3.11 Conditions minimales requises pour accorder des incitations**

| Domaines d'investissement | Prescription concernant l'investissement |
|---|---|
| Industrie de soutien, dont la totalité de la production (100%) va aux industries d'exportation | 100 000 $EU ou plus |
| Production d'aliments pour animaux | 200 000 $EU ou plus |
| Production de cuir et articles en cuir<br>Production de tous types d'ouvrages en métaux<br>Production d'appareils électriques et électroniques, et de matériel de bureau<br>Production de jouets et d'articles de sport<br>Production de véhicules automobiles, pièces et accessoires<br>Production de produits céramiques | 300 000 $EU ou plus |

[22] La période de déclenchement débute lors de la délivrance du certificat d'enregistrement définitif et se termine le dernier jour de l'année d'imposition qui précède immédiatement a) soit l'année d'imposition au cours de laquelle un bénéfice est réalisé pour la première fois, si le QIP réalise un bénéfice, b) soit la troisième année d'imposition après celle au cours de laquelle un revenu est dégagé pour la première fois, si le QIP dégage un revenu dans le cadre de l'activité d'investissement grâce à la vente de biens ou de services, la date la plus rapprochée étant retenue.

| Domaines d'investissement | Prescription concernant l'investissement |
|---|---|
| Production de denrées alimentaires et de boissons<br>Production d'articles pour l'industrie textile<br>Production de vêtements, de textiles, de chaussures et de chapeaux<br>Production de meubles et d'accessoires n'utilisant pas de bois naturel<br>Production de papier et d'articles en papier<br>Production d'articles en caoutchouc et d'articles en plastique<br>Approvisionnement en eau potable<br>Production de médicaments traditionnels<br>Congélation et transformation de produits aquatiques pour l'exportation<br>Transformation de tous types de céréales et de produits végétaux pour l'exportation | 500 000 $EU ou plus |
| Production de produits chimiques, de ciment, d'engrais pour l'agriculture et de produits pétrochimiques<br>Production de médicaments modernes | 1 000 000 $EU ou plus |
| Construction de marchés ou de centres commerciaux modernes | 2 000 000 $EU ou plus<br>Plus de 10 000 $m^2$<br>Espace de stationnement adéquat |
| Instituts de formation et d'enseignement qui offrent des formations pour le développement des compétences, technologies qui servent l'industrie, l'agriculture, le tourisme, les infrastructures, l'environnement, l'ingénierie, les sciences et d'autres services | 4 000 000 $EU ou plus |
| Centres d'exposition commerciale et salles de congrès internationaux | 8 000 000 $EU ou plus |

Source: Renseignements en ligne du Conseil cambodgien de l'investissement. Adresse consultée: http://www.cambodiainvestment.gov.kh/.

3.64. L'amortissement spécial est une déduction unique pour amortissement de 40% sur la valeur des biens corporels nouveaux ou usagés utilisés dans la production ou la transformation.

3.65. Certains projets ne sont pas admis à bénéficier de mesures d'incitation, et notamment: tout type d'activité commerciale, import, export, vente en gros et au détail, y compris les boutiques hors taxes; les services de transport, sauf le secteur ferroviaire; les restaurants, bars à karaoké, bars, discothèques, salons de massage, centres de fitness, etc.; les services touristiques; les casinos et entreprises de jeux; les activités et services financiers et de devises, comme ceux des banques, institutions financières et compagnies d'assurance; les activités relatives aux journaux et aux médias, y compris la radio, la télévision, la presse, les magazines, etc.; les services professionnels; la production et la transformation d'ouvrages en bois à l'aide de bois provenant de forêts naturelles et des matières premières provenant d'une source d'approvisionnement nationale légale; les centres touristiques, y compris hôtels, parcs à thème, installations sportives, zoos de moins de 50 hectares; les hôtels de moins de trois étoiles; et la promotion immobilière et les entrepôts.[23]

3.66. Les incitations accordées aux ZES varient selon les promoteurs et les investisseurs des zones. Les investisseurs bénéficient des mêmes incitations que les QIP pour ce qui est des droits de douane et des taxes. De plus, toutes les importations réalisées par un investisseur dans une ZES bénéficient d'une TVA nulle. Toutefois, au cas où une part quelconque de la production est vendue sur le marché intérieur, l'investisseur doit payer la TVA sur le montant vendu sur ce marché.

3.67. Outre les incitations accordées aux investisseurs des ZES concernant les droits de douane et les taxes, les promoteurs des ZES bénéficient d'une exonération temporaire de l'impôt sur les bénéfices pouvant durer neuf ans au maximum. De plus, ils peuvent demander, dans le cadre d'une admission temporaire, l'importation de moyens de transport et de machines utilisées pour construire des infrastructures conformément aux lois et règlements en vigueur; ils peuvent également obtenir une concession de terres auprès de l'État pour établir une ZES dans des zones situées près de la frontière ou dans des régions isolées conformément à la Loi foncière, et peuvent

[23] Conseil cambodgien de l'investissement. Renseignements en ligne. Adresse consultée: http://www.cambodiainvestment.gov.kh/investment-scheme/investment-incentives.html.

louer ces terres aux investisseurs de la zone.[24] Les ZES bénéficient également de procédures douanières spéciales.

3.68. En plus des mesures d'incitation fiscale accordées aux QIP et aux ZES, des incitations fiscales sont accordées aux entreprises cotées à la Bourse du Cambodge et aux investisseurs publics qui détiennent et/ou échangent des titres d'État, des capitaux et/ou des titres de créance sur le marché des valeurs mobilières. Les entreprises cotées bénéficient d'une réduction de 50% sur la taxe annuelle sur les bénéfices à verser pendant trois ans, à compter du début de l'année fiscale en cours si les titres sont émis au cours du premier semestre de l'année fiscale, ou de l'année suivante s'ils sont émis au cours du deuxième semestre de l'année fiscale. La mesure d'incitation est valable trois ans à compter de la signature du sous-décret.[25] Les entreprises cotées ont en outre le droit de suspendre le versement du prépaiement mensuel de l'impôt sur les bénéfices pour la période au cours de laquelle ils bénéficient de mesures d'incitation fiscale en vertu du sous-décret. Un QIP ne peut pas bénéficier d'une réduction d'impôt pendant la durée de l'exonération temporaire. Les investisseurs publics ont droit à une réduction de 50% de l'impôt retenu à la source à payer sur les intérêts et/ou les dividendes liés aux titres susmentionnés pendant trois ans, à compter de la signature du sous-décret. Toutefois, dans diverses circonstances, le Ministère de l'économie et des finances peut refuser d'accorder les incitations fiscales aux entreprises cotées.

3.69. Au titre des Prakas adoptés par le Ministère de l'économie et des finances en 2011[26], des incitations fiscales sont aussi accordées à la riziculture, à l'achat de riz paddy et à l'exportation de riz blanchi.

3.70. Au titre des Prakas, la TVA est appliquée aux taux suivants: approvisionnement du marché intérieur en riz paddy: zéro; approvisionnement du marché intérieur en riz blanchi: 10%; exportations de riz blanchi: zéro; approvisionnement en riz blanchi ou services de production de riz blanchi aux exportateurs de riz (soumis à des conditions spécifiques): zéro; approvisionnement en riz blanchi ou services de production de riz blanchi pour le marché local: 10%; la TVA sur les intrants liés à la riziculture, l'achat de riz paddy et l'exportation de riz blanchi peut être créditée ou remboursée. En outre, au titre du Prakas n° 313 promulgué par le Ministère de l'économie et des finances le 19 mars 2014, la TVA sur les intrants visant les importations de facteurs et de matériel de production pour produire du riz blanchi pour l'exportation est prise en charge par le gouvernement (selon des conditions spécifiques); pour les achats locaux de facteurs de production, à l'exception du riz paddy, elle est appliquée au taux de 10%.

3.71. De plus, la riziculture, l'achat de riz paddy et l'exportation de riz blanchi sont exonérés de la taxe minimum de 1%, bénéficient d'une période d'exonération temporaire (à savoir la période de déclenchement plus trois ans, plus une période de priorité de trois ans) et sont exonérés du prépaiement de 1% de l'impôt sur les bénéfices pendant la période d'exonération temporaire.[27]

### 3.3.2 Normes et autres règlements techniques

3.72. Pendant la période considérée, aucun changement n'a été apporté au cadre législatif ou réglementaire dont relèvent les règlements techniques et les normes au Cambodge. La principale législation régissant les normes et les règlements techniques reste la Loi sur les normes de 2007, qui est administrée par l'Institut de normalisation du Cambodge (ISC). Les activités principales de l'ISC, qui relève du Ministère de l'industrie et de l'artisanat, sont les suivantes: recherche sur les normes nationales et définition de ces normes; certification de produits ou d'entreprises quant à la conformité aux normes de produits et de systèmes; diffusion des normes et sensibilisation connexe; collaboration avec les organismes internationaux afin d'obtenir la reconnaissance internationale des normes nationales et d'obtenir l'accréditation pour les évaluations nationales de conformité; et octroi, réglementation ou révocation des certifications de produits et de systèmes. L'ISC comprend quatre départements: Information; Élaboration des normes, formation et services

[24] Conseil cambodgien de l'investissement. Renseignements en ligne. Adresse consultée: http://www.cambodiainvestment.gov.kh/investment-scheme/investment-incentives.html.

[25] Sous-Décret sur les incitations fiscales dans le secteur boursier, 8 janvier 2015. Renseignements communiqués par les autorités.

[26] Prakas n° 779 de 2011 sur les incitations fiscales additionnelles pour la riziculture, l'achat de riz paddy et la production de riz pour l'exportation.

[27] Renseignements communiqués par les autorités.

de conseil; Certification; Réglementation et accréditation. L'ISC est également le point d'information national pour le Cambodge, ainsi que l'autorité de notification. De plus, le Cambodge est membre abonné de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), membre affilié de la Commission électrotechnique internationale (CEI) et membre du Comité consultatif de l'ASEAN pour les normes et la qualité (ACCSQ). Il est aussi signataire de l'arrangement sectoriel de reconnaissance mutuelle de l'ASEAN pour le matériel électrique et électronique.

### *Élaboration des normes*

3.73. Le Conseil national de normalisation (NSC), créé en 2009, est chargé de coordonner l'élaboration des normes nationales. Le NSC conseille l'ISC sur les critères et les procédures nécessaires pour l'élaboration, l'approbation, l'acceptation et la sélection des normes. Il est également chargé d'approuver les propositions de normes cambodgiennes, qui ont été élaborées et recommandées par l'ISC. Le NSC est présidé par le Ministre de l'industrie et de l'artisanat et composé de représentants des ministères techniques d'exécution compétents. Le NSC est le secrétariat national chargé de superviser, de réglementer, de vérifier et d'adopter ou de certifier les normes proposées par chaque ministère technique. Le mandat du NSC consiste à assurer la qualité et la conformité des normes avec les normes nationales et internationales.

3.74. Le Cambodge utilise principalement le Guide ISO/CEI 21-1 et 21-2:2005 comme guide national pour adopter des normes internationales en tant que normes nationales ou règlements techniques nationaux. Il existe à l'heure actuelle 804 normes cambodgiennes qui concernent principalement des produits alimentaires, des appareils électriques et des méthodes d'essai[28], et 151 d'entre elles ont été adoptées en tant que règlements techniques. Près de 83% des normes cambodgiennes sont alignées sur les normes internationales

3.75. En matière d'élaboration des normes, les parties prenantes qui ont identifié un besoin concernant une norme spécifique déposent une demande en ce sens auprès de l'ISC, qui rédige alors une proposition d'étude nouvelle, elle-même transmise au NSC en vue d'une approbation formelle. Le NSC attribue la proposition d'étude nouvelle au comité ou groupe de travail technique compétent. Après délibération au sein du comité ou groupe de travail compétent, un projet de norme cambodgienne est publié afin de recueillir les observations du public. Le délai prévu pour la consultation publique est de 60 jours. Au terme de la consultation publique, le projet de norme est finalisé par le comité/groupe de travail technique et transmis au NSC pour approbation. Enfin, la norme cambodgienne est approuvée par le Ministre avant d'être publiée au journal officiel.

### *Évaluation de la conformité et certification des produits*

3.76. Il incombe à l'ISC de superviser et d'appuyer, sur le plan technique, les ministères d'exécution pour les aider à élaborer leurs normes dans le respect des normes nationales. L'ISC est aussi chargé de vérifier le respect des normes cambodgiennes obligatoires, d'évaluer la conformité et de surveiller la production.[29] Il contrôle et vérifie en outre que chaque ministère/organisme respecte les règlements techniques. Dans les cas où il ne dispose pas d'une capacité nationale appropriée, le Cambodge utilise des résultats d'essai provenant de laboratoires étrangers reconnus et accrédités.

3.77. Le secteur privé compte quelques organismes de certification ou d'inspection.[30] Des organismes gouvernementaux tels que Camcontrol assurent les inspections et les essais, bien qu'ils ne soient pas agréés au niveau international. Il n'existe aucun organisme agréé par le gouvernement, et aucun organisme d'agrément cambodgien n'est signataire d'un accord de coopération internationale comme celui de l'ILAC (Coopération internationale sur l'agrément des laboratoires d'essais) ou de l'APLAC (Coopération Asie-Pacifique pour l'agrément des laboratoires d'essais).

[28] Renseignements communiqués par les autorités.

[29] Le laboratoire d'essai de l'ISC, le Centre des laboratoires industriels du Cambodge (ILCC), a été accrédité par l'Association nationale des organismes d'essais de l'Australie (NATA) et le Conseil d'accréditation de Singapour-Système d'accréditation des laboratoires de Singapour (SAC-SINGLAS).

[30] Pour une liste des organismes de certification et d'inspection, veuillez consulter l'adresse suivante: http://www.da-canc.gov.kh/en.

3.78. Le système de certification des produits de l'ISC s'appuie sur le Guide ISO/CEI, qui fournit des règles pour un système de certification par une tierce partie pour établir la conformité avec des normes de produits par l'essai et l'évaluation du système de gestion de la qualité d'une usine. L'ISC délivre des licences pour les produits liés à la santé et à la sécurité qui respectent des normes obligatoires, et des licences pour les produits respectant des normes volontaires.[31] Les licences sont délivrées pour une période initiale de trois ans, qui peut être prolongée par périodes de trois ans à condition de continuer à respecter les obligations associées à l'octroi de la licence. Après la délivrance d'une licence, la marque de l'ISC peut être apposée sur les produits concernés.

3.79. En outre, l'ISC aide les entreprises cambodgiennes à obtenir les certifications ISO 9001, ISO 14001 et HACCP. À cet égard, huit membres du personnel de l'ISC ont obtenu la qualification de responsable d'audit pour la certification ISO 9001, trois l'ont obtenue pour la certification ISO 14001 et quatre pour la certification ISO 22000. Selon les autorités, l'organisme de certification de l'ISC est en train de mettre en place un mécanisme de gestion de la qualité pour le système de certification des produits, conformément aux prescriptions de la norme ISO/CEI 17065; ce système de certification est accrédité par le Système d'accréditation conjoint de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (JAS-ANZ), qui respecte les prescriptions de la norme ISO/CEI 17021.

#### *Essais, inspection et mise en conformité*

3.80. Selon les dispositions de la Loi de 2000 sur la gestion de la qualité et de la sécurité des produits et des services, la Direction générale cambodgienne de l'inspection import-export et de la répression des fraudes (Camcontrol), qui relève du Ministère du commerce, est chargée des normes de qualité et de sécurité, ainsi que de la certification et de la vérification des importations et des exportations. S'agissant des exportations, les inspections portent sur les vêtements, les produits agricoles, le riz, le bois et les aliments transformés. S'agissant des importations, elles se concentrent sur les produits alimentaires, les produits chimiques à usage agricole, le pétrole, les textiles et les vêtements. La surveillance du marché intérieur est axée sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et sur la fraude commerciale. Camcontrol assure le fonctionnement des laboratoires qui effectuent des essais sur les produits alimentaires, les céréales et les produits pétroliers. Les violations de la Loi peuvent conduire à la confiscation des marchandises incriminées, à des amendes et à des poursuites judiciaires.

#### *Étiquetage*

3.81. La Loi n'exige pas que toutes les importations portent des étiquettes ou des marques; toutefois, les étiquettes des produits doivent être certifiées et enregistrées par les ministères compétents avant l'importation au Cambodge. Les étiquettes de différents produits sont réglementées et certifiées par différents ministères. Les fournisseurs de produits susceptibles de porter atteinte à la santé ou à la sécurité publiques sont également tenus de certifier que les produits respectent les normes établies par l'Institut de normalisation du Cambodge (ISC). Les importations de denrées alimentaires préemballées doivent être étiquetées conformément aux normes cambodgiennes en matière d'étiquetage des aliments.

### 3.3.3 Prescriptions sanitaires et phytosanitaires

3.82. Les principaux textes législatifs relatifs au régime SPS sont la Loi sur la gestion des pesticides et des engrais de 2012, la Loi sur la pêche de 2006, la Loi sur la gestion des semences et les droits d'obtenteur de 2008, le Sous-Décret sur l'inspection phytosanitaire de 2003, la Loi forestière de 2002 et la Loi sur la santé et les productions animales de 2016. Le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche (MAFF) est chargé à titre principal de la mise en œuvre de ces lois. On peut également citer le projet de loi sur la protection des végétaux et les mesures phytosanitaires, le projet de loi sur la qualité et la sécurité des produits agricoles, et le projet de loi sur le caoutchouc, qui seront également administrés par le MAFF lorsqu'ils seront entrés en vigueur. Le Cambodge a aussi pris l'engagement de se conformer, dans le domaine agricole, à plusieurs normes internationales de conformité/qualité établies par l'Organisation internationale de normalisation (ISO), la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV),

[31] Pour des détails concernant les conditions préalables à l'obtention des licences, à l'enregistrement, à l'octroi préalable de licences et à la certification *a posteriori*, veuillez consulter: http://www.isc.gov.kh/en/detail/view/116?ctype=article.

l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), le Centre de développement de la pêche de l'Asie du Sud-Est (SEAFDEC), l'Association des pays producteurs de caoutchouc naturel et le Conseil international de la recherche et du développement sur le caoutchouc, ainsi que la Commission du Codex Alimentarius. En outre, lors de son accession à l'OMC, le Cambodge a inscrit parmi ses engagements la mise en œuvre intégrale de l'Accord SPS de l'OMC d'ici à 2008 et notifié le Ministère du commerce comme étant le point d'information national pour les questions SPS.

3.83. Aux termes de ces lois, le MAFF, par le biais de ses différentes directions générales et départements, est responsable de la santé des animaux et des poissons, et de la préservation des végétaux. La Direction générale de la santé et des productions animales (GDAHP) est chargée d'inspecter les animaux et leurs produits et de délivrer les certificats de santé animale, comme l'exigent le Code de santé animale et les normes de l'OIE. Le MAFF/le GDAHP délivrent les permis d'importation pour les animaux et leurs produits sur la base d'une évaluation des risques.[32] En outre, la nouvelle Loi sur la santé et les productions animales de 2016 est conçue pour "moderniser et normaliser les protocoles visant à protéger la santé animale, la santé humaine et l'environnement. La GDAHP envisage un développement durable de l'élevage en assurant la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la rentabilité du commerce, et en contribuant à la croissance socioéconomique du pays". À cet égard, les autorités ont indiqué que la GDAHP disposait d'un laboratoire entièrement équipé relevant de l'Institut national de recherches sur la santé animale et sur les productions animales (NAHPRI), capable d'analyser la qualité des médicaments vétérinaires et des aliments pour animaux, des résidus de produits chimiques, des pesticides, des activateurs de croissance et d'autres contaminants présents chez les animaux et dans les produits d'origine animale, les produits carnés et les agents pathogènes d'origine alimentaire, et de diagnostiquer les maladies du bétail, dont 200 zoonoses. La Loi autorise le MAFF à contrôler à la fois la qualité des aliments et des médicaments pour animaux. Toutefois, si la vaccination demeure volontaire aux termes de la Loi, on s'attend à ce que le MAFF devienne plus proactif et fasse pression sur les entreprises vendant des produits liés à la santé vétérinaire. La législation fixe également des normes pour les importations de bétail provenant des pays voisins, tout en s'efforçant de faire en sorte que les exportations cambodgiennes respectent les normes régionales, afin de faciliter la transition vers l'intégration régionale. La Loi prévoit aussi des sanctions spécifiques, telles que la suspension des licences et l'imposition d'amendes, pour les agriculteurs et les abattoirs ayant des pratiques dangereuses.

3.84. La Direction générale de l'agriculture (GDA) est chargée des inspections à l'importation/exportation des végétaux et des produits végétaux. Elle est également chargée de délivrer les permis et les certificats phytosanitaires conformément à la Convention internationale sur la protection des végétaux. Le Sous-Décret n° 15 (2003) sur l'inspection phytosanitaire vise à prévenir l'introduction de parasites et de maladies des végétaux grâce aux installations d'inspection et de quarantaine du Département de la protection des végétaux; il concerne également la délivrance des certificats phytosanitaires, les dispositifs de transit, les pouvoirs des inspecteurs phytosanitaires et les pénalités en cas de non-respect de la réglementation. En vertu de la Proclamation n° 002 du MAFF de 2007 concernant la liste des limites maximales de résidus (LMR) de pesticides dans les produits agricoles d'origine végétale, des LMR ont été identifiées pour 42 pesticides[33]; elles sont fondées sur les LMR de l'ASEAN.[34] La GDA est chargée d'administrer et de faire respecter ces LMR. Cependant, les installations d'essai pour les LMR sont limitées.

3.85. L'Administration de la pêche assure l'inspection des poissons et la délivrance des certificats sanitaires connexes ainsi que des permis d'importation/exportation pour les poissons et les produits de la pêche. Toutefois, les capacités d'analyse de l'Administration de la pêche demeurent restreintes et les analyses complexes, comme celle des biotoxines, sont effectuées par des laboratoires disposant d'un agrément international. En outre, la Loi sur la pêche (2006) dispose que l'Administration de la pêche est l'autorité compétente centrale chargée de gérer, de contrôler

[32] La principale réglementation en la matière comprend notamment: le Sous-Décret n° 16 sur l'inspection sanitaire des animaux et de leurs produits (2003); et le Sous-Décret n° 108 sur la gestion des abattoirs et l'inspection sanitaire des animaux, des viandes et des produits animaux (2007), qui contient: i) la définition des abattoirs en fonction des animaux ou des volailles à abattre et de la taille de l'établissement; ii) les mécanismes d'implantation et d'agrément; et iii) les procédures d'inspection sanitaire.

[33] Selon les autorités, la liste est en cours de mise à jour.

[34] Renseignements en ligne de la CIPV. Adresse consultée: "https://www.ippc.int/static/media/files/reportingobligation/2015/03/30/1332517104_15.Proclamation__002_MAFF_-_MRL__2013042321-18En.pdf".

et d'inspecter la sécurité et la qualité des poissons et produits de la pêche afin d'assurer la protection de la santé publique et des pratiques commerciales loyales dans ce domaine.

3.86. Actuellement, la sécurité sanitaire des produits alimentaires relève de la Loi sur la gestion de la qualité et de la sécurité des produits et des services (2000); cette loi est administrée par Camcontrol, qui dépend du Ministère du commerce. La Loi, ainsi que les Sous-Décrets n° 59 (2008) et n° 127 (2016), confère à Camcontrol les attributions suivantes:

- inspecter les importations et les exportations, de concert avec le Département général des douanes et accises;
- protéger les consommateurs en assurant la sécurité des produits et en luttant contre la fraude;
- certifier les exportations pour répondre aux exigences des pays importateurs;
- élaborer et mettre en œuvre un plan et une politique stratégiques pour garantir des pratiques commerciales loyales et protéger les intérêts économiques liés à la concurrence sur le marché;
- lutter contre les activités illégales des opérateurs commerciaux tant dans le cadre d'accords horizontaux que verticaux;
- examiner et étudier les accords entre opérateurs commerciaux qui ont le pouvoir de restreindre la concurrence;
- vérifier la conformité des produits avec les normes et règlements pertinents;
- examiner les produits sous l'angle de la santé et de la sécurité depuis la production jusqu'à la commercialisation, et présenter le résultat de ces examens aux autorités compétentes;
- assurer le contrôle des produits et des services sur les marchés intérieurs;
- gérer les installations d'essai de produits en laboratoire du Ministère du commerce;
- fournir un service d'inspection commerciale;
- percevoir les redevances d'inspection liées aux essais de qualité à l'importation/exportation; et
- assurer le secrétariat du Comité national du Codex et du point d'information national SPS.[35]

3.87. Camcontrol inspecte les produits alimentaires aux points d'entrée à la frontière et sur les marchés intérieurs. Les denrées alimentaires importées, y compris les ingrédients et les additifs alimentaires, doivent respecter les normes et les prescriptions générales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires pour l'étiquetage des aliments, la qualité nutritionnelle et la sécurité, comme le prévoient les lois et règlements existants du Cambodge. Sur le plan intérieur, Camcontrol est chargé de surveiller et contrôler: l'étiquetage, la qualité et la sécurité des denrées alimentaires et d'autres produits réglementés. Les services d'inspection import-export sont soumis à des redevances, comme prévu dans la Déclaration conjointe (Prakas) adoptée le 16 décembre 2014 par le Ministère de l'économie et des finances et le Ministère du commerce concernant le service public fourni par le Ministère du commerce. Les denrées alimentaires importées sont inspectées sur la base de certains critères de risque et les contrôles peuvent

[35] Par sa Déclaration n° 141 (Prakas de 2003) sur l'établissement du bureau (point) d'information SPS au sein de Camcontrol, le Ministère du commerce a désigné Camcontrol comme point d'information SPS chargé d'assurer une collaboration étroite avec l'unité nationale du Codex ainsi que la sensibilisation aux questions SPS dans le pays.

prendre la forme d'inspections matérielles, d'essais par échantillonnage et d'une vérification des documents.

3.88. Camcontrol dispose de 5 à 20 inspecteurs dans chaque province et à Phnom Penh. Il est également chargé des inspections commerciales. Camcontrol dispose d'un laboratoire central d'essai situé à Phnom Penh, capable d'analyser les produits alimentaires et les produits pétroliers. Les capacités d'essai pour les produits alimentaires se concentrent principalement sur des paramètres chimiques et microbiologiques. Par ailleurs, Camcontrol dispose également de laboratoires mobiles pour observer et surveiller le marché en ce qui concerne les risques chimiques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, et d'autres laboratoires mobiles pour contrôler la qualité et la quantité de pétrole dans les stations-service. De minilaboratoires sont également en cours d'installation à certains points d'entrée à la frontière, tels que le port de Sihanoukville, Poi Pet ou Bavet.

3.89. En 2015, le gouvernement a présenté un projet de loi sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires. La loi a été rédigée en collaboration avec la FAO et a bénéficié des contributions de divers ministères et parties prenantes. La loi prévoit la création d'une Autorité de sécurité sanitaire des produits alimentaires (FSA), qui serait chargée de protéger les consommateurs nationaux, ainsi que de faire en sorte que les exportations respectent les normes internationales. Aux termes du projet de loi, la vente de produits alimentaires qui contiennent des substances nocives, l'étiquetage erroné des denrées alimentaires, la préparation ou la vente des denrées dans de mauvaises conditions d'hygiène, et l'exercice d'activités sans licence dans le secteur de l'alimentation sont des infractions passibles de sanctions. Les autorités ont indiqué que la loi améliorerait le respect de la réglementation existante qui relève de la compétence de Camcontrol. Elles ont précisé que le projet de loi était en discussion dans le cadre du groupe de travail technique du Conseil des ministres et qu'il devrait être présenté à la réunion interministérielle du Conseil des ministres d'ici à la fin de 2017 et à l'Assemblée nationale d'ici la fin de 2018. Le projet de loi actuel viendra compléter la Loi sur la gestion de la qualité et de la sécurité des produits et des services. Il est prévu que Camcontrol administre la loi.

3.90. Le Ministère de la santé est responsable des questions de santé publique et de sécurité sanitaire des produits alimentaires, comme en dispose le Sous-Décret n° 67. Le Département des médicaments et des produits alimentaires, qui relève du Ministère de la santé, est chargé du contrôle des médicaments et des produits alimentaires et sert aussi de point de coordination pour ce qui a trait au Groupe d'experts de l'ASEAN sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Il comprend cinq bureaux: le Bureau de l'enregistrement et des cosmétiques, le Bureau des médicaments essentiels, le Bureau du commerce des produits pharmaceutiques, le Bureau de réglementation des médicaments, ainsi que le Bureau de la sécurité sanitaire des produits alimentaires (FSB), qui joue aussi le rôle de point de coordination dans le cadre du Réseau de l'ASEAN pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires.

3.91. En 2007, le Cambodge a adopté la Loi sur la biosécurité et, en 2010, le Sous-Décret n° 58 qui porte sur la mise en œuvre de cette loi. En vertu de la Loi et du Sous-Décret, le Ministère de l'environnement est l'autorité compétente pour la mise en œuvre de la Loi. Les objectifs de ces deux textes sont les suivants: i) limiter les effets négatifs sur la conservation de la diversité biologique, l'environnement et la santé humaine; ii) assurer l'efficacité de la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité; iii) sensibiliser aux biotechnologies modernes et prévenir et éviter les risques liés aux organismes vivants modifiés; et iv) protéger l'environnement et la santé humaine. Dans ce cadre, la Loi prévoit que toutes les exportations d'organismes vivants modifiés en provenance du Royaume du Cambodge seront effectuées conformément au chapitre 4 de la Loi sur la biosécurité. Les personnes morales ou physiques souhaitant exporter les organismes vivants modifiés autorisés par la Loi sur la biosécurité du Royaume du Cambodge devront présenter une notification écrite préalable aux institutions concernées du pays importateur avant de déposer une demande de permis d'exportation auprès du ministère cambodgien compétent.

3.92. Les importations d'organismes vivants modifiés (OVM)/d'organismes génétiquement modifiés (OGM) au Royaume du Cambodge passent par le Comité directeur national pour les OVM/OGM et par le Groupe de travail technique de l'évaluation des risques, qui est composé de fonctionnaires des ministères compétents. Le Comité directeur doit communiquer le résultat de l'évaluation des risques au Ministère de l'environnement, qui prend la décision de procéder ou non à l'importation. La Loi et le Sous-Décret abordent la question des OVM et/ou OGM. Le Cambodge figure parmi les plus de 100 pays à avoir signé le Protocole de Cartagena sur la prévention des

risques biotechnologiques en 2000, lors de la Convention sur la diversité biologique. S'agissant du régime SPS, les lacunes identifiées par la FAO et le STDF en 2010[36] demeurent d'actualité. Elles comprennent les problèmes de répartition d'attributions entre les différents organismes, la fragmentation générale des attributions entre les ministères et même en leur sein, de même que la pénurie de capacités pour assumer ces attributions; le manque d'inspection ou de contrôle systématique concernant l'ensemble des aspects clés de la production et de la transformation, qui se répercute sur la qualité et la sécurité des produits; l'absence d'essais systématiques en laboratoire pour étayer l'inspection, les ressources humaines et financières étant limitées; et un système de certification qui ne s'appuie pas sur des essais et qui n'est donc pas nécessairement accepté sur les marchés d'exportation.

3.93. La capacité du Cambodge en matière d'essais et de diagnostics reste rudimentaire et insuffisante pour répondre à la demande moderne. Actuellement, six laboratoires disposent d'une capacité d'essai pour les produits alimentaires: Camcontrol (Ministère du commerce), le Centre des laboratoires industriels du Cambodge – ILCC (Ministère de l'industrie et de l'artisanat), le laboratoire pour les médicaments et les produits alimentaires du Ministère de la santé, le MAFF, le centre des laboratoires pour l'analyse de la biodiversité du Ministère de l'environnement et l'Institut Pasteur (indépendant). Aucun des laboratoires pour les produits alimentaires, à l'exception de l'ILCC et de Camcontrol, ne dispose d'une capacité suffisante pour mener des essais sur les résidus de pesticides, les médicaments vétérinaires et les activateurs de croissance, les métaux lourds ou les autres contaminants. Lorsqu'il sera installé et pleinement opérationnel, le nouveau laboratoire de l'Université agricole nationale de Prek Leap, qui relève du MAFF, contribuera également à accroître la capacité du pays en matière d'essais et de contrôles de la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Ces dernières années, la GDA, au sein du MAFF, a également beaucoup progressé dans la modernisation de ses laboratoires. Actuellement, elle dispose d'un laboratoire bien équipé pour les essais sur les préparations pesticides, ainsi que de laboratoires phytosanitaires d'une capacité suffisante pour le diagnostic des parasites et des maladies des végétaux, mais elle n'a aucune capacité de laboratoire pour les essais sur les médicaments vétérinaires ou les activateurs de croissance. En outre, dans le cadre d'efforts visant à moderniser le régime SPS du pays, le MAFF a créé un laboratoire SPS spécialisé au sein de l'Université royale d'agriculture (RUA), lequel est bien équipé pour soutenir différentes activités de R&D et différents programmes de formation en vue d'élargir le vivier de professionnels qualifiés dans le domaine de la protection des végétaux et de l'administration SPS. Dans le cadre du programme de facilitation des échanges de la BAsD dans le domaine SPS (Projet commercial d'amélioration des processus sanitaires et phytosanitaires (SPS) dans la sous-région du Grand Mékong), l'Institut national de recherches sur la santé animale et sur les productions animales (NAHPRI) du GDAHP est équipé d'une machine à "Chromatographie Liquide Ultra Performance (UPLC)" qui lui permet de mener des essais sur les résidus chimiques (médicaments vétérinaires, pesticides, activateurs de croissance et autres contaminants) présents dans les produits pour l'alimentation humaine et animale, et sur la qualité des médicaments vétérinaires et des aliments pour animaux. Le NAHPRI dispose également des capacités nécessaires pour mener des essais sur certains agents pathogènes d'origine alimentaire.

3.94. Le nombre d'essais sur les denrées alimentaires et l'eau menés par Camcontrol, le principal service d'inspection pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires, est passé de 1 240 en 2008 à 1 950 en 2011. L'ILCC a mené quelque 3 500 essais en 2012, tandis que le nombre d'essais sur les produits alimentaires menés par d'autres laboratoires compétents est bien moindre. Bien qu'en augmentation, ces chiffres demeurent pratiquement négligeables pour un pays de la taille du Cambodge et compte tenu de la gamme d'équipements disponibles.[37]

3.95. En raison de leurs lacunes, la plupart des laboratoires n'ont pas d'accréditation internationale et les possibilités d'en obtenir une semblent minces. L'ILCC est le seul laboratoire pour les produits alimentaires disposant d'une accréditation ISO 17025 (pour onze paramètres d'essai). Le volume d'échantillons analysés et l'essentiel de son financement proviennent de redevances des organes de réglementation.

3.96. La demande du secteur privé pour des essais de conformité concernant la qualité et la sécurité des produits dans le pays est faible. Comme dans de nombreux autres pays, les grands

[36] *An Action Plan to Improve SPS Capacity in Cambodia*, 2010. Adresse consultée: http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF_PG_246_FinalReport_Jul-10.pdf.

[37] EDIC du Cambodge, 2014-2018.

exportateurs utilisent les installations d'essai accréditées situées dans d'autres pays. Les exportateurs cambodgiens utilisent généralement les installations d'essai situées en Thaïlande, au Viet Nam ou dans le pays de destination des marchandises.[38]

### 3.3.4 Politique de la concurrence et contrôle des prix

3.97. Lors du dernier examen, le gouvernement était en train d'élaborer des lois et règlements destinés à encadrer l'économie de marché, notamment dans le domaine de la concurrence. Le Ministère du commerce a finalisé, en mai 2010, le mandat d'un groupe de travail de la concurrence et il avait envisagé l'entrée en vigueur d'une Loi sur la concurrence pour 2015, mais cet objectif a été reporté. Selon les autorités, ce retard était dû au fait que les spécialistes de la concurrence étaient remplacés à intervalle régulier, ainsi qu'au grand nombre d'observations et de retours d'information formulés par d'autres ministères d'exécution et par les parties prenantes concernées devant être incorporés dans le projet de loi. En conséquence, la rédaction et la consultation ont duré plus longtemps que prévu. Pour accélérer le processus, le Département de la concurrence a été créé sous l'égide de la Direction générale de Camcontrol en juin 2016.

3.98. Dans le cadre du Programme de l'ASEAN pour la mise en œuvre des lois sur la concurrence (CLIP), les spécialistes de la concurrence de la Commission australienne de la concurrence et de la consommation ont aidé le Ministère du commerce à finaliser le projet de loi sur la concurrence du Cambodge. Pour le moment, le groupe de travail chargé de l'élaboration de la Loi sur la concurrence, avec l'aide de ces spécialistes, a examiné et finalisé le projet de loi, et le projet final devrait être présenté au Conseil des ministres à la fin de 2017, et à l'Assemblée nationale d'ici à 2018.

3.99. Le projet de loi aborde la question des activités anticoncurrentielles illicites, les abus de position dominante et les regroupements d'entreprises. Aux termes du projet de loi (article 11), il est interdit à toute personne de conclure et de mettre en œuvre des accords horizontaux[39] visant directement ou indirectement à:

- fixer, contrôler ou maintenir les prix des biens ou des services;
- prévenir, restreindre ou limiter: la quantité de biens ou de services disponibles à la vente, le type de biens ou de services disponibles à la vente, ou la mise au point de nouveaux biens ou services;
- empêcher les zones géographiques entre les personnes en concurrence;
- répartir les consommateurs entre les personnes en concurrence;
- favoriser un soumissionnaire dans un appel d'offres pour un contrat;
- boycotter certains fournisseurs ou distributeurs; ou
- empêcher, restreindre ou fausser fortement la concurrence sur un marché d'une autre manière.

3.100. L'article 6 du projet de loi interdit de conclure des accords verticaux[40] qui imposeraient à un acheteur de revendre les biens ou services achetés à un prix minimum fixé par le vendeur. Par ailleurs, figurent également parmi les accords verticaux interdits ceux ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser fortement la concurrence sur un marché, entre autres, comme suit:

- imposer à un acheteur de revendre les biens ou services achetés uniquement dans une zone géographique définie;

[38] EDIC du Cambodge, 2014-2018.

[39] Un accord horizontal est défini comme un accord entre personnes qui opèrent, ou sont susceptibles d'opérer, au même niveau dans la chaîne de production ou de distribution.

[40] Un accord vertical est défini comme un accord entre personnes qui opèrent, ou sont susceptibles d'opérer, à différents niveaux dans la chaîne de production ou de distribution.

- imposer à un acheteur de revendre les biens ou services achetés uniquement à certains consommateurs ou à certaines catégories de consommateurs;

- imposer à un acheteur d'acheter exclusivement auprès du vendeur tous ou presque tous les biens ou les services dont il a besoin, pour un bien ou un service en particulier;

- empêcher un vendeur de vendre un bien ou un service à un autre acheteur;

- empêcher l'acheteur d'un bien ou d'un service d'améliorer les biens ou les services achetés ou de vendre des améliorations pour ces biens ou ces services; et

- imposer à un acheteur d'acheter des biens ou des services non liés entre eux dans le cadre de chaque contrat d'achat.

3.101. Le projet de loi aborde aussi l'abus de position dominante (article 13), ainsi que les regroupements d'entreprises (fusions et acquisitions) et la nécessité d'informer la Commission avant toute fusion ou acquisition et d'obtenir son approbation préalable (article 15).

3.102. Le projet de loi prévoit également la création d'une Commission de la concurrence et d'une direction de soutien. Il est prévu que la Commission compte dix membres, dont le Ministre du commerce (Président), des représentants de divers ministères, des juristes, un économiste et le Directeur général de la Commission de la concurrence du Cambodge (direction). La Commission aura notamment les attributions suivantes: promulguer des ordonnances en cas de violation de la Loi et imposer des amendes et d'autres sanctions; promulguer des règlements pour mettre en œuvre la Loi; suivre et superviser le fonctionnement de la Direction; présenter chaque année un rapport au Premier Ministre sur le fonctionnement de la Commission et de la Direction; à la demande du gouvernement et du Parlement, fournir un avis sur les questions relatives à la concurrence; de sa propre initiative, conseiller le Parlement, le Premier Ministre et toute institution ou autorité publique sur toute question relative à la concurrence, y compris la législation actuelle ou proposée concernant, entre autres choses, les marchés publics, les licences, les taxes et les prélèvements imposés aux personnes; et conseiller le Premier Ministre sur les arrangements de coopération portant sur des questions relatives à la concurrence soulevées au titre de cette loi, tant au Cambodge qu'à l'étranger. La Loi sera mise en œuvre par la Direction, qui fera partie du Ministère du commerce mais qui rendra compte à la Commission. La Direction est chargée d'enquêter sur les infractions à la Loi et, à ce titre, elle aura le pouvoir contraignant de collecter des renseignements et se verra doter de mandats de perquisition pour satisfaire à ses obligations. Toute personne qui viole la loi fait l'objet de sanctions, qui peuvent prendre la forme d'amendes ou de sanctions pécuniaires, les sanctions pénales n'étant applicables qu'en cas d'infraction aux règles procédurales énoncées dans la loi.

#### *Contrôle des prix*

3.103. Conformément au Prakas n° 152 du Ministère du commerce sur la création d'un groupe de travail chargé d'observer la situation et l'indice des prix des produits essentiels dans la vie quotidienne, publié le 16 juin 2017, le prix au détail des combustibles est plafonné. Le prix maximum comprend le prix moyen des combustibles à Singapour publié par Platts, toutes les taxes applicables et une prime (marge bénéficiaire). Le prix est ajusté tous les dix jours. Par ailleurs, le Prakas a créé un groupe de travail chargé d'assurer le suivi des prix des produits essentiels, dont le riz, le poisson, le poulet, la viande de porc, l'essence ordinaire et le diesel, et le manioc. En vertu du Prakas, cette liste peut être élargie ou ajustée en fonction de l'évolution des besoins et de la pertinence.

### 3.3.5 Commerce d'État, entreprises publiques et privatisation

3.104. Le Cambodge n'a notifié aucune entreprise publique répondant à la définition de l'article XVII du GATT de 1994 à l'OMC.

3.105. L'économie du Cambodge est l'une des plus ouvertes d'Asie du Sud-Est et le gouvernement considère l'activité commerciale comme un aspect central de la prospérité future du pays.[41] Dans cette perspective, le gouvernement cambodgien a privatisé ou cédé la majorité des entreprises publiques au cours de la période qui a précédé son accession à l'OMC. Depuis 2007, il a cédé 13 entreprises publiques supplémentaires. En conséquence, la participation de l'État à l'économie est limitée. Les entreprises publiques représentent moins de 8% de l'emploi et environ 3% des établissements économiques dans le pays.[42]

3.106. Les entreprises privées et publiques se font concurrence selon les mêmes modalités et conditions. Les entreprises publiques n'ont pas de droits ni de privilèges spéciaux en matière de commercialisation. Cependant, certaines lois et réglementations réservent à l'État des droits de monopole spéciaux sur divers services; c'est le cas, par exemple, de la Loi sur l'électricité, qui confère des privilèges spéciaux pour la gestion et la préparation du cadre de l'alimentation en électricité et pour les services tels que la production, le transport et la distribution d'électricité dans tout le pays. À ce titre, la Loi sur l'électricité prévoit la délivrance d'une licence nationale de transmission à la compagnie publique de transport d'électricité et des licences de transmission *ad hoc* aux autres entreprises. À la fin de 2016, neuf licences de transmission *ad hoc* avaient été délivrées.

3.107. Actuellement, le Cambodge compte quatre grandes entreprises publiques: Électricité du Cambodge (section 4.2.2.2), qui est chargée de produire et de distribuer l'électricité dans tout le pays; l'Autorité de distribution d'eau de Phnom Penh, qui est chargée du traitement de l'eau et de l'approvisionnement en eau; la Banque de développement rural (section 4.4.3.1), qui assure le service et le refinancement des prêts accordés aux institutions financières titulaires d'une licence, aux banques commerciales, aux banques spécialisées, aux institutions de microfinance, aux associations, aux communautés de développement et aux petites et moyennes entreprises qui participent au développement rural au Cambodge[43]; et la Green Trade Company (section 4.1.5.1), qui gère la réserve nationale de riz du Cambodge au moyen d'achats et de ventes aux prix du marché. En outre, en mars 2015, le gouvernement cambodgien, par le biais du Ministère des mines et de l'énergie, a annoncé qu'il étudiait la possibilité de créer une compagnie pétrolière nationale afin d'investir dans le secteur pétrolier et gazier.[44]

### 3.3.6 Marchés publics

3.108. Les marchés passés par les entités du secteur public constituent un aspect vital de la gestion financière du Cambodge, car les dépenses de ces entités utilisent une part considérable des crédits budgétaires. En 2016, les marchés publics se sont élevés à environ 611 millions de dollars EU (3,03% du PIB), soit une légère baisse par rapport à 2015, où ils se chiffraient à 629,6 millions de dollars EU (3,43% du PIB). En 2016, les marchés publics de marchandises ont représenté quelque 56% du budget des marchés publics, tandis que les dépenses consacrées aux travaux tournaient autour de 42%, devant celles consacrées aux services, avec 1,2%, et celles consacrées aux services de consultation, qui représentaient une part quasi négligeable. La plupart des marchés sont passés par les ministères d'exécution, qui sont à l'origine de 63% de la valeur totale des marchés, tandis que les gouvernements des États et les entreprises publiques sont à l'origine d'environ 28% et de près de 9% des marchés, respectivement. L'appel d'offres est la méthode de passation des marchés la plus fréquemment utilisée et elle peut prendre la forme d'appels d'offres nationaux ou d'appels d'offres internationaux, dont les parts respectives étaient de 34,24% et 0,67% en 2016 (tableau 3.12).

[41] Banque asiatique de développement, "Country Partnership Strategy: Cambodia 2014-2018". Adresse consultée: https://www.adb.org/sites/default/files/linked-documents/cps-cam-2014-2018-psa.pdf.

[42] Banque asiatique de développement, "Country Partnership Strategy: Cambodia 2014-2018". Adresse consultée: https://www.adb.org/sites/default/files/linked-documents/cps-cam-2014-2018-psa.pdf.

[43] Selon les autorités, en vertu du Sous-Décret n° 199 AN.KrBK du 11 juin 2014, la Banque de développement rural est une entreprise publique autonome qui offre des services bancaires et accorde des crédits aux PME.

[44] Département d'État des États-Unis, *Cambodia Investment Climate Statement 2015*.

**Tableau 3.12 Méthodes de passation et montants des marchés, 2015-2016**

| Méthode | 2015 | | 2016 | |
|---|---|---|---|---|
| | Nombre de contrats | Valeur (millions de $EU) | Nombre de contrats | Valeur (millions de $EU) |
| Appels d'offres internationaux | 45 | 215,96 | 26 | 197,76 |
| Appels d'offres nationaux | 1 615 | 195,85 | 1 320 | 182,86 |
| Appels d'offres restreints | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sélection concurrentielle | 1 036 | 14,99 | 1 419 | 18,71 |
| Sollicitation (canvassing) | 363 | 1,3 | 815 | 2,3 |
| Autre (contrat direct) | 283 | 201,47 | 275 | 209,66 |
| **Total** | **3 342** | **629,57** | **3 855** | **611,29** |

Source: Ministère de l'économie et des finances.

3.109. La Loi sur les marchés publics n° NS/RKM/0112/004, adoptée au début de 2012, régit les marchés publics au Cambodge. Le cadre réglementaire actuel qui régit les marchés publics comprend en outre plusieurs sous-décrets.[45] En cas d'incompatibilité avec les dispositions des sous-décrets, les dispositions de la Loi prévalent. Avant l'adoption de la Loi de 2012, les marchés publics au Cambodge étaient régis par le Sous-Décret n° 105 (2006), puis de nouvelles règles de mise en œuvre ont été mises en application pour les marchés publics visés dans le Prakas n° 381 (2010).

3.110. La Loi de 2012 sur les marchés publics vise à faire en sorte que le processus de passation des marchés de biens, de travaux de génie civil, de réparations, de services et de services de consultation soit transparent, juste, efficace et contrôlable, et qu'il soit aussi rentable eu égard à la qualité. La Loi vise également à instaurer un système de passation des marchés publics uniforme dans tout le Cambodge.

3.111. La Loi définit les règles, les méthodes, les procédures et la structure permettant de gérer et de mettre en œuvre toutes les transactions de marchés publics au Cambodge, quelle que soit la source des fonds, sauf pour les marchés correspondant à des projets financés par des partenaires de développement. Dans ces cas, les marchés seront passés conformément aux principes directeurs et aux procédures prévus dans l'accord de financement. Si l'accord ne définit pas de principes directeurs ou de procédures, ces marchés seront passés selon le processus prévu par les dispositions de la Loi. En outre, tout marché concernant la défense nationale ou la sécurité publique nécessite une autorisation/une décision du Premier Ministre. La Loi ne s'applique pas non plus à l'octroi de concessions par le gouvernement, lesquelles doivent respecter des lois et règlements distincts.

3.112. Aux termes de la Loi, le Département général des marchés publics au sein du Ministère de l'économie et des finances (MEF) est l'autorité compétente chargée des marchés publics au Cambodge. La Loi autorise différentes méthodes de passation des marchés selon le type et l'ampleur du marché (tableau 3.13). La méthode privilégiée est l'appel d'offres. Les appels d'offres internationaux sont utilisés pour les marchés d'un montant élevé et les marchés très techniques, tandis que les appels d'offres nationaux sont utilisés dans les cas où les produits nationaux et les capacités nationales en matière de production ou de construction suffisent. Les appels d'offres restreints sont utilisés pour sélectionner des fournisseurs, des entrepreneurs ou des fournisseurs de services pour des objectifs d'achat relevant de projet clés en main d'une nature technique très complexe, pour lesquels les spécifications techniques ne peuvent être définies à l'avance et pour lesquels peu de soumissionnaires sont qualifiés. Cette méthode exige une préqualification. La sélection concurrentielle est utilisée pour sélectionner des fournisseurs, des entrepreneurs ou des fournisseurs de services lorsque les objectifs d'achat existants peuvent aisément être satisfaits sur le marché local et lorsque les marchés sont de valeur moyenne. La sollicitation (canvassing) est utilisée lorsque les objectifs d'achat peuvent aisément être satisfaits sur le marché local et lorsque

[45] Le Sous-Décret n° 105/ANK/BK sur les marchés publics a été promulgué en 2006. Les règles et règlements d'application concernant les marchés publics (IRRPP), adoptés au départ en 1995, ont été actualisés grâce au Prakas n° 381 MEF/BK de 2010. Ces IRRPP s'appliquent aux dépenses réalisées dans le cadre du budget général et du compte spécial de trésorerie. Le Sous-Décret n° 14/ANK/BK de 2007 sur le Manuel de passation des marchés pour les projets/programmes ayant un financement externe au Cambodge régit les marchés publics financés par la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale. Le Sous-Décret n° 74/ANK/BK de 2012 régit tous les projets et programmes ayant un financement externe auxquels les partenaires de développement ont accepté qu'il s'applique.

la valeur des marchés est faible. La Loi ne prévoit aucune préférence pour les soumissionnaires nationaux.

### Tableau 3.13 Seuils financiers applicables aux marchés publics

($EU)

| | Biens | Travaux | Services |
|---|---|---|---|
| Appels d'offres internationaux | ≥1 250 000 | ≥1 500 000 | ≥1 000 000 |
| Appels d'offres nationaux | ≥25 000 et <1 250 000 | ≥25 000 et <1 500 000 | ≥25 000 et <1 000 000 |
| Appels d'offres restreints | Pas de seuil | Pas de seuil | Pas de seuil |
| Sélection concurrentielle | ≥5 000 et <25 000 | ≥5 000 et <25 000 | ≥5 000 et <25 000 |
| Sollicitation (canvassing) | <5 000 | <5 000 | <5 000 |
| Autre (contrat direct) | Pas de seuil | Pas de seuil | Pas de seuil |

Source: Ministère de l'économie et des finances.

3.113. Des appels d'offres restreints peuvent être utilisés avec l'approbation préalable du MEF. Cette méthode prévoit la possibilité de passer des marchés par entente directe pour lesquels les prix et les spécifications techniques sont négociés directement avec les fournisseurs, les entrepreneurs ou les fournisseurs de services. Toutefois, elle est utilisée dans des circonstances particulières, et notamment lorsque les objectifs d'achat sont atteints avec un fournisseur unique; le marché a déjà fait l'objet d'un premier appel d'offres public et l'urgence ne permet pas de prendre le temps d'en organiser un second; le second appel d'offres public n'est pas concluant; il existe un besoin urgent causé par une catastrophe naturelle ou une autre situation d'urgence; et lorsque l'objet du marché est la recherche, l'expérimentation ou le développement. Les appels d'offres restreints sont également autorisés pour les renouvellements de commandes.[46]

3.114. S'agissant des services de consultation, les modes de passation des marchés autorisés sont les suivants: la sélection fondée sur des critères de qualité est utilisée pour choisir des cabinets de conseil lorsque l'entité contractante a besoin des services de spécialistes dans plusieurs disciplines en même temps et que ses besoins concernent principalement les aspects techniques de ces services; la sélection fondée sur des critères de qualité et de coût est utilisée pour choisir des cabinets de conseil lorsque l'entité contractante tient compte de la qualité et du coût, tout en intégrant le niveau de complexité technique des services dont elle a besoin; la sélection fondée sur un budget est utilisée pour choisir des cabinets de conseil lorsque l'entité contractante dispose d'un budget fixe et d'objectifs clairs. L'entité contractante est tenue de préciser le montant budgété, ce qui impose aux cabinets de conseil de présenter leurs offres techniques en respectant ce budget. La méthode de sélection selon le critère du moins-disant est utilisée pour choisir des cabinets de conseil lorsque l'entité contractante a besoin de services de conseil courants bien définis. Enfin, la sélection fondée sur la négociation directe est utilisée pour choisir des cabinets de conseil dans des circonstances particulières.[47] De plus, pour sélectionner un consultant particulier, une méthode fondée sur les qualifications est utilisée. Dans le cadre de cette méthode, la sélection est fondée sur les connaissances, le niveau de compétence professionnelle, l'expérience et les autres compétences pertinentes du consultant. Par ailleurs, les appels d'offres destinés aux cabinets de conseil doivent faire l'objet d'une annonce publique, afin que des cabinets de conseil nationaux et internationaux puissent signifier leur intérêt.

3.115. Selon la Loi, toutes les entités contractantes ont un comité des marchés publics chargé d'examiner les plans de passation des marchés et les dossiers d'appel d'offres, d'évaluer et d'attribuer les marchés, de superviser la mise en œuvre des contrats et de répondre aux plaintes relatives aux marchés publics conformément à leurs compétences. En outre, toutes les entités contractantes sont également tenues d'avoir une unité chargée des marchés publics, dotée d'une structure claire et d'un personnel possédant les qualifications adéquates dans le domaine des marchés publics, qui aura en outre l'autorité appropriée pour mener toutes les activités en la matière. Le chef de l'entité contractante sera le président du comité des marchés publics. Le

[46] Pour procéder à un appel d'offres restreint pour un renouvellement de commande: l'objectif d'achat doit être le même que celui du marché initial passé dans le cadre d'un appel d'offres; le délai doit être inférieur à six mois après le démarrage des contrats initiaux et doit intervenir au cours du même exercice budgétaire; le prix unitaire doit être inférieur ou égal à celui prévu dans le marché initial; et le montant total du marché doit être inférieur à 25% de celui du marché initial.

[47] Parmi les circonstances particulières, on peut citer: la poursuite de travaux antérieurs menés par le cabinet de conseil ou le consultant concerné; les situations d'urgence où une réponse immédiate est nécessaire; ou les cas où un seul cabinet ou consultant est doté des qualifications ou de l'expérience exigées.

secrétaire du comité des marchés publics sera le chef de l'unité des marchés publics. De plus, aux termes de la Loi, toutes les entités contractantes sont tenues d'élaborer un plan annuel de passation des marchés, qui peut être ajusté selon les besoins. Ce plan doit être approuvé par le MEF.

3.116. Les unités des marchés publics des départements gouvernementaux contractants sont tenues de publier leurs appels d'offres dans la presse.[48] L'avis d'appel d'offres doit contenir: une description du type et de la quantité des biens, des travaux ou des services qui feront l'objet du marché; le nom, l'adresse postale et électronique, et les numéros de téléphone et de fax de l'unité des marchés publics concernée; la méthode de passation des marchés qui sera utilisée; les prescriptions concernant les qualifications ou préqualifications; la date de vente, et la date de réception et d'ouverture des offres ou du dossier de préqualification; et les détails des prescriptions relatives à la garantie de soumission et à la garantie de bonne exécution.

3.117. Les avis notifiant la préqualification, les offres et les amendements doivent être publiés sur le site Web concernant les marchés publics, dans les journaux et affichés sur les tableaux d'information des entités contractantes. En outre, les dossiers d'appel d'offres doivent être publiés sur le site Web concernant les marchés publics. Toutes les soumissions doivent être envoyées à l'unité des marchés publics concernée. Les offres sont ouvertes en public immédiatement après la date limite de l'appel d'offres. Les détails importants de chaque offre doivent être annoncés devant les participants qui assistent à l'ouverture des offres. Si moins de trois offres initiales sont reçues, le comité des marchés publics renvoie les offres non ouvertes aux soumissionnaires et lance un nouvel appel d'offres. Quel que soit le nombre d'offres reçues dans le cadre du nouvel appel d'offres, celles-ci doivent être ouvertes à la date définie.

3.118. Le comité des marchés publics compétent examine et évalue toutes les offres de façon confidentielle. Après avoir finalisé l'évaluation visant à sélectionner les soumissionnaires appropriés, l'entité contractante notifie sa décision d'attribuer le contrat au soumissionnaire retenu, notification qui est également transmise à tous les soumissionnaires non sélectionnés. Si aucune plainte n'est reçue dans les dix jours ouvrables suivant la publication de la notification d'adjudication du contrat, l'unité des marchés publics demande au soumissionnaire retenu de fournir le document de la garantie de bonne exécution et de rédiger un contrat pour le marché comme prévu par la Loi. Par ailleurs, la Loi prévoit que tous les marchés publics peuvent faire l'objet d'un audit et d'une inspection menés par le MEF et les institutions compétentes.

3.119. Les entités contractantes sont compétentes pour examiner et traiter les plaintes des soumissionnaires à chaque étape de la passation du marché. Un plaignant qui conteste la décision d'une entité contractante peut déposer plainte auprès du MEF. Si le plaignant n'est pas satisfait de la décision du MEF, il s'oriente vers les tribunaux judiciaires.

3.120. La Loi interdit la corruption[49], les pratiques frauduleuses[50], les pratiques collusoires[51], les pratiques coercitives[52] et l'obstruction.[53] Les fonctionnaires de tous niveaux, les soumissionnaires, les fournisseurs, les entrepreneurs et tous les autres personnels concernés dont il est établi qu'ils se sont adonnés à l'une des pratiques susmentionnées lors de la passation d'un marché peuvent être condamnés conformément au Code pénal et aux règlements en vigueur au Cambodge. Parmi

[48] Selon le type et l'ampleur du marché, l'appel d'offres doit être publié à la fois dans la presse nationale et internationale.

[49] La corruption consiste à offrir, donner, recevoir ou solliciter (directement ou indirectement) quelque chose de valeur pour influencer les actions d'une autre personne.

[50] On définit les pratiques frauduleuses comme tout acte ou omission, y compris une présentation inexacte, qui induit ou tente d'induire en erreur autrui sciemment ou par négligence pour obtenir un avantage financier ou autre, ou pour se soustraire à une obligation.

[51] Une pratique collusoire est un arrangement entre deux parties ou plus, destiné à atteindre un objectif illégitime, y compris influencer indûment les actions d'une autre personne.

[52] On définit les pratiques coercitives comme le fait de compromettre ou de nuire, ou le fait de menacer de compromettre ou de nuire, directement ou indirectement, toute personne, ou les biens de cette personne, pour influencer indûment les actions d'une personne.

[53] L'obstruction consiste à: détruire, falsifier, modifier ou dissimuler délibérément des éléments de preuve dans une enquête ou faire de fausses déclarations aux enquêteurs dans le but d'entraver substantiellement une enquête portant sur des allégations d'acte de corruption, de pratique frauduleuse, coercitive ou collusoire; et/ou menacer, harceler ou intimider toute personne pour l'empêcher de divulguer ce qu'elle sait concernant les éléments pertinents pour l'enquête ou pour l'empêcher de poursuivre l'enquête; ou agir en vue d'entraver substantiellement l'exercice des droits d'inspection et d'audit prévus par la Loi.

les sanctions figurent l'inscription sur une liste noire, des peines de prison pouvant aller de six mois à trois ans et des amendes pouvant aller de 1 million à 100 millions de riels. En outre, les dispositions de la Loi anticorruption s'appliquent également aux contrevenants.

### 3.3.7 Droits de propriété intellectuelle

3.121. Le Cambodge accorde une grande importance à la protection des DPI afin d'attirer l'investissement étranger et de favoriser la croissance intérieure. À cet égard, le gouvernement a élaboré une Stratégie nationale en matière de propriété intellectuelle qui se concentre sur six secteurs (agriculture, culture, éducation et formation, santé, industrie et commerce, et tourisme). Cette stratégie compte quatre objectifs principaux, à savoir: améliorer la capacité de l'économie cambodgienne à fournir et à utiliser les services liés à la propriété intellectuelle pour soutenir le développement économique du pays; améliorer la capacité du gouvernement cambodgien à mettre en place une politique et des services en matière de propriété intellectuelle, et à faire respecter les règles en la matière pour soutenir les secteurs agricole, commercial, industriel, culturel et touristique dans le pays; mieux signaler et faire comprendre le rôle économique de la propriété intellectuelle auprès de la population dans son ensemble en vue de soutenir l'utilisation croissante du régime de propriété intellectuelle par les entreprises cambodgiennes; et étendre la législation du Cambodge en matière de propriété intellectuelle et faire en sorte qu'elle respecte les normes internationales afin de répondre aux besoins économiques et sociaux du pays.

3.122. En vertu de sa législation actuelle en matière de propriété intellectuelle, le Cambodge accorde le traitement national et le traitement NPF à tous les ressortissants étrangers, et tout nouveau projet de législation intègre les mêmes principes. La législation actuelle n'autorise pas les importations parallèles. Le Cambodge est membre de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) depuis 1995 et de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle depuis 1998. En 2015, le Cambodge a adhéré au Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques. Il est devenu membre du Traité de coopération en matière de brevets et de l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels en 2016. Le Cambodge est partie à l'Accord-cadre de l'ASEAN sur la coopération en matière de propriété intellectuelle depuis 1999, et il a également conclu des accords bilatéraux sur la protection de la propriété intellectuelle et la coopération en la matière avec les États-Unis, la Chine, la Thaïlande, le Japon, la République de Corée, la République démocratique populaire lao, l'Office européen des brevets et Singapour.[54]

3.123. Lors du dernier examen, les autorités cambodgiennes ont indiqué que l'adhésion à d'autres traités et conventions (par exemple le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur (WCT), le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, qui concerne le droit d'auteur et les droits connexes, le Traité de coopération en matière de brevets, la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), la Convention de Genève sur les phonogrammes et la Convention satellite de Bruxelles) dépendait de la disponibilité et de la programmation de l'assistance technique. À cet égard, le Cambodge bénéficie d'une assistance technique de l'OMPI au titre de divers Mémorandums d'accord qu'il a signés. L'assistance vise à former du personnel dans le domaine de la propriété intellectuelle et à créer un centre de formation sur les DPI. L'assistance technique a également conduit à l'adoption du système d'automatisation en matière de propriété industrielle (IPAS), qui permettra le dépôt et l'examen par voie électronique des demandes d'enregistrement de marques, ainsi que les paiements électroniques. Il est aussi envisagé que l'IPAS automatise la base de données sur les DPI. Selon les autorités, le Cambodge envisage la possibilité d'adhérer au Traité de Singapour sur le droit des marques (STLT) et à l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne. Par ailleurs, le pays a lancé des logiciels/services en ligne de l'OMPI et un système de dépôt des marques le 25 mai 2017.

3.124. En dehors de l'adoption de la Loi sur les indications géographiques en 2014, le régime des DPI du Cambodge n'a fait l'objet d'aucune modification substantielle pendant la période considérée. En outre, en 2015, le Conseil des ADPIC de l'OMC a repoussé au 1er janvier 2033 le délai accordé aux pays les moins avancés pour se conformer à l'Accord sur les ADPIC, à l'exception

[54] Les Mémorandums d'accord conclus avec la Chine, le Japon, la Corée du Sud et la RDP lao portent sur la coopération en matière de propriété intellectuelle et non sur la protection de la propriété intellectuelle.

des dispositions des articles 3, 4 et 5.[55] Ce report remplace les décisions de l'OMC de 2002 et 2005 aux termes desquelles les PMA bénéficiaient d'une période de transition s'achevant en juillet 2013, ou en 2016 pour les produits pharmaceutiques, pour se conformer à toutes les dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Le Cambodge a accepté les modifications apportées à l'Accord de l'OMC sur les ADPIC en matière de brevets et de santé publique en 2011.[56]

3.125. Dans la situation actuelle, la protection des droits de propriété intellectuelle au Cambodge relève de plusieurs ministères. Le Ministère du commerce est chargé des marques de fabrique ou de commerce, des indications géographiques et des secrets commerciaux; le Ministère de l'industrie et de l'artisanat (MIH) s'occupe des brevets, des dessins et modèles industriels, des modèles d'utilité, des circuits intégrés, ainsi que des droits des obtenteurs de variétés végétales; le Ministère de la culture et des beaux-arts (MoCFA) est responsable du droit d'auteur et des droits connexes; le Ministère de l'information est chargé de la radiodiffusion; et le Ministère des postes et des télécommunications (MoPT) s'occupe des noms de domaine Internet. Il existe actuellement trois principaux offices de la propriété intellectuelle: le Département des DPI (qui relève du Ministère du commerce), le Département de la propriété industrielle (au sein du MIH) et le Département du droit d'auteur et des droits connexes (au sein du MoCFA). De plus, en 2008, le Conseil des ministres a créé le Comité national pour la gestion de la propriété intellectuelle, qui est établi au sein du Ministère du commerce.[57] Ce comité est chargé d'élaborer la politique nationale en matière de propriété intellectuelle, de renforcer la coopération interinstitutionnelle, et de rédiger et de diffuser les nouvelles lois et réglementations, en plus de jouer le rôle de pivot pour l'assistance technique liée au secteur de la propriété intellectuelle. Présidé par le Ministre du commerce, le Comité est composé d'un large éventail de parties prenantes du secteur des DPI, dont des représentants du Conseil des ministres ainsi que des Ministères de l'industrie, des mines et de l'énergie; de la culture et des beaux-arts; de l'intérieur; de l'économie et des finances; des postes et des télécommunications; de la santé; de l'agriculture, des forêts et de la pêche; de l'environnement; de la justice; de l'éducation; du tourisme; et de l'information.

### *Brevets, modèles d'utilité, dessins et modèles industriels*

3.126. Les brevets, modèles d'utilité, dessins et modèles industriels sont protégés par la Loi sur les brevets, les certificats de modèle d'utilité et les dessins et modèles industriels de 2003. Cette loi prévoit le dépôt, l'enregistrement et la protection des brevets, des certificats de modèle d'utilité et des dessins et modèles industriels. En outre, le MIH a publié en juin 2006 une déclaration concernant l'octroi des brevets et l'enregistrement des dessins et modèles industriels. Aux termes de la Loi, pour faire l'objet d'un brevet ou d'un modèle d'utilité, l'invention doit reposer sur une nouvelle activité inventive et être susceptible d'application industrielle. La Loi exclut certains types d'invention tels que les théories scientifiques et les formules mathématiques. Pour obtenir un brevet ou un modèle d'utilité, l'inventeur est tenu de rendre l'invention publique. Cette prescription vise à augmenter le corpus des connaissances publiques, ainsi qu'à faire en sorte que ces connaissances soient à la disposition de tous au terme de la durée de protection. Les brevets ont une durée de validité de 20 ans à compter de la date de dépôt et les modèles d'utilité ont une validité de 7 ans. Les titulaires doivent acquitter chaque année un droit de maintien qui augmente avec le temps, afin de préserver la validité de l'enregistrement. Les demandes de brevet sont déposées auprès du Département de la propriété industrielle du MIH.

3.127. Le Cambodge est devenu membre du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) en 2016. Le PCT prévoit une procédure unifiée pour le dépôt des demandes de brevet afin de protéger les inventions dans chacun des États contractants. Une demande de brevet déposée dans le cadre du PCT est une demande internationale, aussi appelée dépôt PCT. Dans le cadre du système du PCT, une demande unique est déposée dans une seule langue auprès d'un office récepteur. Une administration chargée de la recherche internationale effectue ensuite une recherche, puis émet une opinion écrite concernant la brevetabilité de l'invention qui fait l'objet de la demande. Cette opinion peut éventuellement être suivie d'un examen préliminaire réalisé par une administration chargée de l'examen préliminaire international. Enfin, les autorités nationales ou régionales compétentes gèrent les questions relatives à l'examen de la demande (si la loi nationale le prévoit) et à la délivrance du brevet. Un dépôt PCT ne donne pas en soi lieu à la

[55] Les articles 3, 4 et 5 portent sur le traitement national et le traitement NPF.

[56] Selon les autorités, le projet de loi sur les licences obligatoires a été présenté au Conseil des ministres en 2016.

[57] Sous-Décret n° 142 du Conseil des ministres, 18 septembre 2008.

délivrance d'un brevet, qui relève de la prérogative de chaque administration nationale ou régionale. Cela signifie qu'après le dépôt PCT, qui définit la date de dépôt dans tous les États contractants, il convient de suivre les étapes nationales ou régionales en vue de la délivrance d'un ou de plusieurs brevets. La procédure dans le cadre du PCT conduit pour l'essentiel à une demande de brevet standard au niveau national ou régional, qui peut être acceptée ou refusée conformément à la législation applicable dans chaque juridiction dans laquelle un brevet est souhaité. La Loi de 2003 sur les brevets, les certificats de modèle d'utilité et les dessins et modèles industriels prévoit une procédure pour l'enregistrement des brevets étrangers au Cambodge. Cependant, le gouvernement est habilité à révoquer les droits de brevet ou à en abréger la durée. Le Ministère a le droit d'exploiter lui-même une invention brevetée, ou d'autoriser un tiers à le faire, pour des raisons d'intérêt public (par exemple, la défense nationale, la nutrition, la santé ou le développement).

3.128. S'agissant des licences obligatoires, aux termes de la loi actuelle, le titulaire d'un brevet a le droit d'empêcher un tiers de fabriquer, d'importer, de vendre, d'entreposer, de proposer à la vente et d'utiliser des produits portant atteinte à ses droits. Les licences obligatoires peuvent s'appliquer en cas de non-usage du brevet après une période de trois ans ou dans les cas où, sans raison valable, le produit breveté n'a pas été offert à la vente en quantité suffisante pour approvisionner le marché cambodgien. La licence viserait principalement à approvisionner le marché intérieur. En outre, les titulaires de licence comme les titulaires de brevet sont habilités à intenter une poursuite au civil pour obtenir des dommages-intérêts et un redressement par voie d'injonction. Toutefois, la loi ne prévoit pas de procédure pour la suspension du dédouanement des marchandises en cause. Par ailleurs, les autorités ont élaboré une nouvelle loi concernant les licences obligatoires pour des raisons de santé publique qui est actuellement à l'examen au Conseil des ministres.

3.129. Les modèles d'utilité et les dessins et modèles industriels sont également enregistrés auprès du Département de la propriété industrielle, et les procédures d'enregistrement sont très semblables à celles suivies pour les brevets. L'enregistrement d'un dessin ou modèle industriel est accordé pour une période initiale de 5 ans à compter de la date de dépôt et peut faire l'objet de 2 reconductions consécutives de 5 ans chacune, pour un total de 15 ans.

3.130. Depuis 2012, le Département de la propriété industrielle a reçu 326 demandes de brevet, 44 demandes d'enregistrement de modèles d'utilité et 392 demandes d'enregistrement de dessins et modèles industriels.

### *Marques, noms commerciaux et concurrence déloyale*

3.131. La Loi de 2002 sur les marques, les noms commerciaux et la concurrence déloyale protège les marques et les DPI connexes. La Loi définit la procédure d'enregistrement d'une marque et la portée de la protection. Elle prévoit des sanctions spécifiques en cas de violations des marques de fabrique ou de commerce, y compris des peines de prison et des amendes pour contrefaçon de marques enregistrées. Outre la procédure d'enregistrement des marques, la Loi traite également de l'invalidation et du retrait des marques de fabrique ou de commerce, des licences de marque, ainsi que des atteintes aux droits et des réparations. Le sous-décret et le règlement d'application de la Loi sur les marques ont été adoptés en 2006. Le Ministère du commerce applique depuis 1991 un système d'enregistrement des marques. Depuis 2012, le Ministère du commerce a reçu 33 038 demandes d'enregistrement de marques et il a enregistré 25 351 marques.

3.132. La demande d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce doit être déposée auprès du Département des droits de propriété intellectuelle du Ministère du commerce, ou en ligne.[58] Selon les dispositions de la Loi, l'usage effectif de la marque n'est pas une condition pour le dépôt de la demande. La priorité est donnée à la personne qui a été la première à déposer une demande valide ou qui a revendiqué l'antériorité la plus ancienne au regard de la marque. La Loi précise également qu'un déposant qui a déjà enregistré une marque dans un autre pays membre de la Convention de Paris aura priorité pour l'enregistrement de cette marque au Cambodge. La protection est accordée pour une durée initiale de dix ans et est renouvelable indéfiniment par périodes successives de dix ans. Le non-usage d'une marque déposée durant plus de cinq ans, sans raison valable, peut entraîner la déchéance de la protection. Le propriétaire

[58] Les demandes pour l'enregistrement d'une marque peuvent être déposées à l'adresse suivante: www.efiling.cambodiaip.gov.kh.

d'une marque a le droit d'empêcher un tiers de porter atteinte à sa marque et de commettre des actes rendant une telle atteinte probable. La Loi autorise le titulaire enregistré de la marque à: intenter une poursuite au civil pour obtenir des dommages-intérêts et/ou une réparation spécifique; demander aux autorités douanières de suspendre le dédouanement des marchandises en cause; ou demander une poursuite pénale et/ou une amende.

### *Indications géographiques*

3.133. La Loi sur les indications géographiques a été adoptée en 2014. Elle prévoit un cadre pour l'enregistrement d'une indication géographique (IG) et définit la portée de la protection. Elle est administrée par le Ministère du commerce. La Loi autorise l'enregistrement et la protection des IG visant les produits agricoles, les denrées alimentaires, les produits de l'artisanat et les autres biens produits ou transformés au Cambodge conformément aux dispositions de la Loi sur les indications géographiques. Toutefois, cette dernière énumère quatre grandes catégories d'IG qui ne peuvent ni être protégées ni enregistrées au Cambodge: une indication qui ne respecte pas les dispositions de la Loi ou les valeurs liées à la moralité, à la tradition, à la religion ou à l'ordre public; une indication qui induit le public en erreur sur la qualité, les spécifications ou l'origine géographique des produits ou sur le procédé de fabrication; une indication qui est devenue un terme générique; et une indication utilisée pour désigner une variété végétale ou une race animale.

3.134. Pour enregistrer une IG, il faut déposer une demande auprès du Département des droits de propriété intellectuelle, auprès du Ministère du commerce. Le requérant est tenu de fournir une liste de spécifications précisant la zone géographique des biens en question, les conditions de production et le processus de qualification des biens particuliers pour lesquels une protection au titre de l'IG est demandée. La Loi sur les indications géographiques prévoit la possibilité d'enregistrer des IG nationales et étrangères. Lorsqu'une IG est enregistrée auprès du Département des droits de propriété intellectuelle, les producteurs et/ou les opérateurs dont les pratiques respectent la liste de spécifications se verront accorder le droit absolu d'utiliser l'IG.[59]

3.135. Une fois enregistrée, l'IG est protégée indéfiniment à compter de la date de dépôt (sous réserve de toute demande d'annulation). Toute personne intéressée peut faire une demande de révocation ou d'annulation d'une IG auprès du Ministère du commerce. Une IG peut être annulée aux motifs suivants: le titulaire légitime de l'IG enregistrée présente une demande d'annulation; le bien porteur de l'IG enregistrée perd sa qualification spéciale (c'est-à-dire qu'il devient générique); le titulaire de l'IG ne respecte pas les conditions figurant dans la demande; le titulaire légitime de l'IG ne respecte pas la loi ou les règlements régissant les IG; et le requérant ne fournit pas les documents ou les renseignements additionnels au Département des droits de propriété intellectuelle en réponse à la procédure d'opposition prévue à l'article 17 de la Loi sur les IG. En outre, toutes les dispositions relatives aux mesures à la frontière prévues dans la Loi sur les marques, les noms commerciaux et la concurrence déloyale sont aussi applicables aux IG. À ce titre, les titulaires de droits afférents à des IG peuvent empêcher l'importation ou l'exportation de marchandises portant atteinte à ces droits.

### *Protection des obtentions végétales*

3.136. Les obtentions végétales sont régies par la Loi sur la gestion des semences et les droits d'obtenteur (Loi sur les obtentions végétales) de 2008. Une obtention végétale peut être protégée dès son enregistrement auprès du Département de la propriété industrielle du MIH si elle respecte les critères suivants: la variété est nouvelle, distincte, homogène et stable; le requérant dépose auprès du MIH une demande pour l'enregistrement de la nouvelle semence, qui fera l'objet d'une évaluation technique par le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche (MAFF); et le requérant est un résident cambodgien ou un ressortissant d'un État membre de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) ou de tout État qui applique le principe de réciprocité en matière d'enregistrement avec le Cambodge. La protection est accordée pour une durée de 20 ans, tandis que pour les lianes et les arbres, elle est de 25 ans. La Loi impose au titulaire de l'obtention végétale d'autoriser la production ou la multiplication, le conditionnement aux fins de la reproduction, l'offre à la vente, la vente ou toute autre forme de commercialisation, l'exportation, l'importation, et le stockage pour l'une des fins susmentionnées.

[59] Le poivre de Kampot et le sucre de palme de la province de Kampong Speu font partie des produits enregistrés en tant qu'indications géographiques au Cambodge. Par ailleurs, l'indication géographique pour les pomélos de Koh Trung est à l'examen en vue d'un éventuel enregistrement futur.

3.137. Les droits afférents aux obtentions végétales s'appliquent à l'utilisation non commerciale à titre privé, à l'expérimentation et au développement de nouvelles variétés. Toutefois, si une variété est régulièrement utilisée pour produire du matériel de multiplication d'une autre variété, il faut obtenir l'autorisation du titulaire de l'obtention végétale. La gestion et l'exploitation commerciale des variétés végétales relèvent du MAFF.

### *Dessins et modèles industriels et schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés*

3.138. L'enregistrement des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés est régi par un Prakas adopté le 16 mars 2011. Le schéma de configuration d'un circuit intégré ne peut être enregistré que s'il s'agit d'un original et qu'il n'a pas fait l'objet d'une exploitation commerciale où que ce soit dans le monde au cours des deux dernières années. Par ailleurs, il est illégal pour toute personne autre que le détenteur de droits, sans avoir obtenu l'autorisation de ce dernier, de reproduire, que ce soit par incorporation dans un circuit intégré ou autrement, la totalité d'un schéma de configuration protégé ou une partie de celui-ci, sauf s'il s'agit de reproduire une partie qui ne satisfait pas à la prescription d'originalité; et d'importer, de vendre ou de distribuer de toute autre manière, à des fins commerciales, un schéma de configuration de circuit intégré protégé ou un article incorporant un tel circuit intégré.

3.139. La demande d'enregistrement doit être déposée au Département de la propriété industrielle du MIH. La protection est accordée pour une durée de dix ans. L'enregistrement peut être annulé si le schéma de configuration du circuit intégré n'est pas protégé au titre du Prakas; si le détenteur de droits n'est pas admis à bénéficier de la protection; ou lorsqu'un schéma de configuration de circuit intégré a fait l'objet d'une exploitation commerciale où que ce soit dans le monde avant le dépôt de la demande d'enregistrement et que la demande en question n'a pas été dûment déposée dans le délai prévu par le Prakas.

### *Droit d'auteur et droits connexes*

3.140. La Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes (Loi sur le droit d'auteur) a été promulguée en 2003. Elle vise à contribuer à garantir les droits des auteurs sur leurs œuvres et à protéger les œuvres des auteurs, des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion afin d'assurer une exploitation juste et légitime de ces produits culturels. Sont protégées au titre de la Loi sur le droit d'auteur: les œuvres d'auteurs qui sont ressortissants ou résidents cambodgiens; les œuvres qui ont été publiées pour la première fois au Cambodge (y compris celles qui ont d'abord été publiées à l'étranger, mais ont ensuite été publiées au Cambodge dans les 30 jours suivant la première publication); les œuvres audiovisuelles, dont le producteur a son siège ou est résident au Cambodge; les œuvres d'architecture érigées au Cambodge et les autres œuvres artistiques faisant corps avec un édifice ou une autre structure situés au Cambodge; et les œuvres auxquelles le Cambodge est tenu d'accorder une protection en vertu de traités internationaux.

3.141. La Loi dispose que l'auteur d'une œuvre jouit sur cette œuvre d'un droit de propriété incorporelle exclusif et opposable à tous. Ce droit comprend des droits moraux et des droits économiques. Le droit moral de l'auteur est perpétuel, il ne peut être saisi pour satisfaire à une obligation, ni être soumis à prescription, et l'auteur ne peut y renoncer. Toutefois, l'auteur d'une œuvre protégée par le droit d'auteur peut renoncer à son droit moral, qui peut être transmis à sa mort à ses héritiers.[60] La protection des droits économiques sur une œuvre débute à la date de création et s'achève 50 ans après la mort de l'auteur.[61] La Loi traite également des limites aux droits du titulaire et autorise dans ce cadre l'importation ou la reproduction en un seul exemplaire pour une utilisation personnelle, l'utilisation à des fins éducatives sans but lucratif, l'analyse, les extraits brefs et les citations.

[60] Le droit moral de l'auteur correspond au droit exclusif de décider de la manière et du moment de la divulgation de l'œuvre, ainsi qu'au droit de s'opposer à toute forme de distorsion ou de modification du contenu de l'œuvre, susceptible de porter préjudice à l'honneur ou à la réputation de l'auteur.

[61] Les droits économiques couvrent la traduction ou l'adaptation; la location, la vente et la distribution au public de l'original ou d'une copie; l'importation de reproductions au Cambodge; et l'interprétation ou l'exécution publiques, la présentation publique, la radiodiffusion ou d'autres formes de diffusion au public.

3.142. Même si les œuvres sont protégées automatiquement, le titulaire du droit d'auteur peut déposer ses œuvres auprès du MoCFA. Après paiement d'un droit d'enregistrement, le MoCFA délivre un certificat d'enregistrement pour l'œuvre concernée. Toutefois, l'enregistrement d'une œuvre protégée par le droit d'auteur est volontaire et n'est pas nécessaire pour faire respecter le droit en cas de violation par un tiers. En mai 2017, 339 œuvres protégées par le droit d'auteur avaient été enregistrées.

3.143. S'agissant des droits connexes, la Loi sur le droit d'auteur protège les droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes, des producteurs de vidéos et des organismes de radiodiffusion, pour ce qui est de l'enregistrement, de la reproduction, de la vente, de la location et de la diffusion au public des interprétations ou exécutions, des phonogrammes, des vidéos et des émissions. La Loi prévoit que les artistes interprètes ou exécutants et le producteur ont droit à un paiement unique de la part de l'utilisateur pour l'utilisation d'un enregistrement de phonogramme pour diffusion ou pour une interprétation ou une exécution publique. La durée de protection pour l'artiste interprète ou exécutant est de 50 ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle l'interprétation ou l'exécution a été enregistrée sur le phonogramme ou, en l'absence d'un tel enregistrement, à compter de la fin de l'année au cours de laquelle l'interprétation ou l'exécution a eu lieu.

3.144. Les personnes victimes d'une atteinte à leur droit d'auteur ou aux droits connexes peuvent déposer plainte auprès des tribunaux pour interdire ou faire cesser cette atteinte. Le défendeur peut se voir condamner à indemniser les dommages, à réparer le préjudice moral subi ou à rendre l'équipement ou le matériel en cause, ainsi qu'à reverser tout gain réalisé suite à la violation. Toute reproduction, interprétation, exécution ou diffusion d'une œuvre en violation du droit de l'auteur constitue une infraction passible de 6 à 12 mois de prison et d'une amende de 5 millions à 25 millions de riels. L'utilisation non autorisée des droits connexes est passible des mêmes sanctions.

3.145. En outre, tout traité portant sur le droit d'auteur et les droits connexes auquel est partie le Cambodge s'applique aux questions visées par la Loi sur le droit d'auteur. En cas d'incompatibilité avec les dispositions de la Loi sur le droit d'auteur, les dispositions de ces traités internationaux prévalent (article 67).

3.146. La Loi autorise également les auteurs et les titulaires de droits connexes à créer un organisme de gestion collective pour protéger et gérer leurs droits économiques. Cependant, la création d'un tel organisme doit être approuvée soit par le Ministère de la culture et des beaux-arts, soit par le Ministère de l'information, en fonction de la nature des œuvres. La Proclamation n° 112 PK du Ministère de la culture et des beaux-arts concernant la création d'un organisme de gestion collective est entrée en vigueur en juillet 2016.

### *Autres projets de loi*

3.147. Lors du dernier examen, la Loi sur la protection des signaux satellite encodés était sur le point d'être promulguée, le projet de loi sur les renseignements et les secrets d'affaires non divulgués était achevé et le règlement d'application était en cours d'élaboration. Ces textes ne sont toujours pas en vigueur. Selon les autorités, le projet de loi sur les renseignements et les secrets d'affaires non divulgués est à l'examen au Comité national des droits de propriété intellectuelle (NCIPR), tandis que le sous-décret relatif au contrôle et à l'attribution du spectre des fréquences devrait être adopté d'ici à la fin de cette année.

### *Moyens de faire respecter les droits*

3.148. D'après les autorités, la législation cambodgienne en matière de propriété intellectuelle est pleinement compatible avec les dispositions de l'article 41 de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne l'existence, dans la législation nationale, de procédures destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle, l'existence de procédures loyales et équitables et la possibilité pour les parties aux procédures d'obtenir la révision des décisions administratives finales et des décisions judiciaires initiales par une autorité judiciaire. Les dispositions concernant les procédures judiciaires et les réparations au civil sont énoncées dans le Code civil, le Code des procédures civiles et la législation spécifique en matière de propriété intellectuelle. Les nécessaires mesures à la frontière ont été incorporées dans la Loi sur les marques, les noms commerciaux et la

concurrence déloyale, la Loi sur les indications géographiques, ainsi que dans la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes. De plus, lors du dernier examen, le Conseil des ministres avait approuvé la création d'un tribunal commercial chargé des affaires liées au commerce et à la propriété intellectuelle. Les autorités ont indiqué qu'elles étaient en train d'élaborer un manuel et une procédure sur les moyens de faire respecter les DPI, qui devraient être adoptés d'ici à deux ans.

3.149. La législation cambodgienne prévoit la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises en cause ainsi que des preuves, des copies et des matériaux ayant servi à leur production, et elle interdit la réexportation de marchandises de marque contrefaites et l'utilisation de procédures douanières différentes. En vertu de la réglementation, les autorités douanières sont autorisées à informer les titulaires de droits au sujet de l'importation ou de l'exportation possible de marchandises en infraction.

3.150. Parmi les organismes chargés de faire respecter les DPI figurent: la police anticrimes économiques, l'Administration des douanes, la Direction générale cambodgienne de l'inspection import-export et de la répression des fraudes (Camcontrol) du Ministère du commerce et le Ministère de la culture et des beaux-arts (MoCFA). Toutefois, la répartition des responsabilités entre ces organismes n'est pas bien définie. L'Administration des douanes est chargée d'assurer la protection de la propriété intellectuelle aux frontières dans le but d'empêcher l'importation/l'exportation/le transit de marchandises contrefaites ou piratées protégées par le droit d'auteur. En règle générale, la procédure de protection douanière des DPI s'amorce à la demande du titulaire de droits ou par une action d'office. Le MoCFA est chargé de protéger les œuvres relevant du droit d'auteur. Il peut engager des actions d'office en réalisant des contrôles aléatoires chez les détaillants; les œuvres contrefaites protégées par le droit d'auteur sont confisquées uniquement dans les cas où le droit d'auteur a été enregistré par son titulaire auprès du Ministère. La police économique s'occupe principalement des atteintes à la propriété intellectuelle sur le marché intérieur. Camcontrol est chargée de faire respecter les droits de propriété intellectuelle aussi bien aux frontières que sur le marché intérieur. La Loi sur la protection des consommateurs et les dispositions pertinentes relatives à la propriété intellectuelle l'habilitent à inspecter et à confisquer les marchandises en cause.

3.151. Pendant la période considérée, la police anticrimes économiques est intervenue dans 108 affaires de violation des DPI, tandis que l'Administration des douanes est intervenue dans 7 affaires, Camcontrol dans 10 affaires, le Ministère de la justice dans 34 affaires et le MoCFA dans 8 affaires.

3.152. En dépit du renforcement des moyens mis en œuvre pour faire respecter les DPI et de l'augmentation des saisies et des poursuites, les atteintes aux DPI restent fréquentes; elles concernent aussi bien les logiciels, les disques compacts que la musique, la photocopie de livres ou la vente de produits contrefaits dont les cigarettes, l'alcool et les produits pharmaceutiques. Même si le Cambodge n'est pas un centre majeur de production et d'exportation de disques compacts, de vidéodisques numériques (DVD) ou d'autres matériels sous droit d'auteur piratés, les entreprises locales signalent qu'il se développe en tant que source de matériel piraté en raison de l'insuffisance des moyens déployés pour faire respecter les droits.[62] La Business Software Alliance a estimé que le piratage des logiciels au Cambodge s'élevait à 95%.[63] En réponse, un comité interministériel a été créé pour lutter contre le piratage des disques compacts et des DVD sur le marché intérieur. Le comité a été efficace puisqu'un grand nombre de disques compacts et de DVD contrefaits ont été saisis et détruits. Par ailleurs, de grandes quantités de cosmétiques, de savon et d'alcool de contrefaçon ont également été saisis et détruits.

3.153. Le Cambodge n'était pas cité dans le Rapport établi par le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales au titre de l'article spécial 301, ou Liste des marchés notoires.

[62] Département d'État des États-Unis, *Investment Climate Statement 2016*.
[63] Département d'État des États-Unis, *Investment Climate Statement 2010*.

# 4 POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR

4.1. Pendant la période considérée, plusieurs évolutions des politiques liées au commerce ont affecté un certain nombre d'activités, les interventions du gouvernement étant essentiellement consacrées aux mesures à la frontière plutôt qu'au soutien interne, qui demeure limité. L'agriculture reste centrée sur la production de riz paddy, tandis que le secteur manufacturier est porté par l'industrie textile, où la progressivité des droits se poursuit. La protection tarifaire dans l'agriculture a légèrement augmenté et reste plus élevée que la moyenne globale des droits NPF appliqués et que la moyenne dans le secteur manufacturier. Les taxes à l'exportation continuent d'affecter de nombreuses marchandises pour assurer entre autres la transformation intérieure. Le secteur minier n'en est encore qu'aux premiers stades de son développement, mais des modifications ont été apportées à la réglementation concernant l'exploration, les licences d'extraction industrielle et la transformation intérieure des minerais. La structure énergétique du Cambodge reste simple et dépend désormais moins des importations d'énergie; le prix de vente au détail du carburant est plafonné et les tarifs de l'électricité font l'objet d'une réduction progressive, tout en conservant un élément tarifaire de subventionnement croisé. Le secteur des services reste un puissant adjuvant à la croissance économique; les cinq ACR du Cambodge concernent des engagements allant au-delà de l'AGCS en matière de commerce des services. Les améliorations apportées à la réglementation du secteur bancaire, entre autres, ont notamment consisté à renforcer son assise financière, à favoriser l'attribution de crédits et de microcrédits et à introduire des mesures réglementaires préventives en cas de risque potentiel de faillite. Une nouvelle politique de télécommunications, entre autres, soutient la connectivité des infrastructures et une nouvelle législation sur les nombreux domaines relatifs aux télécommunications a été adoptée, mais bon nombre de ses dispositions ne sont pas encore appliquées. Le secteur des transports se heurte toujours à des difficultés en dépit d'améliorations tenant par exemple au développement du transport aérien destiné à absorber le volume croissant du tourisme, l'activité la plus importante, et à l'adhésion à un nombre croissant d'accords sur les services aériens.

## 4.1 Agriculture

### 4.1.1 Caractéristiques

4.2. L'agriculture conserve un rôle important – quoique déclinant – dans le soutien de la croissance économique, de la garantie de l'équité, du maintien de la sécurité alimentaire et du développement de l'économie rurale, notamment pour lutter contre la pauvreté.[1] Sa contribution (en incluant la sylviculture et la pêche) à la valeur ajoutée brute a progressivement chuté de 34,6% (2011) à 25,7% (2016) en raison, entre autres facteurs, du recul des taux de croissance liés à la baisse des prix des produits de base, d'un système d'irrigation inadéquat et de la forte dépendance à la pluviométrie (tableau 1.2). De même, selon les données gouvernementales, la part de l'agriculture dans l'emploi total a reculé de 55,8% en 2011 à 41,5% en 2015 à cause de la migration de la main-d'œuvre vers d'autres activités (notamment le secteur manufacturier et les services).[2] Les atouts naturels du Cambodge (sols, eau, conditions climatiques et situation géographique) représentent des avantages comparatifs pour son agriculture, qui demeure fondée sur un système vivrier fragile et dépendant des précipitations, axé sur la production de riz paddy (section 4.1.5.1) et pâtissant d'un faible accès à l'irrigation. La compétitivité des prix agricoles de ce pays reste plus faible que celle de ses voisins de la région.[3] En dépit d'améliorations

[1] 85% environ de la population vit dans les zones rurales et plus de 60% dépend directement ou indirectement des revenus générés par l'agriculture, la sylviculture ou la pêche. Selon la Banque mondiale, quatre millions de personnes sont sorties de la pauvreté grâce aux évolutions positives du secteur au cours de la dernière décennie. MAFF, FAO, *National Medium-Term Priority Framework 2011-2015*. Adresse consultée: http://www.fao.org/3/a-bp576e.pdf; Banque mondiale (2015), *Cambodian Agriculture in Transition: Opportunities and Risks.* Adresse consultée: "http://www.worldbank.org/en/news/feature/2015/08/19/cambodian-agriculture-in-transition-opportunities-and-risks"; et Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf.

[2] Suite à une période de forte augmentation des prix alimentaires, le secteur a subi une chute importante des prix des produits de base comme le manioc, le maïs, le riz et les noix de cajou, qui a entravé les efforts déployés par les petits producteurs pour diversifier leur production et mieux gagner leur vie grâce à l'exportation des excédents de production. MAFF, FAO, *National Medium-Term Priority Framework 2011-2015*. Adresse consultée: http://www.fao.org/3/a-bp576e.pdf.

[3] MAFF, FAO, *National Medium-Term Priority Framework 2011-2015*. Adresse consultée: http://www.fao.org/3/a-bp576e.pdf; Giap, T.,K. *et al.* (2017), *2015 Annual Competitiveness Analysis, Agricultural Productivity and Development Vision for Asean-10. (Asia Competitiveness Institute – World*

significatives, le faible niveau de la productivité générale, qu'il s'agisse de la main-d'œuvre ou de l'utilisation des terres, demeure une caractéristique essentielle du secteur, surtout pour ce qui concerne la production de riz paddy; en conséquence, le défi pour ce secteur consiste à accroître la production en étant plus productif et plus compétitif plutôt qu'en augmentant la surface des terres cultivées.[4] Selon les autorités, la productivité de la main-d'œuvre en termes de production par travailleur est passée de 1,5 million de riels dans les années 2000 à 3,3 millions de riels en 2014, vraisemblablement en raison de l'amélioration des techniques de production végétale et de la mécanisation; aucun indicateur récent de croissance de la productivité de la main-d'œuvre ou de la productivité totale des facteurs n'était fourni par les autorités.[5] Le secteur est dominé par les petites exploitations agricoles familiales (deux hectares par ménage) et les exploitations agricoles dotées d'une personnalité juridique (entreprises agricoles, partenariats, coopératives, établissements privés, établissements publics, etc.) gérées et exploitées par l'État ou par des entreprises privées. En 2013, 101 exploitations dotées d'une personnalité juridique (avec une surface exploitée de 806 628 hectares) étaient engagées dans l'agriculture, dont 70% étaient des sociétés à responsabilité limitée publiques ou privées (les autres étant enregistrées par des propriétaires indépendants, sous forme de partenariats ou en tant que filiales d'une entreprise étrangère); 5 d'entre elles représentaient à elles seules 47% de la surface exploitée.[6] En 2011 (dernières données disponibles), les principales productions agricoles en termes de valeur étaient le paddy (riz en paille), qui représentait 41,3% de la production agricole totale, les autres grandes cultures étant le caoutchouc, le manioc, le maïs, la canne à sucre, les légumes, les fèves de soja et le tabac; aucune autre donnée n'était fournie par les autorités. En 2013, la canne à sucre, le tabac blond et le tabac noir constituaient les principales cultures industrielles déclarées par les exploitations agricoles familiales et étaient plantées sur plus de 7 000 hectares, la canne à sucre occupant près de la moitié de la surface cultivée totale (3 103 hectares plantés sur quelque 7 000 parcelles).[7]

4.3. Entre 2011 et 2015, les exportations totales ont connu une forte hausse, passant de 424,2 millions à 589,6 millions de dollars EU, le riz et le caoutchouc représentant 48,3% et 27,4% du total des exportations agricoles. Les importations sont passées de 479,1 millions à 1 milliard de dollars EU, les cigarettes et les peaux de vison représentant 80,7% et 23,5% du total des importations agricoles (tableaux A1. 1 et A1. 2), sans doute en raison d'importations destinées à être réexportées vers les pays voisins.

4.4. Bien que le Cambodge soit pratiquement autosuffisant pour ce qui concerne plusieurs grandes productions agricoles (comme le riz), il reste un importateur net de produits alimentaires de plus en plus important à mesure que les importations de produits agricoles poursuivent leur augmentation forte et plus rapide que les exportations; celles-ci demeurent pour l'essentiel non officielles, destinées aux pays voisins et dans un état non transformé, ce qui témoigne de la très faible valeur ajoutée du secteur.[8] Pendant la période considérée, le Cambodge est resté un bénéficiaire de l'aide alimentaire. Selon les données des notifications à l'OMC, il a reçu 79 600 tonnes d'aide alimentaire entre 2011 et 2014; en 2016, le Programme alimentaire mondial (PAM) de la FAO a utilisé du riz acheté localement qui, ajouté à un don en nature de 4 118 tonnes métriques et aux produits de base complémentaires (huile végétale, sel iodé, pois cassés, poisson

*Scientifica Series)*; OCDE (2013), *Structural Policy. Country Notes. Cambodia.* Adresse consultée: https://www.oecd.org/dev/asia-pacific/Cambodia.pdf.

[4] Banque mondiale (2015), *Cambodian Agriculture in Transition: Opportunities and Risks.* Adresse consultée: "http://www.worldbank.org/en/news/feature/2015/08/19/cambodian-agriculture-in-transition-opportunities-and-risks".

[5] MAFF (non daté), *Annual Report of Agriculture, Forestry and Fisheries 2016-2017 and Directions 2017-2018*.

[6] Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche/Ministère de la planification/Institut national de statistiques (2015), *Census of Agriculture of the Kingdom of Cambodia 2013 – National Report on Final Census Results*, décembre. Adresse consultée: "http://www.fao.org/fileadmin/templates/ess/ess_test_folder/World_Census_Agriculture/Country_info_2010/Reports/Reports_5/KHM_ENG_REP_2013.pdf".

[7] Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche/Ministère de la planification/Institut national de statistiques (2015), *Census of Agriculture of the Kingdom of Cambodia 2013 – National Report on Final Census Results*, décembre. Adresse consultée: "http://www.fao.org/fileadmin/templates/ess/ess_test_folder/World_Census_Agriculture/Country_info_2010/Reports/Reports_5/KHM_ENG_REP_2013.pdf".

[8] Document de l'OMC WT/TPR/S/253/Rev.1 du 24 novembre 2011.

en conserve) achetés à l'étranger et dans la région, a constitué un stock suffisant pour poursuivre les activités du PAM dans le pays pendant l'année entière.[9]

### 4.1.2 Évolution des politiques et des institutions

4.5. Dans le cadre de son Plan national de développement stratégique (NSDP) 2014-2018, qui met en œuvre la phase III de la Stratégie rectangulaire et a succédé au NSDP 2009-2013 (section 2.2), le Cambodge entend entre autres choses transformer un secteur qui dépend encore principalement de l'utilisation extensive des ressources disponibles et des intrants agricoles traditionnels en un secteur reposant sur les nouvelles technologies, la mécanisation et l'irrigation pour améliorer le taux de rendement et diversifier les activités en faveur de cultures et d'activités d'élevage et d'aquaculture à forte valeur ajoutée et favorisant le développement durable (section 2.2).[10] Les domaines d'intervention couverts par le NSDP sont notamment les suivants: amélioration de la productivité, de la diversification et de l'exploitation commerciale; promotion de l'élevage et de l'aquaculture; réforme foncière et déminage; et gestion durable des ressources nationales. Pendant la période considérée, le passage d'une agriculture "extensive" à un modèle "intensif" est devenu une priorité.[11] L'expansion et l'amélioration des services de soutien, notamment la recherche, la diffusion des nouvelles technologies, la distribution de semences, d'engrais et de matériels agricoles, et des crédits ruraux, ont été érigées en priorité pour le gouvernement afin d'accroître la productivité agricole et de répondre à la demande du marché en termes de quantité, de qualité, de sûreté et de respect des normes internationales. Outre l'objectif de croissance annuelle de 5% dans le secteur agricole, certaines politiques sectorielles demeurent en vigueur, comme la Politique de promotion de la production du riz paddy et de l'exportation du riz, la Stratégie 2011-2020 de développement du caoutchouc naturel au Cambodge, le Programme forestier national 2010-2029 et le Cadre de planification stratégique pour la pêche 2010-2019 (sections 4.1.5.1, 4.1.5.2, 4.1.5.3 and 4.1.5.4).[12] De plus, la Politique de vulgarisation agricole reste en vigueur (section 4.1.4) et le Plan d'action pour 2015-2024 semble en avoir actualisé les piliers.

4.6. Dans ce domaine, le cadre institutionnel est demeuré pour l'essentiel inchangé au cours de la période considérée. Le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche (MAFF) est chargé d'élaborer et de mettre en œuvre les politiques en coordination avec d'autres institutions comme le Ministère de l'environnement, le Ministère de la gestion foncière, de la planification urbaine et de la construction, le Ministère du développement rural, le Ministère des ressources en eau et de la météorologie et le Ministère du commerce.[13] Le MAFF et le Ministère de l'environnement ont échangé certaines responsabilités relatives aux concessions foncières en 2016.[14] Le Ministère du développement rural met en œuvre les programmes intégrés de développement rural qui couvrent les infrastructures, l'agriculture, la distribution d'eau et l'assainissement, ainsi que l'attribution de crédits ruraux.

### 4.1.3 Mesures à la frontière

4.7. Durant la période considérée, la protection tarifaire de l'agriculture a légèrement augmenté et demeure plus élevée que la moyenne globale des droits NPF appliqués (12,3% en 2017) et que la moyenne dans le secteur manufacturier. En 2017, la moyenne simple s'établissait, selon le

[9] Document de l'OMC G/AG/W/42/Rev.18 du 8 février 2016; Programme alimentaire mondial (2016), *Country Programme-Cambodia (2011-2018). Standard Project Report 2016.* Adresse consultée: "https://docs.wfp.org/api/documents/7e58ffb899ba4801a2df25277545c730/download/?_ga=1.260139853.1907790815.1491203721".

[10] Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf.

[11] MAFF (non daté), *Annual Report of Agriculture, Forestry and Fisheries 2016-2017 and Directions 2017-2018*.

[12] MAFF (2015), *Agricultural Extension Policy in Cambodia*, avril. Adresse consultée: http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/cam152453.pdf.

[13] Le MAFF contribue à garantir la sécurité alimentaire, à contrôler la qualité et la sûreté des produits agricoles, à promouvoir la productivité et la diversification de l'agriculture, à réduire la pauvreté, à garantir l'accès aux marchés des produits agricoles.

[14] Le MAFF continue de superviser les concessions de terres à des fins économiques qu'il a accordées mais, désormais, se charge aussi des concessions situées dans les zones protégées qui étaient auparavant supervisées par le Ministère de l'environnement. Celui-ci a dans le même temps pris le contrôle de certaines forêts protégées qui relevaient de la gestion du MAFF. FAO (2016), *Forest tenure policies in Cambodia: Status, gaps and way forward.* Adresse consultée: http://www.fao.org/3/a-i6246e.pdf.

niveau du SH et celui de la définition de l'OMC, à respectivement 16,1% (15,4% en 2011) et 14,6% (14,5% en 2011) (tableaux 3.1 et A3. 1). Ainsi, il existait un écart moyen de 13.8 points de pourcentage entre la moyenne des droits NPF appliqués et les taux consolidés dans l'agriculture, soit bien davantage que dans le secteur manufacturier. Pour encourager la mécanisation du secteur agricole, les importations de machines et d'équipements agricoles bénéficient de droits nuls (section 4.1.4).[15]

4.8. L'importation de certains pesticides est interdite (section 3.1.5). Les procédures de licences d'importation s'appliquent aux animaux vivants, aux produits d'origine animale et aux matériels agricoles, aux produits forestiers ainsi qu'à la pêche et aux produits de la pêche, dans le but de protéger la santé de l'homme et des animaux et l'environnement, d'assurer la protection de la biodiversité, de protéger la santé humaine et la sûreté et la sécurité nationales.[16] Pour endiguer l'épidémie de grippe aviaire, le Cambodge applique depuis 2004 des règles d'inspection et de contrôle de la qualité plus strictes sur les importations de volaille.[17]

4.9. Les activités de commerce d'État du riz sont conduites par la Green Trade Company (GTC) et n'ont pas encore été notifiées à l'OMC (sections 2.2.2, 3.3.5, et 4.1.5.1).

4.10. La taxe à l'exportation de certains produits agricoles au taux de 10% (pour certains animaux vivants comme les bovins et la volaille, les poissons et les mollusques ou encore les matières végétales principalement utilisées en vannerie ou en sparterie, par exemple) et de 50% (pour les feuilles de coca, la paille de pavot, le cannabis) demeure en vigueur (section 3.2.2); la taxe à l'exportation du caoutchouc a été modifiée (section 4.1.5.2).[18] Sous réserve qu'elles répondent à certains critères, un taux de TVA nul s'applique aux entreprises qui soutiennent les exportateurs et les sous-traitants en fournissant des marchandises et des services aux exportateurs agricoles ainsi qu'aux fabricants de vêtements et de chaussures (section 4.3.4).[19]

### 4.1.4 Mesures de soutien interne

4.11. Contrairement aux pays voisins, la politique agricole du Cambodge a globalement été favorable, selon la Banque mondiale, à une croissance n'induisant pas d'effets de distorsion; aucune mesure concernant les intrants/extrants et les engrais ni aucune autre mesure de soutien entraînant une distorsion significative du marché n'a été appliquée (tableau 4.1).[20] Le gouvernement considère qu'il lui incombe d'accroître encore l'utilisation durable des engrais par la vulgarisation et les contrôles de qualité et de sûreté ainsi que les investissements dans les infrastructures plutôt que de distribuer des subventions. Selon les notifications qu'il a adressées au Comité de l'agriculture de l'OMC, le Cambodge n'a appliqué aucune mesure de soutien par produit relevant des catégories orange ou bleue durant la période 2010-2013 (tableau 4.1).[21] Pour la plupart, ses dépenses de soutien interne relevant de la catégorie verte, qui ont augmenté de 59,4%, ont été orientées en direction des services de vulgarisation et de consultation fournis aux agriculteurs.

4.12. Les terres agricoles cultivées/exploitées sont exonérées de taxe foncière, mais les terres non utilisées sont imposables.[22] Pour contribuer à la réduction des coûts de production, les prix de l'électricité sont abaissés afin de favoriser l'irrigation agricole (section 4.2.2.2); le MAFF dispose

[15] MAFF (2015), Mécanisation de l'agriculture au Cambodge. Adresse consultée: "http://www.un-csam.org/ppta/201409RF/KH.pdf".

[16] Documents de l'OMC G/LIC/N/3/KHM/2 de février 2012 et G/LIC/N/3/KHM/3 de mai 2013.

[17] Cambodia Country Commercial Guide (2016), *Cambodia – Prohibited/Restrict Import.* Adresse consultée: https://www.export.gov/apex/article2?id=Cambodia-Prohibited-and-Restricted-Imports.

[18] Les exportations de feuille de coca, de paille de pavot et de cannabis sont interdites.

[19] USTR (2016), *2016 National Trade Estimate Report on Foreign Trade Barriers.* Adresse consultée: https://ustr.gov/sites/default/files/2016-NTE-Report-FINAL.pdf.

[20] Banque mondiale (2015), *Cambodian agriculture in transition: opportunities and risks.* Adresse consultée: "http://documents.worldbank.org/curated/en/805091467993504209/text/96308-ESW-KH-White-cover-P145838-PUBLIC-Cambodian-Agriculture-in-Transition.txt"; Document de l'OMC G/AG/N/KHM/3 du 2 avril 2015.

[21] Documents de l'OMC G/AG/N/KHM/3 du 2 avril 2015 et G/AG/N/KHM/4 du 7 avril 2015.

[22] Gouvernement royal du Cambodge (2013), *"Rectangular Strategy" for Growth, Employment, Equity and Efficiency Phase III.* Adresse consultée: "http://cnv.org.kh/wp-content/uploads/2013/10/26sep13_rectangular-strategy_phaseIII.pdf".

d'un budget annuel de 6 millions de dollars EU pour accompagner la réduction des prix de l'électricité dont bénéficient les agriculteurs.[23]

**Tableau 4.1 Mesures de soutien interne[a], 2010 et 2013**

| Mesure | Description de la mesure | Valeur monétaire de la mesure (millions de riels) | |
|---|---|---|---|
| | | 2010 | 2013 |
| Recherche | Activités de recherche sur la productivité agricole, la diversification des terres, la préservation des végétaux et la santé des animaux, conformément à l'Annexe 2, paragraphe 2 a), de l'Accord sur l'agriculture | 1 167 | 1 547 |
| Lutte contre les parasites et les maladies | Dépenses au titre de la protection des végétaux et de la quarantaine zoosanitaire, conformément à l'Annexe 2, paragraphe 2 a), de l'Accord sur l'agriculture | 1 930 | 3 172 |
| Services de formation | Formation des agriculteurs et des communautés locales dans les domaines de la productivité des cultures, de la transformation des produits agricoles à petite échelle et de l'agriculture sous contrat, conformément à l'Annexe 2, paragraphe 2 c), de l'Accord sur l'agriculture | 2 137 | 3 500 |
| Services de vulgarisation et de consultation | Services de vulgarisation et de consultation, y compris le transfert de renseignements et des résultats de la recherche aux coopératives agricoles et aux agriculteurs, conformément à l'Annexe 2, paragraphe 2 d), de l'Accord sur l'agriculture | 2 168 | 3 707 |
| Services d'inspection | Dépenses au titre des services d'inspection liés à la santé des animaux, conformément à l'Annexe 2, paragraphe 2 e), de l'Accord sur l'agriculture | 142 | 100 |
| Services de commercialisation et de promotion | Services de commercialisation et de promotion, y compris les renseignements sur les marchés et le développement des marchés, conformément à l'Annexe 2, paragraphe 2 f), de l'Accord sur l'agriculture | 100 | 160 |
| Services d'infrastructure | Services d'infrastructure, y compris la réfection et l'entretien des petits réseaux d'irrigation, conformément à l'Annexe 2, paragraphe 2 g), de l'Accord sur l'agriculture | Néant | Néant |
| Versements à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles | Dépenses à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles pour la fourniture d'intrants agricoles et d'équipements et la mise en place de mesures de lutte contre les parasites et les maladies, conformément à l'Annexe 2, paragraphe 8, de l'Accord sur l'agriculture | Néant | Néant |
| **Total** | | **7 644** | **12 186** |

a Mesures exemptées de l'engagement de réduction – catégorie verte.

Note: Taux de change: 2010, 1 $EU = 4 034 riels; 2012, 1 $EU = 4 040 riels.

Source: Document de l'OMC G/AG/N/KHM/4 du 7 avril 2015.

4.13. Outre les droits nuls sur les importations de machines et d'équipements agricoles, le Cambodge peut proposer des prêts subventionnés afin d'aider les agriculteurs à acheter des machines agricoles (sections 4.1.2 et 4.1.3). Le cas échéant, ces prêts peuvent couvrir 40% à 80% de l'investissement et s'étendre sur une période de trois mois à cinq ans avec des taux d'intérêt compris entre zéro et 2% par mois.[24] Les autorités ont indiqué qu'aucun prêt de cette nature n'avait été accordé durant la période considérée. En 2013, 31% des ménages qui développent des cultures ont obtenu un emprunt auprès des établissements de microcrédit; environ 21% ont emprunté de l'argent à des amis ou parents.[25] Les autorités n'ont pas communiqué d'autres données relatives au crédit/financement agricole.

[23] MAFF (non daté), *Annual Report of Agriculture, Forestry and Fisheries 2016-2017 and Directions 2017-2018*.

[24] Présentation de M. Chan Saruth, Directeur du Département d'ingénierie agricole/Direction générale de l'agriculture au deuxième Forum régional sur la mécanisation agricole durable – Enabling Environment for Custom Hiring of Agricultural Machinery, 9-11 septembre 2014, intitulée *Agricultural Mechanisation in Cambodia.* Adresse consultée: http://www.un-csam.org/ppta/201409RF/KH.pdf.

[25] MAFF (2015), *Census of Agriculture of the Kingdom of Cambodia 2013 – National Report on Final Census Results*, décembre. Adresse consultée: "http://www.fao.org/fileadmin/templates/ess/ess_test_folder/World_Census_Agriculture/Country_info_2010/Reports/Reports_5/KHM_ENG_REP_2013.pdf".

4.14. Une Politique de vulgarisation agricole (section 4.1.2) fondée sur des liens solides entre agriculteurs, chercheurs et établissements de vulgarisation, a visé à améliorer les moyens de subsistance et le bien-être de la population par l'amélioration de l'efficacité des institutions et systèmes agricoles, le développement des ressources humaines, le développement des technologies, le développement des matériels de vulgarisation et la fourniture de services de vulgarisation.[26] Parmi ses sources de financement figurent le gouvernement, les partenaires de développement, les ONG et le secteur privé, qui a proposé des services de vulgarisation agricole aux ménages agricoles. Les autorités n'ont pas communiqué de données sur le financement de la Politique de vulgarisation agricole.

4.15. Conformément au Sous-Décret sur l'établissement du Système cambodgien de réserve alimentaire (CFRS) de septembre 2012, un stock public de produits alimentaires (10 000 tonnes de riz par la GTC, 6 000 tonnes de riz par le Ministère de l'économie et des finances, MEF), de semences (jusqu'à 3 000 tonnes de riz) et de semences de légumes (50 tonnes) couvre les besoins alimentaires immédiats de 10% de la population dans les situations de catastrophes et d'urgence; les autorités consacrent chaque année 3 millions de riels aux achats de riz paddy et les stocks peuvent être distribués à titre gracieux ou à des prix réduits (par exemple à 50% du prix du marché pour les semences).[27] Selon les autorités, le soutien apporté par le CFRS en 2015 s'est établi à 2,8 millions de dollars EU. Depuis 2017, la viande de porc et de volaille, le poisson, le riz et le manioc font l'objet d'un suivi des prix (section 3.3.4). Dans le contexte du cadre de coopération régionale, la Commission nationale pour la gestion des catastrophes (NCDM) met en œuvre depuis 2012 l'accord sur la création du Centre de coordination de l'assistance humanitaire sur la gestion des catastrophes (Centre AHA) en consacrant 30 000 dollars EU par an au Fonds de ce centre.[28]

### 4.1.5 Principaux produits agricoles et produits de l'élevage

#### 4.1.5.1 Riz

4.16. Le Cambodge, qui était le 14ème producteur et le 7ème exportateur mondial de riz en 2016/17, demeure autosuffisant en riz, qui constitue la principale source d'alimentation et de revenu pour l'essentiel des ménages ruraux, ainsi que de recettes en devises.[29] La production, la transformation et la commercialisation du riz emploieraient 3 millions de personnes, soit plus de 20% de la population en âge de travailler du pays.[30] Suite à la mise en œuvre de la Politique de promotion de la production du riz paddy et de l'exportation du riz de 2010 (section 4.1.2 et ci-après), le rendement du riz paddy est passé de 3,3 tonnes par hectare à 3,6 tonnes par hectare et la production de riz paddy a augmenté de 13%, passant de 8,3 millions de tonnes (2010) à 9,3 millions de tonnes (2014).[31] La plupart des agriculteurs cultivent le riz paddy une fois par an pendant la saison humide, tandis que ceux des pays voisins (Viet Nam et Thaïlande, notamment) le cultivent jusqu'à 3,5 fois par an. Leur faible productivité pourrait être due, entre autres facteurs, à la sous-utilisation et à la non-utilisation de terres arables ainsi qu'à des blocages rédhibitoires dans la chaîne de valeur, en particulier ceux qui sont liés à l'absence d'installations modernes de stockage, à la production de riz parfumé de grande valeur et à l'accès aux fonds de roulement.[32]

---

[26] MAFF (2015), *Agricultural Extension Policy in Cambodia.* Adresse consultée: http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/cam152453.pdf.

[27] Sous-Décret n° 145, 12 septembre 2012. Gouvernement royal du Cambodge (2012), *Sous-Décret sur l'établissement du Système cambodgien de réserve alimentaire,* juin. Adresse consultée: http://camnut.weebly.com/uploads/2/0/3/8/20389289/2012_subdecree_emergency_food_reserve_2012.pdf.

[28] Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf.

[29] Données en ligne. Adresse consultée: "https://www.statista.com/statistics/255947/top-rice-exporting-countries-worldwide-2011/" et https://www.worldriceproduction.com/; et Thath, R. (2016), *Potentials and Constraints of Cambodian Rice Export.* Munich Personal RePEc Archive. Adresse consultée: https://mpra.ub.uni-muenchen.de/71490/1/MPRA_paper_71490.pdf.

[30] SFI (2015), *Cambodia Rice. Export Potential and Strategies.* Adresse consultée: "https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/ed10f08049a04cfd8bbcabe54d141794/Cambodia+Market+Survey-Final-2015.pdf?MOD=AJPERES".

[31] FAOSTAT (2017). Adresse consultée: http://www.fao.org/faostat/en/#data/QC.

[32] The Diplomat (2013), *Cambodia's Economic Opportunity.* Adresse consultée: http://thediplomat.com/2013/05/cambodias-economic-opportunity/; CIR, PNUD et Ministère du commerce du Cambodge (2016), *2016-2020 Medium-Term Plan for the Implementation of Cambodia's Trade SWAp*. Adresse consultée: "http://www.moc.gov.kh/tradeswap/userfiles/file/uploadedfiles/Gallery/MTP.2016-20202_4_2016_16_5_323_31_2016_8_49_28.pdf"; Ear, S. (2009), *Sowing and sewing growth: the political*

Pour pérenniser la croissance de la production de riz, le gouvernement a conçu et appliqué un programme qui repose sur la méthode du groupement durable du riz (SRC), qui permet d'accroître la culture du riz de 40% par rapport aux méthodes conventionnelles, tout en encourageant dans le même temps le recours au système d'intensification de la culture du riz (SRI) (une méthode d'irrigation moins consommatrice de ressources) qui réduit le coût de la culture du riz et se traduit par des rendements supérieurs de près de 100% à ceux qui procèdent de méthodes conventionnelles.[33] La consommation intérieure de riz paddy devait augmenter de 3,19 millions de tonnes en 2011 à 3,38 millions de tonnes en 2015.[34]

4.17. Selon les autorités, la Politique de promotion de la production du riz paddy et de l'exportation du riz de 2010 a joué un rôle important dans le développement d'un vigoureux secteur de l'exportation de riz blanchi qui n'existait pas il y a encore quelques années. Toutefois, elles considèrent qu'il faudra procéder à un examen approfondi et à un inventaire pour déterminer quels sont les blocages qui persistent dans la chaîne de valeur, ce qui reste à faire pour les éliminer et comment ajuster au mieux les grandes orientations de la politique en fonction des enseignements tirés par les rizeries et les exportateurs de riz sur les marchés étrangers.[35] En 2014, le Ministère du commerce a contribué à la création de la Fédération du riz cambodgien pour qu'elle contribue à la mise en œuvre de la politique gouvernementale et fasse office de première plate-forme de renseignement pour les investisseurs, les institutions publiques, les décideurs publics et les partenaires de développement.[36] Depuis 2011, des incitations fiscales ont été instaurées pour la riziculture, l'achat de riz paddy et l'exportation de riz blanchi (section 3.3.1). Grâce au financement accordé au titre de la catégorie 2 du CIR et conjugué avec un financement accordé par l'UE, 13 grandes rizeries ont pu obtenir la certification GMP-HACCP et cinq à sept autres grandes rizeries seront en mesure de l'obtenir dans un avenir proche.[37]

4.18. Bien que l'objectif visant à exporter un million de tonnes métriques de riz en 2015, qui figurait dans la Politique de 2010, n'ait pas pu être atteint, la part du riz dans le total des exportations de marchandises a pratiquement doublé entre 2011 et 2016, passant de 1,6% à 3% (tableau A1. 1).[38] L'Union européenne (*via* l'initiative "Tout sauf les armes") et la Chine constituent les principaux marchés d'exportation du riz cambodgien (section 2.3.2.2). Le riz cambodgien bénéficie dans l'Union européenne d'un droit d'importation nul qui lui confère un avantage en matière de coûts par rapport aux autres exportateurs; l'UE peut déclencher une mesure de sauvegarde lorsque les importations réalisées au titre de l'initiative "Tout sauf les armes" dépassent de 25% le volume importé l'année précédente et, en 2014, le Cambodge a pratiquement atteint ce plafond.[39]

4.19. En dépit des progrès accomplis ces dernières années, le potentiel du Cambodge en matière d'exportation de riz demeure apparemment sous-utilisé et nettement inférieur au niveau

*economy of rice and garments in Cambodia.* Adresse consultée: "https://mpra.ub.uni-muenchen.de/21200/1/MPRA_paper_21200.pdf".

[33] OCDE (2014), *Structural Policy Country Notes – Cambodia*. Adresse consultée: http://www.oecd.org/site/seao/Cambodia.pdf.

[34] Gouvernement royal du Cambodge (2010), *Policy Document on the Promotion of Paddy Rice Production and Export of Milled Rice*. Adresse consultée: "http://www.gafspfund.org/sites/gafspfund.org/files/Documents/Cambodia_10_of_16_STRATEGY_SNEC-Rice%20Export%20Policy_0.pdf".

[35] CIR, PNUD et Ministère du commerce du Cambodge (2016), *2016-2020 Medium-Term Plan for the Implementation of Cambodia's Trade SWAp*. Adresse consultée: "http://www.moc.gov.kh/tradeswap/userfiles/file/uploadedfiles/Gallery/MTP.2016-20202_4_2016_16_5_323_31_2016_8_49_28.pdf".

[36] SFI (2015), *Cambodia Rice. Export Potential and Strategies.* Adresse consultée: "https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/ed10f08049a04cfd8bbcabe54d141794/Cambodia+Market+Survey-Final-2015.pdf?MOD=AJPERES".

[37] CIR, PNUD et Ministère du commerce du Cambodge (2016), *2016-2020 Medium-Term Plan for the Implementation of Cambodia's Trade SWAp*. Adresse consultée: "http://www.moc.gov.kh/tradeswap/userfiles/file/uploadedfiles/Gallery/MTP.2016-20202_4_2016_16_5_323_31_2016_8_49_28.pdf".

[38] Thath, R. (2016), *Potentials and Constraints of Cambodian Rice Export.* Munich Personal RePEc Archive. Adresse consultée: https://mpra.ub.uni-muenchen.de/71490/1/MPRA_paper_71490.pdf.

[39] Banque mondiale (2015), *Cambodian agriculture in transition: opportunities and risks.* Adresse consultée: "http://documents.worldbank.org/curated/en/805091467993504209/text/96308-ESW-KH-White-cover-P145838-PUBLIC-Cambodian-Agriculture-in-Transition.txt".

d'exportation atteint par le Viet Nam et la Thaïlande.[40] Les contraintes qui pèsent sur la productivité et la compétitivité, notamment le coût élevé des transports au Cambodge, la faiblesse des infrastructures de transport et la lourdeur des formalités administratives, augmentent le prix d'exportation du riz. Il semble qu'une large part du riz cambodgien continue d'être exportée de manière non officielle.[41]

4.20. Suite à une baisse du prix du riz en septembre 2016, le MAFF a pris des mesures urgentes pour éviter l'apparition d'un commerce exclusif *via* des intermédiaires et pour négocier avec les associations de rizeries dans les provinces en vue d'acheter aux agriculteurs du riz paddy à un prix raisonnable en mettant en œuvre un "programme gouvernemental spécial" destiné à stabiliser le prix du riz et à favoriser le commerce local.[42] Géré par la Banque de développement rural (section 4.4.3.1), ce programme de 27 millions de dollars EU a permis d'accorder des prêts aux rizeries afin d'acheter du riz paddy dans les zones de récolte (pour accroître les stocks de riz), de le transformer et, à terme, de l'exporter. Parallèlement, l'importation de produits agricoles provenant des pays voisins a été renforcée et des négociations ont été conduites pour favoriser les exportations de riz et d'autres produits agricoles.

4.21. Le droit NPF actuellement appliqué au riz demeure inchangé à zéro (riz en paille) et à 7% (riz décortiqué, blanchi et en brisures); le taux consolidé s'établit soit à 5% sur le riz en paille (paddy ou brut), soit à 40% pour le reste.[43] La Green Trade Company, détenue par l'État, conserve la gestion de la réserve nationale de riz du Cambodge en procédant à des achats et à des ventes aux prix du marché (section 3.3.5). Selon les autorités, la Green Trade Company a exporté plus de 2,2 millions de tonnes métriques de riz entre 2011 et 2016 (section 4.1.3). Les autorités n'ont pas fourni d'autres données sur les activités commerciales de la Green Trading Company (importations, ventes/achats intérieurs, marges, gains/pertes).

#### 4.1.5.2 Caoutchouc

4.22. Le caoutchouc, produit pour l'essentiel à des fins d'exportation, est, après le riz, la deuxième culture de base au Cambodge, qui est le 20ème producteur mondial de caoutchouc naturel (2014).[44] La superficie totale des plantations de caoutchouc est passée de 307 854 hectares en 2013 à 357 809 hectares en 2014, l'objectif (300 000 hectares en 2020) fixé dans la Stratégie de développement du caoutchouc naturel au Cambodge 2011-2020 (section 4.1.2 et ci-après) ayant donc été dépassé avant la date prévue; la production de latex de caoutchouc devrait atteindre 300 000 tonnes en 2020.[45] En 2014, la zone de production était partagée entre des plantations agro-industrielles de caoutchouc (15,6%, contre 19,34% en 2012), des concessions de terres à des fins économiques (nouveaux investissements) (45,2% contre 42,25% en 2012) et des petites plantations de caoutchouc (39,2% contre 38,41% en 2012).[46] La zone de culture du caoutchouc devrait atteindre 404 500 hectares en 2018 et le rendement devrait

[40] Banque mondiale (2016), *Lessons learned – Leveraging the rice value chain for poverty reduction in Cambodia, Lao PDR and Myanmar*, 25 mai. Adresse consultée: "http://documents.worldbank.org/curated/en/190631467995427159/pdf/105285-WP-P152624-PUBLIC-May-25-2016-final.pdf"; et IWMI, CGIAR et gouvernement australien (2013), *Agricultural Water Management Planning in Cambodia.* Adresse consultée: "http://www.iwmi.cgiar.org/Publications/issue_briefs/cambodia/issue_brief_01-awm_planning_in_cambodia.pdf".

[41] CDRI, CARD; IFPRI, USAID (2011). *Cambodia's Agricultural Strategy: Future Development Options for the Rice Sector. A Policy Discussion Paper.* Adresse consultée: https://www.cdri.org.kh/webdata/download/sr/agriStrategy9e.pdf.

[42] MAFF (non daté), *Annual Report of Agriculture, Forestry and Fisheries 2016-2017 and Directions 2017-2018*.

[43] Département général des douanes et accises et OMC (2017). Adresse consultée: http://tariffdata.wto.org/ReportersAndProducts.aspx.

[44] Données en ligne. Adresse consultée: http://www.factfish.com/statistic/natural%20rubber%2C%20production%20quantity; OCDE (2014) *Structural Policy Country Notes – Cambodia*. Adresse consultée: http://www.oecd.org/site/seao/Cambodia.pdf.

[45] CIR, PNUD et Ministère du commerce du Cambodge (2016), *2016-2020 Medium-Term Plan for the Implementation of Cambodia's Trade SWAp*. Adresse consultée: "http://www.moc.gov.kh/tradeswap/userfiles/file/uploadedfiles/Gallery/MTP.2016-20202_4_2016_16_5_323_31_2016_8_49_28.pdf".

[46] Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf; Direction générale du caoutchouc (non daté), *Achievements & Directions of Cambodian Natural Rubber Industry Development*.

augmenter régulièrement de 1 257 kilogrammes par hectare en 2014 à 1 368 kilogrammes par hectare en 2018.[47] Bien que la production et les exportations de caoutchouc non transformé aient presque triplé en volume entre 2011 et 2016, la part de ce produit dans le total des exportations de marchandises a lourdement chuté, tombant de 2,8% à 1,6% (tableau A1. 1) avec l'effondrement des prix mondiaux du caoutchouc naturel au cours des cinq dernières années en raison du ralentissement de la demande chinoise et d'une offre excessive. Le marché d'exportation du caoutchouc cambodgien reste peu diversifié, le Viet Nam et la Malaisie absorbant plus de 79% des exportations de produits du caoutchouc.[48]

4.23. Les priorités définies dans la Stratégie de développement du caoutchouc naturel au Cambodge 2011-2020 restent inchangées: garantir la qualité et la productivité du matériel de plantation; étudier la possibilité juridique d'affecter les terres potentiellement disponibles à la culture du caoutchouc; encourager la culture du caoutchouc par les petits exploitants en levant les contraintes qui pèsent sur les petits agriculteurs pauvres, notamment en termes d'accès à la terre, d'expertise technique et de financement sur mesure; faire des plantations de caoutchouc le noyau du développement des petites exploitations en accordant des avantages et des incitations économiques au développement de petites plantations autour des grandes propriétés; améliorer la chaîne de valeur du caoutchouc en favorisant la qualité dans l'ensemble du secteur; et renforcer le rôle pilote et la gouvernance de la Direction générale du caoutchouc du MAFF.[49] Dans le cadre de la Politique de vulgarisation agricole (section 4.1.2), le MAFF offre des services de vulgarisation publique concernant la production, la commercialisation et la transformation du caoutchouc.[50] Le MAFF s'emploie actuellement à élaborer une Loi sur le caoutchouc afin d'établir un cadre juridique complet qui englobe toutes les étapes de la production du caoutchouc, depuis la plantation et la récolte jusqu'à la transformation à des fins d'exportation.[51]

4.24. La moyenne simple des droits NPF applicables au caoutchouc s'établissait à 13,2% en 2017 (tableau A3. 1) contre 14,5% en 2010.[52] La taxe sur l'exportation du caoutchouc naturel a subi sa modification la plus récente en février 2017 (section 3.2.2); les taux appliqués à compter de mars 2017 sont fixés à 50 dollars EU par tonne (prix d'exportation compris entre 1 000 $EU et moins de 2 000 $EU par tonne), 100 dollars EU par tonne (prix d'exportation compris entre 2 000 $EU et moins de 2 000 $EU par tonne), 200 $EU par tonne (prix d'exportation compris entre 3 000 $EU et moins de 4 000 $EU par tonne) et 300 dollars EU par tonne (prix d'exportation égal ou supérieur à 4 000 $EU par tonne), sachant que les expéditions de caoutchouc dont le prix d'exportation est inférieur à 1 000 dollars EU par tonne ne sont pas imposées.[53] Avant 2016, les exportateurs devaient payer 50 dollars EU par tonne si le prix d'exportation tombait sous la barre de 2 000 dollars EU par tonne; lorsque les prix du marché étaient inférieurs à cette valeur de référence, aucune taxe à l'exportation n'était prélevée. Le taux de la taxe sur l'exportation du caoutchouc, qui était *ad valorem*, a été modifié en 2011 pour devenir spécifique. Les exportations de caoutchouc principalement transformé sont soumises à l'obtention d'une licence (valable 60 jours) émise par le Département du commerce bilatéral du Ministère du commerce (section 3.2.3).[54] Durant la période à l'examen, les agences de développement et donateurs internationaux tels que l'Union européenne, la Banque asiatique de développement et l'Agence

[47] Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf.

[48] Base de données Comtrade de la Division de statistique de l'ONU; CIR, PNUD et Ministère du commerce du Cambodge (2016), *2016-2020 Medium-Term Plan for the Implementation of Cambodia's Trade SWAp*. Adresse consultée: "http://www.moc.gov.kh/tradeswap/userfiles/file/uploadedfiles/Gallery/MTP.2016-20202_4_2016_16_5_323_31_2016_8_49_28.pdf".

[49] Ministère du commerce (2012), *Rubber Sector Profile,* juin. Adresse consultée: "http://www.moc.gov.kh/tradeSWAp/userfiles/Media/file/Projects/TDSP/Top%20Ten%20Products/2012-07-26%20Rubber%20Sector%20profile.pdf".

[50] MAFF (2015), *Agricultural Extension Policy in Cambodia.* Adresse consultée: http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/cam152453.pdf.

[51] William & Mary Environmental Law and Policy Review (2016), *Consequences of Cambodia's Rubber Boom: Assessing the Governmental, Environmental, and Human Rights Violations in the Industry's Current Regulatory Framework.* Adresse consultée: http://scholarship.law.wm.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1661&context=wmelpr.

[52] Document de l'OMC WT/TPR/S/253/Rev.1 du 24 novembre 2011.

[53] *The Phnom Penh Post*, "Revised rubber export tax scheme criticised", 7 mars 2016. Adresse consultée: http://www.phnompenhpost.com/business/revised-rubber-export-tax-scheme-criticised.

[54] SFI (2008), *Handbook on Export Procedures: Practical Guide for Small and Medium Enterprises in Cambodia.* Adresse consultée: "http://www.moc.gov.kh/Portals/0/Docs/OfficialDocs/Handbook-Export-Prodcedure-Eng.pdf".

japonaise de coopération internationale (JICA) ont alloué des ressources afin de renforcer les capacités des laboratoires des organismes compétents en matière de mesures SPS et d'OTC. Actuellement, deux laboratoires, le Centre des laboratoires industriels du Cambodge qui est placé sous l'autorité du Ministère de la santé et la Maison nationale des laboratoires spécialisés, placée sous l'autorité de la Direction générale du caoutchouc du MAFF, ont obtenu la certification nationale et délivrent des certificats aux exportateurs de caoutchouc.[55]

#### 4.1.5.3 Sylviculture

4.25. L'État conserve la propriété et la gestion des forêts du Cambodge. Selon les données de la FAO, la superficie forestière totale du Cambodge s'établissait en 2015 à 9,45 millions d'hectares et couvrait 53% du territoire national, contre 10,8 millions d'hectares – soit 60% du territoire environ – en 2006. Cette baisse s'explique principalement par la conversion de terres en concessions de terres à des fins économiques et par l'expansion de l'agriculture (sections 2.5, 4.1.2 et 4.1.5.2). Depuis 2013, 2,6 millions d'hectares, soit 14% du territoire, restent alloués aux concessions de terres à des fins économiques consistant en plantations agro-industrielles, en terres à vocation sociale et en d'autres types de concessions de terres.[56] La diminution de la superficie forestière, la mise en œuvre du Programme forestier national 2010-2029 (voir ci-dessous), la transition vers des sources d'énergie alternatives (y compris l'électricité) et les restrictions frappant l'exportation de bois rond se sont traduites par une réduction de 6% de la production de bois rond et de bois de chauffe au cours de la période 2011-2015.[57]

4.26. L'Administration des forêts du MAFF poursuit la mise en œuvre du Programme forestier national 2010-2029 qui est inchangé et comprend des mesures dans les domaines suivants: délimitation, classification et enregistrement des forêts; conservation et développement des ressources et de la biodiversité forestières; application et gouvernance du droit de la forêt; sylviculture locale; capacités et R&D. Une série de mesures prises dans le cadre du Programme forestier national concerne notamment les domaines suivants: services de recherche et de formation (projets de recherche et d'enseignement visant à favoriser la conservation et la réadaptation de la faune sauvage), suivi et évaluation (mise au point de systèmes et de bases de données sur la forêt); services de commercialisation et de promotion (développement de l'écotourisme et de moyens de subsistance intégrés des communautés locales) dans les zones protégées. Le coût de mise en œuvre du Programme pour la période 2010-2014 s'établissait à 38,8 millions de dollars EU, dont 27 millions provenant de donateurs; son coût pour la période 2015-2020 était estimé au même niveau.[58] Le cadre réglementaire applicable à la sylviculture reste inchangé.

4.27. Conformément aux lignes directrices figurant dans le Plan national de développement stratégique 2014-2018 (section 2.2), le Ministère de l'environnement a créé quatre zones protégées (protection fondamentale, conservation, développement durable et développement communautaire) pour empêcher l'empiétement sur les zones protégées lié au développement de projets d'agro-industrie et d'écotourisme et à la création de zones communautaires protégées.[59] Dans le cadre de la réforme du Ministère de l'environnement de 2016 (section 4.1.2), le MAFF lui a transféré des terres forestières, entraînant du même coup la hausse du nombre total de zones protégées de 23 à 46 sites, notamment des systèmes de corridors de conservation de la biodiversité et de zones protégées ayant une surface équivalant à 40,9% de la superficie du Cambodge. En 2016, une commission nationale a été créée pour prévenir et réprimer toute infraction aux règles forestières dans le nord-est du pays, ce qui a eu pour effet de réduire

[55] CIR, PNUD et Ministère du commerce du Cambodge (2016), *2016-2020 Medium-Term Plan for the Implementation of Cambodia's Trade SWAp*. Adresse consultée: "http://www.moc.gov.kh/tradeswap/userfiles/file/uploadedfiles/Gallery/MTP.2016-20202_4_2016_16_5_323_31_2016_8_49_28.pdf".

[56] Forest Trends Report Series (2015), *Forest trade and finance. Conversion Timber, Forest Monitoring, and Land-Use Governance in Cambodia.* Adresse consultée: "http://forest-trends.org/releases/uploads/Cambodia%20Concessions%20Report%20small%20size.pdf".

[57] Données en ligne de la FAO. Adresse consultée: http://www.fao.org/faostat/en/#data/FO.

[58] Royaume du Cambodge, *Programme forestier national 2010-2029.* Adresse consultée: "http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/Sector_Strategy/6_Forestry_Reform/National_Forest_Programme_2010_2029_Eng.pdf".

[59] Ministère de la planification (2014), *National Strategic Development Plan 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf.

massivement ce type d'infractions; l'Administration des forêts a empêché ou réprimé l'exploitation forestière illégale et l'empiétement sur les terres dans 1 490 cas, soit 699 de moins qu'en 2015.[60]

4.28. Les taux de droits NPF appliqués sur la forêt et les produits de la sylviculture restent échelonnés entre zéro et 7% à 35%, tandis que le droit consolidé varie entre 15% et 35% (tableau 3.2 et tableau A3. 1). Les produits de la sylviculture demeurent soumis à des licences d'importation (section 3.1.5). Les exportations de bois transformé et de produits sylvicoles autres que le bois d'œuvre demeurent également assujetties à une licence d'exportation du Ministère du commerce et du MAFF (valable 60 jours), à une lettre d'autorisation et à la taxe à l'exportation aux taux de zéro, 5%, 10% ou 15% en fonction du type de bois et du degré de transformation (taux plus élevé pour les produits les plus transformés) (section 3.2.3). La taxe à l'exportation est destinée à encourager la transformation intérieure et à assurer l'approvisionnement de l'industrie locale.[61] De plus, le MAFF prélève une taxe pour services de 1% sur la valeur f.a.b. des produits forestiers et sylvicoles exportés.

4.29. L'exploitation forestière illégale persiste au Cambodge. Malgré l'interdiction d'exporter des grumes depuis 1996, le commerce transfrontalier poursuit sa croissance. Entre 2011 et 2015, les exportations de bois rond, de bois rond industriel, de charbon de bois et de feuilles de placage ont plus que doublé, tandis que celles de matière fibreuse, de papier recyclé et de copeaux et particules de bois ont massivement reculé; en 2015, les exportations de bois de rose du Siam ont atteint 35 millions de dollars EU malgré l'interdiction frappant les exportations d'espèces menacées.[62] Le Plan d'action relatif à l'application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux (FLEGT), une initiative de l'UE, fixe un cadre pour la mise au point d'Accords de partenariat volontaires (APV) visant à s'assurer que le bois et les produits du bois exportés proviennent de sources légales. En 2013, le Cambodge a achevé une étude en vue d'adhérer à l'APV, mais aucune mesure ne semble encore avoir été prise en ce sens.[63]

4.30. Selon la FAO, le cadre politique et réglementaire régissant la forêt souffre de lacunes profondes et persistantes en matière, par exemple, d'allocation (légale) des terres, de reconnaissance et de transfert des droits, de réponses aux besoins de subsistance, d'accès à la justice et de règlement des litiges fonciers.[64] Il manque à la Loi forestière de 2002 et aux Directives sur la sylviculture communautaire de 2006 des cadres juridiques visant à soutenir les entreprises communautaires dans le secteur forestier et à contribuer aux moyens de subsistance des populations locales. En outre, l'application inadéquate des politiques s'explique principalement par la faiblesse des capacités institutionnelles, l'absence d'engagement et l'insuffisance ou l'absence de moyens. L'inefficience de la gestion forestière peut être considérée comme une subvention implicite de l'exploitation forestière illégale.

#### 4.1.5.4 Pêche

4.31. La pêche joue un rôle relativement important dans l'économie cambodgienne; les poissons d'eau douce sont un élément essentiel de la sécurité alimentaire et de la nutrition.[65] Entre 2011 et 2016, la contribution de la pêche à la valeur ajoutée brute a chuté de 7,2% à 5,8%, de même que sa part dans l'emploi a reculé de 3,9% à 2,7% (5% en 2009) (tableau 1.2). En 2015, les exportations de poisson ne représentaient que 0,01% (contre 0,05% en 2011) du commerce total de marchandises.[66] Pendant la période 2011-2013, la pêche a atteint des taux de croissance

[60] MAFF (non daté), *Annual Report of Agriculture, Forestry and Fisheries 2016-2017 and Directions 2017-2018*.

[61] SFI (2008), *Handbook on Export Procedures: Practical Guide for Small and Medium Enterprises in Cambodia.* Adresse consultée: "http://www.moc.gov.kh/Portals/0/Docs/OfficialDocs/Handbook-Export-Prodcedure-Eng.pdf".

[62] Données en ligne de la FAO. Adresse consultée: http://www.fao.org/faostat/en/#data/FO; Forest Trends (2016), *Viet Nam's Imports of Cambodian Logs and Sawnwood from Natural Forests: 2013-2015.* Adresse consultée: http://www.forest-trends.org/documents/files/doc_5417.pdf.

[63] Forest Trends Report Series (2015), *Forest trade and finance. Conversion Timber, Forest Monitoring, and Land-Use Governance in Cambodia*, juillet. Adresse consultée: "http://forest-trends.org/releases/uploads/Cambodia%20Concessions%20Report%20small%20size.pdf".

[64] FAO (2016), *Forest tenure policies in Cambodia: Status, gaps and way forward.* Adresse consultée: http://www.fao.org/3/a-i6246e.pdf.

[65] Renseignements en ligne de la FAO. Adresse consultée: http://www.fao.org/fishery/facp/KHM/en.

[66] Base de données Comtrade du Bureau de statistique de l'ONU.

annuelle de 2,5% du PIB réel (à prix constants de 2000).[67] Dans le cadre du NSDP 2009-2013 (sections 2.2 et 4.1.2), le Cambodge a établi 516 communautés de pêche et 354 aires de conservation dans la zone des communautés de pêche, ainsi que 50 nouvelles aires de conservation et 8 zones de conservation de la pêche dans le lac Tonle Sap sur une superficie de 22 500 hectares, afin de protéger la forêt inondée qui entoure le lac Tonle Sap sur une superficie de 647 000 hectares.[68] Pendant la période 2011-2013, la production terrestre a augmenté de 24%, la production marine de 10% et la production aquacole de 11%; la part respective de ces trois activités dans la production totale de la pêche s'établissait respectivement à 75,3%, 13,7% et 10,9%.[69] En 2015, 751 546 tonnes de poisson ont été attrapées, soit une hausse de 6 236 tonnes par rapport à 2014; sur cette production totale, 487 905 tonnes (65%) provenaient de la pêche en eau douce, 120 500 tonnes (16%) de la pêche en eau salée et 143 141 tonnes (19%) des fermes aquacoles.[70] Entre 2014 et 2018, la production aquacole et les prises de poisson devraient augmenter de 75% et 21%, respectivement.[71] À la fin de 2019, selon les objectifs fixés dans le Cadre de planification stratégique pour la pêche 2010-2019 (SPF), le Cambodge transformera au moins 80% du produit de sa pêche et se sera mis en conformité avec les réglementations et les normes d'assurance de qualité et d'innocuité. Pour l'essentiel, la production de la pêche est consommée sur le plan intérieur. En valeur, les exportations de poisson atteignaient selon les estimations 100 millions de dollars EU par an; elles se composaient de poissons, de crevettes, de crabes et d'autres produits de la mer destinés à la Chine, au Japon, à la Fédération de Russie et à certains pays de l'ASEAN.[72]

4.32. Les activités se répartissent entre la pêche côtière et la pêche commerciale. La pêche côtière désigne la pêche familiale pratiquée dans une bande allant du littoral aux eaux d'une profondeur de 20 mètres. Les bateaux utilisés dans cette zone sont sans moteur ou ont un moteur de moins de 50 chevaux. La pêche commerciale se caractérise par des bateaux de pêche de plus grande taille qui utilisent des moteurs de plus de 50 chevaux et opèrent au-delà du seuil de 20 mètres de profondeur jusqu'à la limite de la Zone économique exclusive (ZEE). Les bateaux qui pêchent dans les eaux cambodgiennes peuvent *grosso modo* se répartir en trois catégories: senneurs, crevettiers et chalutiers à filet maillant.[73] La productivité de la pêche marine au Cambodge se heurte à deux menaces graves: l'effort de pêche excessif (notamment une activité significative de pêche étrangère non réglementée) et la dégradation de l'habitat.[74] Le niveau de vie des travailleurs de la pêche s'est amélioré, en partie grâce à l'évolution du secteur forestier (section 4.1.5.3) qui a forcé d'ex-travailleurs forestiers à gagner le littoral où bon nombre ont commencé à pratiquer la pêche. En outre, la demande d'exportation encourage l'accroissement de l'effort de pêche, notamment pour ce qui concerne les espèces de grande valeur.

4.33. Le Cambodge poursuit la mise en œuvre du Cadre de planification stratégique pour la pêche 2010-2019 (SPF) et de la Déclaration sur la Politique nationale pour le secteur de la pêche.[75] Le SPF vise principalement à stimuler la production de poisson afin d'alimenter la consommation intérieure et les marchés d'exportation en s'appuyant sur trois piliers: la pêche de ressources naturelles en eau douce et en mer; l'aquaculture en eau douce et en mer; et la facilitation de la

[67] Gouvernement royal du Cambodge (2013), *"Rectangular Strategy" for Growth, Employment, Equity and Efficiency Phase III.* Adresse consultée: "http://cnv.org.kh/wp-content/uploads/2013/10/26sep13_rectangular-strategy_phaseIII.pdf"; Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: "http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf".

[68] Gouvernement royal du Cambodge (2013), *"Rectangular Strategy" for Growth, Employment, Equity and Efficiency Phase III.* Adresse consultée: "http://cnv.org.kh/wp-content/uploads/2013/10/26sep13_rectangular-strategy_phaseIII.pdf".

[69] Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf.

[70] Open Development Cambodia (2015), *Agriculture and Fishing*, mars. Adresse consultée: https://opendevelopmentcambodia.net/topics/agriculture-and-fishing/.

[71] Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf.

[72] Open Development Cambodia (2015), *Agriculture and Fishing*, mars. Adresse consultée: https://opendevelopmentcambodia.net/topics/agriculture-and-fishing/.

[73] FAO (2011*), National Fisheries Sector Overview – Cambodia.* mars. Adresse consultée: ftp://ftp.fao.org/fi/document/fcp/en/FI_CP_KH.pdf.

[74] Renseignements en ligne de la FAO. Adresse consultée: http://www.fao.org/fishery/facp/KHM/en.

[75] MAFF (non daté), *Cadre de planification stratégique pour la pêche: 2010-2019*. Adresse consultée: http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/cam143042.pdf.

transformation et du commerce.[76] Il prévoit la répression de toutes les infractions aux lois, aux règles et aux réglementations concernant la pêche, notamment le renforcement du contrôle du matériel de pêche et des périodes de pêche; l'élimination de la surpêche; le renforcement des capacités des communautés de pêcheurs en matière de gestion, d'utilisation et de conservation des ressources halieutiques; la protection de la biodiversité et de l'habitat des animaux aquatiques; le contrôle de la qualité de l'eau douce et de l'eau de mer en minimisant la pollution et en protégeant et reboisant les forêts inondées et les mangroves; la délimitation de la forêt inondée et des zones de conservation halieutique; le développement des capacités institutionnelles et humaines; et la préparation et la diffusion de travaux de recherche. Un Cadre de planification stratégique pour la pêche 2015-2024 semble être en place. Il ressort de ce paragraphe et de ceux qui précèdent et qui suivent (notamment au sujet de l'absence de quotas de prises autorisées) que la gestion de la pêche est inefficiente et qu'en conséquence, elle menace sa durabilité à long terme, et donc sa viabilité.

4.34. Le cadre institutionnel qui régit le secteur de la pêche demeure inchangé. L'Administration de la pêche du MAFF est chargée de la gestion et de la conservation durables des ressources halieutiques. En coopération avec le Ministère du commerce, elle s'emploie à réduire les obstacles au commerce qui affectent le secteur de la pêche, conformément à l'Approche sectorielle du commerce adoptée par le gouvernement.[77]

4.35. Aucune modification substantielle n'a été apportée au cadre réglementaire de la pêche. La Loi sur la pêche de 2006 incite à la création et à la maintenance adéquate de zones de conservation et encourage fortement le développement de l'aquaculture.[78] Elle prévoit également la conservation à long terme et la gestion durable des ressources halieutiques en tenant compte de facteurs sociaux, économiques et environnementaux. De surcroît, elle garantit les droits des communautés locales à utiliser les ressources halieutiques à des fins traditionnelles et religieuses ou pour subvenir à leurs moyens grâce à la création de communautés de pêche. Un sous-décret de 2000 a réduit la zone des lots de pêche de 56% et mis 538 522 hectares à la disposition de la pêche familiale.

4.36. Les pêches maritimes ne sont soumises à aucun total des prises autorisées ni à un quelconque autre quota. La pêche côtière est librement accessible aux bateaux ne dépassant pas 33 chevaux.[79] Depuis le début des années 2000, lorsque les droits de pêche ont été accordés aux communautés de pêche, le nombre de permis de pêche par filet à poche est resté constant, aux alentours de 80. La Loi sur la pêche interdit le chalutage dans la zone située entre le littoral et l'isobathe de 20 mètres. Étant donné que de nombreux chalutiers sont petits et inadaptés à la pêche en mer, l'essentiel du chalutage s'effectue de manière illégale dans ces zones.[80] Pour réduire la pêche illégale, des sanctions sévères sont prévues à l'encontre de ceux qui enfreignent la loi, y compris les fonctionnaires.[81] Pour enquêter sur les activités illégales, les prévenir et les combattre, et pour collecter les documents à présenter aux tribunaux, les fonctionnaires de l'Administration de la pêche sont considérés comme des officiers de police judiciaire dans le secteur de la pêche. En dépit du fait que le chalutage en eaux intérieures est explicitement illégal, l'Administration de la pêche rechigne à faire respecter cette interdiction. Aucune mesure gouvernementale ne semble être prise pour mettre un terme à l'activité de chalutage illégal. D'autre part, le nombre de navires étrangers exerçant dans les eaux cambodgiennes est une source de différends. La juridiction sur les eaux revendiquées par le Cambodge est complexe et le nombre de navires étrangers difficile à estimer en raison, entre autres, du fait que la fonction d'attribution des permis incombe simultanément à plusieurs organismes publics. Depuis 2014, l'UE interdit les importations de poisson en provenance du Cambodge au titre de sa réglementation de 2010 sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) en raison de l'incapacité du pays à appliquer et respecter les obligations juridiques internationales dans ce domaine, étant donné

[76] Gouvernement royal du Cambodge (2013), *"Rectangular Strategy" for Growth, Employment, Equity and Efficiency Phase III.* Adresse consultée: "http://cnv.org.kh/wp-content/uploads/2013/10/26sep13_rectangular-strategy_phaseIII.pdf".

[77] Gouvernement royal du Cambodge (2013), *"Rectangular Strategy" for Growth, Employment, Equity and Efficiency Phase III.* Adresse consultée: "http://cnv.org.kh/wp-content/uploads/2013/10/26sep13_rectangular-strategy_phaseIII.pdf".

[78] Renseignements en ligne de la FAO. Adresse consultée: http://www.fao.org/fishery/facp/KHM/en.

[79] FAO (2011*), National Fisheries Sector Overview. Cambodia*, mars. Adresse consultée: ftp://ftp.fao.org/fi/document/fcp/en/FI_CP_KH.pdf.

[80] Renseignements en ligne de la FAO. Adresse consultée: http://www.fao.org/fishery/facp/KHM/en.

[81] Renseignements en ligne de la FAO. Adresse consultée: http://www.fao.org/fishery/facp/KHM/en.

qu'aucune mesure n'est prise pour lutter contre la pêche illicite que pratiquent les navires étrangers battant pavillon cambodgien et qu'il n'existe ni cadre juridique ni mécanismes efficaces de suivi, d'inspection et de certification des prises.[82] Les autorités ont fait savoir qu'aucune nouvelle législation relative à la pêche INN n'était en cours d'élaboration.

4.37. En 2017, la moyenne simple des droits NPF pour la pêche et les produits de la pêche s'établissait au taux relativement élevé de 19,9% (tableau A3. 1), soit une légère hausse par rapport au taux de 2010 (19,3%) qui s'explique vraisemblablement par les modifications apportées à la classification des droits de douane suite au passage du SH2012 au SH2017.[83] Les importations de poisson et de produits de la pêche sont soumises à des quotas régissant le régime des licences non automatiques (section 3.1.5). Les exportations de poisson restent contrôlées par l'Administration de la pêche. Les titulaires de licences provinciales sont autorisés à collecter une redevance de 4% sur la valeur totale du poisson transporté à travers la province sans droit de propriété ni prestation de services. Les exportateurs de poisson, de crustacés, de mollusques et d'autres produits aquatiques sont tenus de produire une lettre de permis de transport, un certificat d'origine et un permis des douanes délivrés par le Ministère du commerce, le MAFF et l'Administration des douanes. Les certificats SPS relatifs aux exportations halieutiques sont émis par le Département de l'agronomie et de l'amélioration des terres agricoles du MAFF à titre gracieux, sauf si un échantillon de produit est demandé pour être contrôlé en laboratoire et si un traitement s'avère nécessaire, auquel cas c'est à l'exportateur qu'il revient de couvrir les frais induits par ces services additionnels.[84] Le Cambodge n'est pas encore en mesure d'exporter légalement les peaux de crocodiles car les fermes ne sont pas conformes aux normes du secteur. La viande de crocodile, en revanche, peut être exportée. Les interdictions d'exporter s'appliquent à toutes les espèces de poissons figurant sur la liste des espèces menacées d'extinction de la CITES (section 3.1.5). En raison de l'existence de "fenêtres d'exportation" non officielles dans certains lieux isolés, la contrebande de poisson et de produits de la pêche reste également active. Elle représenterait environ 30% du total des exportations. En 2011, un volume significatif de poisson a été exporté de manière non officielle à travers la frontière avec le Viet Nam; il n'existe aucune donnée récente sur cette activité.[85]

## 4.2 Industries extractives et énergie

### 4.2.1 Industries extractives

4.38. Malgré le potentiel minéral du Cambodge – en or, fer, bauxite, manganèse, sable de silice, kaolin, chaux, phosphate, saphirs, rubis, charbon, matériaux de construction et autres minerais, entre autres –, les industries extractives en sont encore au premier stade de leur développement.[86] Entre 2011 et 2016, la part des industries extractives dans la valeur ajoutée brute est passée de 0,6% à 1,5% grâce à la croissance rapide des projets de construction et d'infrastructure, et sa part dans l'emploi a légèrement augmenté de 0,2% à 0,3% (2015) (tableau 1.2); le secteur est à l'origine de 0,1% du total des exportations.[87] En 2013, les minerais industriels non métalliques dominaient la production de minerai au Cambodge, en particulier les graviers, les sables, les pierres et les pierres à chaux.[88] En décembre 2016, 84 entreprises nationales et étrangères (contre 91 en 2013) détenaient des licences d'extraction et d'exploration au Cambodge, et 61 projets d'exploration avaient été autorisés au titre de ces licences, dont 23 dans le secteur des industries extractives. Ces projets consistent notamment en activités d'exploration concernant les minerais métalliques, le charbon, le kaolin, le sable de silice, l'antimoine, la chromite et la bauxite. Les principaux investisseurs dans le secteur extractif

[82] *Euobserver*, "EU bans fish imports from Belize, Cambodia, and Guinea", 24 mars 2014. Adresse consultée: https://euobserver.com/environment/123603; Open Development Cambodia (2015), *Agriculture and Fishing*, mars. Adresse consultée: https://opendevelopmentcambodia.net/topics/agriculture-and-fishing/.

[83] Document de l'OMC WT/TPR/S/253/Rev.1 du 24 novembre 2011.

[84] L'Administration de la pêche utilise le Pasteur Lab afin d'inspecter les installations et d'effectuer des tests microbiologiques pour les États-Unis, le Japon et la République de Corée. SFI (2008), *Handbook on Export Procedures: Practical Guide for Small and Medium Enterprises in Cambodia.* Adresse consultée: http://www.moc.gov.kh/Portals/0/Docs/OfficialDocs/Handbook-Export-Prodcedure-Eng.pdf.

[85] Renseignements en ligne de la FAO. Adresse consultée: http://www.fao.org/fishery/facp/KHM/en.

[86] Département général des ressources minérales (2013), *Current Situation of Mining Industry in Cambodia*, 6 mars. Adresse consultée: http://www.dmr.go.th/ewt_dl_link.php?nid=78951&filename=royal.

[87] Base de données Comtrade du Bureau de statistique de l'ONU.

[88] USGS (2016), *2013 Minerals Yearbook. Cambodia [Advance Release],* février 2016. Adresse consultée: https://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/country/2013/myb3-2013-cb.pdf.

proviennent d'Australie et de Chine. En 2016, la première licence d'extraction d'or englobant l'extraction et la transformation du minerai a été accordée à Mesco Gold, une filiale du producteur d'acier indien Mesco Steel Ltd, au titre du nouveau cadre réglementaire applicable aux activités extractives (voir ci-dessous).[89]

4.39. Durant la période à l'examen, la politique minière du Cambodge est restée inchangée. Ses objectifs sont définis dans la politique de 2011 relative aux minerais qui vise à favoriser le développement des ressources minérales en partenariat avec le secteur privé. Ils portent notamment sur les points suivants: adoption de lois et de réglementations relatives aux industries extractives; renforcement de la gestion et de la bonne gouvernance; augmentation et divulgation des renseignements de base; renforcement des partenariats; développement d'une infrastructure et de communautés minières; incitation au développement d'activités extractives artisanales et de dimension petite ou moyenne, et soutien à l'amélioration de la protection environnementale; et accroissement du volume de produits minéraux à valeur ajoutée.

4.40. La dernière modification apportée au cadre réglementaire qui régit les industries extractives date de 2016.[90] Le Sous-Décret n° 72 du Ministère des mines et de l'énergie prévoit désormais les procédures, les processus et les conditions applicables à l'attribution de licences d'exploration (valables 3 ans, renouvelables pour une période de 2 ans) et d'extraction minière (valables 21 ans au maximum, renouvelables pour 2 périodes de 10 ans seulement, soit un total de 41 ans), y compris aux droits et aux devoirs des titulaires de ces licences. La Loi sur la gestion et l'exploitation des ressources minérales du 13 juillet 2001 demeure inchangée malgré les efforts déployés pour élaborer un nouveau texte législatif en 2015, lorsqu'un projet de loi conçu sur le modèle de la Loi minière d'Australie occidentale a eu pour objet d'équilibrer les règles de fonctionnement s'appliquant aux sociétés minières en remplaçant l'actuel système contractuel d'obtention des licences d'extraction et d'exploration par un système de concessions; plutôt que de devoir négocier leurs droits, toutes les sociétés jouiraient désormais des mêmes droits aux termes de ce nouveau texte.[91] En juin 2017, la rédaction d'un nouveau projet de loi était en cours d'examen. La Loi de 2001 prévoit plusieurs catégories de licences d'extraction; le ministre chargé du secteur minier est tenu de donner une réponse écrite approuvant ou rejetant les demandes de licence dans un délai maximal de 45 jours.[92] Le Ministère des mines et de l'énergie conserve la responsabilité d'élaborer et d'appliquer les politiques et les stratégies relatives à ce secteur. Il perçoit une redevance sur les minerais; une redevance de 3% est prélevée sur les métaux précieux.

4.41. La protection tarifaire NPF moyenne concernant les minerais et les métaux s'établissait à 8% en 2017, contre 8,2% en 2011 (tableau A3. 1); certains produits sont soumis à une taxe à l'exportation de 10%.[93] En application du Sous-Décret n° 195 du 22 septembre 2016 sur la gestion des exportations de produits miniers, les exportations de minerais autres que l'uranium et d'autres minéraux radioactifs prohibés sont soumises à l'obtention d'une licence après examen de critères économiques, sociaux et environnementaux comme le potentiel économique pour une transformation dans le pays ou une utilisation comme matières premières pour le secteur national de la construction, ou encore s'il y a un excédent par rapport à la demande nationale (section 3.2.3); auparavant, les exportations de minerais non transformés étaient interdites.

### 4.2.2 Énergie

4.42. La structure énergétique du Cambodge reste simple; les combustibles fossiles tels que le charbon et les produits pétroliers sont importés, tandis que la biomasse est pour l'essentiel produite dans le pays.[94] En 2015, l'offre totale d'énergie primaire a atteint 4 761 kilotonnes d'équivalent pétrole dont 44% provenant de la biomasse, 39% du pétrole, 11% du charbon, 3,6% de l'hydroélectricité et 3% de l'électricité, contre 3 554 kilotonnes d'équivalent pétrole en 2011 se

[89] *The Phnom Penh Post*, "First mine licensed to draw gold", 14 septembre 2016. Adresse consultée: http://www.phnompenhpost.com/business/first-mine-licensed-draw-gold.

[90] DFDL (2016), *Cambodia Investment Guide*, Phnom Penh.

[91] *Khmer Times*, "New Mining Law Could Herald Gold Rush", 6 juillet 2015. Adresse consultée: http://www.khmertimeskh.com/news/12941/new-mining-law-could-herald-gold-rush/.

[92] Département général des ressources du Cambodge (2013), *Current Situation of Mining Industry in Cambodia*, 6 mars. Adresse consultée: http://www.dmr.go.th/ewt_dl_link.php?nid=78951&filename=royal.

[93] Document de l'OMC WT/TPR/S/253/Rev.1 du 24 novembre 2011.

[94] Institut de recherche économique pour l'ASEAN et l'Asie de l'Est (ERIA) (2016), *Cambodia National Energy Statistics 2016*, septembre. Adresse consultée: http://www.eria.org/RPR_FY2015_08.pdf.

répartissant entre 51% de biomasse, 44% de pétrole, 4% d'électricité, 1% de charbon et 0,1% d'hydroélectricité.[95] La part réduite des importations globales d'énergie par rapport à la production nationale signifie que le Cambodge est de moins en moins dépendant des importations d'énergie (section 4.2.2.2).

4.43. Pendant la période considérée, le Département général de l'énergie du Ministère des mines et de l'énergie a mis en œuvre le Plan de développement du secteur énergétique 2005-2024 qui poursuit les objectifs suivants: encourager l'exploration des sources d'énergie telles que l'hydroélectricité, le gaz naturel et le charbon pour la production d'électricité; garantir la stabilité de l'approvisionnement en électricité pour faciliter l'investissement et le développement socioéconomique; favoriser l'utilisation efficiente de l'énergie et atténuer les effets néfastes pour l'environnement qui résultent de l'approvisionnement et de l'utilisation de l'énergie; inciter le secteur privé à investir dans l'énergie, y compris dans la production, la transmission et la distribution; favoriser le développement de tous les types d'énergies renouvelables comme la biomasse, le biogaz et les biocarburants; renforcer l'efficience de l'énergie grâce à l'emploi de poêles plus économes en énergie afin de réduire la consommation de combustibles, de bois de chauffe et de charbon de bois; et promouvoir le commerce énergétique régional dans le cadre d'une coopération bilatérale et multilatérale.[96] Ces objectifs ont été repris sans modification dans le Plan de développement du secteur énergétique 2017-2030. Le Ministère des mines et de l'énergie reste chargé d'élaborer et de mettre en œuvre les politiques, les stratégies, les règles et les réglementations applicables au secteur énergétique, de mettre au point les normes, et de maintenir et d'analyser les données relatives à l'offre et à la demande d'électricité et aux ressources énergétiques.

4.44. Le Cambodge jouit d'une abondance de ressources renouvelables (eau, vent, soleil et résidus agricoles), qui possèdent un énorme potentiel de production d'électricité.[97] Le développement des énergies renouvelables constitue une solution majeure pour accélérer le développement du secteur de l'électricité et pour réduire la dépendance à l'égard des importations d'énergie. Si l'on exclut la production d'hydroélectricité à grande échelle (au-delà de 10 mégawatts), la part des énergies renouvelables dans l'offre totale d'énergie primaire au Cambodge ne dépasse pas 1%. Conformément aux objectifs d'efficacité énergétique et de conservation de l'énergie présentés à la cinquième réunion des Ministres de l'énergie du Sommet de l'Asie de l'Est, tenue le 20 septembre 2011, le Cambodge entend faire de la demande finale d'énergie son indicateur d'efficacité énergétique et parvenir d'ici à 2030 à une réduction de 10% par rapport au statu quo.[98] Le plan d'action visant à atteindre les objectifs d'efficacité énergétique et de conservation de l'énergie porte sur l'utilisation de l'énergie dans l'industrie et les transports et par les usagers commerciaux et résidentiels, notamment l'introduction de matériel et d'étiquetage en matière d'efficacité énergétique, et la sensibilisation du public à ce sujet.

#### 4.2.2.1 Hydrocarbures

4.45. Le Cambodge reste un importateur de combustibles fossiles comme le charbon et les produits pétroliers. En 2014, il a importé: 490 000 tonnes de charbon, 112 000 tonnes de gaz de pétrole liquéfié, 427 000 tonnes d'essence moteur, 92 000 tonnes de kérosène, 89 000 tonnes de mazout et 1 005 000 tonnes de gasoil/diesel. [99] En 2016, il a importé: 193 600 tonnes de gaz de pétrole liquéfié, 491 000 tonnes d'essence moteur, 106 000 tonnes de kérosène, 138 500 tonnes de mazout et 1 240 000 tonnes de gasoil/diesel. Le territoire du Cambodge est divisé en 6 lots maritimes (A à F) et 19 lots terrestres (I à XIX). Chaque lot est attribué à des sociétés privées afin

[95] Institut de recherche économique pour l'ASEAN et l'Asie de l'Est (ERIA) (2016), *Cambodia National Energy Statistics 2016*, septembre. Adresse consultée: http://www.eria.org/RPR_FY2015_08.pdf.

[96] Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf.

[97] Kongchheng Poch (Economic Institute of Cambodia (EIC)) (2013), *Renewable Energy Development in Cambodia: Status, Prospects and Policies*, août. Adresse consultée: http://www.eria.org/RPR_FY2012_No.26_chapter_7.pdf.

[98] Phoumin, H. (2015), *Renewable Energy Policies and the Solar Home System in Cambodia*, Institut de recherche économique pour l'ASEAN et l'Asie de l'Est, septembre. Adresse consultée: http://www.eria.org/ERIA-DP-2015-64.pdf.

[99] Agence internationale de l'énergie (2017), *2014 Statistics for Cambodia.* Adresse consultée: "http://www.khmertimeskh.com/news/12941/new-mining-law-could-herald-gold-rush/ https://www.iea.org/statistics/statisticssearch/report/?year=2014&country=Cambodia&product=ElectricityandHeat".

qu'elles en explorent le potentiel pétrolier et gazier.[100] Aucune production de pétrole et de gaz ne s'est développée à ce jour bien que les activités d'exploration se poursuivent; la première découverte significative de pétrole a été annoncée en janvier 2005 mais elle en est encore au stade initial de son développement en raison de la baisse du prix du pétrole brut. Le gouvernement continue d'encourager les investissements internationaux dans les ressources pétrolières et gazières afin de promouvoir la croissance économique et l'emploi et de générer des recettes.

4.46. En aval, les activités de gros et de détail sont ouvertes à la concurrence pour les opérateurs intérieurs comme étrangers. Chaque société exerçant des activités est tenue de conserver un stock d'hydrocarbures correspondant à une consommation de 30 jours. Depuis mars 2016, un plafond s'applique au prix de vente au détail du carburant (section 3.3.4); le Département du développement du secteur privé du Ministère du commerce calcule ce plafond et le rend public tous les dix jours (c'est-à-dire trois fois par mois).[101]

#### 4.2.2.2 Électricité

4.47. La production d'électricité dépend des centrales hydroélectriques et au diesel ainsi que d'une part d'importations en provenance du Viet Nam, de Thaïlande et de RDP lao en raison de facteurs saisonniers et de la croissance rapide de la demande d'électricité.[102] La part de l'électricité, du gaz et de l'eau dans la valeur ajoutée brute a légèrement augmenté, passant de 0,5% (2011) à 0,6% (2016) (tableau 1.2). En 2015, la production d'électricité provenait des centrales hydroélectriques (2 127,82 millions de kilowatts/heure), des centrales thermiques à charbon (2 159,64 millions de kilowatts/heure), des centrales au diesel (163,6 millions de kilowatts/heure) et des usines utilisant du bois et d'autres substances issues de la biomasse (38,15 millions de kilowatts/heure).[103] En 2015, le volume total de l'électricité disponible au Cambodge a atteint 6 015,35 gigawatts/heure (contre 2 514,80 gigawatts/heure en 2010), et la part de la production nationale a atteint 74,6% (contre 38,5% en 2010), tandis que la part des importations a reculé pour s'établir à 25,37% (contre 61,49% en 2010) en raison de l'ajout de nouvelles centrales de production. Selon les autorités, des progrès significatifs ont été accomplis afin d'étendre la couverture du service à un plus grand nombre de zones rurales et de réduire considérablement le prix à la vente de l'électricité provenant du réseau dans les zones urbaines comme dans les zones rurales (voir ci-après). En 2016, 74,7% des villages étaient électrifiés et l'électricité était fournie à 2,15 millions de consommateurs, contre respectivement 41,9% et 0,81 millions en 2011. En 2016, le taux général d'électrification atteignait 58,2% et couvrait 1,9 des 3,28 millions de foyers du pays, contre 26,6% en 2011, soit 0,8 sur 3 millions de foyers à l'époque. Entre 2003 et 2015, la croissance annuelle des ventes d'électricité s'est établie à 20% en moyenne, les ventes totales ayant plus que septuplé. Le Cambodge s'attend à ce que les taux de croissance annuelle se maintiennent entre 15% et 20% jusqu'en 2020, pour atteindre 10 000 à 13 000 gigawatts/heure cette année-là.[104] Selon les autorités, à la fin de 2016, six centrales hydroélectriques et trois centrales au charbon étaient en activité, pour une capacité totale de plus de 1 300 mégawatts.[105]

[100] Hirsch, P. (2017), *Routledge Handbook of the Environment in Southeast Asia*, New York.

[101] Formule de calcul de ce plafond: moyenne Platts Singapour (MOPS) + taxes (taxe à l'importation + TVA + taxe spéciale) + supplément (coût d'exploitation + taxe sur les bénéfices + bénéfices) + "TVA à la sortie". Prakas interministériel (Ministère du commerce/Ministère de l'économie et des finances/Ministère des mines et de l'énergie) n° 098 sur "La formule d'ajustement du prix de vente au détail du carburant au Cambodge", 9 mars 2016.

[102] La production d'hydroélectricité baisse généralement pendant les saisons sèches en raison du manque d'eau. Institut de recherche économique pour l'ASEAN et l'Asie de l'Est (ERIA) (2016), *Cambodia National Energy Statistics 2016*, septembre. Adresse consultée: http://www.eria.org/RPR_FY2015_08.pdf.

[103] Autorité cambodgienne de l'électricité (EAC) (2016), *Report on Power Sector of the Kingdom of Cambodia.* Compilé par l'Autorité cambodgienne de l'électricité à partir de données pour l'année 2015. Adresse consultée: http://eac.gov.kh/wp-content/uploads/2016/10/Annual-Report-2015-English.pdf.

[104] Derbyshire, W. (2015), *Government Private Sector Forum. Cambodia – In Depth Study on Electricity Cost and Supplies. Final Report.* Adresse consultée: "http://www.seac-cambodia.org/wp-content/uploads/2016/06/Cambodia-in-depth-study-on-electricity-cost-and-supplies-Final-Report.pdf".

[105] Autorité cambodgienne de l'électricité (EAC) (2016), *Report on Power Sector of the Kingdom of Cambodia.* Compilé par l'Autorité cambodgienne de l'électricité à partir de données pour l'année 2015. Adresse consultée: http://eac.gov.kh/wp-content/uploads/2015/07/report-2014en.pdf.

En 2017, le Cambodge se classe selon la Banque mondiale au 136ème rang sur 190 économies pour ce qui concerne la facilité du raccordement à l'électricité.[106]

4.48. Le droit de produire, transmettre et distribuer l'électricité est accordé par des licences spécifiques.[107] Les services de l'électricité cambodgiens se composent d'Électricité du Cambodge (EDC), détenue par le Ministère des mines et de l'énergie et le Ministère de l'économie et des finances; d'entreprises publiques de l'énergie; de producteurs d'énergie indépendants (PEI); d'entreprises privées de transmission; et de petites compagnies privées/régionales (entreprises d'électrification rurale (REE)).[108] Bien qu'il existe plus de 300 distributeurs d'électricité titulaires d'une licence, les ventes sont dominées par EDC; en 2015, cette entreprise a transmis 98,4% de l'électricité intérieure aux consommateurs, tandis que les titulaires de licences globales et les PEI en ont transmis 1,1% et 0,4%, respectivement.[109] Il y a actuellement 378 titulaires de licences: EDC, 23 PEI, 9 titulaires de licences de transmission *ad hoc* et 345 titulaires de licences de distribution (dont 21 sont des titulaires de licences globales – production et distribution de diesel à petite échelle). C'est à EDC que reviennent les droits et les responsabilités de produire, de transmettre et de distribuer l'électricité partout au Cambodge, en conformité avec les obligations commerciales que lui imposent les lois, les règlements, les licences et d'autres réglementations. Elle fonctionne sur le modèle d'une entreprise commerciale et jouit de l'indépendance lui permettant d'organiser son activité de production, de transmission et de distribution d'électricité, et de faire des investissements de capitaux afin d'apporter une réponse appropriée aux besoins du marché, de dégager des bénéfices et d'accroître sa productivité. Elle est tenue d'observer les prescriptions des licences émises par l'Autorité cambodgienne de l'électricité lorsqu'elle fournit des services d'électricité. En 2015, la capacité de production d'EDC était estimée à 113,05 mégawatts (contre 76,73 mégawatts en 2011), soit 5,73% de la capacité installée totale, contre 74,6% pour les PEI. EDC est active dans 20 zones; ses clients sont des particuliers (92,53%), la puissance publique (0,36%), des clients commerciaux (6,6%), les distributeurs (0,26%), des clients industriels (0,24%) et autres (0,02%).[110]

4.49. En 2016, 90,31% de l'énergie a été vendue à partir du réseau national, 7,04% à partir du réseau vietnamien de moyenne tension, 2,13% à partir du réseau thaïlandais, 0,37% à partir du réseau de la RDP lao et le reste à partir de systèmes de distribution isolés.[111] Selon l'Autorité cambodgienne de l'électricité, la capacité totale du réseau et des sous-stations de distribution appartenant à EDC s'élevait en 2015 à 1 660 MVA avec 455 kilomètres de lignes à haute tension, tandis que la capacité des sous-stations appartenant à d'autres opérateurs représentait 980 mégavoltampères pour 958 kilomètres supplémentaires de lignes à haute tension. En 2016, la capacité totale des sous-stations appartenant à d'autres opérateurs est passée à 1 030 mégavoltampères pour 983 kilomètres supplémentaires de lignes à haute tension.[112]

4.50. Dans le cadre du Plan national de développement stratégique 2014-2018 (section 2.2), le gouvernement a fixé un objectif visant à produire 10 823 gigawatts/heure d'électricité et à augmenter la consommation annuelle d'électricité par habitant à 544 kilowatts/heure en 2018.[113] Le Cambodge prévoit de fournir l'accès à l'électricité à tous les villages du pays d'ici à 2020 et à

[106] Banque mondiale (2017), *Ease of Doing Business in Cambodia*. Adresse consultée: http://www.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/cambodia.

[107] Ces licences se répartissent entre les licences de production, les licences nationales de transmission, les licences de transmission *ad hoc*, les licences d'acheminement, les licences de vente en gros et les licences de sous-traitance.

[108] Électricité du Cambodge (2015*), Annual report 2015*; Derbyshire, W. (2015), *Government Private Sector Forum. Cambodia – In Depth Study on Electricity Cost and Supplies. Final Report.* Adresse consultée: "http://www.seac-cambodia.org/wp-content/uploads/2016/06/Cambodia-in-depth-study-on-electricity-cost-and-supplies-Final-Report.pdf".

[109] Autorité cambodgienne de l'électricité (EAC) (2016), *Report on Power Sector of the Kingdom of Cambodia.* Compilé par l'Autorité cambodgienne de l'électricité à partir de données pour l'année 2015. Adresse consultée: http://eac.gov.kh/wp-content/uploads/2015/07/report-2014en.pdf.

[110] Électricité du Cambodge (2015*), Rapport annuel 2015*.

[111] Le système de haute tension comprend toutes les lignes à haute tension et relie les sous-stations du réseau entre elles. Autorité cambodgienne de l'électricité (EAC) (2016), *Report on Power Sector of the Kingdom of Cambodia.* Compilé par l'Autorité cambodgienne de l'électricité à partir de données pour l'année 2015. Adresse consultée: http://eac.gov.kh/wp-content/uploads/2016/10/Annual-Report-2015-English.pdf.

[112] Une sous-station de distribution a un voltage primaire de 22 kilovolts et un voltage secondaire de 400/230 volts.

[113] Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf.

des services d'électricité de qualité à tous les foyers ruraux d'ici à 2030. Les objectifs du Plan national de développement de l'énergie 2012-2016 consistaient à réduire le coût de la production d'électricité et à augmenter le taux d'électrification en recourant aux méthodes suivantes: importer de l'électricité moins chère en provenance des pays voisins; construire de grandes installations de production d'hydroélectricité, d'électricité au charbon et d'électricité à la biomasse et les connecter au réseau; améliorer le réseau de transmission et les connexions interrégionales; et étendre le réseau de distribution d'électricité dans tout le pays. Ce plan est en cours de mise à jour. D'autre part, le Plan directeur de développement du secteur de l'électricité 2008-2022 d'EDC définit les objectifs suivants: augmenter la production d'hydroélectricité et d'électricité au charbon; développer un réseau électrique assurant la connexion de l'ensemble du pays; électrifier les zones isolées; étudier des cadres de commerce de l'électricité avec le Viet Nam, la Thaïlande, la RDP lao et d'autres pays de l'ASEAN; promouvoir la commercialisation et la participation par des capitaux privés; et définir une politique de la concurrence et de la réglementation du marché de l'électricité.[114]

4.51. L'Autorité cambodgienne de l'électricité, un organisme autonome, demeure l'autorité réglementaire chargée d'accorder des licences aux entreprises d'électricité, d'examiner les coûts et d'approuver les tarifs des entreprises titulaires de licences, de régler les différends entre titulaires de licences et entre ces titulaires et leurs clients, et d'assurer le suivi et le respect des normes techniques et des normes de performance par les titulaires de licences.[115]

4.52. Le coût de l'électricité au Cambodge est jugé élevé mais des mesures ont été prises pour réduire les tarifs.[116] À partir de 2012, les tarifs de l'électricité ont été réduits en raison de la part croissante d'importations à bon marché et du remplacement de la production au pétrole par une offre provenant des centrales hydroélectriques et des centrales au charbon. Cette baisse devrait se poursuivre dans le cadre du plan indicatif 2015-2020 de l'Autorité cambodgienne de l'électricité qui prévoit des réductions par étapes et qui peut être ajusté si les coûts d'EDC changent; la dernière mise à jour de ce plan date de novembre 2016 et visait à fixer les tarifs pour la période 2017-2020.[117] Les tarifs de l'électricité varient selon les régions et les groupes de consommateurs, ainsi qu'au fil du temps; les tarifs appliqués aux consommateurs industriels et commerciaux sont calculés en dollars EU en fonction des coûts moyens de production et des frais de transmission et de distribution.[118] Les autorités n'ont pas fourni de renseignements permettant d'établir si les recettes provenant des tarifs de l'électricité couvraient les coûts de production, ni de données sur les bénéfices/pertes annuels d'EDC. Le subventionnement croisé entre différents groupes de consommateurs demeure en vigueur, les tarifs les plus élevés étant appliqués aux consommateurs résidentiels, puis aux consommateurs industriels et commerciaux, au pompage pour l'agriculture et enfin aux populations pauvres. Selon les données d'EDC, les tarifs de l'électricité appliqués aux consommateurs industriels et commerciaux s'échelonnaient en 2017 entre 0,126 dollar EU par kilowattheure (504 riels par kilowattheure) et 0,165 dollar EU par kilowattheure (660 riels par kilowattheure) en fonction du fournisseur, à savoir le réseau d'alimentation à moyenne tension (MV), le système de Phnom Penh et Kandal ou le réseau provincial et le réseau de sous-stations d'EDC. Dans le même temps, les tarifs appliqués aux clients résidentiels sont compris entre 770 riels par kilowattheure et 790 riels par kilowattheure selon la zone de couverture (EDC ou REE). En 2017, le tarif subventionné pour les populations pauvres, lancé en mars 2016, s'échelonne entre 480 riels par kilowattheure (en deçà de 10 kilowattheure par mois) et 610 riels

[114] ERIA (2017), *Electric Power Policy and Market Structure in ASEAN Member States*, in Yokota, E.; et I. Kutani (éd.), *Study on Electricity Supply Mis and Role of Policy in ASEAN*. ERIA, rapport de projet de recherche 2015-2018. Adresse consultée: http://www.eria.org/RPR_FY2015_no.18_Chapter_2.pdf.

[115] Derbyshire, W. (2015), *Government Private Sector Forum. Cambodia – In Depth Study on Electricity Cost and Supplies. Final Report.* Adresse consultée: "http://www.seac-cambodia.org/wp-content/uploads/2016/06/Cambodia-in-depth-study-on-electricity-cost-and-supplies-Final-Report.pdf".

[116] En 2012, les prix pratiqués dans certaines régions du Cambodge étaient jusqu'à dix fois plus élevés que dans les pays voisins; le prix élevé des tarifs de l'électricité nuit à la capacité du Cambodge d'attirer des investissements étrangers directs. *The Phnom Penh Post*, "Government to cut power subsidies", 2012. Adresse consultée: http://www.phnompenhpost.com/business/government-cut-power-subsidies; Phoumin, H. (2015), *Renewable Energy Policies and the Solar Home System in Cambodia*, Institut de recherché économique pour l'ASEAN et l'Asie de l'Est, septembre. Adresse consultée: http://www.eria.org/ERIA-DP-2015-64.pdf; Derbyshire, W. (2015), *Government Private Sector Forum. Cambodia – In Depth Study on Electricity Cost and Supplies. Final Report.* Adresse consultée: "http://www.seac-cambodia.org/wp-content/uploads/2016/06/Cambodia-in-depth-study-on-electricity-cost-and-supplies-Final-Report.pdf".

[117] Prakas n° 421 du Ministère des mines et de l'énergie, 11 novembre 2016.

[118] Renseignements en ligne. Adresse consultée: "http://www.cambodiainvestment.gov.kh/investment-enviroment/cost-of-doing-business/utility-cost.html"; et présentation d'EDC fournie par les autorités.

par kilowattheure (en deçà de 50 kilowattheure par mois) en fonction de leur niveau de consommation, tandis que le tarif applicable au pompage pour l'agriculture s'établissait à 480 riels par kilowattheure. En 2016, le montant total des subventions tarifaires accordées aux populations pauvres s'élevait à 24 millions de dollars EU environ.

4.53. Depuis le mois d'août 2012, le Fonds pour l'électrification rurale (FER), qui est financé par des donateurs et par le gouvernement, est géré par EDC.[119] Pour la période allant de 2012 à 2017, le FER a été financé à hauteur de 135,9 millions de dollars EU, dont 93,6% provenant d'EDC, 5,7% de la banque publique allemande KfW et 0,7% de la Banque asiatique de développement. Le FER accorde des subventions aux entreprises d'électrification rurale et favorise l'électrification rurale et les technologies qui s'y attachent dans le cadre des programmes suivants: Électricité pour les pauvres, Systèmes solaires domestiques et le Programme d'assistance au développement des infrastructures d'électricité ainsi que le Programme relatif au mécanisme de subventionnement et à la fourniture d'électricité pour le pompage à des fins d'irrigation agricole en vue de réduire le tarif de vente de l'électricité dans les provinces et dans les villes (voir ci-dessus).[120] En 2008, le programme de subventions se répartissait ainsi: 45 dollars EU par nouvelle connexion; 100 dollars EU par système solaire domestique d'au moins 40 watts; 400 dollars EU par kilowatt pour les mini/micro centrales hydroélectriques; et 300 dollars EU par kilowatt pour les centrales à biomasse.[121] Pendant la période 2012-2017, le financement du FER a été réparti comme suit: 69,8% en subventions, 27,3% en prêts sans intérêts et 2,9% en participation à des investissements.

## 4.3 Secteur manufacturier

### 4.3.1 Caractéristiques, politiques et mesures

4.54. Le secteur manufacturier reste une activité prioritaire du point de vue de sa contribution à l'économie, à l'emploi et aux exportations de marchandises. Sa part dans la valeur ajoutée brute est passée de 15,2% en 2011 à 16,1% en 2016 (tableau 1.2); de même, selon les données fournies par les autorités, la part du secteur manufacturier dans l'emploi total est passée de 16,9% en 2011 à 25,5% en 2015. Près de 50% des travailleurs sont employés dans le secteur des vêtements, 25% dans celui de la construction, près de 10% dans le segment de la transformation des produits alimentaires et des boissons et 13% dans d'autres segments du secteur manufacturier.[122] La base industrielle étroite de ce secteur demeure fondée sur une structure manufacturière simple qui se concentre principalement sur les vêtements et la transformation des produits alimentaires. Le nombre d'entreprises informelles est encore assez élevé. Plus de 63% des grandes entreprises manufacturières sont axées sur l'investissement étranger et les exportations.[123] L'activité du secteur consiste pour l'essentiel à assembler des pièces et

[119] Au cours de la période 2005-2012, le FER a utilisé des fonds accordés par la Banque mondiale au titre du projet d'électrification rurale et de transmission (RETP) et du fonds de contrepartie du gouvernement. Le RETP était un projet de 46 millions de dollars EU financé par la Banque mondiale consistant en un prêt de 40 millions de dollars EU de la Banque mondiale et en une subvention de 6 millions de dollars EU accordée au gouvernement par une association de développement international et par le Fonds pour l'environnement mondial. Pour poursuivre les travaux après l'achèvement du RETP en 2012, le gouvernement royal du Cambodge a intégré le Fonds pour l'électrification rurale (FER) à EDC afin que le Département de l'électrification rurale puisse accomplir sa mission en toute indépendance en s'appuyant sur des fonds cambodgiens tout en continuant de recevoir des subventions et des dons provenant de sources de financement externes. Décrets royaux NS/RKT/1204/048, 4 décembre 2004, et NS/RKT/0812/734, 22 août 2012. Adresse consultée: "http://camboit.com/ref/admin/public/filedownload/pro_royal%20decree%202nd%20revision%20transfer%20ref%20to%20edc_eg.pdf".

[120] Phoumin, H. (2015), *Renewable Energy Policies and the Solar Home System in Cambodia*, Institut de recherche économique pour l'ASEAN et l'Asie de l'Est, septembre. Adresse consultée: http://www.eria.org/ERIA-DP-2015-64.pdf.

[121] Présentation par William C. Oung (Conseiller du Fonds pour l'électrification rurale) lors de la Semaine du développement durable organisée par la Banque mondiale en février 2008. Adresse consultée: http://siteresources.worldbank.org/INTENERGY2/Resources/presentation10.pdf.

[122] Gouvernement royal du Cambodge (2015), *Politique de développement industriel du Cambodge 2015-2025. "Market Orientation and Enabling Environment for Industrial Development"*, 6 mars 2015. Adresse consultée: http://www.cambodiainvestment.gov.kh/content/uploads/2015/09/IDP-English-Version-FINAL1.pdf.

[123] Gouvernement royal du Cambodge (2015), *Politique de développement industriel du Cambodge 2015-2025. "Market Orientation and Enabling Environment for Industrial Development"*, 6 mars 2015. Adresse consultée: http://www.cambodiainvestment.gov.kh/content/uploads/2015/09/IDP-English-Version-FINAL1.pdf.

composants importés pour en faire des produits finis.[124] Les autorités n'ont fourni aucun indicateur de productivité de la main-d'œuvre ou de productivité totale des facteurs pour le secteur manufacturier (sauf pour les vêtements). Les exportations de produits manufacturés ont légèrement baissé, tombant de 93,5% des exportations totales de marchandises en 2011 à 92,6% en 2015 (tableau A1. 1); elles restent fortement dépendantes du secteur du vêtement, dont la part dans le total des exportations est passée de 59,6% à 69,5% au cours de la même période.

### 4.3.2 Politique et institutions

4.55. Conformément au Plan national de développement stratégique 2014-2018 (section 2.2), la Politique de développement industriel du Cambodge pour 2015-2025 vise à transformer la structure industrielle pour, d'ici à 2025, substituer à une industrie à consommation intensive de main-d'œuvre une industrie axée sur les compétences en établissant un lien entre les chaînes de valeur régionales et mondiales, en intégrant les réseaux régionaux de production et en développant des groupements de production interconnectés tout en s'employant à renforcer la compétitivité et la productivité des industries nationales, et en faisant en sorte de développer une industrie moderne fondée sur les technologies et les connaissances. Les objectifs que fixe le Plan visent notamment à augmenter la part du secteur manufacturier dans le PIB à 30% en 2025; à diversifier les exportations de marchandises en portant la part des exportations non textiles à 15% de l'ensemble des exportations en 2025 tout en favorisant les exportations de produits agricoles transformés afin qu'elles atteignent 12% du total des exportations à la même date; à inciter 80% des petites entreprises et 95% des entreprises de taille moyenne à s'enregistrer officiellement, et à s'assurer que 50% des petites entreprises et 70% des entreprises de taille moyenne tiennent des comptes et des bilans en bonne et due forme.[125] Pour atteindre ces objectifs, il a notamment été envisagé d'adopter des mesures en matière de promotion de l'IED, de renforcement et de modernisation des PME, d'amélioration de l'environnement réglementaire (facilitation des échanges, promotion des exportations, normes industrielles et droits de propriété industrielle) ainsi que des politiques axées sur le développement des compétences et des ressources humaines, la promotion de la science, de la technologie et de l'innovation, la construction d'infrastructures industrielles et les mesures de financement. Selon le Plan national de développement stratégique 2014-2018, les secteurs prioritaires sont les suivants: agrotransformation et secteur manufacturier, assemblage et production de composants électriques/électroniques et de pièces mécaniques; secteurs de soutien à l'industrie du vêtement et de l'artisanat; nouvelles industries telles que les plastiques, l'industrie chimique ainsi que l'infrastructure des technologies de l'information et le développement de logiciels.

4.56. Selon les autorités, le Conseil pour le développement du Cambodge (CDC) (responsable d'un investissement de 15 millions de dollars EU ou plus) coordonne la politique industrielle en coopération avec le Ministère de l'industrie et de l'artisanat et le Ministère du commerce (chargé des PME). La mise en œuvre des politiques est répartie entre plusieurs ministères.

### 4.3.3 Mesures à la frontière et mesures de soutien interne

4.57. En 2017, la moyenne simple des droits NPF appliqués aux marchandises industrielles s'élevait à 11,5%, en légère hausse par rapport à 2011 (11,1%) (tableau 3.1 et tableau A3. 1); de ce fait, l'écart moyen entre la moyenne NPF appliquée et les taux consolidés dans le secteur manufacturier est de 9,4 points de pourcentage (SH).[126] Les taux de taxes à l'exportation affectant les entreprises manufacturières sont fixés à 5%, 10%, 15%, 20% ou 50%.[127] Pendant la période à l'examen, le secteur manufacturier a continué de bénéficier d'incitations à l'investissement (sections 2.4 et 3.3.1), notamment une exonération temporaire de l'impôt sur les sociétés, une déduction spéciale pour amortissement, une exonération de taxes à l'importation sur les équipements de production, les matériels de construction et les intrants de production utilisés pour fabriquer des produits d'exportation, ainsi que les avantages d'une zone économique spéciale.

---

[124] Gouvernement royal du Cambodge, *Plan national de développement stratégique 2013-2018.* Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf.

[125] Gouvernement royal du Cambodge (2015), *Politique de développement industriel du Cambodge 2015-2025, "Market Orientation and Enabling Environment for Industrial Development"*, mars 2015. Adresse consultée: http://www.cambodiainvestment.gov.kh/content/uploads/2015/09/IDP-English-Version-FINAL1.pdf.

[126] Document de l'OMC WT/TPR/S/253/Rev.1 du 24 novembre 2011.

[127] Ministère de l'économie et des finances (2016), *Customs tariff of Cambodia 2017.* Octobre 2016. Communiqué par les autorités.

### 4.3.4 Vêtements

4.58. Entré assez tard sur le terrain concurrentiel de la production de vêtements, un secteur à utilisation intensive de main-d'œuvre, le Cambodge se classait au 8ème rang des 15 premiers exportateurs de vêtements en 2014.[128] Entre 2011 et 2015, le secteur du vêtement représentait chaque année 10% de la valeur ajoutée brute tandis que l'emploi dans ce secteur continue de croître en raison de la hausse de la demande provenant des marchés de l'Union européenne (préférences "Tout sauf les armes", section 2.2.2.2) et des États-Unis. La production du secteur du vêtement représentait 20 840 milliards de riels en 2013 et devrait atteindre 23 965 milliards de riels en 2018, soit environ 82% de la production du secteur manufacturier.[129] À la fin de 2016, l'ensemble de la main-d'œuvre se composait de 743 615 travailleurs, principalement des femmes, répartis dans 1 107 usines, contre 353 805 travailleurs dans 537 usines en 2011.[130] Entre 2003 et 2015, la productivité de la main-d'œuvre dans le secteur du vêtement et de la chaussure a augmenté à un taux annuel estimé à 2,2%, soit un taux global de 30,1% pour l'ensemble de la période.[131] En 2012, la productivité moyenne de la main-d'œuvre dans le secteur du vêtement et de la chaussure s'établissait à 1 848 dollars EU, tandis qu'elle s'élevait à 8 178 dollars EU en Thaïlande (2013) et à 4 646 dollars EU aux Philippines.[132] Suite à une augmentation du salaire minimum en 2014, le secteur du vêtement doit trouver de nouvelles méthodes lui permettant d'accroître sa productivité afin de demeurer compétitif dans la chaîne de valeur mondiale; la même année, sa part sur le marché mondial s'établissait à 1,8% contre 6,9% pour le Viet Nam, 5,5% pour le Bangladesh et 2,6% pour l'Indonésie.[133] Plus de 90% des usines de vêtements sont contrôlées par des fonds étrangers.[134]

4.59. Durant la période à l'examen, la moyenne simple des droits NPF sur les produits textiles est restée inchangée, à 5,7%, tandis que le droit appliqué aux vêtements a légèrement augmenté, passant de 14,1% en 2011 à 15% en 2017 (tableau A3. 1).[135] Les exportations de vêtements restent soumises à l'obtention d'un certificat d'origine émis par le Ministère du commerce (section 3.2.3).[136] Selon les autorités, il n'y aurait aucune subvention d'aide à la production en

---

[128] Les activités du secteur du vêtement cambodgien se trouvent tout en bas de la chaîne de valeur et consistent principalement en activités de coupe, de confection et de finition (CMT), qui utilisent surtout des tissus importés tels que les étoffes de bonneterie légèrement caoutchoutées, les autres tissus synthétiques et les peluches. CNV International (2016), *Country Study Cambodia. Labour Standards in the Garment Supply Chain.* Adresse consultée: "https://www.cnvinternationaal.nl/_Resources/Persistent/0e05eebdbf4a1a6c31409dc12aee83b8f532a4b5/20161102%20CNV%20CS%20Cambo_clickable%20extern%20ENG%20DEF.pdf".

[129] Ministère de la planification (2014), Plan national de développement stratégique 2014-2018, 17 juillet. Adresse consultée: "http://mop.gov.kh/DocumentEN/NSDP%202014-2018%20EN%20FianI%20for%20Publishing-1.pdf".

[130] Ministère de l'industrie et de l'artisanat (2016), Rapport de juillet 2016.

[131] OIT (2016), *Cambodian Garment and Footwear Sector Bulletin*, août 2016. Adresse consultée: http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/documents/publication/wcms_517535.pdf.

[132] La productivité de la main-d'œuvre désigne la valeur ajoutée brute en prix courants par personne employée, convertie en dollars EU aux taux de change nominaux officiels. Les chiffres correspondent à des moyennes pour l'ensemble du secteur, qui sont mesurées de la même manière dans les différents pays. OIT (2016), *Cambodian Garment and Footwear Sector Bulletin*, août 2016. Adresse consultée: http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/documents/publication/wcms_517535.pdf.

[133] En 2016, le salaire minimum mensuel a été porté de 140 à 153 dollars EU. *The Cambodia Daily*, "Government Raises Garment Wage to $153", 29 septembre 2016. Adresse consultée: https://www.cambodiadaily.com/news/garment-sector-minimum-wage-set-153-118642/; Gouvernement royal du Cambodge (2015), *Politique de développement industriel du Cambodge 2015-2025. "Market Orientation and Enabling Environment for Industrial Development"*, 6 mars. Adresse consultée: http://www.cambodiainvestment.gov.kh/content/uploads/2015/09/IDP-English-Version-FINAL1.pdf; OIT (2016), *Cambodian Garment and Footwear Sector Bulletin*, mars. Adresse consultée: http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/documents/publication/wcms_463849.pdf.

[134] L'IED dans le secteur du vêtement provient principalement de Chine; de République de Corée; de Hong Kong, Chine; de Malaisie; et de Singapour. CNUCED (2013), *Cambodia. Sector-specific investment strategy and action plan.* Février 2013. Adresse consultée:http://unctad.org/Sections/diae_dir/docs/diae_G20_Cambodia_en.pdf; CNV International (2016), *Country Study Cambodia. Labour Standards in the Garment Supply Chain.* Adresse consultée: "https://www.cnvinternationaal.nl/_Resources/Persistent/0e05eebdbf4a1a6c31409dc12aee83b8f532a4b5/20161102%20CNV%20CS%20Cambo_clickable%20extern%20ENG%20DEF.pdf".

[135] Document de l'OMC WT/TPR/S/253/Rev.1 du 24 novembre 2011.

[136] SFI (2008), *Handbook on Export Procedures: Practical Guide for Small and Medium Enterprises in Cambodia.* Adresse consultée: "http://www.moc.gov.kh/Portals/0/Docs/OfficialDocs/Handbook-Export-Prodcedure-Eng.pdf".

place; la plupart des fabricants de vêtements bénéficient des incitations existantes au titre de projets d'investissement qualifiés ou parce qu'ils sont situés dans une zone économique spéciale, afin d'accroître la valeur ajoutée et la complexité de leur production (sections 2.4, 3.1.4, 3.1.7, 3.2.4 et 3.3.1).[137]

## 4.4 Services

### 4.4.1 Caractéristiques générales

4.60. Les services constituent toujours le secteur contribuant le plus à la valeur ajoutée brute du Cambodge; leur part est passée de 37,5% (2011) à 39,2% (2016) pendant la période à l'examen (tableau 1.2). De même, d'après les données communiquées par les autorités, la part des services dans l'emploi total est passée de 27,3% en 2011 à 32,9% en 2015. En 2015, la croissance annuelle du secteur des services est tombée à 7,1%, contre 8,7% en 2014; elle a continué de déceler en 2016, affichant 6,7%, principalement en raison du ralentissement observé dans le tourisme (section 4.4.7) et des résultats plus mitigés des sous-secteurs de l'immobilier, de la finance et de l'administration publique.[138] La productivité du travail a progressé dans les années 1990, en particulier dans les domaines de la finance, des transports et des communications.[139] Les autorités n'ont pas communiqué de données récentes concernant le travail ou la croissance de la productivité totale des facteurs. Depuis 2016, l'immobilier, les services aux entreprises, le commerce de gros et de détail et les transports et les communications restent les activités dominantes en termes de contribution à la valeur ajoutée brute, suivies de l'hôtellerie et la restauration, de la finance et de l'administration publique.

4.61. En 2015, le Cambodge était le 82ème plus gros exportateur et le 111ème plus gros importateur mondial de services commerciaux.[140] En 2016, il exportait principalement des services liés aux voyages (79,6% des crédits totaux), et importait surtout des services de transport (51,5%) et des services liés aux voyages (25,4%) (tableau 1.4). Le Cambodge reste un exportateur net de services; la balance commerciale est passée de 1,4 milliard de dollars EU en 2011 à environ 2,1 milliards en 2016 (tableau 1.3). L'investissement étranger direct dans le secteur des services se concentre principalement dans le secteur du tourisme (section 4.4.7).[141]

4.62. Les effets de restriction du commerce des services au Cambodge sont classés comme étant les deuxièmes moins importants de la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique.[142] D'après la Banque mondiale, bien que les échanges de services aient atteint un degré de libéralisation permettant leur fourniture par le secteur privé et la participation étrangère de manière non discriminatoire dans un grand nombre de secteurs, la gouvernance reste moyennement satisfaisante.[143] En particulier, le pays fait face à des difficultés telles que le manque de transparence et de prévisibilité dans la mise en œuvre de la réglementation, ce qui fait entrave à la pleine libéralisation de nombreux secteurs de services, même si le cadre juridique est officiellement conforme aux engagements internationaux du pays. L'absence de renseignements concernant les prescriptions réglementaires, l'application et l'interprétation incohérentes de la

[137] Gouvernement royal du Cambodge (2015), *Politique de développement industriel du Cambodge 2015-2025. "Market Orientation and Enabling Environment for Industrial Development*", 6 mars 2015. Adresse consultée: http://www.cambodiainvestment.gov.kh/content/uploads/2015/09/IDP-English-Version-FINAL1.pdf.

[138] Ministère de l'économie et des finances (2016), *Cambodia Macroeconomic Monitor – Mid-year assessment 2016*, août.

[139] OCDE (2013), *Structural policy. Country notes Cambodia.* Adresse consultée: https://www.oecd.org/dev/asia-pacific/Cambodia.pdf.

[140] Données en ligne de l'OMC. Adresse consultée: http://stat.wto.org/CountryProfile/WSDBCountryPFView.aspx?Language=E&Country=KH.

[141] Banque mondiale (2014), *Cambodia Services Trade: Performance and Regulatory Framework Assessment*, juillet. Adresse consultée: "http://documents.worldbank.org/curated/en/806791468015647474/pdf/912430WP0P12570mbodia0Service0Trade.pdf".

[142] Selon l'indice de restrictivité des échanges de services de la Banque mondiale, le Cambodge affiche un score de 23,7, contre 36,6 pour la Chine, 50 pour l'Indonésie, 46,1 pour la Malaisie, 13,7 pour la Mongolie, 53,5 pour les Philippines, 48 pour la Thaïlande et 41,5 pour le Viet Nam. Adresse consultée: http://iresearch.worldbank.org/servicetrade/.

[143] Banque mondiale (2014), *Cambodia Services Trade: Performance and Regulatory Framework Assessment*, juillet. Adresse consultée: "http://documents.worldbank.org/curated/en/806791468015647474/pdf/912430WP0P12570mbodia0Service0Trade.pdf".

réglementation d'un organisme à l'autre, l'évolution rapide des pratiques administratives et l'application discrétionnaire des règles constituent des freins, alors que le régime est par ailleurs libéral. De plus, l'infrastructure réglementaire et les capacités en termes, notamment, de ressources humaines restent insuffisantes.

### 4.4.2 Engagements globaux au titre de l'Accord général sur le commerce des services et les ACR

4.63. Les engagements du Cambodge au titre de l'AGCS reflètent son ambition d'attirer l'IED et sont restés les mêmes pendant la période à l'examen. Sa liste d'engagements spécifiques porte sur 94 sous-secteurs, à savoir certains services fournis aux entreprises, les services de communication, les services de construction et services d'ingénierie connexes, les services de distribution, les services d'éducation, les services environnementaux, les services financiers, les services liés à la santé et les services sociaux, les services relatifs au tourisme et aux voyages, les services récréatifs, culturels et sportifs, et les services de transport.[144] Sauf pour quelques services comme les services de télécommunication de base, les services d'agences de voyage, d'organisateurs touristiques et de guides touristiques, la participation étrangère n'est pas limitée. Le Cambodge a pris des engagements en matière d'accès aux marchés et de traitement national dans tous les principaux sous-secteurs, la fourniture de services transfrontières étant donc en grande partie dépourvue de restrictions dans la plupart des secteurs faisant l'objet d'engagements. Les restrictions horizontales en matière de présence commerciale comprennent des restrictions relatives à la propriété foncière, à l'accès aux subventions et aux incitations à l'investissement.[145] La liste d'exemptions de l'article II (NPF) du Cambodge porte sur les services audiovisuels et les services de transport terrestre, de transport par voie navigable intérieure et de transport maritime.[146] En avril 2011, le Cambodge a coécrit la communication conjointe des membres de l'ASEAN concernant les négociations sur les mesures de sauvegarde d'urgence (article X) présentée au Groupe de travail des règles de l'AGCS.[147]

4.64. Le Cambodge est partie à cinq ACR prévoyant des engagements sur le commerce des services allant au-delà de ceux pris au titre de l'AGCS: Accord de libre-échange ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande (AANZAFTA), Accord de libre-échange ASEAN-Chine (ACFTA), Accord de libre-échange ASEAN-Inde (AIFTA), Accord de libre-échange ASEAN-République de Corée (AKFTA) et Accord-cadre sur les services de l'ASEAN (section 2.3.2.1). Des négociations sont en cours en vue d'un Partenariat économique régional global (RCEP) prévoyant des engagements allant au-delà de ceux pris au titre de l'AGCS.

### 4.4.3 Services financiers

4.65. Pendant la période à l'examen, malgré un ralentissement de leur croissance, la part des services financiers dans la valeur ajoutée brute est passée de 1,5% à 1,9% (tableau 1.2). Les actifs totaux du secteur sont passés de 11,9 milliards de dollars EU en 2012 à 27,6 milliards en 2016 (tableau 4.2). En 2016, les banques détenaient 86% des actifs du système, contre 91% en 2012. En avril 2015, le Cambodge avait reçu 15,4 millions de dollars EU (1,4% du montant total) au titre des prêts, des subventions et de l'assistance technique de la Banque asiatique de développement en vue du développement de son secteur financier.[148]

---

[144] OMC (non daté), *Profils des services 2015*. Adresse consultée: https://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/serv_profiles15_e.pdf; documents de l'OMC WT/TPR/S/253/Rev.1 du 24 novembre 2011 et GATS/SC/140 du 25 octobre 2005.

[145] Banque mondiale (2014), *Cambodia Services Trade: Performance and Regulatory Framework Assessment*, juillet. Adresse consultée: "http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/806791468015647474/pdf/912430WP0P12570mbodia0Service0Trade.pdf".

[146] Document de l'OMC GATS/EL/140 du 25 octobre 2005.

[147] Document de l'OMC S/WPGR/21 du 14 avril 2011.

[148] FMI (2015), *2015 Article IV Consultation – Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Cambodia*, novembre. Adresse consultée: https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2015/cr15307.pdf.

**Tableau 4.2 Structure du système financier, 2011-2017**

(Millions de $EU et %)

| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 (janvier) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Actifs totaux du système financier, dont** | **8 656,8** | **11 876,3** | **14 244,0** | **18 794,1** | **23 447,0** | **27 558,2** | **..** |
| Banques | 7 907,1 | 10 802,3 | 12 646,0 | 16 353,0 | 19 875,5 | 23 706,2 | 27 247,6 |
| Actifs des banques publiques | 51,7 | 67,1 | 72,5 | 70,0 | 94,0 | 101,4 | 103,0 |
| Établissements de microcrédit | 749,0 | 1 073,0 | 1 597,0 | 2 440,0 | 3 570,0 | 3 850,0 | 3 900,0 |
| Compagnies d'assurance | 0,75 | 0,98 | 1,02 | 1,09 | 1,47 | 1,92 | .. |
| **Crédits, dont** | **4 968,0** | **6 731,7** | **8 668,9** | **11 361,9** | **14 509,6** | **17 008,3** | **17 138,5** |
| Banques | 4 326,3 | 5 845,9 | 7 351,8 | 9 344,9 | 11 514,2 | 13 876,4 | 13 910,1 |
| Banques publiques | 34,3 | 54,7 | 61,5 | 70,0 | 63,5 | 72,4 | 67,8 |
| Établissements de microcrédit | 641,6 | 885,8 | 1 317,1 | 2 017,0 | 2 995,4 | 3 131,9 | 3 228,4 |
| Prêts improductifs/total des prêts (banques + établissements de microcrédit) (%) | 2,1 | 2,0 | 2,3 | 1,6 | 1,6 | 2,2 | 2,4 |
| Prêts improductifs/prêts bancaires (toutes banques) (%) | 2,4 | 2,5 | 2,7 | 2,2 | 2,0 | 2,4 | 2,5 |
| Prêts improductifs/prêts des établissements de microcrédit (%) | 0,2 | 0,3 | 0,6 | 0,6 | 0,8 | 1,4 | 1,6 |
| Prêts en devises/total des prêts (%) | 97 | 99 | 99 | 98 | 98 | 99 | 99 |
| Crédits/PIB (%) | 38,7 | 47,9 | 56,9 | 68,0 | 80,4 | 85,0 | .. |
| **Dépôts, dont** | **6 019,6** | **6 946,5** | **7 937,9** | **10 728,0** | **15 070,5** | **15 199,2** | **15 580,7** |
| Banques | 5 905,8 | 6 672,6 | 7 499,9 | 9 839,5 | 13 761,7 | 13 723,6 | 14 083,3 |
| Banques publiques | 1,36 | 1,27 | 1,54 | 2,80 | 1,15 | 1,29 | 1,35 |
| Établissements de microcrédit | 113,8 | 273,9 | 438,0 | 888,5 | 1 308,9 | 1 475,6 | 1 497,3 |
| Dépôts en devises/total des dépôts (%) | 96,5 | 96,1 | 95,6 | 96,8 | 94,8 | 96,3 | 94,6 |
| Dépôts/PIB (%) | 46,9 | 49,4 | 52,1 | 64,2 | 83,5 | 75,9 | .. |
| Écart des taux d'intérêt (monnaie nationale) (%) | 19,7 | 12,3 | 12,0 | 14,9 | 14,7 | 15,4 | 15,1 |
| Écart des taux d'intérêt (devises) (%) | 15,2 | 12,0 | 10,9 | 10,7 | 10,8 | 10,9 | 8,1 |

.. Non disponible.

Source: Banque nationale du Cambodge. Adresse consultée: https://www.nbc.org.kh/english/economic_research/banks_reports.php; et renseignements communiqués par les autorités.

4.66. D'après le FMI, même si les principaux indicateurs de solidité financière semblaient sains en 2015, une baisse tendancielle du capital a été observée.[149] Les moyens de surveillance restent très insuffisants compte tenu de la croissance rapide du système financier et du grand nombre de banques et d'établissements de microcrédit. En particulier, des efforts supplémentaires permettraient de renforcer le cadre de gestion des crises et les capacités de surveillance de la Banque nationale du Cambodge (voir ci-après); un moratoire sur la délivrance de nouveaux agréments bancaires, en attendant le renforcement des capacités de surveillance, pourrait également être envisagé.

4.67. Depuis l'examen précédent, plusieurs modifications ont été apportées au cadre politique du secteur. La Stratégie de développement du secteur financier pour la période 2006-2015 a été actualisée, donnant naissance aux stratégies de développement du secteur financier pour 2011-2020 et pour 2016-2025, lesquelles visent, entre autres, la construction d'un système financier axé sur le marché solide, efficace, diversifié et inclusif, qui puisse largement répondre à la demande intérieure de services financiers et qui soit en mesure de favoriser réellement une

[149] FMI (2015), *2015 Article IV Consultation – Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Cambodia*, novembre 2015. Adresse consultée: https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2015/cr15307.pdf.

croissance économique durable, d'augmenter les revenus de la population, de réduire la pauvreté et de bien cadrer avec l'intégration économique et financière régionale. Le gouvernement adopte par ailleurs une approche flexible dans la mise en œuvre de cette stratégie, afin de mieux s'adapter à l'évolution de la conjoncture et aux besoins actuels. Ses objectifs sont de permettre une diversification rapide du secteur financier, de faire cadrer la réglementation et les moyens de surveillance avec les normes internationales, d'établir un mécanisme de gestion des crises et d'aider le secteur financier à offrir les services financiers et de financement nécessaires aux secteurs de l'agriculture et de l'industrie ainsi qu'aux autres secteurs de l'économie réelle. Les plans d'action et la Stratégie de développement du secteur financier pour 2016-2025 ont toujours pour objectifs le renforcement des capacités en matière de supervision et de surveillance consolidées, la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la promotion du crédit-bail, l'amélioration du gouvernement d'entreprise, de la qualité des données, de la comptabilité et des audits, ainsi que de l'évaluation de la gestion de biens, des services immobiliers et du marché du logement.[150]

#### 4.4.3.1 Banque et finance

4.68. Le secteur de la banque a continué de se développer: les actifs ont presque été multipliés par trois entre 2011 et 2016 (tableau 4.2) en raison de l'entrée sur le marché de 15 nouvelles banques et de 34 nouveaux établissements de microcrédit, des exigences d'augmentation de capital pour les banques et les établissements de microcrédit et d'une nette augmentation des dépôts des clients. Malgré cette progression, le secteur en est encore à un stade de développement peu avancé car les infrastructures sont insuffisantes pour proposer toutes les opérations financières.[151] Au premier semestre de 2016, le secteur bancaire a bénéficié d'IED d'un montant de 242,25 millions de dollars EU (sur 969 millions), ce qui montre qu'une plus grande partie de ces investissements est toujours destinée aux secteurs productifs.[152] En 2016, la structure du système bancaire s'était développée et comprenait 38 banques commerciales (contre 31 en 2011), 15 banques spécialisées (contre 7 en 2011), 7 établissements de dépôt (7 aussi en 2011), 65 établissements de microcrédit (contre 31 en 2011), 178 agents de microcrédit enregistrés (contre 28 en 2011), 7 bureaux de représentation (contre 2 en 2011), 12 sociétés de crédit-bail (il n'y en avait aucune en 2011), 8 centres de traitement intermédiaires (contre 1 seulement en 2011), 1 bureau de crédit (aucun en 2011) et 2 149 bureaux de change (contre 1 296 en 2011).[153] Parmi les 38 banques, 7 banques locales sont à capitaux majoritairement nationaux et 5 à capitaux majoritairement étrangers; on compte de plus 15 filiales de banques étrangères et 11 succursales de banques étrangères. Parmi les banques spécialisées, une est publique (la Banque de développement rural), cinq banques nationales sont à capitaux majoritairement nationaux et neuf sont à capitaux majoritairement étrangers. Les banques spécialisées ne peuvent qu'octroyer des prêts, et non recevoir des dépôts.

##### *Rôle de la Banque centrale*

4.69. La Banque nationale du Cambodge (voir ci-après), officiellement indépendante, qui est la banque centrale, est toujours chargée d'assurer la stabilité des prix et de favoriser le développement économique.[154] Elle a toujours pour principales missions: d'être l'autorité

[150] BAsD (2011), *Financial Sector Development Strategy 2011-2020.* Adresse consultée: "https://www.adb.org/sites/default/files/publication/30158/financial-sector-development-strategy-2011-2020.pdf".

[151] Royaume du Cambodge (2011), *Stratégie de développement du secteur financier 2011-2020.* Adresse consultée: "https://www.adb.org/sites/default/files/publication/30158/financial-sector-development-strategy-2011-2020.pdf".

[152] Ministère de l'économie et des finances (2016), *Cambodia Macroeconomic Monitor – Mid-year assessment 2016*, août.

[153] Banque nationale du Cambodge (2017), *Annual Report 2016.* Adresse consutée: https://www.nbc.org.kh/download_files/supervision/sup_an_rep_eng/Annual-2016-ENG.pdf; Banque nationale du Cambodge (2011), *Annual report 2011.* Adresse consultée: https://www.nbc.org.kh/download_files/publication/annual_rep_eng/AnnualReport2011.pdf; Banque nationale du Cambodge (2012), *Annual report 2011 – General Directorate of Supervision*. Adresse consultée: "https://www.nbc.org.kh/download_files/supervision/sup_an_rep_eng/Annual_Supervison_Report_2011_ENG.pdf".

[154] Bien qu'elle soit officiellement indépendante, la Banque nationale du Cambodge semble subordonnée au gouvernement. Outre les représentants du gouvernement présents au sein de son conseil d'administration, le gouverneur actuel est membre du bureau politique directeur du Parti populaire cambodgien, ancien Parlementaire et Ministre de la planification. Toutefois, vu de l'extérieur, les interventions du gouvernement ne

monétaire et de mettre en œuvre la politique monétaire; d'être la seule entité émettrice de monnaie nationale; d'être l'autorité de contrôle du système bancaire et financier; et de superviser le système des paiements. La Banque nationale du Cambodge intervient sur le marché des changes lorsque cela est jugé nécessaire pour maintenir la stabilité du taux de change et des prix.[155]

### *Organisation institutionnelle et Conseil de surveillance*

4.70. L'organisation institutionnelle est restée la même depuis l'examen précédent. La Banque nationale du Cambodge continue de superviser les banques et les établissements financiers avec prudence, au moyen: d'une surveillance sur site, notamment en formulant et en mettant en œuvre des stratégies, et d'une planification sur site, en produisant des rapports d'évaluation, en veillant au respect de ses lois et règlements et en coopérant avec les banques et les établissements financiers; et d'une surveillance à distance, y compris en supervisant, en contrôlant et en analysant régulièrement les opérations ainsi qu'en examinant les rapports financiers périodiques des banques et établissements financiers, pour garantir le respect des prescriptions réglementaires et de pratiques bancaires prudentes et viables. Son organe décisionnel suprême, le Conseil d'administration, est composé de cinq représentants du gouvernement, des milieux universitaires, du secteur privé et du personnel de la Banque nationale du Cambodge; il se réunit au moins une fois tous les deux mois.[156]

### *Cadre réglementaire*

4.71. Pendant la période considérée, plusieurs modifications ont été apportées au cadre réglementaire régissant les activités bancaires. En 2016, la Banque nationale du Cambodge a adopté une série de règlements destinés à renforcer la base de capitaux du système bancaire et à promouvoir l'octroi de crédits en monnaie nationale.[157] Ces règlements sont les suivants: Directive n° B7-016-210 Sor. Chor. Nor du 11 mars 2016, sur l'interdiction d'accepter une pièce d'identité, un livret de famille ou une attestation de résidence comme garantie pour l'octroi d'un crédit, afin d'éviter toute violation du Code civil et de la réglementation existante; Prakas n° B7-016-117 Pro.kor du 22 mars 2016 sur le capital social minimal des établissements bancaires et financiers, conformément auquel les établissements disposent de deux ans pour augmenter leur capital afin de se conformer à l'exigence de capital minimal[158]; Circulaire n° B7-016-001 C.L. du 16 juin 2016, sur la mise en œuvre du Prakas sur le capital social minimal des établissements bancaires et financiers, exigeant des établissements qui relèvent de l'autorité de la Banque nationale du Cambodge qu'ils augmentent leur capital social minimal de la moitié du montant du capital additionnel requis d'ici à la fin du mois de mars 2017 et qu'ils se conforment à l'exigence de capital minimal social d'ici au 22 mars 2018[159]; et Prakas n° B7-016-334 Pro.Kor du 1er décembre 2016 sur l'octroi de crédits en monnaie nationale par les établissements bancaires et financiers, exigeant des établissements bancaires et financiers placés sous l'autorité de la Banque nationale du Cambodge que 10% au moins de leur encours de crédits soit libellé en monnaie nationale.[160] De

semblent pas limiter de manière déterminante l'indépendance de la banque. Bertelsmann Stiftung, BTI (2016*), Cambodia Country Report, Gütersloh.* Adresse consultée: "https://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2016/pdf/BTI_2016_Cambodia.pdf".

[155] Royaume du Cambodge (2011), *Financial Sector Development Strategy 2011-2020.* Adresse consultée: "https://www.adb.org/sites/default/files/publication/30158/financial-sector-development-strategy-2011-2020.pdf".

[156] Renseignements en ligne de la Banque nationale du Cambodge. Adresse consultée: https://www.nbc.org.kh/english/about_the_bank/structure_of_nbc.php.

[157] Banque nationale du Cambodge (2017), *Annual Report 2016.March 2017.* Adresse consultée: https://www.nbc.org.kh/download_files/supervision/sup_an_rep_eng/Annual-2016-ENG.pdf.

[158] Le capital social minimal requis est: de 200 milliards de riels pour les succursales de banques commerciales étrangères dont la société mère est classée dans la catégorie "investissement"; de 300 milliards de riels pour les banques commerciales nationales et les filiales de banques étrangères; de 60 milliards de riels pour les banques spécialisées nationales; de 120 milliards de riels pour les établissements de microcrédit prenant les dépôts; et de 6 milliards de riels pour les établissements de microcrédit.

[159] À défaut, l'établissement contrevenant était tenu de trouver un nouvel investisseur potentiel ou de procéder à une fusion-acquisition avec un autre établissement, de changer le statut juridique de l'établissement, ou de procéder volontairement à sa liquidation.

[160] Banque nationale du Cambodge (2017), *Annual Report 2016.* Adresse consultée: https://www.nbc.org.kh/download_files/supervision/sup_an_rep_eng/Annual-2016-ENG.pdf.

plus, la Banque nationale du Cambodge est en train d'élaborer des Prakas sur la gestion des risques et les audits afin d'améliorer le cadre réglementaire.[161]

4.72. Pour renforcer encore le secteur de la microfinance, la Banque nationale du Cambodge a adopté, le 13 mars 2017, le Prakas n° B7-017-109 PK sur le plafonnement des taux d'intérêt de certains prêts. Il plafonne les taux d'intérêt des prêts octroyés par les établissements de microcrédit prenant les dépôts, les établissements de microcrédit et les établissements de crédit rural placés sous l'autorité de la Banque nationale du Cambodge. L'objectif premier est de protéger les consommateurs contre les taux d'intérêt excessifs et de promouvoir l'octroi de prêts à des conditions raisonnables. En vertu de ce Prakas, les établissements concernés ne peuvent pas fixer de taux d'intérêt supérieurs à 18% par an, quelle que soit la durée des prêts. Ce plafonnement des taux d'intérêt s'applique aux nouveaux contrats de prêt, y compris les restructurations ou refinancements de prêts prenant effet à partir du 1er avril 2017.[162]

4.73. Les autres changements concernant le cadre réglementaire ont été les modifications des définitions et des sanctions (articles 3, 29 et 30) prévues par la Loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme, adoptées le 3 juin 2013.[163] Selon l'indice 2016 de lutte contre le blanchiment d'argent (indice AML) de Bâle, le Cambodge était classé 6ème sur 149 pays (en 2014, il était en 3ème position sur 162 pays) du monde entier, ce qui montre qu'en dépit des progrès réalisés, le pays est toujours considéré comme ayant un cadre de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme plutôt insuffisant.[164]

### *Accès aux marchés*

4.74. Les conditions d'accès aux marchés sont restées les mêmes. En ce qui concerne le mode de fourniture transfrontières, les dépôts du public doivent être réinvestis au Cambodge. Les banques étrangères établies au Cambodge doivent soit être incorporées en sociétés au Cambodge soit être des succursales de banques étrangères. Les banques étrangères peuvent aussi établir des bureaux de représentation, dont les activités sont limitées à l'information.

### *Règles prudentielles et ratios de fonds propres*

4.75. Pendant la période à l'examen, la Banque nationale du Cambodge a pris plusieurs mesures préventives destinées à améliorer la résilience de son système financier, à renforcer les règles relatives à la liquidité et à les aligner sur les normes internationales, en adoptant un ratio de liquidité à court terme conforme aux règles de Bâle III.[165] Elle a mis en œuvre un nouveau Prakas fixant ce ratio à 100% à compter du 1er janvier 2020. La Banque met progressivement en application un ratio minimal de fonds propres fixé à 15%. Elle a aussi relevé, en mars 2016, les prescriptions concernant le capital minimal requis (voir ci-avant), devant prendre pleinement effet dans un délai de deux ans. En 2016, le ratio minimal de fonds propres de la Banque nationale du Cambodge était de 10,5% (8% + 2,5% de volant de conservation) et le ratio de liquidité à court terme, de 60%.[166] En décembre 2016, d'après la Banque nationale du Cambodge, les

[161] Prakas sur le cadre de gestion des risques liés à la liquidité pour les établissements bancaires et financiers, Prakas sur les audits externes des établissements bancaires et financiers, Prakas sur la notation des risques de crédit et le provisionnement pour dépréciation, Prakas sur les volants de conservation et les volants contracycliques, Prakas sur la solvabilité des établissements bancaires et financiers, Prakas sur l'adoption rapide de mesures correctives par les établissements bancaires et financiers.

[162] Renseignements en ligne de DFDL. Adresse consultée: "https://www.dfdl.com/resources/legal-and-tax-updates/cambodian-law-update-for-march-2017/".

[163] NS/RKM/0607/014 Loi portant modification des articles 3, 29 et 30 de la Loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme, Adresse consultée: "https://www.nbc.org.kh/cafiu/download/AML%20CFT%20AMENDMEND/Amendment_AML_Law_31_May%20_2013_Eng.pdf".

[164] Communiqué de presse en ligne de Bâle, *Fighting money laundering remains weak in most countries according to Basel AML Index 2016*, 27 juillet 2016. Adresse consultée: "https://index.baselgovernance.org/sites/index/documents/Basel%20AML%20Index%202016_Media%20Release.pdf".

[165] FMI (2016), *IMF Country Report No. 16/340*, Cambodia. Adresse consultée: http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.aspx?sk=44370.0.

[166] Renseignements en ligne de la BIRD. Adresse consultée: http://www.bis.org/bcbs/basel3/basel3_phase_in_arrangements.pdf.

établissements bancaires affichaient un ratio de solvabilité de 22,3% et un ratio de liquidité de 118,3%.[167]

4.76. Pendant la période à l'examen, le ratio de fonds propres est tombé de 26,2% (2011) à 22,59% (2017) (tableau 4.3) du fait de la forte croissance du crédit et de l'augmentation des actifs pondérés en fonction des risques.[168] D'après le FMI, même s'il reste supérieur à 20%, le ratio de solvabilité de nombreuses banques, y compris les grandes banques, pourrait être vulnérable à une augmentation des pertes sur prêts, si des défauts de paiement augmentaient de manière inattendue. De plus, le niveau des actifs liquides par rapport aux actifs totaux ou au passif à court terme semble faible; pendant la période 2010-2015, ces ratios étaient en moyenne de 16,5% et 23,5% respectivement, de nombreuses banques étant par conséquent vulnérables aux risques de liquidité.

**Tableau 4.3 Indicateurs de solidité du secteur bancaire[a], 2011-2017**

(%)

| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ratio de fonds propres | 26,23 | 25,00 | 24,23 | 20,41 | 21,04 | 22,3 | 22,59 |
| Ratio de capitaux de catégorie 1 | 24,95 | 24,08 | 23,67 | 21,0 | 20,69 | 20,64 | 20,96 |
| Rendement des actifs | 1,76 | 1,72 | 2,40 | 2,87 | 3,39 | 1,8 | 2,35 |
| Ratio des actifs liquides par rapport au total des actifs | 16,16 | 15,37 | 17,93 | 16,21 | 16,61 | 19,33 | 19,87 |
| Ratio des prêts improductifs par rapport au total des crédits bruts | 2,13 | 2,01 | 2,30 | 1,62 | 1,59 | 2,40 | 2,54 |
| Ratio des financements extérieurs par rapport au total des financements | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |

.. Non disponible.

a Inclut les banques commerciales et les banques spécialisées.

Source: Banque nationale du Cambodge.

4.77. D'après l'OCDE, en 2012, le Cambodge a connu une croissance forte et rapide du crédit au secteur privé par rapport aux pays voisins de la région qui en sont au même stade de développement; le crédit a en effet affiché une croissance de 34,2%, contre 31,6% l'année précédente. Toutefois, depuis lors, la croissance du crédit du secteur bancaire a légèrement ralenti, en partie du fait d'un niveau d'activité économique plus modeste et de l'élargissement de la base de crédit. La croissance du crédit au secteur privé a ralenti, tombant de 23,2% en 2015 à 20,5% à la fin de 2016. D'après le FMI, pendant la période à l'examen, le ratio de prêts improductifs est resté tout à fait raisonnable; il est tombé de 2,13% (2011) à 1,59% (2015) (tableau 4.3). Bien que ce ratio suggère une bonne qualité des actifs, il se pourrait que l'absence de directives précises concernant la manière de traiter les prêts restructurés conduise à la sous-estimation du ratio de prêts improductifs et à la surestimation de la solvabilité.[169]

4.78. Il existe toujours des écarts importants – même s'ils diminuent – entre les taux d'intérêt des prêts et les taux de rémunération des dépôts. Entre janvier 2011 et la fin du mois de décembre 2016, la marge de taux d'intérêt des banques du Cambodge (différence entre les taux d'emprunt et les taux de prêt moyens, en termes nominaux) est tombée de 21,3% à 15,8% (graphique 4.1) en raison de l'augmentation du nombre de banques, qui a intensifié la concurrence sur le marché. L'évolution de cette marge est un indicateur de l'évolution de la rentabilité, dans la mesure où elle permet à une banque de gagner de l'argent.[170]

4.79. D'après l'Association des banques du Cambodge, le secteur bancaire du pays est toujours freiné par le manque de profondeur du marché financier, sa fragmentation, des distorsions structurelles comme un cadre juridique ne permettant pas de sécuriser les transactions et une

[167] Banque nationale du Cambodge (2017), *Annual Report 2016,* mars. Adresse consultée: https://www.nbc.org.kh/download_files/supervision/sup_an_rep_eng/Annual-2016-ENG.pdf.

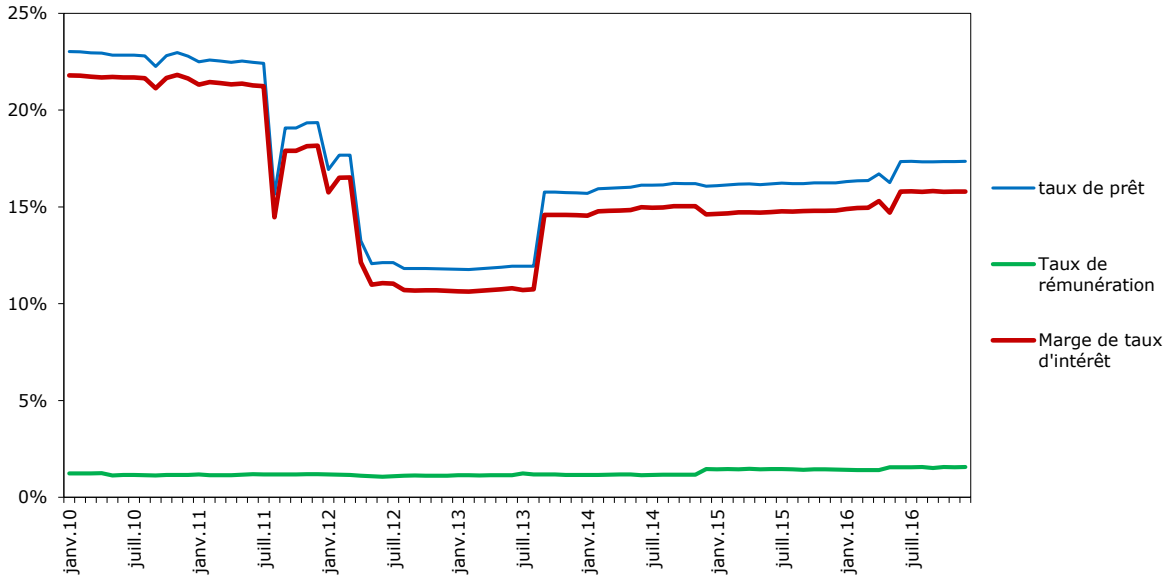
[168] FMI (2016), *IMF Country Report No. 16/340*, Cambodia. Adresse consultée: http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.aspx?sk=44370.0.

[169] FMI (2016), *IMF Country Report No. 16/340*, Cambodia. Adresse consultée: http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.aspx?sk=44370.0.

[170] Renseignements en ligne de Moneyterms. Adresse consultée: http://moneyterms.co.uk/interest-spread/.

asymétrie de l'information due à des normes insuffisantes en matière de divulgation.[171] Selon le rapport *Doing Business* de 2014 de la Banque mondiale, la seule réforme du secteur financier effectuée par le Cambodge a consisté en une amélioration de l'accès à l'information sur le crédit, suite à la création du premier bureau de crédit privé.

**Graphique 4.1 Marge de taux d'intérêt (%), janvier 2010 à décembre 2016**




Source: Renseignements en ligne de la Banque nationale du Cambodge.

### *Valeurs mobilières*

4.80. Depuis 2011, la Bourse du Cambodge (CSX), une coentreprise réunissant le gouvernement cambodgien et la Bourse de Corée (KRX), a amélioré l'accès au marché cambodgien des actions. Conformément à l'Accord de coentreprise, la CSX a été capitalisée par les deux parties, le Ministère de l'économie et des finances détenant 55% des actions et la KRX les 45% restants. En vertu de la Loi sur l'émission et le négoce des titres privés, la CSX a été habilitée à exercer les fonctions d'opérateur de marché, de responsable du mécanisme de compensation et de règlement et de dépositaire des titres.[172] En 2017, quatre sociétés[173] étaient cotées à la CSX.

4.81. Depuis 2007, la Commission des opérations de bourse du Cambodge assiste le gouvernement pour ce qui est des aspects stratégiques et réglementaires du marché cambodgien des valeurs mobilières, et pour la délivrance des agréments de tous les opérateurs intervenant dans le domaine des valeurs mobilières, y compris l'opérateur du marché des valeurs mobilières, le dépositaire des titres, les opérateurs en charge du mécanisme de compensation et de règlement, les assureurs, les négociants, les courtiers, les sociétés de conseil en placements, les représentants en valeurs mobilières, les représentants des sociétés de conseil en placements, les cabinets d'experts-comptables spécialisés en valeurs mobilières, les agents de règlement en espèces, les bureaux d'enregistrement des valeurs mobilières, les agents de transfert de titres et les agents payeurs.[174]

4.82. Depuis la création de la CSX, plusieurs règlements ont été approuvés, mais les principaux textes de loi régissant les activités liées aux valeurs mobilières sont restés les mêmes.[175] Le

[171] Bertelsmann Stiftung, BTI (2016), *Cambodia Country Report,* Gütersloh. Adresse consultée: https://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2016/pdf/BTI_2016_Cambodia.pdf.

[172] DFDL (2016), *Cambodia Investment Guide,* Phnom Penh; renseignements en ligne de la Bourse du Cambodge. Adresse consultée: http://csx.com.kh/en/about/profile.jsp?MNCD=10301.

[173] À savoir: Phnom Penh SEZ Plc. (PPSP), Port autonome de Phnom Penh, Grand Twins International (Cambodia) Plc (GTI) et l'Autorité de distribution d'eau de Phnom Penh.

[174] DFDL (2016), *Cambodia Investment Guide,* Phnom Penh.

[175] Il s'agit des textes suivants: la Loi sur l'émission et le négoce des titres privés, du 19 octobre 2007 (Loi sur les valeurs mobilières) et son sous-décret d'application n° 54, du 8 avril 2009 (Sous-Décret

Sous-Décret sur les incitations fiscales dans le secteur boursier du Ministère de l'économie et des finances, d'avril 2011, détermine les types d'incitation, les activités visées et d'autres critères liés aux incitations fiscales dans le secteur boursier.[176] En janvier 2015, le Cambodge a adopté un sous-décret sur les incitations fiscales dans le secteur boursier qui définit les activités et les conditions devant être considérées comme des incitations fiscales dans le domaine boursier. La même année, le gouvernement a adopté un Prakas sur la suspension du paiement anticipé de l'impôt sur les bénéfices pour les sociétés/entreprises admissibles au bénéfice d'incitations fiscales dans le secteur boursier, permettant ainsi la suspension temporaire des versements anticipés mensuels de ces sociétés.[177]

4.83. Les investisseurs étrangers ont accès à tous les produits d'investissement accessibles aux investisseurs nationaux. Ils bénéficient du traitement fiscal national pour les opérations réalisées sur les marchés financiers et de capitaux.[178]

#### 4.4.3.2 Assurance

4.84. Pendant la période considérée, la contribution au PIB des activités d'assurance a augmenté. Le taux de pénétration des assurances au Cambodge est le plus faible de l'ASEAN; en 2016, le total des primes d'assurance représentait 0,62% du PIB, contre 5,1% pour la Malaisie et 5,8% pour Singapour.[179] Ce secteur reste peu important mais il se développe progressivement et le montant total des primes perçues a atteint 60 millions de dollars EU en 2014.[180] En 2016, le montant total des primes brutes a augmenté de 40% pour atteindre 120 millions de dollars EU, contre 86 millions en 2015.[181] La majeure partie de ces primes correspond à des produits d'assurance générale (59% des parts de marché); viennent ensuite les produits d'assurance-vie (36% du total des primes) et de micro-assurance (5% du total des primes); la part de l'assurance santé, souvent proposée par des compagnies à capitaux étrangers et des entreprises au service de sociétés à capitaux étrangers ayant des activités au Cambodge, est minoritaire.[182]

4.85. Le marché de l'assurance est toujours très concentré. Forte insurance, la plus grande compagnie d'assurance, détenait une part de marché de 47% en 2016, suivie de la société Infinity General Insurance Plc, dont la part de marché était de 14%.[183] En juin 2017, le secteur de l'assurance comprenait huit compagnies d'assurance générale, six compagnies d'assurance-vie, dont une compagnie publique et une compagnie de réassurance (Cambodia Re).[184] De plus, trois ONG ont obtenu une licence leur conférant le statut de fournisseurs d'assurance maladie communautaire.[185] Dans le même temps, le Ministère de l'économie et des finances a délivré

d'application sur les valeurs mobilières); règlements d'application adoptés par la Commission des opérations de bourse du Cambodge; et la Loi sur les titres d'État du 10 janvier 2007.

[176] Règlements du Ministère de l'économie et des finances communiqués par les autorités.

[177] Règlements du Ministère de l'économie et des finances communiqués par les autorités.

[178] Document de l'OMC GATS/SC/140 du 25 octobre 2005.

[179] *Khmer Times,* "Record growth in insurance", 7 février 2017. Adresse consultée: http://www.khmertimeskh.com/news/35153//.

[180] Banque mondiale (2016), *Improving Macroeconomic and Financial Resilience. Cambodia Economic Update.* Avril. Adresse consultée: "http://documents.worldbank.org/curated/en/403961467989523939/pdf/104756-REVISED-PUBLIC-Final-CEU-April-2016-English.pdf".

[181] *Khmer Times*, "Record growth in insurance", 7 février 2017. Adresse consultée: http://www.khmertimeskh.com/news/35153//.

[182] Banque mondiale (2016), *Improving Macroeconomic and Financial Resilience. Cambodia Economic Update.* Avril. Adresse consultée: "http://documents.worldbank.org/curated/en/403961467989523939/pdf/104756-REVISED-PUBLIC-Final-CEU-April-2016-English.pdf".

[183] *Khmer Times*, "Record growth in insurance", 7 février 2017. Adresse consultée: http://www.khmertimeskh.com/news/35153//.

[184] Les compagnies d'assurance générale sont les suivantes: Asia Insurance, Cambodia-Viet Nam Insurance, Caminco Insurance, Campu Lonpac Insurance, Forte Insurance, Infinity Insurance, People & Partner Insurance et Phillip Insurance. Les compagnies d'assurance-vie sont les suivantes: Cambodia Life Insurance (publique), Manulife (Cambodge), Prudential (Cambodge), Sovannaphum Life (Cambodge), Bangkok Life (Cambodge) et AIA (Cambodge). Renseignements en ligne de l'Association de l'assurance-vie du Cambodge. Adresse consultée: http://www.iac.org.kh/index.php#.

[185] L'assurance maladie communautaire apporte une réponse aux obstacles que rencontre l'assurance universelle. Ces ONG étaient les suivantes: le Centre cambodgien de recherche et de développement en agriculture (CEDAC), l'Assurance maladie coopérative du district opérationnel d'Angkor Chum (STSA) et le Comité cambodgien de la santé (CHC). Banque mondiale (2016), *Improving Macroeconomic and Financial*

huit licences de micro-assurance (voir ci-après), dont deux dans le domaine de l'assurance-vie et une dans celui de l'assurance autre que sur la vie.[186]

### *Politique et organisation institutionnelle*

4.86. Pendant la période à l'examen, la politique cambodgienne en matière d'assurance et le cadre institutionnel n'ont pas changé. Un Plan stratégique pour l'assurance 2011-2020, qui prévoit la création d'une commission indépendante de l'assurance, est en cours de mise en œuvre.[187] Le MEF est toujours en charge de l'adoption des règlements ainsi que de la gestion et du contrôle des activités des compagnies d'assurance. Le Département de l'assurance et des pensions du Département général de l'industrie des finances est toujours l'autorité de réglementation de l'assurance du Cambodge.[188] Le MEF gère un Fonds de développement du secteur de l'assurance destiné à promouvoir, soutenir et favoriser les intérêts publics dans le domaine de l'assurance.

### *Cadre réglementaire*

4.87. Les principaux textes de réglementation du secteur ont été profondément remaniés et actualisés pendant la période à l'examen. La Loi sur l'assurance (20 juin 2000) et le Sous-Décret sur l'assurance (22 octobre 2001) ont été remplacés par une nouvelle Loi sur l'assurance (4 août 2014), de vaste portée; son sous-décret d'application était en cours d'élaboration en juin 2017. La Loi de 2014 a apporté des modifications visant à améliorer la protection des assurés, à renforcer la fonction de contrôle de l'organisme de réglementation, à prévoir le règlement des litiges et les procédures de liquidation et de dissolution des compagnies d'assurance, ainsi qu'à clarifier la réglementation des compagnies d'assurance ayant des activités au Cambodge.[189] Elle a aussi rendu obligatoire l'assurance responsabilité civile des automobilistes et a introduit les activités de micro-assurance au Cambodge.[190] La Loi de 2014 a en outre durci les sanctions en cas d'exercice illégal d'activités d'assurance; la vente de produits d'assurance sans licence est en effet passible d'une amende comprise entre 50 et 100 millions de riels, et toute récidive est sanctionnée d'une amende deux fois supérieure ou d'une peine d'emprisonnement de cinq ans, voire les deux. La Loi a permis l'adoption d'un nouveau sous-décret prévoyant des exceptions concernant l'octroi de licences aux entreprises.

4.88. D'après la Banque mondiale, même si cette loi de 2014 a élargi les possibilités dans le secteur de l'assurance, des solutions doivent encore être trouvées pour répondre à des problématiques comme l'insuffisance des instruments d'investissement à long terme permettant aux assureurs de gérer leur actif et leur passif, et le renforcement des pratiques de contrôle basées sur les risques.[191]

---

*Resilience. Cambodia Economic Update.* Avril. Adresse consultée: "http://documents.worldbank.org/curated/en/403961467989523939/pdf/104756-REVISED-PUBLIC-Final-CEU-April-2016-English.pdf".

[186] À savoir: dans le secteur de l'assurance-vie, Prevoir (Kampuchea) Micro-Insurance Plc. (2011) et Milvik (Cambodia) Plc. (Bima) (2014); et dans celui de l'assurance autre que sur la vie, Cambodian People Micro Insurance Plc. (2015). Law Business Research Ltd. (2015), *The Insurance and Reinsurance Law Review.* Adresse consultée: "http://www.bun-associates.com/wp-content/uploads/2015/05/The-Insurance-And-Reinsurance-Law-Review_3rd-edtion_2015.pdf".

[187] Law Business Research Ltd. (2015). *The Insurance and Reinsurance Law Review.* Adresse consultée: "http://www.bun-associates.com/wp-content/uploads/2015/05/The-Insurance-And-Reinsurance-Law-Review_3rd-edtion_2015.pdf".

[188] Renseignements en ligne du Département de l'assurance et des pensions. Adresse consultée: http://gdfi.mef.gov.kh/insurance/about/index.php?id=2%20&id1=10&lng=en.

[189] Norton Rose Fulbright (2017), *2017: Insurance Regulation in Asia Pacific*. Adresse consultée: http://www.nortonrosefulbright.com/files/insurance-regulation-in-asia-pacific-113885.pdf.

[190] La micro-assurance est la protection des personnes à faible revenu (vivant avec des revenus compris entre 1 et 4 dollars EU par jour) contre des risques spécifiques, au moyen du paiement de primes régulières proportionnelles à la probabilité de survenue desdits risques et à leurs conséquences financières. Banque mondiale (2016), *Improving Macroeconomic and Financial Resilience. Cambodia Economic Update,* Avril. Adresse consultée: "http://documents.worldbank.org/curated/en/403961467989523939/pdf/104756-REVISED-PUBLIC-Final-CEU-April-2016-English.pdf".

[191] Banque mondiale (2016), *Improving Macroeconomic and Financial Resilience. Cambodia Economic Update,* Avril. Adresse consultée: "http://documents.worldbank.org/curated/en/403961467989523939/pdf/104756-REVISED-PUBLIC-Final-CEU-April-2016-English.pdf".

### *Accès au marché*

4.89. Les conditions d'accès au marché sont restées inchangées pendant la période à l'examen. Les compagnies d'assurance doivent obligatoirement être constituées en société anonyme (seule forme juridique d'entreprise possible). Le MEF exige des compagnies d'assurance qu'elles aient la note AA+.[192] Aucune restriction en matière d'IED ne s'applique dans le secteur; les compagnies d'assurance nationales peuvent être entièrement détenues par des investisseurs étrangers.[193] Les assureurs étrangers doivent se conformer à la réglementation nationale et établir une entreprise constituée en société au Cambodge et répondant aux prescriptions nationales; les succursales des assureurs étrangers ne peuvent pas exercer d'activités au Cambodge. Les intermédiaires d'assurance et les experts en sinistres peuvent être constitués en société privée à responsabilité limitée. De plus, toute entité exerçant des activités d'assurance, sauf pour ce qui est de la réassurance, doit être titulaire d'une licence délivrée par l'organisme de réglementation, à savoir le MEF.[194] Seules les sociétés titulaires d'une licence peuvent offrir des produits d'assurance.

### *Règles prudentielles et exigences de fonds propres*

4.90. La législation prévoit un capital minimal de 5 millions de droits de tirage spéciaux (DTS) pour les compagnies d'assurance générale, d'assurance-vie et de réassurance.[195] Pour les compagnies de micro-assurance (vie et autre que sur la vie), le capital minimal est d'un quart du montant des primes souscrites, et au minimum de 600 millions de riels; pour les courtiers en assurance, il est de 200 millions de riels; pour les agents d'assurance et les experts en sinistres, il est de 20 millions de riels.[196]

### *Imposition*

4.91. L'imposition des activités d'assurance reste problématique car elle semble compromettre le développement de ce secteur. Les compagnies d'assurance sont soumises à un impôt sur les bénéfices de 5% sur les primes brutes. Bien que les compagnies d'assurance ne soient pas soumises à la TVA, en pratique, les intermédiaires d'assurance sont tenus de facturer la TVA sur leurs commissions.[197] Comme la compagnie d'assurance ne peut pas prétendre à une déduction de la TVA, la TVA non déductible est comprise dans le montant de la prime brute et est donc imposée au taux de 5%. De plus, outre la taxe de 5% sur les primes brutes, les compagnies d'assurance doivent s'acquitter d'une contribution de 0,5% au Fonds de développement du secteur de l'assurance du MEF (voir ci-avant).

### *Réassurance*

4.92. En 2017, l'entreprise publique Cambodia Re est restée la seule compagnie de réassurance en activité du pays. Dans le cadre de l'Accord-cadre sur les services de l'ASEAN, le Cambodge s'est engagé à libéraliser les activités de réassurance. Les assureurs nationaux sont autorisés à réassurer leurs risques à l'étranger. En vertu de la Loi de 2014, une compagnie d'assurance doit, à titre préventif, réassurer au moins 20% du risque pris en charge par l'assurance au taux minimum des primes d'assurance défini par le MEF. Il se peut que des changements soient à l'œuvre, car l'article 63 du projet de 2017 de sous-décret d'application de la Loi sur l'assurance (voir plus haut) dispose qu'une réassurance doit être proposée aux compagnies d'assurance ayant des activités au Cambodge avant qu'elle soit souscrite à l'étranger. L'article 64 du même projet de sous-décret

---

[192] Law Business Research Ltd. (2015), *The Insurance and Reinsurance Law Review.* Adresse consultée: "http://www.bun-associates.com/wp-content/uploads/2015/05/The-Insurance-And-Reinsurance-Law-Review_3rd-edtion_2015.pdf".

[193] Norton Rose Fulbright (2017), *2017: Insurance Regulation in Asia Pacific*. Adresse consultée: http://www.nortonrosefulbright.com/files/insurance-regulation-in-asia-pacific-113885.pdf.

[194] Law Business Research Ltd. (2015), *The Insurance and Reinsurance Law Review.* Adresse consultée: "http://www.bun-associates.com/wp-content/uploads/2015/05/The-Insurance-And-Reinsurance-Law-Review_3rd-edtion_2015.pdf".

[195] Le 21 avril 2017, 1 DTS valait 1,36 dollar EU.

[196] Law Business Research Ltd. (2015), *The Insurance and Reinsurance Law Review.* Adresse consultée: "http://www.bun-associates.com/wp-content/uploads/2015/05/The-Insurance-And-Reinsurance-Law-Review_3rd-edtion_2015.pdf".

[197] Law Business Research Ltd. (2015), *The Insurance and Reinsurance Law Review.* Adresse consultée: "http://www.bun-associates.com/wp-content/uploads/2015/05/The-Insurance-And-Reinsurance-Law-Review_3rd-edtion_2015.pdf".

stipule que "toute police d'assurance dont la somme totale assurée est inférieure ou égale à 500 000 dollars EU doit être réassurée auprès d'une compagnie d'assurance au Cambodge, excepté en ce qui concerne les assurances-vie". L'article 67 de ce projet de sous-décret prévoit la cession obligatoire de 20% de l'ensemble des polices d'assurance autres que sur la vie à Cambodia Re. Les primes de réassurance versées à l'étranger ne sont pas soumises à la taxe de 14% retenue à la source qui doit en général être acquittée sur les versements à l'étranger.[198]

### 4.4.4 Communications

#### 4.4.4.1 Télécommunications

4.93. D'après les autorités, la part des télécommunications dans le PIB a été de 5,5% en 2014. Entre 2011 et 2016, le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile est passé de 15,7 millions à 20 millions et le nombre d'utilisateurs d'Internet (lignes mobiles et fixes confondues), de 1,7 million à 8,1 millions. Par ailleurs, le nombre d'abonnés à une ligne fixe (filaire ou par boucle locale hertzienne) a diminué, tombant de 559 381 à 227 261. En juin 2016, Le taux de pénétration des services mobiles est tombé à 127%, après avoir atteint le niveau record de 139,35% en 2014. Le taux de pénétration des services de ligne fixe a également diminué, tombant de 3,81% en 2011 à 1,45% en 2016, tandis que pour les services d'accès à Internet, il a été multiplié par quatre par rapport à 2011. Parallèlement, le taux de pénétration de la large bande fixe progresse modérément: parti du très faible niveau de 0,2% en 2012, il avait atteint 0,6% en 2016. Il devrait atteindre entre 2,2% et 2,7% d'ici à 2021.[199] Bien qu'il ne soit pas faible en soi et qu'il rattrape rapidement son retard, le taux de pénétration de la téléphonie mobile au Cambodge est toujours le plus faible de l'Asie du Sud-Est, une région où ce taux est en réalité assez élevé, probablement en partie du fait du démarrage plus tardif de ces activités, et de la volonté des fournisseurs de se concentrer sur les régions plus densément peuplées ou sur les personnes ayant plusieurs téléphones ou étant dans la nécessité d'en avoir plusieurs.[200] Si les coûts nominaux de la téléphonie mobile sont donnés comme étant parmi les moins élevés dans la région, les prix des services d'Internet à large bande sont prohibitifs – ils peuvent atteindre 40 dollars EU par mois dans certaines provinces. Cela s'explique en partie par l'insuffisance du réseau de lignes fixes, qui freine le développement des services d'accès à Internet par ligne fixe; d'après les données de l'UIT, le taux de pénétration de la large bande mobile était de 50% en 2016, un taux satisfaisant pour un PMA. Pour surmonter cette limite, certains opérateurs ont demandé des licences de services à large bande sans fil, y compris pour la fourniture de services de téléphonie fixe locale, de réseaux à large bande, et de réseaux par boucle locale hertzienne. Les lacunes du cadre réglementaire (voir ci-après) et le régime de licences limitent apparemment le développement de cette technologie.[201] En 2016, le Cambodge avait gagné deux places par rapport à 2015 et arrivait en 125ème position sur 175 pays selon l'Indice de développement des TIC.[202]

4.94. En 2016, le marché cambodgien des télécommunications comptait 8 opérateurs de services de ligne fixe (filaire ou par boucle locale hertzienne), 6 opérateurs de téléphonie mobile et 36 fournisseurs d'accès à Internet (mobile ou fixe). Les principaux opérateurs de téléphonie fixe/de réseaux étaient les suivants: la société Metfone, dont 90% des capitaux sont étrangers (qui détient une part de marché de 72,89%), l'entreprise publique Telecom Cambodia (14,35%), placée sous le contrôle du Ministère des postes et des télécommunications (voir ci-après) et l'administration financière du MEF, Camintel (10,84%) et CamGSM (1,02%). Les opérateurs de services mobiles étaient: Metfone (détenant une part de marché de 44,82%), Smart Axiata

[198] Law Business Research Ltd. (2015), *The Insurance and Reinsurance Law Review.* Adresse consultée: "http://www.bun-associates.com/wp-content/uploads/2015/05/The-Insurance-And-Reinsurance-Law-Review_3rd-edtion_2015.pdf".

[199] Rapport/renseignements en ligne de Budde. Adresse consultée: "https://www.budde.com.au/Research/Cambodia-Telecoms-Mobile-Broadband-and-Digital-Media-Statistics-and-Analyses".

[200] Banque mondiale (2014), *Cambodia Services Trade: Performance and Regulatory Framework Assessment*, juillet. Adresse consultée: "http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/806791468015647474/pdf/912430WP0P12570mbodia0Service0Trade.pdf".

[201] Banque mondiale (2014), *Cambodia Services Trade: Performance and Regulatory Framework Assessment*, juillet. Adresse consultée: "http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/806791468015647474/pdf/912430WP0P12570mbodia0Service0Trade.pdf".

[202] UIT (2016), *Indice de développement des TIC de 2016*. Adresses consultées: http://www.itu.int/net4/ITU-D/idi/2016/; http://www.itu.int/net4/ITU-D/idi/2015/.

(40,21%), CamGSM (13,41%), CadComms (0,76%), CooTel (0,49%) et SEATel (0,32%). La majorité des opérateurs de services mobiles sont à capitaux étrangers, excepté CamGSM, la seule société de télécommunication à capital entièrement cambodgien et exploitée par des intérêts cambodgiens du pays.

4.95. En principe, le marché des télécommunications est ouvert à tous les investisseurs. Il n'y a aucune restriction quant au nombre d'opérateurs par segment. Toutefois, le Ministère des postes et des télécommunications peut refuser d'accorder des licences de télécommunication au motif de l'insuffisance des ressources, comme les fréquences radio, ou pour d'autres raisons, après avoir effectué l'analyse et les consultations de mise. Les Prakas prévoient les conditions et les procédures d'octroi, de modification, de suspension, de cession et de révocation des permis, certificats et licences de télécommunication. Les fournisseurs de services de ligne fixe sont soumis à une concurrence limitée puisque Metfone contrôle la majeure partie du marché. Le marché des services mobiles est plus compétitif, bien que des opérations de regroupement soient en cours.[203] En 2013, l'opérateur Smart Mobile a fusionné avec la société Hello (contrôlé par le groupe malaisien Axiata) pour former Smart, le deuxième plus gros opérateur du marché cambodgien des télécommunications en termes d'abonnés.[204] En 2015, l'opérateur cambodgien de services mobiles Sotelco a conclu un accord de cession de certaines licences à Viettel Cambodge, exerçant ses activités sous le nom de Metfone (contrôlé par le groupe vietnamien Viettel), a cessé de fournir des services mobiles et a rompu ses contrats avec les abonnés.[205] En 2016, le groupe Viettel a annoncé qu'il envisageait de céder une partie de ses actions dans Metfone, dont il détient 90%. Parallèlement, les opérateurs continuent de grossir leur part de marché en augmentant les investissements dans les nouvelles technologies. En août 2016, Smart Axiata a fait part de son intention d'investir 75 millions de dollars EU supplémentaires au cours du reste de l'année 2016, la société continuant de développer son réseau 4G LTE à travers le pays. En janvier 2016, Cambodian Kingtel, une filiale de KeyBridge International (Hong Kong) Investment, a commencé à fournir des services commerciaux d'accès à Internet par la fibre optique à Phnom Penh et a prévu de lancer des activités de téléphonie vocale au début de 2016. La même année, Huawei Technologies a signé un mémorandum d'accord avec Star Digital MUDS TV, une société de conseil en télécommunications et médias. Huawei (Chine) est convenue de fournir des équipements et des services de télécommunication à Star Digital pour soutenir la mise en place d'un réseau 4G. En outre, la Commission nationale de la radiodiffusion et des télécommunications (NBTC) prévoit de mettre en place une plate-forme d'enregistrement standard pour les cartes SIM mobiles prépayées de tout le Cambodge.[206]

### *Politique et cadre institutionnel*

4.96. La Politique de développement des technologies de l'information et de la communication de 2020, qui a été adoptée en avril 2016, vise entre autres choses à renforcer et élargir la connectivité de l'infrastructure des TIC, à promouvoir la mise en valeur des ressources humaines et à diversifier le développement industriel des TIC.[207] Cette politique est financée par l'État, le secteur privé, des partenaires de développement, des partenaires de dialogue, le Fonds du service universel, des aides dispensées sous forme de dons et d'autres entités. Le Plan d'action pour les TIC prévoit: l'établissement d'un cadre réglementaire fiable et clair; l'élaboration de politiques relatives à la large bande, au spectre des fréquences radioélectriques et au gouvernement

[203] Banque mondiale (2014), *Cambodia Services Trade: Performance and Regulatory Framework Assessment*, juillet. Adresse consultée: "http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/806791468015647474/pdf/912430WP0P12570mbodia0Service0Trade.pdf".

[203] Banque mondiale (2014), *Cambodia Services Trade: Performance and Regulatory Framework Assessment*, juillet. Adresse consultée: "http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/806791468015647474/pdf/912430WP0P12570mbodia0Service0Trade.pdf".

[204] Renseignements en ligne de TeleGeography. Adresse consultée: "viettel/https://www.telegeography.com/products/commsupdate/articles/2013/02/21/completion-of-hello-merger-makes-smart-the-second-largest-cellco/".

[205] Renseignements en ligne de TeleGeography. Adresse consultée: "https://www.telegeography.com/products/commsupdate/articles/2015/03/23/sotelco-agrees-to-transfer-licences-customers-to-viettel/".

[206] Rapport/renseignements en ligne de Budde. Adresse consultée: "https://www.budde.com.au/Research/Cambodia-Telecoms-Mobile-Broadband-and-Digital-Media-Statistics-and-Analyses".

[207] MPTC (2016), *T-ICT Development Policy 2020*, Avril.

électronique (section 2.2.2) et d'autres politiques liées aux TIC et textes de loi connexes (par exemple sur le commerce électronique (section 4.4.6.2), la cybercriminalité et les signatures électroniques); le développement de l'infrastructure des TIC; et l'amélioration de la connaissance des TIC, du développement des ressources humaines et de la R&D.[208]

4.97. Pendant la période à l'examen, le cadre institutionnel régissant le secteur a été modifié. En 2012, l'Organisme de réglementation des télécommunications, un organe public autonome et indépendant (des intervenants du secteur) a été créé. En 2016, les fonctions et la structure de cet organisme ont été modifiées.[209] Le rôle de l'Organisme de réglementation des télécommunications est entre autres de renforcer la réglementation relative au fonctionnement et à la fourniture des services et réseaux de télécommunication (par exemple concernant la délivrance des licences, l'interconnexion, les tarifs et le règlement des litiges) afin de promouvoir une concurrence loyale, efficace et transparente. Le Ministère des postes et des télécommunications (MPTC) est chargé de formuler et de surveiller la mise en œuvre de la politique nationale en matière de télécommunications et de TIC et d'adopter des règlements, et est responsable de la coopération internationale dans ce secteur.[210] La Direction générale des postes et des télécommunications et la Direction générale des TIC sont les entités de mise en œuvre au sein du MPTC.[211]

### *Cadre de réglementation, de fonctionnement et d'investissement*

4.98. Le cadre réglementaire principal a été amélioré, avec l'adoption d'une nouvelle Loi sur les télécommunications, publiée le 17 décembre 2015 et qui, entre autres, définit le rôle du MPTC et de l'Organisme de réglementation des télécommunications et constitue le fondement de la réglementation de l'octroi des licences, du spectre des fréquences, du plan de numérotation, de la propriété intellectuelle et des noms de domaines, du réseau et de l'infrastructure, du Fonds de services universel (voir ci-après), du Fonds pour le renforcement des capacités et la R&D, de la tarification et de la concurrence dans les télécommunications, et du règlement des litiges.[212] Le régime de licences a été réformé, pour passer d'un régime de licences unique de service unique à un régime de licences unifié (multi-services); le partage de l'infrastructure des télécommunications/des TIC et l'utilisation efficace des rares ressources sont encouragés et favorisés. Des projets de sous-décrets sur la préparation, l'attribution et la gestion du spectre des fréquences radioélectriques, sur le mécanisme de mise en œuvre du Fonds de service universel, sur le mécanisme de mise en œuvre du Fonds pour le renforcement des capacités et la recherche-développement dans le secteur des télécommunications et des TIC, sur les signatures électroniques, et sur l'octroi de licences pour les activités liées aux TIC, ont été élaborés et devaient être publiés en juillet 2017. Un projet de sous-décret sur les droits de numérotation et les droits de licence et des Prakas sur la fourniture de services publics par le MPTC et l'Organisme de réglementation des télécommunications et sur la concurrence doivent être publiés en 2017. Des projets de loi sur la cybercriminalité et le commerce électronique (section 4.4.6.2) sont en cours

---

[208] MPTC (2016), *Action Plan for the Implementation of Telecommunication and ICT Development Policy*, août.

[209] Renseignements en ligne de l'Organisme de réglementation des télécommunications. Adresse consultée: https://www.trc.gov.kh/en/; Décret royal n° 1215/017 du 17 décembre 2015; et Sous-Décret n° 45 du 16 mars 2016 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Organisme de réglementation des télécommunications.

[210] Exposé de M. Im Vutha, Directeur de la Division du règlement des litiges de l'Organisme de réglementation des télécommunications, intitulé *The Dispute Resolution at Telecommunication Market, Kingdom of Cambodia.* Viewed at: "https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/AsiaPacific/Documents/Events/2015/Aug-ITP/Presentations/Dispute%20Resolution%20in%20Cambodia%20Telecom%20Market.pdf".

[211] Banque mondiale (2014), *Cambodia Services Trade: Performance and Regulatory Framework Assessment*, juillet. Adresse consultée: "http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/806791468015647474/pdf/912430WP0P12570mbodia0Service0Trade.pdf".

[212] D'après une évaluation de la Banque mondiale de 2014, l'ancien cadre réglementaire des télécommunications du Cambodge était jugé opaque et incohérent. Banque mondiale (2014), *Cambodia Services Trade: Performance and Regulatory Framework Assessment*, juillet. Adresse consultée: "http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/806791468015647474/pdf/912430WP0P12570mbodia0Service0Trade.pdf". Exposé de M. Hang Khothara, Directeur du Département de la politique des télécommunications du MPTC à l'atelier sur les aspects économiques de la gestion du spectre, les 21-23 novembre 2016, à Téhéran (Iran). Adresse consultée: "http://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/AsiaPacific/Documents/Events/2016/Nov-SM-Economics/Presentations/Day%202%20-%20Session%204%20 pour cent28Cambodia pour cent29.pdf".

d'élaboration. De même, des travaux concernant des plans stratégiques, comme un Plan stratégique pour des compétences numériques, un Plan pour les technologies industrielles et un Plan stratégique pour les technologies dans les PME, sont en cours.

4.99. Les opérateurs de télécommunication sont tenus de partager leurs recettes avec le MPTC, sous la forme d'une redevance de licence, outre le paiement des taxes conformément aux dispositions de la Loi sur la fiscalité; les recettes perçues sont transférées au budget national.[213] Le pourcentage des recettes tirées des services de téléphonie mobile et fixe devant être "partagées" augmente progressivement; il est de 4% pendant les cinq premières années, de 7% pendant les cinq années suivantes et de 10% au-delà de dix ans. Les titulaires de licences qui disposent de capacités de réseau fixe ou assurent un trafic international (passerelle internationale de télécommunication) sont aussi susceptibles de devoir partager jusqu'à 51% de leurs recettes brutes avec le MPTC; il semble que trois plus anciens titulaires de licences utilisant la passerelle internationale de télécommunication doivent reverser cette part plus importante de leurs recettes. Les pourcentages exacts des recettes devant être partagées par les opérateurs avec le MPTC sont définis au cas par cas et dépendent du type d'activités et des infrastructures qu'elles requièrent. Il y a actuellement trois licences pour la passerelle internationale de télécommunication; de nombreux opérateurs utilisent cependant la voix par le protocole de l'Internet (VoIP) au lieu de la passerelle internationale de télécommunication pour leurs services internationaux, car le pourcentage des recettes devant être partagées avec la voix par IP est de 2% pendant les cinq premières années, de 4% pendant les cinq années suivantes et de 6% au-delà de dix ans. Les conditions et les procédures d'octroi, de modification, de suspension, de cession et de révocation des permis, certificats et licences dans le domaine des télécommunications sont énoncées dans le Prakas n° 122 du 7 avril 2017. Le nouveau partage des recettes, désigné sous le nom de redevance de licence, ainsi que les droits connexes seront déterminés par le nouveau sous-décret qui doit être publié dans le courant de l'année 2017.

4.100. Au titre des engagements pris dans le cadre de l'AGCS, la participation étrangère au capital social est soumise à une obligation de participation de capitaux nationaux devant aller jusqu'à 49% dans certains services de télécommunication (section 2.4); les autorités ont indiqué que dans la pratique, cela ne s'appliquait pas dans la mesure où aucun règlement national ne prévoyait cette obligation.[214]

### *Portabilité des numéros*

4.101. Aucun règlement sur la portabilité des numéros n'existe à l'heure actuelle. Toutefois, la Loi sur les télécommunications de 2015 envisage la question d'un règlement sur le plan national de numérotation qui encouragerait l'utilisation efficace des ressources; mais en raison de contraintes techniques, aucun progrès n'a été fait en la matière.

### *Tarifs*

4.102. Dans la mesure où les prix restent réglementés dans le secteur des télécommunications, pour éviter les prix d'éviction et assurer une concurrence libre et loyale, les opérateurs ne doivent pas fixer les tarifs des services à un niveau inférieur aux coûts, comme cela est stipulé au point c) de l'article 56 de la Loi de 2015. Le modèle basé sur les coûts actuellement utilisé est le modèle fondé sur le coût marginal moyen à long terme de l'UIT. Le prix d'interconnexion minimum n'a pas encore été défini; un nouveau Prakas sur l'interconnexion doit être élaboré.[215] L'accès aux services d'urgence doit être offert gratuitement. Les opérateurs sont obligés de publier les tarifs des services de télécommunication, y compris les tarifs modifiés ou "variés". Tous les accords

[213] DFDL (2016), *Cambodia Investment Guide,* Phnom Penh.

[214] Services de téléphonie vocale (CPC 7521), services de transmission de données avec commutation par paquets (CPC 7523**), services de transmission de données avec commutation de circuits (CPC 7523**), services de télex (CPC7523**), services de télégraphie (7522), services de télécopie (CPC 7521** + 7529**), services de circuits privés loués (CPC 7522** + 7523**). Document de l'OMC GATS/SC/140 du 25 octobre 2005.

[215] Le Prakas interministériel n° 232 du 7 décembre 2009 du MPTC et du MEF fixe les prix minimaux pour les services de télécommunication et l'interconnexion; toutefois, en décembre 2013, ce régime des prix minimaux a été suspendu et un système de prix basé sur les coûts est actuellement utilisé, jusqu'à la publication du nouveau Prakas. *The Cambodia Daily*, "Council of Ministers Nullifies Telecom Law", 23 décembre 2013. Adresse consultée: "https://www.cambodiadaily.com/archives/council-of-ministers-nullifies-telecom-law-49573/".

prévoyant l'octroi de droits de monopole à des opérateurs de télécommunication et la fourniture de subventions sous quelque forme que ce soit sont interdits au titre de la loi de 2015, excepté ceux autorisés par la réglementation après évaluation de l'Organisme de réglementation des télécommunications et sur approbation du MPTC.[216]

### *Obligations de service universel*

4.103. Bien que des initiatives soient actuellement entreprises dans ce domaine, aucun régime imposant l'obligation de service universel n'a été mis en place jusqu'à présent. Au titre de la Loi de 2015, le programme d'obligation de service universel encouragera, entre autres choses, la construction et le développement des réseaux de télécommunication et la fourniture de services de télécommunication de base, de services à valeur ajoutée et de services d'urgence de manière plus large dans les zones rurales et éloignées, ce qui réduira ainsi la fracture numérique, en vue du développement socioéconomique. Ce programme, qui vise une couverture de 70% dans les zones rurales et de 100% dans les villes d'ici à 2020, doit être soutenu par un Fonds pour l'obligation de service universel, financé par des ressources financières nationales et étrangères. Les opérateurs de télécommunication et d'autres parties prenantes du secteur doivent verser chaque année au Fonds une contribution de 2% de leurs recettes brutes. D'après le projet de sous-décret qui doit être publié en juillet 2017 (voir plus haut) sur le mécanisme de mise en place de l'obligation de service universel, un conseil de sept membres dirigé par le Ministre du MPTC doit définir la politique dans ce domaine et superviser la mise en œuvre du programme. Un Secrétariat dirigé par le Directeur général de la Direction générale des postes et des télécommunications du MPTC doit assister ce conseil pour la mise en œuvre du programme.

### 4.4.4.2 Services audiovisuels et de radiodiffusion

4.104. Ce secteur est prospère et largement déréglementé, ce qui permet donc l'existence de nombreuses chaînes de radio et de télévision et de nombreux médias. En 2017, il y avait au Cambodge: 2 stations de radio AM publiques; 21 stations de radio FM publiques; 247 stations de radio privées, dont 9 étrangères; 29 chaînes de télévision, dont 9 publiques; 1 chaîne de télévision par satellite (coopération entre une entreprise publique et une entreprise privée); et 5 chaînes de télévision numérique à péage, y compris 3 coentreprises avec des chaînes de télévision (dont la coentreprise entre le Cambodian Royal Group et la société russe General Satellite). Depuis 2009, l'industrie cinématographique a progressé de 26%, en incitant des sociétés cinématographiques et des réalisateurs à venir tourner au Cambodge.[217] D'après l'étude de la Banque mondiale de 2014, la présence de studios d'animation 3D dans le pays laisse penser que le Cambodge a les moyens d'attirer des investissements susceptibles de produire des services d'exportation de niche à forte valeur ajoutée.[218]

4.105. Comme dans d'autres pays, depuis 2011, une politique de développement du système des médias est en place, pour suivre l'évolution actuelle des technologies et renforcer la coopération avec les pays voisins, dans une optique de partage d'expérience dans le secteur de l'information et de renforcement des capacités techniques. Le Ministère de l'information formule, entre autres, la politique et la réglementation nationales en matière de radiodiffusion et de télédiffusion, et se charge de la coopération avec les autres États dans ce domaine.[219] En coopération avec le MPTC, il attribue le spectre de fréquences pour la radiodiffusion et peut, si besoin est, intervenir en ce qui concerne le contenu des programmes radiodiffusés; le contrôle des contenus relève de la responsabilité du Ministère de l'information.[220] La Loi de 2003 sur le droit d'auteur et les droits

[216] Loi sur les télécommunications (2015), renseignements communiqués par les autorités.

[217] Renseignements en ligne. Adresse consultée: https://www.revolvy.com/main/index.php?s=Media%20of%20Cambodia.

[218] Banque mondiale (2014), *Cambodia Services Trade: Performance and Regulatory Framework Assessment*, juillet. Adresse consultée: "http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/806791468015647474/pdf/912430WP0P12570mbodia0Service0Trade.pdf".

[219] Exposé de M. Im Vutha, Directeur de la Division du règlement des litiges de l'Organisme de réglementation des télécommunications, intitulé "*The Dispute Resolution at Telecommunication Market, Kingdom of Cambodia"*. Adresse consultée: "https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/AsiaPacific/Documents/Events/2015/Aug-ITP/Presentations/Dispute%20Resolution%20in%20Cambodia%20Telecom%20Market.pdf".

[220] UIT (2015), *Cambodia country profile*. Adresse consultée: "https://www.google.ch/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&c'est-à-

connexes (Loi sur le droit d'auteur) continue, entre autres, de garantir les droits des organismes de radiodiffusion ainsi qu'une exploitation juste et légitime des produits culturels, en particulier s'agissant de l'égalité entre les cultures khmer et étrangères (section 3.3.7).[221] Pour préserver, maintenir et promouvoir la culture khmer et soutenir l'industrie cinématographique nationale, le Ministère de l'information interdit la diffusion de fictions étrangères entre 19 heures et 21 heures. De plus, il envisage de restreindre la diffusion de films étrangers à 20% de l'ensemble des programmes de diffusion de films lorsque l'industrie nationale se sera améliorée; parallèlement, toutes les publicités commerciales doivent être produites dans le pays afin de soutenir l'industrie et les artistes cambodgiens. Le Cambodge n'interdit pas aux sociétés étrangères de distribuer des films étrangers et des vidéos étrangères.

### 4.4.5 Transports

4.106. Pendant la période à l'examen, les transports ont continué de représenter une part importante du commerce des services (section 4.4.1). Dans le cadre du Plan national de développement stratégique 2014-2018, la politique des transports poursuit notamment les objectifs suivants: construction de routes (avec pour objectif 300 kilomètres à 400 kilomètres de routes par an); réparation et entretien du réseau de transport; meilleure application de la Loi de 2007 sur le trafic routier, afin d'augmenter la sécurité routière; élaboration et mise en œuvre du Plan directeur pour le développement de l'infrastructure de transport; élaboration de politiques et d'un cadre juridique pour le développement de l'infrastructure (Loi sur les ports, Loi sur les routes); et promotion des partenariats public-privé (PPP) dans le domaine des infrastructures de transport.[222]

4.107. Aucune modification n'a été apportée au cadre institutionnel régissant les transports.[223] Le Ministère des travaux publics et des transports assure toujours les fonctions suivantes: élaboration du cadre juridique et réglementaire; rédaction des règlements prévoyant le développement des réseaux routier, portuaire et ferroviaire; participation à l'élaboration des lois et règlements et coordination de ceux-ci; adoption d'autres initiatives dans le domaine de la construction; et coopération avec le Secrétaire d'État à l'aviation civile pour les travaux de construction d'aéroports (section 4.4.5.2). Le Secrétaire d'État à l'aviation civile est toujours responsable de la gestion et du développement du secteur de l'aviation civile du pays.

4.108. D'après le FMI, malgré la position centrale du Cambodge dans l'ASEAN, son réseau de transport pâtit de l'inefficacité de l'infrastructure, de la médiocrité des performances logistiques et des coûts élevés des transports. D'après une analyse de la BAsD, le passage à un système de transport urbanisé multimodal est essentiel pour réduire les coûts des transports et attirer des concurrents dans ces services.[224] L'absence relative de services de transport ferroviaire et l'insuffisance des services de navigation intérieure et des installations d'amarrage – en particulier pour les porte-conteneurs – sont autant de facteurs contribuant aux coûts de transport élevés du pays. Le Cambodge a des coûts logistiques plus élevés que ses pairs, par exemple le Viet Nam et la Thaïlande.[225] Selon l'Indice de performance logistique 2016 de la Banque mondiale, le Cambodge arrivait en 99ème position pour la qualité des infrastructures de commerce et de transports, en 52ème position pour la facilité avec laquelle des expéditions peuvent être effectuées à des prix compétitifs, en 89ème position du point de vue des compétences et de la qualité des services logistiques et à la 73ème place sur 160 pays pour la fréquence à laquelle les expéditions atteignent le destinataire dans les délais de livraison prévus, derrière d'autres pays pairs d'Asie du

dire=rja&uact=8&ved=0ahUKEwjhyYDno7_TAhWDwBQKHciOA7AQFggiMAA&url=https%3A%2F%2Fwww.itu.int%2Fnet4%2Fitu-d%2Ficteye%2FCountryProfileReport.aspx%3FcountryID%3D48&usg=AFQjCNFhDj8vVERtB3FcWei739IGX5VClQ".

[221] DFDL (2016), *Cambodia Investment Guide,* Phnom Penh.

[222] Ministère de la planification (2014), *National Strategic Development Plan 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf.

[223] Ministère de la planification (2014), *National Strategic Development Plan 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf.

[224] Banque asiatique de développement (BAsD) (2011), *Cambodia Transport Sector Assessment, Strategy and Road Map*, septembre. Adresse consultée: "https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/33102/files/cam-transport-assessment.pdf".

[225] FMI (2015), *2015 Article IV Consultation – Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director of Cambodia*, novembre. Adresse consultée: https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2015/cr15307.pdf.

Sud, comme le Viet Nam et la Thaïlande.[226] Les paiements informels fréquents, du fait du manque de clarté de la réglementation du secteur des transports, contribuent aussi à élever les coûts du transport dans tout le pays.[227] Les initiatives gouvernementales destinées à répondre à ces problématiques comprennent la promotion des investissements privés et étrangers dans des projets de développement des infrastructures et la recherche de solutions pour réduire les coûts de transport. En avril 2015, le Cambodge avait reçu 407,25 millions de dollars EU sous forme de prêts, de dons et d'assistance technique de la BAsD pour le développement de son secteur des transports.[228]

#### 4.4.5.1 Transports maritimes

4.109. La capacité de la flotte marchande sous pavillon cambodgien est tombée de 2,8 millions de tonnes de port en lourd (tpl) (836 navires) en 2011 à 1,9 million de tpl (677 navires) en 2016. En dépit de cette diminution, en 2016, elle restait la flotte la plus importante des PMA asiatiques et comprenait, en tonnage de port en lourd, principalement des navires pour chargements divers (77,6%), des pétroliers (3,9%), des vraquiers (9,8%) et des porte-conteneurs (1,8%), reflétant la composition des exportations de marchandises du Cambodge.[229]

***Cadre politique et institutionnel***

4.110. Dans le cadre du Plan national de développement stratégique 2014-2018, les priorités du Cambodge en matière de politique maritime sont notamment les suivantes: l'adoption de règlements dans plusieurs domaines; l'application des lois et des dispositions et règles prévues par les accords sur les transports maritimes; l'achèvement de la carte de navigation maritime électronique et du terminal polyvalent de Preah Sihanouk Port; une meilleure promotion de la zone économique spéciale de Preah Sihanouk Port et l'exécution de tous les contrats de location; et la fourniture de services facilement accessibles pour les navires.[230] Le Département de la marine marchande du Ministère des travaux publics et des transports est toujours en charge des affaires administratives liées à la marine marchande, et de la coopération maritime régionale et internationale.[231]

***Cadre réglementaire et opérationnel***

4.111. Le cadre réglementaire n'a pas changé. C'est toujours la Loi de 1999 sur la marine marchande qui régit les services maritimes.[232]

4.112. Le Cambodge n'accorde aucune subvention ni aucune incitation à l'investissement en faveur de ce secteur. Tous les services de transport par voie d'eau relèvent de la liste négative du Sous-Décret de 2005 N111ANK/BK.[233] En 2015, il a été mis fin au partenariat conclu en 2003 entre le gouvernement et la société privée coréenne ISROC concernant l'immatriculation des navires nationaux et internationaux; la tenue du registre des navires battant pavillon cambodgien

---

[226] Banque mondiale (2016), *Connecting to compete. Trade Logistics in the Global Economy*. Adresse consultée: https://wb-lpi-media.s3.amazonaws.com/LPI_Report_2016.pdf.

[227] Banque mondiale (2014), *Cambodia Services Trade: Performance and Regulatory Framework Assessment*, juillet. Adresse consultée: "http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/806791468015647474/pdf/912430WP0P12570mbodia0Service0Trade.pdf".

[228] FMI (2015), *2015 Article IV Consultation – Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director of Cambodia*, novembre. Adresse consultée: https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2015/cr15307.pdf.

[229] Données en ligne de la CNUCED sur les profils des transports maritimes. Adresse consultée: http://unctadstat.unctad.org/wds/TableViewer/tableView.aspx.

[230] Domaines de réglementation: Code maritime; Prakas sur l'octroi de permis d'entrée au port à des navires étrangers pour faire escale au Cambodge; Sous-Décret sur l'établissement d'un dispositif national d'action et de coopération en cas de déversement de pétrole en mer; et Sous-Décret sur les registres d'équipage et les brevets de capacité. Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: "http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf".

[231] Renseignements en ligne du Ministère des travaux publics et des transports. Adresse consultée: https://www.mpwt.gov.kh/directorates/transport.html?lang=en.

[232] Cartner *et al.*, *The International Law of the Shipmaster*, Londres.

[233] DFDL (2016), *Cambodia Investment Guide,* Phnom Penh.

relève actuellement de la responsabilité du Ministère des travaux publics et des transports.[234] Dans le contexte du Plan national de développement stratégique 2009-2013, le gouvernement a délivré 36 cartes d'immatriculation de navire, 67 brevets commerciaux et 195 certificats; il a aussi procédé à des inspections techniques (à des fins de renouvellement et de prorogation) pour 147 navires.[235]

4.113. Aucune prescription imposant qu'une part minimum du commerce extérieur de marchandises se fasse au moyen de navires battant pavillon cambodgien n'est en vigueur. D'après les autorités, il n'existe aucun règlement sur le cabotage, lequel est ouvert à tous les navires. Toutefois, le cabotage n'est pas autorisé au titre de l'Accord sur la navigation transfrontières conclu entre le Cambodge et le Viet Nam (modifié en 2009), qui régit la fourniture de services de navigation transfrontières le long du fleuve Mekong entre les deux pays. Au titre de cet accord, les parties reconnaissent mutuellement le pouvoir de l'autre partie contractante de délivrer aux transporteurs les permis d'exploitation nécessaires, sans limite de nombre.[236]

4.114. Le Cambodge est membre de l'Organisation maritime internationale, mais n'a pas encore ratifié la plupart de ses conventions.[237]

### *Services portuaires*

4.115. Le Cambodge est toujours principalement desservi par deux ports: le port fluvial de Phnom Penh et le port maritime de Sihanoukville, qui est la principale plate-forme commerciale pour les marchandises transportées par voie maritime à destination ou au départ du Cambodge, et qui accueille les trois quarts environ du trafic commercial, en termes de volume.[238] Les marchandises passant par Sihanoukville sont transbordées via Singapour ou Hong Kong, Chine; les escales directes desservant les ports cambodgiens n'existent que depuis 2016.[239] Le port accueille principalement des porte-conteneurs de Singapour; il accueille aussi des pétroliers et des navires pour chargements divers de Malaisie, de Thaïlande et d'autres pays de la région.[240] Les ports maritimes de Koh Kong, près de la frontière avec la Thaïlande, et de la province de Kampot répondent surtout aux besoins des navires de liaisons interinsulaires et n'accueillent que des navires de plus petite taille, en raison de l'absence d'équipements modernes et de la longueur limitée des quais. En 2013, le Cambodge était traversé par des voies d'eau intérieures d'une longueur totale d'environ 1 750 km, dont seulement 850 kilomètres de voies navigables à la saison sèche.[241] Le marché du transport international de marchandises du Cambodge est encore assez peu important et le volume du vrac est limité, contrairement à certains de ses voisins; le trafic de conteneurs des deux principaux ports est faible comparé aux standards régionaux et une seule entité, la société à capital entièrement public Kampuchea Shipping Agency and Brokers (KAMSAB),

---

[234] Jusqu'en 2002, la Cambodian Shipping Corporation (CSC), basée à Singapour, était chargée de l'immatriculation des navires battant pavillon national. Renseignements en ligne de l'ISROC. Adresse consultée: http://www.flagadmin.com/regulations-cambodia-en.html; *The Cambodia Daily,* "Government Sold National Ship Registry Rights", novembre 2013. Adresse consultée: "https://www.cambodiadaily.com/archives/government-sold pour centE2 pour cent80 pour cent88national-ship-registry-rights-48186/"; Cartner *et al.*, *The International Law of the Shipmaster*, Londres.

[235] Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf.

[236] Banque mondiale (2014), *Cambodia Trade Corridor Performance Assessment*. Adresse consultée: "http://documents.worldbank.org/curated/en/398791468326402518/pdf/912420WP0P12570rformance0Assessment.pdf".

[237] Renseignements en ligne de l'OIM (2017). Adresse consultée: http://www.imo.org/en/About/Conventions/StatusOfConventions/Documents/Status%20-%202017.pdf.

[238] Banque mondiale (2014), *Cambodia Trade Corridor Performance Assessment*. Adresse consultée: "http://documents.worldbank.org/curated/en/398791468326402518/pdf/912420WP0P12570rformance0Assessment.pdf".

[239] Sihanoukville ne peut pas accueillir les gros navires, entre autres du fait de la faible profondeur du canal d'entrée dans le port et des affleurements rocheux présents dans le canal, qui limitent l'entrée dans le port aux navires ayant un tirant d'eau maximum de 8,5 mètres. Banque mondiale (2014), *Cambodia Trade Corridor Performance Assessment*. Adresse consultée: "http://documents.worldbank.org/curated/en/398791468326402518/pdf/912420WP0P12570rformance0Assessment.pdf".

[240] BAsD (2014), *Cambodia diversifying beyond garments and tourism. Country diagnostic study.* Novembre. Adresse consultée: "https://www.adb.org/sites/default/files/publication/149852/cambodia-diversifying-country-diagnostic-study.pdf".

[241] Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf.

offre des services d'agences d'expédition, de croisière, de transport de passagers et de logistiques multimodaux (par voies aérienne, terrestre et maritime).[242] En 2016, l'indice de connectivité des transports maritimes réguliers de la CNUCED était de 5,61 pour le Cambodge, alors qu'il était de 167,48 pour la Chine, qui détenait le meilleur résultat, de 62,84 pour le Viet Nam et de 44,32 pour la Thaïlande.[243]

4.116. Pendant la période à l'examen, les priorités dans le domaine portuaire ont été entre autres les suivantes: faire avancer les travaux concernant les voies navigables; effectuer une analyse de la profondeur des eaux en amont et en aval du fleuve Mekong; inviter le secteur privé à construire des ports fluviaux; achever l'étude hydrographique entreprise dans le Mekong jusqu'à Kampong Cham; mettre en place des aides à la navigation; poursuivre la révision du sous-décret sur la navigation fluviale et l'élaboration d'un plan directeur pour les voies navigables intérieures.[244]

4.117. Les deux principaux ports cambodgiens sont détenus par l'État mais exploités de manière autonome par les groupes du port autonome de Sihanoukville et du port autonome de Phnom Penh.[245] Le port autonome de Sihanoukville et le port autonome de Phnom Penh font rapport au Conseil des ministres, au Ministère de l'économie et des finances et au Ministère des travaux publics et des transports. Les taxes portuaires sont jugées plus élevées que la moyenne.[246] En ce qui concerne la manutention et le levage par grue de conteneurs vides, les frais de manutention pour le chargement et le déchargement de conteneurs peuvent varier; par exemple, en 2016, si les frais de manutention pour le déchargement d'un conteneur vide de 20 pieds sont nuls, les frais de chargement du même type de conteneur sont de 20 dollars EU.

4.118. Bien que les infrastructures portuaires se soient développées, des défaillances subsistent au niveau des opérations et des procédures douanières et se traduisent par des coûts de transaction élevés et des délais de manutention portuaire plus longs.[247] D'après le rapport "*Doing Business*" de la Banque mondiale, en 2015, exporter un conteneur standard de marchandises depuis le Cambodge nécessitait 8 documents, prenait 22 jours et coûtait 795 dollars EU. Importer le même conteneur de marchandises nécessitait 9 documents, prenait 24 jours et coûtait 930 dollars EU.[248] De plus, le Ministère des travaux publics et des transports rencontre des

[242] BAsD (2014), *Cambodia diversifying beyond garments and tourism. Country diagnostic study.* Novembre. Adresse consultée: "https://www.adb.org/sites/default/files/publication/149852/cambodia-diversifying-country-diagnostic-study.pdf".

[243] Renseignements en ligne de la CNUCED (2016). Adresse consultée: http://unctadstat.unctad.org/wds/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=92.

[244] Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf.

[245] Banque mondiale (2014), *Cambodia Trade Corridor Performance Assessment*. Adresse consultée: "http://documents.worldbank.org/curated/en/398791468326402518/pdf/912420WP0P12570rformance0Assessment.pdf".

[246] D'après des données communiquées par les autorités, en 2016, les redevances de navigation du port principal de Phnom Penh et les droits de port sur les navires de tourisme totalisaient 0,13 dollar EU par tonneau de jauge brute (à chaque arrivée/départ) et les frais d'amarrage étaient compris entre 0,0005 et 0,003 dollars EU par tonneau de jauge brute par heure. Pour les navires commerciaux, les frais étaient les suivants: redevance de navigation de 0,13 dollar EU par tonneau de jauge brute (à chaque arrivée/départ); frais d'amarrage compris entre 0,05 et 0,23 dollar EU par tonneau de jauge brute; droit de canal de 0,31 dollar EU par tonneau de jauge brute pour les transporteurs commerciaux et de 0,16 dollar EU par tonneau de jauge brute pour les porte-barges; taxe de pilotage comprise entre 0,003 dollar EU par tonneau de jauge brute (pour les ports maritimes commerciaux) et 0,03 dollar EU (pour les ports de raffinerie); frais de remorquage compris entre 18 dollars EU et 215 dollars EU par heure, selon le type de navire; et droits d'amarrage (de 16,50 à 149 dollars EU selon la jauge brute en tonneaux du navire). Banque mondiale (2014), Cambodia Trade Corridor Performance Assessment. Adresse consultée: "http://documents.worldbank.org/curated/en/398791468326402518/pdf/912420WP0P12570rformance0Assessment.pdf".

[247] BAsD (2014), *Cambodia diversifying beyond garments and tourism. Country diagnostic study.* Novembre. Adresse consultée: "https://www.adb.org/sites/default/files/publication/149852/cambodia-diversifying-country-diagnostic-study.pdf".

[248] Banque mondiale (2015), *Doing Business 2015, Going beyond efficiency, Economy profile 2015, Cambodia*. Adresse consultée: "http://documents.worldbank.org/curated/en/138041468215083934/pdf/919280WP0Box380580Cambodia00Public0.pdf".

difficultés, à savoir notamment le manque de ressources humaines qualifiées, le prix élevé des services et le manque de technologies modernes.[249]

### 4.4.5.2 Transport aérien

#### *Services de transport aérien*

4.119. Le secteur de l'aviation a continué de se développer et de favoriser la progression du tourisme (section 4.4.7), grâce à l'ouverture récente d'un nouveau terminal d'aéroport à Phnom Penh (voir ci-après), à l'augmentation du nombre de compagnies aériennes nationales certifiées assurant la liaison entre Phnom Penh et Siem Reap, et à la certification récente de compagnies internationales reliant le Cambodge à des plates-formes de transport importantes dans la région.[250] Entre 2011 et 2015, la fréquence des liaisons aériennes internationales a augmenté de 65,2%, passant de 339 à 560 vols par semaine, tandis que la fréquence des liaisons nationales a augmenté de 131,4%, passant de 35 à 81 vols par semaine.[251] En 2016, le volume total du transport aérien international de marchandises était de 45 655 tonnes, soit une augmentation de 25% par rapport à 2015; la majeure partie des marchandises ainsi transportées étaient des vêtements, textiles et produits de luxe. En 2016, le fret aérien national et international totalisait 79 884,2 tonnes, soit une augmentation de 9% par rapport à 2015. En 2017, 30 compagnies aériennes asiatiques et européennes opéraient sur le marché du transport international de passagers et 10 autres (contre 4 auparavant), dans lesquelles l'État détenait une participation minimale, proposaient des vols intérieurs; 37 compagnies nationales et étrangères étaient autorisées à proposer des vols à destination et en provenance du Cambodge, contre 18 en 2011.[252] Les tarifs passagers moyens du transport aérien national sont estimés à environ 90 dollars EU et ceux du transport international à environ 295 dollars EU.

4.120. Les priorités de la politique des transports aériens comprennent entre autres le renforcement des éléments suivants: coopération internationale dans le secteur de l'aviation civile (intégration dans et harmonisation avec l'ASEAN, la sous-région du Grand Mékong et les politiques de ciel ouvert des pays CLMV (voir ci-après)); sécurité et sûreté des vols; et services de navigation aérienne et services aéroportuaires.[253] Le Secrétariat d'État à l'aviation civile, qui relève du Bureau du Conseil des ministres (il relevait auparavant du Ministère des travaux publics et des transports), est toujours en charge de la mise en œuvre des politiques en matière d'aviation. Il est notamment l'entité responsable à la fois de l'administration et de la réglementation de l'aviation civile, et exploite plusieurs aéroports nationaux (excepté les aéroports internationaux de Phnom Penh et Siem Reap, l'aéroport international de Sihanoukville et de nouvelles concessions d'aéroports internationaux à venir, voir ci-après).

4.121. Le principal texte réglementaire régissant le secteur, à savoir la Loi de 2008 sur l'aviation civile, est resté inchangé; des modifications en vue de renforcer la sécurité et la sûreté des vols et de minimiser les effets des services de transport aérien sur le changement climatique sont à l'examen depuis 2011 mais aucun progrès n'a été fait jusqu'ici.[254] En juin 2016, une loi sur la mise en œuvre de la cinquième liberté de l'air, qui est un droit concernant l'aviation commerciale permettant aux compagnies d'utiliser les aéroports cambodgiens pour prendre des passagers sur

---

[249] Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf.

[250] DFDL (2016), *Cambodia Investment Guide,* Phnom Penh.

[251] Données sur les services de transport aérien communiquées par les autorités.

[252] Les compagnies nationales sont les suivantes: Cambodia Angkor Air (participation de l'État de 45% et participation de Viet Nam Airlines de 55%), Sky Angkor Airlines (à capital entièrement privé), Bassaka Air (à capital privé), Bayon Air (à capital entièrement étranger), Apsara International Air et JC International Airline. Cambodia Angkor Air, Sky Angkor Airlines, Basaka Airlines, Cambodia Bayon Air, JC International Airlines, Lamei Int. Airlines et Air Siem Reap proposent aussi des vols internationaux. Données communiquées par les autorités et *TravelDaily Asia*, "A new Chinese-backed Cambodian airline is set to launch next month", janvier 2017. Adresse consultée: "http://www.traveldailymedia.com/246108/cambodias-new-airline-prepares-to-launch/".

[253] Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf.

[254] Renseignements en ligne. Adresse consultée: "http://www.civilaviation.gov.kh/images/pdf/in-force/Law_civil_aviation-2014_en_.pdf"; DFDL (2016), *Cambodia Investment Guide,* Phnom Penh; et Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf.

des vols réguliers entre leur pays d'origine et un autre pays, a été adoptée; cela devrait augmenter le trafic et attirer davantage de compagnies.[255]

4.122. Un Comité d'attribution des créneaux suit l'attribution des créneaux, les droits et les principes de facturation pratiqués par l'Association internationale du transport aérien (IATA). Il n'existe pas de réglementation des tarifs. Le Cambodge envisage d'imposer une taxe spéciale de 2% sur les billets d'avion des vols intérieurs et internationaux.[256]

4.123. Aucune limitation n'est imposée dans le secteur concernant la participation étrangère ou l'exercice d'activités par des étrangers.[257] Le cabotage est autorisé.

4.124. Le Cambodge a poursuivi ses efforts d'intégration du secteur de l'aviation dans les marchés internationaux, afin d'améliorer sa connectivité, grâce à la conclusion d'accords sur les services aériens. Le pays a 43 accords bilatéraux sur les services aériens, l'Accord plurilatéral CLMV (Cambodge, RDP lao, Myanmar, Viet Nam) et tout un ensemble d'accords multilatéraux conclus dans le cadre de l'ASEAN, assortis de protocoles (voir ci-après).[258] Pendant la période à l'examen, 10 accords sur les services aériens (avec la Chine, le Japon, la République populaire démocratique de Corée, les Philippines, le Qatar, la Fédération de Russie, les Seychelles, la Turquie, les Émirats arabes unis et la Nouvelle-Zélande) et 14 mémorandums d'accord concernant la renégociation ou la conclusion de nouveaux accords sur les services aériens ont été conclus (tableau A4. 1). Plusieurs des accords bilatéraux sur les services aériens du Cambodge contiennent des limitations de capacité (par exemple ceux conclus avec l'Indonésie, Singapour, la Malaisie, Macao, Chine et la Mongolie). En mai 2016, le Cambodge et la Thaïlande sont convenus de lever les limitations concernant le nombre de sièges et de vols bilatéraux afin de promouvoir le tourisme et l'investissement, et de garantir la concurrence loyale sur le marché.[259] La plupart des accords sur les services aériens ont été notés entre 4 et 16 (sur une échelle allant jusqu'à 50) selon l'Indice de libéralisation aérienne (2011) de l'OMC, même si l'accord conclu avec la Nouvelle-Zélande en 2015 a obtenu la note de 32 selon cet indice.[260] Cela s'explique en grande partie par l'absence de droits de cinquième liberté jusqu'en 2016 (voir ci-avant) et de droits de septième liberté, ainsi que par la dépendance générale vis-à-vis de la détermination préalable de la capacité. L'absence de renseignements détaillés concernant certains des critères utilisés pour le calcul de l'indice de libéralisation aérienne est un autre élément d'explication, étant donné que dans ce genre de cas, aucun point n'est attribué. L'Accord plurilatéral sur les services aériens CLMV obtient quant à lui la note indicative de 28, compte tenu des dispositions libérales qu'il contient.[261]

4.125. Dans l'optique d'instaurer un marché et une base de production uniques dans le secteur des transports aériens, le Cambodge a ratifié la sixième série d'engagements de 2007 concernant les services de transport aérien au titre de l'Accord-cadre sur les services de l'ASEAN (services de fret aérien) en juillet 2013.[262] En 2015, il a ratifié la Politique du ciel ouvert de l'ASEAN (ou Marché unique du transport aérien de l'ASEAN), qui est entrée en vigueur en 2015 et vise à améliorer la

[255] Sans protocole de cinquième liberté, les compagnies aériennes étrangères arrivant à l'aéroport de Phnom Penh devaient habituellement retourner à leur point de départ. Elles sont désormais libres de poursuivre vers d'autres destinations. *The Phnom Penh Post*, "Fifth freedom to open Kingdom's airspace", 1er juillet 2016. Adresse consultée: "http://www.phnompenhpost.com/business/fifth-freedom-open-kingdoms-airspace".

[256] DFDL (2016), *Cambodia Investment Guide,* Phnom Penh; et *International Business Publications (2016), Cambodia doing business, investing in Cambodia Guide,* Volume 1. Adresse consultée: "https://books.google.ch/books?id=u1jvCwAAQBAJ&pg=PA54&lpg=PA54&dq=specific+tax+air+ticket+cambodia&source=bl&ots=3B4dJadPTj&sig=P628o1ZNIrW7AYmT8BCKg2X7V0A&hl=de&sa=X&ved=0ahUKEwiSieKhi7PTAhVNJ1AKHeMiCqcQ6AEINDAD#v=onepage&q=specific%20tax%20air%20ticket%20cambodia&f=false".

[257] Document de l'OMC GATS/SC/140 du 25 octobre 2005.

[258] Il s'agit en l'occurrence d'accords sur les services aériens, de mémorandums d'accord, d'échanges de notes et d'autres instruments pertinents. Les accords multilatéraux et protocoles connexes de l'ASEAN comprennent: l'Accord multilatéral de l'ASEAN sur la pleine libéralisation des services de fret aérien, l'Accord multilatéral de l'ASEAN sur les services aériens, l'Accord multilatéral de l'ASEAN sur la pleine libéralisation des services de transport aérien de passagers et le Mémorandum d'accord sur les obligations de l'ASEAN envers ses partenaires de dialogue en matière de services aériens.

[259] *The Phnom Penh Post*, "Thailand drops quotas on flights to Cambodia", 8 septembre 2016. Adresse consultée: http://www.phnompenhpost.com/business/thailand-drops-quotas-flights-cambodia.

[260] Données en ligne de l'OMC. Adresse consultée: https://www.wto.org/asap/index.html.

[261] Des renseignements complémentaires sur l'Accord CLMV sont disponibles dans le document de l'OMC S/C/W/270/Add.2 du 28 septembre 2007.

[262] Données communiquées par les autorités.

connectivité régionale des transports aériens, à intégrer les réseaux de production et à développer le commerce régional en permettant à tous les transporteurs aériens de la région de proposer librement des vols entre les différents États membres de l'ASEAN.[263]

### *Services aéroportuaires et auxiliaires*

4.126. Pendant la période considérée, la capacité des aéroports internationaux du Cambodge a considérablement augmenté. Entre 2011 et 2016, le nombre de passagers transitant par l'aéroport international de Phnom Penh et l'aéroport international de Siem Reap a progressé de 52,6%, passant de 3,48 millions à 6,62 millions; l'aéroport international de Preah Sihanouk a en outre accueilli 156 887 passagers en 2016.[264] En janvier 2017, le volume des importations et des exportations de marchandises au terminal de marchandises de Phnom Penh avait augmenté de 30,2% par rapport à janvier 2016, et atteignait 4 016 EVP (équivalents 20 pieds) tandis qu'à l'aéroport international de Siem Reap, ce volume avait légèrement diminué, de 5,9%, par rapport à 2016.[265] En 2017, les aéroports internationaux proposaient des vols, entre autres, vers les destinations suivantes: Chine; France; Hong Kong, Chine; Myanmar; Philippines; Qatar; RDP lao; Malaisie; République de Corée; Singapour; Taipei chinois; Thaïlande; et Viet Nam.[266] En 2017, 43 compagnies aériennes (contre 32 en 2016) exploitaient des vols réguliers à destination/en provenance des aéroports internationaux du Cambodge. Le réseau d'exploitants d'avions-cargos s'est développé.

4.127. La modernisation de l'infrastructure reste essentielle pour améliorer la compétitivité internationale. Ce sont toujours des sociétés privées qui exploitent, modernisent et développent les aéroports internationaux.[267] La Société concessionnaire des aéroports (SCA), un consortium privé de Vinci (70%, France) et Muhibbah Masteron Cambodia (30%, coentreprise malaisienne/cambodgienne), reste propriétaire des trois aéroports internationaux, au titre de contrats de construction-exploitation-transfert (CET) de 40 ans, ayant pris effet en 1995 (aéroport international de Phnom Penh), 2001 (aéroport international de Siem Reap) et 2006 (aéroport international de Preah Sihanouk).[268] La société Cambodia Airport Management Services Ltd. (CAMS), qui depuis 2005 est entièrement détenue par SCA, exploite ces trois aéroports. En 2016, 100 millions de dollars EU ont été investis dans les aéroports internationaux de Phnom Penh et de

---

[263] Renseignements en ligne. Adresse consultée: http://www.aseanbriefing.com/news/2015/01/02/asean-open-skies-policy-implemented-2015.html; OCDE (2014), *Structural Policy Country Notes – Cambodia.* Adresse consultée: https://www.oecd.org/site/seao/Cambodia.pdf.

[264] De plus, jusqu'en septembre 2016, le pays comptait huit aéroports nationaux, tandis que le gouvernement prévoit d'avoir, d'ici à 2018, cinq aéroports internationaux et sept aéroports nationaux (Battambang, Rattanakiri, Preah Vihear Airports, Koh Kong, Stung Treng, Mondulkiri et Kampong Chhnang). Renseignements en ligne de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) (2016). Adresse consultée: "http://www.icao.int/safety/pbn/PBNStatePlans/Information%20paper%20on%20Cambodia,%20Lao%20PDR%20and%20Vietnam%20PBN%20plans%20Sep.%2012.pdf#search=Cambodia%20domestic%20airports"; Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf; données communiquées par les autorités, situation du transport aérien de passagers.

[265] Renseignements en ligne des aéroports cambodgiens. Adresse consultée: "http://www.rep.aero/en/our-business/about-cambodia-airports/news/cambodia-airports-monthly-newsletter-jan-2017#anchor".

[266] Renseignements en ligne du Conseil pour le développement du Cambodge (CDC), du Conseil cambodgien de l'investissement (CIB) et du Conseil pour les zones économiques spéciales. Adresse consultée: http://www.cambodiainvestment.gov.kh/investors-information/infrastructure/aviation.html; Renseignements en ligne des aéroports cambodgiens. Adresse consultée: "http://www.cambodia-airports.aero/en/flight-info/arrivals#anchor".

[267] La modernisation des aéroports, des terminaux et des services de trafic et de navigation aériens dans le cadre des contrats de CET a permis l'amélioration de la note de l'infrastructure aéroportuaire cambodgienne selon le rapport sur la compétitivité dans le monde 2016-2017 (contrairement à ses pairs, les Philippines et le Viet Nam). Le Cambodge était classé en 99ème position pour ce qui était de la qualité des infrastructures de transport aérien, tandis que les Philippines étaient en 116ème position et le Viet Nam en 94ème position. Forum économique mondial (2016), *World Competitiveness report 2016-2017*. Adresse consultée: "http://www3.weforum.org/docs/GCR2016-2017/05FullReport/TheGlobalCompetitivenessReport2016-2017_FINAL.pdf".

[268] Renseignements en ligne du Conseil pour le développement du Cambodge (CDC), du Conseil cambodgien de l'investissement (CIB) et du Conseil pour les zones économiques spéciales. Adresse consultée: "http://www.cambodiainvestment.gov.kh/sub-decree-no-11-on-build-operate-transfer-bot-contract_980213.html".

Siem Reap pour équiper chacun d'entre eux d'un nouveau terminal international qui doublerait leur capacité d'accueil de voyageurs (la portant à cinq millions de personnes). L'aéroport international de Siem Reap a un programme d'investissement autofinancé de 200 millions de dollars EU, destiné à la construction d'un nouveau terminal et d'une zone d'embarquement et s'étalant sur la période comprise entre 2016 et 2025.[269] À l'heure actuelle, le projet de construction d'un nouvel aéroport à Siem Reap, appelé Angkor International Airport Investment (Cambodge) Co. Ltd, entrepris par un groupe d'investisseurs chinois, est en cours d'examen; un plan d'investissement de 880 millions de dollars EU pour l'ensemble du projet (sur site vierge) dans le cadre d'un contrat de CET de 55 ans (2016-2071) est en cours d'élaboration.

4.128. Les aéroports nationaux du Cambodge relèvent de la responsabilité du Secrétariat d'État à l'aviation civile, sauf l'aéroport de Kampong Chhnang, qui est utilisé et géré par l'armée.[270] En septembre 2016, quatre aéroports nationaux ont été cédés aux autorités locales aux fins de l'intérêt général ou de l'État, et les quatre autres (Kampong Chhnang, Battambang, Koh Kong et Stung Treng) ont été conservés dans l'optique de développer ultérieurement les vols intérieurs.[271] Les exploitants privés des aéroports de Phnom Penh et de Siem Reap ont le monopole des services d'escale. L'auto-assistance n'est pas autorisée.

#### 4.4.5.3 Transport ferroviaire

4.129. Les transports ferroviaires sont toujours limités, du point de vue de la disponibilité comme des performances.[272] Le réseau de chemins de fer, qui était à l'origine composé de la ligne nord, allant de Phnom Penh à Poipet (386 kilomètres), et de la ligne sud, reliant Phnom Penh à Sihanoukville (266 kilomètres), fait toujours l'objet de travaux de réhabilitation et de modernisation (voir ci-après).[273] Des trains de marchandises circulent toujours sur les deux lignes et transportent principalement du pétrole, du ciment et des conteneurs. Le temps de trajet entre Phnom Penh et Sihanoukville est de 7 à 10 heures, contre 4 à 5 heures par la route.[274]

4.130. Il a été mis fin à un contrat de concession conclu en 2009 pour une durée de 30 ans avec Toll Royal Cambodia, une coentreprise entre Royal Railways of Cambodia (45%) et une société privée australienne (Toll holding, 55%), cette dernière ayant cédé toutes ses parts en 2015; ce contrat comprenait l'achat de moteurs et de wagons de train, de nouveau matériel et de nouveaux équipements pour l'entretien des chemins de fer.[275]

4.131. Dans le cadre du Plan national de développement stratégique 2014-2018, le Ministère des travaux publics et des transports poursuit entre autres les objectifs suivants: achever la réhabilitation de la ligne nord entre Phnom Penh et Poipet, afin de relier le pays à la Thaïlande; achever la construction des terminaux ferroviaires de marchandises à Phnom Penh et Preah Sihanouk; moderniser la ligne nord en vue du transport de 20 tonnes de marchandises à une vitesse maximale de 50 kilomètres par heure ainsi que la ligne sud, pour le transport de

---

[269] Renseignements en ligne des aéroports cambodgiens. Adresse consultée: "http://www.vinci-airports.com/en/cambodia-airports".

[270] Renseignements en ligne du Conseil pour le développement du Cambodge (CDC), du Conseil cambodgien de l'investissement (CIB) et du Conseil pour les zones économiques spéciales. Adresse consultée: http://www.cambodiainvestment.gov.kh/investors-information/infrastructure/aviation.html.

[271] *Khmer Times*, "Domestic Airports converted for public use", septembre 2016. Adresse consultée: http://www.khmertimeskh.com/news/30210/domestic-airports-converted-for-public-use/.

[272] Banque mondiale (2014), Cambodia Trade Corridor Performance Assessment. Adresse consultée: "http://documents.worldbank.org/curated/en/398791468326402518/pdf/912420WP0P12570rformance0Assessment.pdf".

[273] BAsD (2011), *Cambodia Transport Sector Assessment, Strategy and Road Map*, septembre. Adresse consultée: "https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/33102/files/cam-transport-assessment.pdf".

[274] BAsD (2014), *Cambodia diversifying beyond garments and tourism. Country diagnostic study.* Novembre. Adresse consultée: "https://www.adb.org/sites/default/files/publication/149852/cambodia-diversifying-country-diagnostic-study.pdf".

[275] Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf; ADB (2014), *Cambodia diversifying beyond garments and tourism. Country diagnostic study,* Novembre. Adresse consultée: "https://www.adb.org/sites/default/files/publication/149852/cambodia-diversifying-country-diagnostic-study.pdf"; Renseignements en ligne du Conseil pour le développement du Cambodge (CDC), du Conseil cambodgien de l'investissement (CIB) et du Conseil pour les zones économiques spéciales. Adresse consultée: http://www.cambodiainvestment.gov.kh/investors-information/infrastructure/railways.html.

15 tonnes de marchandises; veiller à l'efficacité des activités ferroviaires dans le cadre du contrat de concession; et encourager le développement des chemins de fer, avec notamment un projet de liaison ferroviaire entre Phnom Penh et le Viet Nam.[276] D'importantes sections ont déjà été réhabilitées et ouvertes à la circulation. En 2016, les 264 kilomètres entre Phnom Penh et Sihanoukville ont été rouverts à la circulation des trains de voyageurs.[277] Les travaux de réhabilitation concernent aussi deux lignes secondaires: l'une entre la gare de Phnom Penh et le complexe d'entrepôts de la Green Trade Company (GTC, (section 4.1.3)) et l'autre entre le terminal de conteneurs de Sihanoukville et le port de Sihanoukville. Une gare ferroviaire transfrontalière de la sous-région du Grand Mékong et un terminal de marchandises routier et ferroviaire doivent être construits à Poipet.[278] Le trafic ferroviaire devrait augmenter de 7 à 12% par an jusqu'en 2030, et le nombre de locomotives devrait passer de 11 actuellement à 30.[279] Les chemins de fer devraient par ailleurs permettre de réduire le trafic routier.

### 4.4.6 Distribution et commerce électronique

#### 4.4.6.1 Distribution

4.132. En 2016, les services de distribution (commerce de gros et de détail) ont contribué à la valeur ajoutée brute à hauteur de 9,4% du PIB (contre 9,2% en 2011) (tableau 1.2). Le secteur de la distribution connaît actuellement une transformation rapide.[280] Outre les étals et les boutiques des marchés traditionnels, les marchandises sont de plus en plus souvent vendues dans des petits centres de commerce à l'occidentale, des commerces de proximité et des supermarchés qui répondent surtout aux besoins des milieux sociaux favorisés, de la classe moyenne urbaine et des expatriés.[281] Les investissements étrangers dans des centres commerciaux modernes comprennent le projet d'Aeon Mall, une entreprise japonaise qui a ouvert au milieu de l'année 2014, ainsi que des projets tels que le centre commercial Parkson (un projet malaisien), les centres commerciaux Lion Centre et l'Exchange Square de Hong Kong Land plus un autre centre Aeon Mall, actuellement en cours de construction. On s'attend à ce que le nombre total de centres commerciaux de détail passe de 10 à 27 d'ici à 2019.[282]

4.133. Les services de distribution sont toujours régis, entre autres, par la Loi de 1995 sur la réglementation commerciale et le registre du commerce, la Loi de 1999 portant modification de la

---

[276] Pendant la période comprise entre 2009 et 2013, les coûts totaux de la réhabilitation des chemins de fer se sont élevés à 141,6 millions de dollars EU, dont 84 millions sous la forme d'un prêt de la BAsD, 21,5 millions sous la forme d'un don de l'État australien, 13 millions sous la forme d'un don du Fonds OPEP pour le développement international, 2,8 millions sous la forme de rails de chemin de fer fournis par l'État malaisien et 20,3 millions sous la forme d'une contribution de l'État cambodgien. Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: "http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf"; BAsD (2011), *Cambodia Transport Sector Assessment, Strategy and Road Map*, Septembre. Adresse consultée: "https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/33102/files/cam-transport-assessment.pdf".

[277] *The Guardian*, "Cambodia revives train service between Phnom Penh and Sihanoukville", 5 juin 2016. Adresse consultée: "https://www.theguardian.com/travel/2016/jun/05/trains-phnom-penh-sihanoukville-kampot".

[278] Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf; BAsD (2014), *Cambodia diversifying beyond garments and tourism, Country diagnostic study,* novembre 2014. Adresse consultée: "https://www.adb.org/sites/default/files/publication/149852/cambodia-diversifying-country-diagnostic-study.pdf".

[279] BAsD (2011), *Cambodia Transport Sector Assessment, Strategy and Road Map*, septembre. Adresse consultée: "https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/33102/files/cam-transport-assessment.pdf".

[280] Service commercial/Département du commerce des États-Unis (2015), *Doing Business in Cambodia: 2015 Country Commercial Guide for U.S. Companies*. Adresse consultée: http://photos.state.gov/libraries/cambodia/231771/PDFs/2015_ccg_june_15.pdf.

[281] Service commercial/Département du commerce des États-Unis (2015), *Doing Business in Cambodia: 2015 Country Commercial Guide for U.S. Companies*. Adresse consultée: http://photos.state.gov/libraries/cambodia/231771/PDFs/2015_ccg_june_15.pdf; Banque mondiale (2014), *Improving Trade Competitiveness in Cambodia: An Analysis Using a Trade and Transport Facilitation Assessment*, août. Adresse consultée: "http://documents.worldbank.org/curated/en/915181468222889947/pdf/912410WP0P12570ilitation0Assessment.pdf".

[282] Renseignements en ligne de Export.gov. Adresse consultée: https://www.export.gov/article?id=Cambodia-Distribution-and-Sales-Channels.

Loi sur la réglementation commerciale et le registre du commerce ainsi que des textes de loi propres à des secteurs ou des domaines spécifiques et qui n'ont pas été modifiés durant la période à l'examen.[283]

4.134. La présence commerciale étrangère ne fait l'objet d'aucune limitation dans le secteur de la distribution.[284] Les entreprises nationales et étrangères sont tenues de s'enregistrer auprès du Ministère du commerce au moins 15 jours avant le lancement des activités commerciales, afin d'obtenir une licence commerciale.[285] L'enregistrement auprès du Ministère peut se faire par l'intermédiaire d'une plate-forme en ligne. Des licences d'exploitation supplémentaires peuvent être exigées.

#### 4.4.6.2 Commerce électronique

4.135. Le commerce reste assez peu développé au Cambodge, du fait de l'insuffisance de l'infrastructure Internet, du faible degré d'utilisation d'Internet et d'une utilisation extrêmement limitée des cartes de crédit.[286] Il existe un nombre croissant de sites Web marchands, répondant principalement aux besoins du petit nombre de consommateurs urbains ayant accès à Internet; les médias sociaux sont de plus en plus utilisés comme un outil d'achat en ligne. Le Cambodge arrive en 119ème position (sur 137 pays) selon l'indice du commerce électronique B2C (d'entreprise à consommateur) de la CNUCED (2016), alors qu'il était en 91ème position en 2014.[287]

4.136. La Politique de développement des technologies de l'information et de la communication pour 2020 adoptée en 2016 vise, entre autres choses, à développer le commerce électronique, à favoriser la compréhension des avantages et des risques que présente le recours au commerce électronique pour la population, à développer l'utilisation de la monnaie électronique en toute confiance et sécurité, à améliorer la qualité et l'efficacité des systèmes logistiques du commerce électronique et à renforcer la coopération entre les ministères/les institutions concernés pour ce qui est de l'organisation de la taxation du commerce électronique. En juin 2017, un projet de loi sur le commerce électronique était examiné par le Conseil des ministres, avant d'être transmis à l'Assemblée nationale; il devrait être adopté d'ici à 2019.[288] Ce projet de loi comprenait 11 chapitres et 58 articles, y compris des dispositions relatives à la signature électronique conformes avec les normes internationales sur les opérations de commerce en ligne, la réduction des risques liés aux transactions de paiement en ligne et la protection des données personnelles, ainsi que sur la protection des consommateurs.

4.137. Il n'existe pas de régime fiscal ni de mesures de dédouanement propres au commerce électronique pour les importations de marchandises et/ou les ventes sur le marché intérieur (par exemple des exonérations des droits de douane et des taxes intérieures, ou des procédures de dédouanement accéléré). Au titre de l'Instruction n° 004 du Ministère de l'économie et des finances sur la gestion des procédures de dédouanement des exportations et des importations de marchandises en petites quantités (*de minimis)*, du 24 juillet 2012 (conforme à l'Instruction n° 007 du MEF du 29 décembre 2009), les marchandises expédiées par envoi exprès, les importations à des fins non commerciales et/ou les envois similaires d'une valeur f.a.b. ne dépassant pas 50 dollars EU sont exonérés de droits et de taxes.

---

[283] DFDL (2016), *Cambodia Investment Guide,* Phnom Penh.

[284] Document de l'OMC GATS/SC/140 du 25 octobre 2005.

[285] Document de l'OMC WT/TPR/S/253/Rev.1 du 24 novembre 2011.

[286] Certaines banques ont commencé à délivrer des cartes de crédit pour faciliter les achats sur Internet. Service commercial/Département du commerce des États-Unis (2015), *Doing Business in Cambodia: 2015 Country Commercial Guide for U.S. Companies*. Adresse consultée: http://photos.state.gov/libraries/cambodia/231771/PDFs/2015_ccg_june_15.pdf.

[287] Cet indice s'appuie sur quatre indicateurs: les utilisateurs d'Internet; les serveurs sécurisés; le taux de pénétration des cartes de crédit; et les performances en matière de fiabilité des services postaux. CNUCED (2016), *UNCTAD B2C E-commerce Index 2016*, UNCTAD Technical Notes on ICT for Development No. 7, avril. Adresse consultée http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/tn_unctad_ict4d07_en.pdf.

[288] Renseignements en ligne du Ministère du commerce (2016). Adresse consultée: "http://www.moc.gov.kh/en-us/press-center/details/content/211601"; DFDL (2016), *Cambodia Investment Guide,* Phnom Penh.

### 4.4.7 Tourisme

4.138. Le tourisme reste l'activité à part entière et la source de recettes publiques la plus importante du Cambodge, et une activité interbranches essentielle qui est interconnectée et constitue un moteur pour presque toutes les autres activités de l'économie, par exemple les transports, la construction, le commerce et les services financiers. En 2016, elle a représenté 12,2% du PIB (28,3% en comptant les activités connexes) et 11,4% de l'emploi total (25,9% en comptant les emplois directs, indirects et induits), des chiffres bien supérieurs à la moyenne mondiale, qui en font le premier secteur touristique de l'Asie du Sud-Est.[289] La consommation relative au tourisme intérieur a atteint 16 943 milliards de riels et d'après les estimations, elle devrait atteindre 35 024 milliards d'ici à 2027.[290] En avril 2017, les principaux marchés sources étaient la Chine (21,3%), suivie du Viet Nam (16,7%) et de la RDP lao (8%); les autres marchés sources importants étaient la Thaïlande, la Corée (Rép. de), les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon, la Malaisie et la France.[291] En 2015, les arrivées de touristes au Cambodge ont atteint 4,78 millions, une augmentation de 6% par rapport à 2014; en 2016, elles ont été de 5 millions, en progression de 5% par rapport à 2015.[292] Les arrivées de touristes internationaux devraient atteindre 7 millions d'ici à 2020. Pendant la période 2010-2015, la durée moyenne des séjours a été ramenée de 6,8 jours à 6,5 jours, du fait notamment de l'insuffisance des infrastructures et de la promotion. Le Cambodge arrivait en 101ème position sur 136 économies selon l'Indice de compétitivité du secteur des voyages et du tourisme du Forum économique mondial (WEF) pour 2017; en particulier, son infrastructure touristique était classée au 102ème rang.[293] En 2016, le tourisme devait se redresser, favorisé par l'amélioration de la stabilité dans les pays voisins.[294] Dans la mesure où il a été confirmé que le Cambodge accueillerait les 32èmes Jeux d'Asie du Sud-Est, une manifestation organisée tous les deux ans et qui doit avoir lieu en 2023, un plan directeur officiel a été approuvé par le Conseil des ministres en 2016; le coût de l'organisation de cette manifestation est estimé à 40 millions de dollars EU, plus les coûts de la logistique, des ressources humaines, des transports et d'autres aspects stratégiques, y compris le développement de l'infrastructure touristique.[295]

4.139. Pendant la période à l'examen, le nombre d'hôtels est passé de 476 (et 26 484 chambres) en 2011 à 668 (34 619 chambres) en 2015, et le nombre de pensions de 1 142 (16 752 chambres) à 2 229 (28 660 chambres).[296] Au 30 avril 2017, le Cambodge comptait 573 hôtels (36 236 chambres), dont 41% détenus par des intérêts nationaux et 59% par des intérêts étrangers. Les hébergements possibles vont des petites structures familiales aux hébergements cinq étoiles de marques internationales. En 2015, le pays comptait 632 agences de voyage et organisateurs touristiques (contre 589 en 2011) employant 4 858 guides titulaires d'une

[289] World Travel & Tourism Council (2017), Travel & Tourism, *Economic impact 2017 Cambodia*. Adresse consultée: "https://www.wttc.org/-/media/files/reports/economic-impact-research/countries-2017/cambodia2017.pdf".

[290] La consommation relative au tourisme intérieur correspond aux recettes totales générées à l'intérieur d'un pays par les secteurs s'occupant directement des touristes, y compris les exportations de touristes, les dépenses intérieures et les dépenses publiques. Elle ne comprend pas les dépenses effectuées à l'étranger par les résidents.

[291] Ministère du tourisme (2017), *Tourism Statistics Report April 2017*; BAsD (2017). *Tourism sector assessment, strategy, and road map for Cambodia, Lao People's Democratic Republic, Myanmar, and Viet Nam (2016–2018)*. Adresse consultée: "https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/227186/clmv-tourism-sector-assessment.pdf".

[292] BAsD (2017). *Tourism sector assessment, strategy, and road map for Cambodia,* Lao People's Democratic Republic, Myanmar, and Viet Nam (2016–2018). Adresse consultée: https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/227186/clmv-tourism-sector-assessment.pdf.

[293] Cet indice incorpore des indicateurs comme les conditions de l'activité des entreprises, la sûreté et la sécurité, la santé et les questions sanitaires, les ressources humaines et le marché du travail, la préparation aux TIC, le degré de priorité accordé aux voyages et au tourisme, l'ouverture internationale, la compétitivité des prix, la durabilité environnementale, l'infrastructure des transports aériens, les infrastructures portuaires et au sol, l'infrastructure des services touristiques, les ressources naturelles, les ressources culturelles et les voyages d'affaires. Forum économique mondial (2017), *The Travel & Tourism Competitiveness Report 2017*, Genève. Adresse consultée: http://www3.weforum.org/docs/WEF_TTCR_2017_web_0401.pdf.

[294] DFDL (2016), *Cambodia Investment Guide,* Phnom Penh.

[295] *Khmer Times*, "Cambodia Confirmed as 2023 SEA Games Hosts", juin 2015. Adresse consultée: http://www.khmertimeskh.com/news/11960/cambodia-confirmed-as-2023-sea-games-hosts/; *Phnom Penh Post*, "Government unveils master plan for 2023 SEA Games success", avril 2016. Adresse consultée: http://www.phnompenhpost.com/sport/government-unveils-master-plan-2023-se-asian-games-success.

[296] Ministère du tourisme (2015), *Rapport annuel 2015.*

licence, dont 89% établis à Siem Reap; le 25 mai 2017, on recensait 665 agences de voyage et organisateurs touristiques.

4.140. Pendant la période considérée, plusieurs politiques liées au tourisme étaient en vigueur et ont continué d'être appliquées par le Ministère du tourisme. Le Plan stratégique de développement du tourisme pour la période 2012-2020 comporte six volets stratégiques, à savoir: développement des produits touristiques et amélioration de leur qualité; commercialisation et promotion; facilitation des voyages et transports, et connectivité régionale et internationale; système de sécurité des touristes et gestion des effets négatifs du tourisme; systèmes juridiques et mécanismes de gestion; et développement des ressources humaines.[297] Depuis 2012, le Cambodge applique une politique stratégique en matière d'écotourisme.[298] Pour répondre à la problématique des effets de plus en plus importants du tourisme sur le changement climatique, le Comité national du changement climatique a élaboré pour le Ministère du tourisme un plan d'action pour le changement climatique dans le secteur du tourisme (s'inscrivant dans le cadre du Plan stratégique pour le changement climatique), dont le budget est de 2,9 millions de dollars EU et qui est mis en œuvre depuis 2013 et poursuit, entre autres, les objectifs suivants: réduire la vulnérabilité au changement climatique; promouvoir la voie du développement vert, grâce à des technologies à faible émission de carbone; et encourager la sensibilité du public à la question et sa participation.[299] Les autorités n'ont pas communiqué de renseignements sur les mesures et les dépenses budgétaires nécessaires à la mise en œuvre des plans évoqués dans le présent paragraphe.

4.141. Le cadre réglementaire et les prescriptions concernant les activités du secteur du tourisme sont restés inchangés et exigent l'obtention de licences et d'autorisations générales et propres au secteur auprès du Ministère du tourisme. La Loi de 2007 sur les concessions précise les activités liées au tourisme (y compris les petits investissements) qui ne sont pas admissibles au bénéfice d'incitations.[300] Pour réduire les obstacles que rencontre le secteur privé, en août 2016 (Avis n° 292), le Ministère du tourisme a lancé un nouveau système d'enregistrement en ligne pour les entreprises du secteur du tourisme et les guides touristiques soumis au régime de licences.[301]

4.142. Dans le cadre des engagements pris par le Cambodge au titre de l'AGCS, le secteur reste ouvert, à l'exception d'une restriction pour le mode 3.[302] Le Cambodge réserve toujours aux ressortissants nationaux disposant d'un petit capital la possibilité de conclure des partenariats pour la création d'hébergements ou de pensions à une ou deux étoiles; toutefois, dans la pratique, cette limitation a jusqu'ici été appliquée de manière plus libérale que ne le prévoyait l'engagement inscrit dans la liste. Les entreprises étrangères peuvent établir une présence commerciale pour exploiter des hôtels, des restaurants et des services d'organisateurs touristiques, à condition de s'enregistrer auprès du Ministère du tourisme. Les permis d'exploitation de services de restauration sont délivrés en tenant compte de critères liés à l'implantation géographique; d'après les autorités, ces critères s'appliquent pour les investisseurs nationaux comme pour les

[297] Ministère du tourisme (2012), *Plan stratégique de développement du tourisme 2012-2020,* juillet.

[298] Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf.

[299] Ministère du tourisme (2015), *Plan d'action pour le changement climatique dans le secteur du tourisme*.

[300] Les investissements dans les activités ci-après ne sont pas admissibles au bénéfice d'incitations: fourniture de services touristiques; services d'agents de tourisme; services d'information et de loisirs touristiques; services d'instituts de formation et d'enseignement en vue du développement des compétences et dans des domaines techniques ou polytechniques, servant les secteurs de l'industrie, de l'agriculture, du tourisme, des infrastructures, de l'environnement, de l'ingénierie et des sciences, et autres services, lorsque le montant de l'investissement est inférieur à 4 millions de dollars EU; les activités des hôtels de moins de trois étoiles; les activités des complexes touristiques comprenant des hôtels de moins de 100 chambres ou des auberges touristiques de moins de 30 logements et des réserves offrant des services divers dont la taille est inférieure à dix hectares; les activités liées au tourisme vert et la création de sites de tourisme vert d'une taille inférieure à 1 000 hectares, lorsque l'investissement est inférieur à 1 million de dollars EU; et les activités des réserves touristiques comprenant des hôtels, des parcs à thèmes, des infrastructures de sport ou des zoos, dont la taille est inférieure à cinquante hectares. DFDL (2016), *Cambodia Investment Guide,* Phnom Penh.

[301] DFDL (2016), *Cambodia Investment Guide,* Phnom Penh.

[302] Des renseignements complémentaires sur ces engagements sont disponibles dans le document de l'OMC WT/TPR/S/253/Rev.1 du 24 novembre 2011.

investisseurs étrangers.[303] Le Cambodge limite la participation étrangère au capital des agences de voyage à 51%; les guides touristiques doivent être de nationalité cambodgienne.[304]

4.143. D'après l'OCDE et la Banque mondiale, les principaux freins dans ce secteur sont l'absence d'infrastructures propres au tourisme et la trop faible diversification des sites touristiques.[305] Le développement de destinations autres que le temple d'Angkor Wat à Siem Reap, comme par exemple les plages tropicales et les bâtiments coloniaux et historiques, diversifierait les activités touristiques et réduirait la dépendance du secteur vis-à-vis des sites attractifs de la Thaïlande, dont le secteur du tourisme est plus développé. En outre, les liens entre le secteur du tourisme et certaines activités économiques du pays sont apparemment assez peu développés; en 2012, 25% des recettes générées par le tourisme ont été soustraites de l'économie du fait de l'achat de produits étrangers importés précisément pour servir le secteur du tourisme.

### 4.4.8 Services professionnels

4.144. Pour fournir des services professionnels au Cambodge, les ressortissants étrangers doivent obtenir un visa E-projet ou E-investissement et Emploi d'une durée d'un mois ou plus, renouvelable indéfiniment; de plus, les étrangers doivent demander un permis de travail pour travailler au Cambodge.[306] D'après les données du Ministère du travail et de la formation professionnelle, entre 2013 et la fin de 2016, des permis de travail et des cartes de travail ont été délivrés à 95 577 travailleurs étrangers. Les autorités n'ont pas communiqué de données sur la part des services professionnels par catégorie dans le PIB/la valeur ajoutée brute, dans l'emploi et dans le commerce des services, ni sur la part des professionnels étrangers (nombre (par nationalité)) dans chaque activité. Les activités d'investissement dans les services professionnels quels qu'ils soient ne sont pas admissibles au bénéfice d'incitations.[307]

#### 4.4.8.1 Services de comptabilité et de consultation et services fiscaux

4.145. Un certain nombre d'entreprises étrangères fournissent des services de comptabilité et de consultation et des services fiscaux au Cambodge. Les autorités n'ont pas communiqué de renseignements sur les comptables nationaux et étrangers ni sur les cabinets de comptables/d'audits exerçant des activités au Cambodge.

4.146. Le principal cadre juridique régissant ces activités reste inchangé. Il comprend la Loi de 2002 sur les comptes d'entreprises, leur vérification et la profession comptable, qui doit être modifiée pour introduire des normes comptables simplifiées pour les PME, ainsi que le Code de déontologie des experts-comptables cambodgiens.[308]

4.147. La profession est toujours réglementée par le Conseil national de la comptabilité (NAC), qui relève du Ministère de l'économie et des finances (MEF) et qui est en charge, entre autres, de l'adoption et de l'actualisation des normes comptables cambodgiennes, des normes relatives aux audits, et des règles et règlements techniques prévoyant la mise en œuvre de ces normes. L'Institut cambodgien des experts-comptables publics agréés, un organisme à but non lucratif sous la responsabilité du MEF, définit, entre autres choses, les conditions et les qualifications requises pour devenir expert-comptable au Cambodge; il élabore, actualise et promulgue le Code de

[303] Les principaux critères sont les suivants: le nombre et les conséquences pour les restaurants existants, les caractéristiques historiques et artistiques de l'emplacement, la répartition géographique, les effets sur la circulation et la création de nouveaux emplois.

[304] Document de l'OMC GATS/SC/140 du 25 octobre 2005.

[305] Banque mondiale (2016), *Economic update. Enhancing Export Competitiveness. The Key to Cambodia's Future Economic Success*, octobre. Adresse consultée: "http://documents.worldbank.org/curated/en/889161476278536498/pdf/108982-Khmer-PUBLIC-FinalCEUOctoberKhmer.pdf".

[306] Renseignements en ligne de KPMG. Adresse consultée: https://home.kpmg.com/xx/en/home/insights/2015/10/cambodia.html.

[307] DFDL (2016), *Cambodia Investment Guide,* Phnom Penh.

[308] Gouvernement royal du Cambodge (2015), *Politique de développement industriel 2015-2025. "Market Orientation and Enabling Environment for Industrial Development*", 6 mars 2015. Adresse consultée: http://www.cambodiainvestment.gov.kh/content/uploads/2015/09/IDP-English-Version-FINAL1.pdf.

déontologie des experts-comptables cambodgiens, puis contrôle et évalue sa mise en application.[309]

4.148. Un professionnel ne peut prétendre au titre d'"expert-comptable" que s'il est membre de l'Institut cambodgien des experts-comptables publics agréés. Pour exercer l'activité d'expert-comptable ou d'auditeur à titre professionnel, une licence professionnelle obtenue auprès du Conseil national de la comptabilité est nécessaire: une licence de services de comptabilité ou une licence de services d'audit. Toutes les conditions, mesures législatives et procédures relatives à la délivrance des licences sont définies par le Conseil national de la comptabilité.[310] Les autorités n'ont pas communiqué de renseignements sur les conditions à remplir pour les étrangers pour devenir expert-comptable au Cambodge ni sur la validation des diplômes/certificats étrangers dans ce domaine.

#### 4.4.8.2 Services juridiques

4.149. En septembre 2016, 1 139 avocats étaient membres de l'Ordre des avocats du Royaume du Cambodge, mais seulement 1 045 avocats exerçaient leur profession au Cambodge. D'après les autorités, aucun avocat agréé étranger ni aucun cabinet d'avocats étranger n'a encore exercé le droit cambodgien (voir ci-après). Toutefois, les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (CETC) comptent 36 avocats étrangers exerçant dans le cadre des procédures engagées contre les crimes perpétrés pendant la période du Kampuchea démocratique, c'est-à-dire le procès des Khmers rouges.

4.150. Pendant la période à l'examen, le principal cadre juridique régissant les services juridiques n'a que peu changé et comprend la Loi sur l'Ordre des avocats (1995), le Code de déontologie des avocats (1995, modifié en 2012) et le Règlement intérieur du barreau (1995). Outre ces principaux textes de loi, on compte de nombreuses décisions de l'Ordre des avocats du Royaume du Cambodge. Seuls les avocats qui y sont enregistrés peuvent exercer au Cambodge. Les articles 5 et 6 de la Loi sur l'Ordre des avocats autorise les avocats étrangers à exercer au Cambodge à condition qu'ils soient enregistrés auprès de l'Ordre des avocats. La Décision n° 004/BAKC/16 sur l'exercice de la profession d'avocat pour les étrangers, adoptée le 8 janvier 2016, définit les conditions et la procédure d'enregistrement et d'exercice des avocats étrangers au Cambodge. Le 9 septembre 2016, sept demandes avaient été faites auprès de l'Ordre des avocats, mais trois seulement étaient en cours de traitement, des documents manquant au dossier pour les autres; la procédure doit être achevée dans le courant de l'année 2017 et selon la décision de l'Ordre, les trois demandes seraient approuvées à la majorité plus une voix des membres du Conseil de l'Ordre. Les engagements du Cambodge au titre de l'AGCS concernant les services juridiques autorisent les cabinets d'avocats étrangers à fournir des services juridiques ayant trait au droit cambodgien dans le cadre d'associations avec des cabinets cambodgiens.

#### 4.4.8.3 Services d'architecture et d'ingénierie

4.151. En juin 2017, on comptait: 574 ingénieurs cambodgiens et 9 étrangers enregistrés auprès du Conseil des ingénieurs; 5 architectes cambodgiens et 4 architectes originaires de l'ASEAN enregistrés auprès du Conseil des architectes du Cambodge (BAC); et 2 536 ingénieurs agréés, 543 ingénieurs professionnels, 53 ingénieurs professionnels agréés de l'ASEAN et 450 ingénieurs associés de l'ASEAN enregistrés auprès du Conseil des ingénieurs, qui relève du Ministère du travail et de la formation professionnelle. De plus, on recensait 1 354 sociétés de construction cambodgiennes et 574 étrangères, ainsi que 62 bureaux d'étude cambodgiens et 27 étrangers. Il y avait en outre 28 concepteurs d'architecture cambodgiens et 2 étrangers, de même que 35 concepteurs de structures cambodgiens. Il y avait 131 sociétés enregistrées auprès de l'Association cambodgienne des constructeurs.

[309] Loi relative à la comptabilité et aux audits. Adresse consultée: "http://sithi.org/admin/upload/law/2012_01_13_Draft%20law_Draft%20law%20on%20Accounting%20and%20Auditing_(ENG).pdf"; et renseignements en ligne du Conseil national de la comptabilité. Adresse consultée: http://www.naccambodia.gov.kh/?page=detail&menu1=215&menu2=459&ctype=article&id=459&lg=en.

[310] Loi relative à la comptabilité et aux audits. Adresse consultée: "http://sithi.org/admin/upload/law/2012_01_13_Draft%20law_Draft%20law%20on%20Accounting%20and%20Auditing_(ENG).pdf".

4.152. En dépit de l'absence d'un cadre réglementaire à proprement parler pour ce qui est des services d'architecture, le cadre juridique en la matière comprend le Décret royal portant établissement du Conseil des architectes du Cambodge, le Sous-Décret sur l'organisation et le fonctionnement du Secrétariat général du Conseil des architectes du Cambodge, le Prakas sur l'organisation et le fonctionnement des divisions subordonnées au Secrétariat général du Conseil des architectes du Cambodge, le Règlement intérieur du Conseil des architectes du Cambodge, la Décision sur le Code de déontologie des architectes, la Décision sur les critères d'enregistrement et la détermination de la contribution du Conseil des architectes du Cambodge, et la Décision sur la procédure d'enregistrement auprès du Conseil des architectes du Cambodge.

4.153. Depuis 2011, le BAC représente les ingénieurs et les architectes civils agréés, entre autres pour mettre en valeur leurs qualifications et leur travail et pour renforcer la notoriété de l'architecture nationale. Les architectes étrangers doivent s'enregistrer auprès du BAC, être diplômés dans ce domaine et accrédités par l'ambassade ou le consulat du pays dans lequel leur diplôme a été délivré, et résider au Cambodge depuis au moins trois mois. La durée de validité des certificats d'architecte étranger peut aller jusqu'à 2 ans et ils doivent être renouvelés au moins 30 jours avant leur date d'expiration. Depuis 2016, le BAC est membre du Groupe consultatif sur l'ingénierie et l'architecture de l'ASEAN. Depuis cette même année, l'Association cambodgienne des constructeurs est membre de la Fédération des constructeurs de l'ASEAN.[311]

#### 4.4.8.4 Services d'éducation

4.154. Pendant la période 2016-2017, le pays comptait 46 149 enseignants dans les écoles primaires publiques (dont 56% de femmes), 41 407 enseignants dans les écoles secondaires publiques (dont 30,59% de femmes), 9 320 maîtres de conférence titulaires d'un master dans l'enseignement supérieur, et 1 016 titulaires d'un doctorat, y compris 176 maîtres de conférence étrangers titulaires d'une licence, 335 étrangers titulaires d'un master et 75 étrangers titulaires d'un doctorat.[312]

4.155. Le cadre juridique, qui repose sur la Loi de 2007 sur l'éducation[313] et le Sous-Décret de 2007 sur le Code de déontologie pour la profession d'enseignant, est resté pour l'essentiel inchangé. Plusieurs sous-décrets et prakas ont été mis en œuvre, y compris le Sous-Décret de 2014 sur l'administration et la gestion des services d'enseignement dans les établissements d'enseignement primaire publics[314] visant à administrer les services d'enseignement de manière à assurer leur viabilité et leur efficacité.[315]

4.156. Le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports, chargé de l'orientation, de l'administration et du développement du secteur de l'éducation, délivre aux personnes physiques ou morales les licences leur permettant de proposer des activités d'éducation conformément à la Loi. Pendant l'année scolaire 2014-2015, 47 établissements d'enseignement privés ont demandé des licences par l'intermédiaire du guichet unique du Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports.[316] Dans le cadre des programmes d'investissement public pour la période 2017-2019, en partie financés par la Banque mondiale, le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports a élaboré 27 projets pour un budget total de 208,5 millions de dollars EU, dont 21 sont en cours et 6 (dont les demandes ont été formulées récemment) font actuellement l'objet de négociations.[317]

---

[311] Ministère de la planification (2014), *Plan national de développement stratégique 2014-2018*, 17 juillet. Adresse consultée: http://cdc-crdb.gov.kh/cdc/documents/NSDP_2014-2018.pdf.

[312] Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports (2017), *The Education, Youth and Sport performance in the academic year 2015-2016, and goals for the academic year 2016-2017*, mars.

[313] Renseignements en ligne du Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports. Adresse consultée: http://www.moeys.gov.kh/images/moeys/laws-and-regulations/48/EducationLaw-EN.pdf.

[314] Renseignements en ligne du Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports. Adresse consultée: http://www.moeys.gov.kh/en/laws-and-legislations/sub-decree/sd-309.html#.WPtEsXdh0_U.

[315] Renseignements en ligne du Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports. Adresse consultée: http://www.moeys.gov.kh/en/laws-and-legislations.html.

[316] Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports (2016), *The Education, Youth and Sport performance in the academic year 2014-2015, and goals for the academic year 2015-2016,* mars.

[317] Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports (2017), *The Education, Youth and Sport performance in the academic year 2015-2016, and goals for the academic year 2016-2017*, mars.

#### 4.4.8.5 Services de santé

4.157. Le marché de la santé compte un grand nombre d'acteurs dispensant des soins de santé.[318] Parmi les acteurs compétents figurent les installations sanitaires publiques, les pharmacies, les hôpitaux privés et les professionnels de la santé dispensant des soins de santé depuis leur propre lieu d'habitation ou celui des patients. Les deux tiers des professionnels de la santé employés dans le secteur public exercent aussi des activités à titre privé. Des soins de santé sont aussi prodigués dans des installations de santé administrées par des ONG (section 4.4.3.2) et des dispensaires. Le réseau de santé publique comprend plus de 1 400 installations de santé. Les services de santé publics offrent une couverture nationale, au niveau des infrastructures comme du personnel; les structures privées sont plus nombreuses que les installations publiques mais sont en général de petite taille. Le personnel de santé public est composé de 20 000 professionnels (principalement du personnel infirmier et des sages-femmes). Bien que la réglementation le concernant soit floue, le secteur privé se développe rapidement; il compte 5 500 fournisseurs titulaires d'une licence, lesquels dispensent une grande partie des soins de santé (essentiellement des soins curatifs). Les autorités n'ont pas communiqué de données relatives aux professionnels et établissements de santé (médecins et personnel auxiliaire) étrangers en activité au Cambodge.

4.158. Les mesures visant à réformer le financement de la santé sont au cœur des efforts de reconstruction du système de santé du pays.[319] Dans le cadre du Plan stratégique pour la santé 2008-2015, les priorités du Cambodge étaient entre autres le renforcement de la législation relative à la santé, des codes de déontologie professionnels et des dispositions réglementaires. Le financement de ce plan prévoyait les premières étapes de la couverture universelle en matière de protection de la santé, pour l'ensemble de la population; un certain nombre de problèmes demeurent toutefois.[320] Un Plan pour le secteur de la santé 2016-2020 a pour objectif d'améliorer la qualité des services de santé et de lever les obstacles financiers barrant l'accès à ces services, grâce au développement des fonds d'actions et à des dispositifs de financement en faveur des personnes pauvres. Le budget total alloué au secteur de la santé (1,4% du PIB) est passé de 110,6 millions de dollars EU en 2011 à 152,4 millions de dollars EU en 2015.[321] Les services de santé publics sont financés grâce aux recettes générales, et aux financements consentis par des bailleurs de fonds étrangers sous forme de dons et de prêts, qui correspondent environ à 50% des dépenses publiques dans le domaine de la santé.[322] Les fournisseurs privés consomment l'essentiel des dépenses en soins de santé.

4.159. Le cadre juridique régissant les soins de santé, qui comprend la Loi de 1996 sur la gestion des médicaments, la Loi de 1997 sur l'avortement, la Loi de 2000 sur la gestion des cabinets médicaux, paramédicaux et des cabinets d'assistance médicale privés, la Loi de 2002 sur la prévention et le contrôle du VIH/sida et le Sous-Décret n° 61 de 2003 sur la déontologie professionnelle médicale, n'a pas changé.[323] D'après l'OMS, des améliorations importantes pourraient être apportées au cadre réglementaire et les fournisseurs privés sont toujours insuffisamment réglementés.[324]

---

[318] OMS (2015), *The Kingdom of Cambodia health system review*, Vol. 5 n° 2 2015. Adresse consultée: http://www.wpro.who.int/asia_pacific_observatory/hits/series/cambodia_health_systems_review.pdf.

[319] OMS (2015), *The Kingdom of Cambodia health system review*, Vol. 5 No. 2 2015. Adresse consultée: http://www.wpro.who.int/asia_pacific_observatory/hits/series/cambodia_health_systems_review.pdf.

[320] Bureau of Health Economics and Financing (2008). *Strategic Framework for Health financing*. Adresse consultée: http://www.who.int/health_financing/documents/cam_frmwrk.pdf; WHO (2015). *The Kingdom of Cambodia, Health system review*. Adresse consultée: http://www.wpro.who.int/asia_pacific_observatory/hits/series/cambodia_health_systems_review.pdf.

[321] Ministère de la santé (2008). *Plan stratégique pour la santé 2008-2015,* avril. Adresse consultée: http://apps.who.int/medicinedocs/documents/s18360en/s18360en.pdf.

[322] OMS (2015). *The Kingdom of Cambodia. Health system review*. Adresse consultée: http://www.wpro.who.int/asia_pacific_observatory/hits/series/cambodia_health_systems_review.pdf.

[323] Loi sur la gestion des cabinets médicaux, paramédicaux et des cabinets d'assistance médicale privés, 3 novembre 2000. Adresse consultée: "http://www.bigpond.com.kh/Council_of_Jurists/a00-Kram/RKM00_11_10_E.htm"; Exposé de Chheng Kannarath, Secrétaire général adjoint du Conseil de la médecine cambodgienne, intitulé "*Medical Ethics and law in Cambodia*". Adresse consultée: http://www.iu.edu.kh/wp-content/uploads/2014/11/02.pdf; Sous-Décret n° 61 sur la déontologie professionnelle médicale, du 28 août 2003. Adresse consultée: http://www.mcc.org.kh/publications/17_fs_en.pdf.

[324] OMS (2015). *The Kingdom of Cambodia. Health system review*. Adresse consultée: http://www.wpro.who.int/asia_pacific_observatory/hits/series/cambodia_health_systems_review.pdf.

4.160. Le Ministère de la santé est toujours en charge de la politique et du secteur des soins de santé, ainsi que des questions de santé publique; il réglemente les activités des professionnels de santé, des hôpitaux et des cliniques. Le Ministère administre 24 départements provinciaux de la santé, comprenant 81 districts opérationnels, répartis en fonction de la population; chaque département provincial de la santé a un hôpital provincial et gère des districts opérationnels. L'Institut national de la santé publique, un organisme public qui relève du Ministère de la santé, fournit des services de santé publique, de laboratoire, de formation et de recherche. La réglementation de la profession médicale et la formation de tous les médecins du pays incombe toujours au Conseil de la médecine cambodgienne, un organe autonome créé en 2000.[325] Le Secrétariat général du Conseil de la médecine cambodgienne, qui comprend des représentants de l'université de médecine, de la municipalité de Phnom Penh, des autorités centrales et provinciales, du Ministère de la santé et du Ministère du travail et de la formation professionnelle, établit les procédures du Conseil, définit ses plans opérationnels et ses stratégies, et élabore les rapports financiers.[326]

4.161. L'enregistrement auprès du Conseil de la médecine cambodgienne est obligatoire pour tous les médecins et les assistants médicaux (étrangers comme khmers) qui pratiquent la médecine au Cambodge.[327] L'article 4 de la Loi sur la gestion des cabinets médicaux, paramédicaux et des cabinets d'assistance médicale privés autorise les étrangers à exercer leur profession au Cambodge. Dans le domaine des services professionnels médicaux, le Cambodge a mis en œuvre un accord de reconnaissance mutuelle avec les pays voisins de l'ASEAN.[328]

[325] Des renseignements supplémentaires sont disponibles à l'adresse suivante: http://www.mcc.org.kh/ws/article.php?lan=en&point=regis_about.

[326] Renseignements en ligne du Conseil de la médecine cambodgienne. Adresse consultée: http://www.mcc.org.kh/ws/article.php?lan=en&point=about_center.

[327] Renseignements en ligne du Conseil de la médecine cambodgienne. Adresse consultée: http://www.mcc.org.kh/ws/article.php?lan=en&point=regis_about.

[328] Dee, P. (2011), "Services Liberalization toward the ASEAN Economic Community", in Urata, S. and M. Okabe (eds.), *Toward a Competitive ASEAN Single Market: Sectoral Analysis*. ERIA, *Research Project Report 2010-03*, pages 17 à 136, Jakarta. Adresse consultée: http://www.eria.org/publications/research_project_reports/images/pdf/y2010/no3/Chapter2.pdf.

## 5 APPENDICE – TABLEAUX

### Tableau A1. 1 Exportations de marchandises, par groupe de produits, 2011-2016

| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Total des exportations (millions de $EU) | 6 704,1 | 5 796,3 | 6 665,9 | 6 846,0 | 8 542,4 | 10 069,3 |
| | % des exportations totales | | | | | |
| Total des produits primaires | 6,4 | 7,0 | 9,6 | 9,3 | 7,0 | 6,7 |
| Agriculture | 6,3 | 6,8 | 9,4 | 9,1 | 6,9 | 6,5 |
| Produits alimentaires | 2,6 | 3,5 | 5,8 | 5,3 | 4,8 | 4,5 |
| 0423 – Riz semi-blanchi ou blanchi, etc. | 1,6 | 2,4 | 3,8 | 3,4 | 3,3 | 3,0 |
| Matières premières agricoles | 3,7 | 3,3 | 3,6 | 3,8 | 2,1 | 2,0 |
| 2312 – Caoutchouc naturel autre que le latex | 2,8 | 2,9 | 2,6 | 2,1 | 1,9 | 1,6 |
| Industries extractives | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,1 | 0,1 |
| Minerais et autres minéraux | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Métaux non ferreux | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,0 | 0,0 |
| Combustibles | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Produits manufacturés | 93,5 | 92,3 | 90,3 | 90,1 | 92,6 | 91,4 |
| Fer et acier | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 |
| Produits chimiques | 0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,2 | 0,9 | 1,6 |
| 5922 – Matières albuminoïdes; amidons et fécules modifiés; colles | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,4 | 1,0 |
| Autres demi-produits | 0,3 | 0,4 | 0,5 | 0,2 | 2,6 | 2,5 |
| 6131 – Pelleteries entières, non assemblées | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 1,9 | 1,8 |
| Machines et matériel de transport | 4,8 | 4,9 | 9,3 | 1,3 | 7,8 | 8,3 |
| Machines génératrices | 0,0 | 0,1 | 0,6 | 0,0 | 0,2 | 0,3 |
| Autres machines non électriques | 0,1 | 0,2 | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Machines agricoles et tracteurs | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Machines de bureau et matériel de télécommunications | 0,0 | 0,2 | 1,6 | 0,4 | 2,2 | 1,9 |
| 7649 – Parties convenant principalement aux appareils de la division 76 | 0,0 | 0,2 | 1,5 | 0,0 | 1,6 | 1,5 |
| Autres machines électriques | 0,0 | 0,3 | 1,2 | 0,4 | 1,6 | 2,3 |
| 7731 – Fils, câbles, etc., isolés; câbles de fibres optiques | 0,0 | 0,3 | 1,1 | 0,4 | 1,3 | 1,4 |
| Produits de l'industrie automobile | 2,7 | 0,2 | 0,7 | 0,1 | 0,9 | 0,1 |
| Autre matériel de transport | 1,8 | 3,8 | 4,8 | 0,1 | 2,5 | 3,5 |
| 7852 – Bicyclettes et autres cycles, sans moteur | 1,6 | 3,3 | 4,6 | 0,0 | 2,4 | 3,4 |
| Textiles | 0,4 | 0,7 | 1,3 | 0,8 | 1,4 | 1,6 |
| Vêtements | 59,6 | 69,4 | 72,5 | 78,0 | 69,5 | 66,1 |
| 8442 – Costumes tailleurs, ensembles, vestes, robes, jupes, jupes-culottes, pantalons, etc. | 15,5 | 17,0 | 17,4 | 19,3 | 18,3 | 16,7 |
| 8454 – T-shirts, maillots et gilets de corps en bonneterie | 7,2 | 9,3 | 15,1 | 16,9 | 13,8 | 12,4 |
| 8432 – Costumes ou complets, ensembles, vestons, pantalons, etc. | 10,2 | 11,9 | 12,5 | 13,7 | 12,1 | 11,6 |
| 8453 – Chandails, pull-overs, cardigans en bonneterie | 11,7 | 12,5 | 7,8 | 7,6 | 6,5 | 6,3 |
| 8448 – Combinaisons ou fonds de robes, jupons, slips, chemises de nuit, etc. | 3,0 | 4,2 | 4,6 | 4,8 | 4,0 | 3,8 |
| 8451 – Vêtements et accessoires du vêtement pour bébés | 1,9 | 2,1 | 3,0 | 4,0 | 3,0 | 2,8 |
| 8438 – Linge de corps, vêtements de nuit, peignoirs de bain, etc. | 1,4 | 1,8 | 1,8 | 2,1 | 1,9 | 1,8 |
| 8447 – Chemisiers, blouses-chemisiers et chemisettes | 2,1 | 2,3 | 1,9 | 1,8 | 1,7 | 1,6 |
| 8437 – Chemises et chemisettes | 2,0 | 2,0 | 1,5 | 1,9 | 1,6 | 1,4 |
| 8426 – Pantalons, salopettes, culottes autres que de lingerie et shorts pour femmes ou jeunes filles, en bonneterie textile | 0,2 | 0,6 | 0,7 | 0,6 | 0,6 | 1,1 |
| Autres biens de consommation | 28,4 | 16,6 | 6,4 | 9,6 | 10,4 | 11,3 |
| 8514 – Autres chaussures à dessus en cuir naturel ou reconstitué | 2,7 | 3,1 | 3,0 | 3,9 | 5,0 | 5,0 |

| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 8515 – Autres chaussures, à dessus en matières textiles | 1,1 | 1,4 | 2,0 | 1,9 | 2,0 | 2,1 |
| Autres | 0,1 | 0,8 | 0,1 | 0,6 | 0,4 | 1,9 |
| 9710 – Or, à usage non monétaire (à l'exclusion des minerais et concentrés d'or) | 0,0 | 0,5 | 0,0 | 0,6 | 0,3 | 1,9 |

Source: Base de données Comtrade de la DSNU (CTCI Rev.3).

**Tableau A1. 2 Importations de marchandises, par groupe de produits, 2011-2016**

| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Total des importations (millions de $EU) | 6 143,3 | 7 466,7 | 8 231,5 | 9 702,4 | 10 668,9 | 12 371,0 |
| | % des importations totales | | | | | |
| Total des produits primaires | 22,8 | 25,1 | 21,2 | 13,4 | 12,2 | 19,4 |
| Agriculture | 7,8 | 8,0 | 7,7 | 8,7 | 9,9 | 9,2 |
| Produits alimentaires | 6,5 | 6,9 | 6,9 | 8,0 | 7,9 | 7,1 |
| 1222 – Cigarettes contenant du tabac | 2,1 | 2,1 | 2,2 | 2,2 | 2,0 | 1,7 |
| 1110 – Boissons non alcooliques, n.d.a. | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,5 | 0,8 | 1,0 |
| Matières premières agricoles | 1,2 | 1,1 | 0,8 | 0,7 | 1,9 | 2,1 |
| 2121 – Peaux de visons, brutes, entières, même sans les têtes, queues ou pattes | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 1,0 | 1,3 |
| Industries extractives | 15,0 | 17,1 | 13,5 | 4,7 | 2,3 | 10,2 |
| Minerais et autres minéraux | 0,4 | 0,4 | 0,3 | 0,4 | 0,5 | 0,5 |
| Métaux non ferreux | 1,0 | 1,2 | 1,1 | 1,0 | 1,0 | 1,0 |
| 6842 – Aluminium et alliages d'aluminium, ouvrés | 0,9 | 1,1 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 0,9 |
| Combustibles | 13,6 | 15,6 | 12,1 | 3,3 | 0,8 | 8,7 |
| 334 – Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes | 13,1 | 14,8 | 11,5 | 3,0 | 0,2 | 7,2 |
| 3212 – Autres houilles | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,2 | 0,5 | 0,9 |
| Produits manufacturés | 75,2 | 73,2 | 77,6 | 84,5 | 82,0 | 78,6 |
| Fer et acier | 1,9 | 1,7 | 1,4 | 1,9 | 1,9 | 1,8 |
| Produits chimiques | 5,6 | 5,7 | 6,2 | 7,1 | 6,7 | 6,4 |
| 5429 – Médicaments, n.d.a. | 1,5 | 1,4 | 1,4 | 1,3 | 1,2 | 1,1 |
| Autres demi-produits | 6,7 | 6,5 | 6,5 | 8,8 | 8,7 | 8,9 |
| Machines et matériel de transport | 18,5 | 19,5 | 22,2 | 19,6 | 22,1 | 21,5 |
| Machines génératrices | 0,6 | 0,7 | 1,2 | 1,2 | 0,5 | 0,5 |
| Autres machines non électriques | 6,9 | 6,7 | 6,6 | 8,6 | 6,5 | 6,4 |
| Machines agricoles et tracteurs | 0,9 | 0,9 | 1,1 | 0,5 | 1,1 | 0,6 |
| Machines de bureau et matériel de télécommunications | 2,1 | 1,6 | 1,7 | 2,8 | 2,5 | 2,2 |
| Autres machines électriques | 2,0 | 1,6 | 3,7 | 2,8 | 2,4 | 3,4 |
| 7731 – Fils, câbles et autres conducteurs isolés pour l'électricité, etc. | 0,3 | 0,6 | 0,6 | 0,8 | 0,9 | 1,3 |
| Produits de l'industrie automobile | 5,1 | 6,1 | 5,1 | 3,7 | 6,4 | 5,0 |
| 7812 – Véhicules à moteur pour le transport des personnes, n.d.a. | 2,9 | 3,1 | 2,6 | 2,3 | 3,5 | 3,0 |
| 7821 – Véhicules automobiles pour le transport de marchandises | 1,5 | 2,2 | 1,8 | 0,9 | 2,2 | 1,4 |
| Autre matériel de transport | 1,8 | 2,7 | 4,0 | 0,6 | 3,8 | 3,9 |
| 7853 – Fauteuils roulants et autres véhicules pour invalides; parties et pièces détachées des articles du groupe 785 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 1,5 | 1,9 |
| 7851 – Motocycles et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, etc. | 1,3 | 2,1 | 1,5 | 0,1 | 1,8 | 1,8 |
| Textiles | 35,0 | 33,8 | 34,4 | 37,8 | 34,9 | 33,0 |
| 6552 – Autres étoffes de bonneterie, non imprégnées/enduites, etc. | 18,9 | 18,9 | 19,4 | 20,2 | 18,5 | 17,6 |
| 6534 – Tissus, <85% de fibres synthétiques, mélangés avec des fibres autres que de coton | 7,5 | 7,6 | 7,8 | 8,4 | 7,0 | 6,0 |
| 6524 – Autres tissus, contenant au moins 85% en poids de coton, d'un poids excédant 200 g/m$^2$ | 0,8 | 0,7 | 0,9 | 1,5 | 1,7 | 1,5 |
| 6518 – Fils (autres que les fils à coudre) de fibres discontinues, etc. | 2,4 | 1,9 | 1,9 | 1,5 | 1,6 | 1,4 |
| 6526 – Autres tissus de coton, <85% de coton, etc. | 1,1 | 1,1 | 0,9 | 1,4 | 1,3 | 1,3 |
| Vêtements | 1,4 | 1,5 | 1,5 | 1,6 | 1,0 | 0,9 |
| Autres biens de consommation | 6,1 | 4,5 | 5,3 | 7,7 | 6,8 | 6,1 |
| 8998 – Articles de mercerie et articles de toilette, n.d.a.; tamis; mannequins, etc. | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,4 | 1,2 | 1,0 |
| 8939 – Ouvrages en matières plastiques, n.d.a. | 0,6 | 0,5 | 0,6 | 0,6 | 0,9 | 0,9 |

| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Autres | 2,0 | 1,7 | 1,3 | 2,0 | 5,8 | 2,0 |
| 9710 – Or, à usage non monétaire (à l'exclusion des minerais et concentrés d'or) | 1,4 | 1,2 | 1,0 | 2,0 | 5,4 | 2,0 |

Source: Base de données Comtrade de la DSNU (CTCI Rev.3).

**Tableau A1. 3 Exportations de marchandises par destination, 2011-2016**

| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Total des exportations (millions de $EU) | 6 704,1 | 5 796,3 | 6 665,9 | 6 846,0 | 8 542,4 | 10 069,3 |
| | % des exportations totales | | | | | |
| Amérique | 38,7 | 41,4 | 40,0 | 38,2 | 33,2 | 29,3 |
| États-Unis | 31,4 | 32,7 | 31,3 | 29,2 | 25,0 | 21,3 |
| Autres pays d'Amérique | 7,3 | 8,7 | 8,7 | 9,0 | 8,1 | 8,0 |
| Canada | 5,7 | 6,8 | 6,9 | 7,4 | 6,5 | 6,5 |
| Mexique | 0,7 | 0,9 | 0,7 | 0,6 | 0,7 | 0,6 |
| Europe | 23,4 | 30,7 | 36,9 | 38,5 | 39,3 | 40,5 |
| UE-28 | 22,7 | 29,9 | 35,9 | 37,5 | 38,5 | 39,9 |
| Royaume-Uni | 5,8 | 8,3 | 10,3 | 11,0 | 10,2 | 9,5 |
| Allemagne | 4,8 | 7,4 | 8,6 | 8,5 | 8,8 | 9,0 |
| Espagne | 2,1 | 2,5 | 2,9 | 3,2 | 3,2 | 4,0 |
| Belgique | 2,0 | 2,5 | 2,5 | 2,8 | 3,3 | 3,9 |
| France | 1,4 | 2,0 | 2,4 | 3,0 | 3,5 | 3,6 |
| Pays-Bas | 2,6 | 1,9 | 2,4 | 2,5 | 2,9 | 3,0 |
| Italie | 1,2 | 1,8 | 2,2 | 2,4 | 2,3 | 2,1 |
| Pologne | 1,0 | 1,3 | 1,5 | 1,6 | 1,3 | 1,2 |
| Danemark | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,4 | 0,8 |
| République tchèque | 0,0 | 0,1 | 0,3 | 0,4 | 0,6 | 0,7 |
| AELE | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,5 | 0,4 | 0,4 |
| Autres pays d'Europe | 0,1 | 0,2 | 0,4 | 0,4 | 0,3 | 0,2 |
| Communauté d'États indépendants (CEI) | 0,6 | 0,7 | 0,8 | 0,7 | 0,4 | 0,5 |
| Afrique | 0,2 | 0,5 | 1,0 | 0,3 | 0,4 | 0,3 |
| Moyen-Orient | 0,4 | 0,5 | 0,7 | 0,8 | 0,9 | 0,9 |
| Émirats arabes unis | 0,3 | 0,4 | 0,5 | 0,7 | 0,7 | 0,7 |
| Asie | 36,7 | 26,1 | 20,4 | 21,4 | 25,8 | 28,5 |
| Chine | 2,3 | 3,1 | 4,0 | 5,2 | 4,7 | 6,1 |
| Japon | 2,3 | 3,2 | 4,7 | 5,0 | 6,7 | 8,2 |
| Autres pays d'Asie | 32,1 | 19,9 | 11,7 | 11,2 | 14,4 | 14,2 |
| Thaïlande | 2,8 | 1,7 | 3,3 | 0,7 | 4,1 | 4,2 |
| Viet Nam | 2,2 | 1,9 | 1,6 | 1,4 | 2,2 | 2,3 |
| Hong Kong, Chine | 17,9 | 8,6 | 0,9 | 2,4 | 2,1 | 2,1 |
| Corée, République de | 0,7 | 1,2 | 1,4 | 1,8 | 1,6 | 1,6 |
| Australie | 0,5 | 0,6 | 0,9 | 1,1 | 1,0 | 1,0 |
| Malaisie | 0,7 | 1,5 | 1,9 | 1,8 | 1,6 | 1,0 |
| Singapour | 6,6 | 3,6 | 0,8 | 1,0 | 0,7 | 0,6 |
| Autres | 0,0 | 0,0 | 0,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| *Pour mémoire:* | | | | | | |
| ASEAN | 12,5 | 8,9 | 7,9 | 5,3 | 9,0 | 8,6 |

Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

**Tableau A1. 4 Importations de marchandises par provenance, 2011-2016**

| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Total des importations (millions de $EU) | 6 143,3 | 7 466,7 | 8 231,5 | 9 702,4 | 10 668,9 | 12 371,0 |
| | % des importations totales | | | | | |
| Amérique | 2,7 | 2,5 | 2,5 | 3,1 | 2,6 | 2,0 |
| États-Unis | 2,4 | 2,2 | 2,3 | 2,7 | 2,2 | 1,4 |
| Autres pays d'Amérique | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,4 | 0,5 | 0,6 |
| Canada | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,3 | 0,4 |
| Europe | 4,8 | 4,6 | 3,2 | 3,6 | 3,8 | 4,5 |
| UE-28 | 3,2 | 3,2 | 3,0 | 3,4 | 3,6 | 4,3 |
| Allemagne | 0,6 | 0,9 | 0,6 | 0,9 | 1,0 | 1,3 |
| Danemark | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,3 | 1,0 |
| France | 0,7 | 0,6 | 0,6 | 0,7 | 0,6 | 0,5 |
| Italie | 0,3 | 0,5 | 0,3 | 0,4 | 0,3 | 0,3 |
| Royaume-Uni | 0,4 | 0,2 | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Finlande | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,2 |
| Pays-Bas | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,2 |
| AELE | 1,5 | 1,3 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Autres pays d'Europe | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Communauté d'États indépendants (CEI) | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,1 | 0,0 | 0,1 |
| Afrique | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Moyen-Orient | 0,2 | 0,3 | 0,2 | 0,3 | 0,2 | 0,2 |
| Asie | 92,0 | 92,2 | 93,8 | 92,8 | 93,2 | 93,0 |
| Chine | 28,3 | 29,8 | 36,3 | 38,2 | 36,8 | 36,8 |
| Japon | 4,0 | 3,2 | 2,1 | 2,7 | 4,0 | 4,3 |
| Autres pays d'Asie | 59,6 | 59,2 | 55,3 | 51,9 | 52,5 | 52,0 |
| Thaïlande | 11,8 | 13,4 | 13,2 | 10,8 | 14,6 | 15,4 |
| Viet Nam | 14,4 | 14,1 | 11,9 | 9,0 | 8,7 | 11,4 |
| Taipei chinois | 8,3 | 7,3 | 6,6 | 6,6 | 5,9 | 5,7 |
| Singapour | 3,9 | 3,9 | 4,2 | 5,0 | 4,7 | 4,6 |
| Hong Kong, Chine | 7,8 | 6,8 | 7,8 | 8,6 | 6,7 | 4,2 |
| Corée, République de | 4,9 | 5,7 | 4,5 | 4,0 | 4,3 | 3,5 |
| Indonésie | 2,8 | 2,9 | 3,0 | 2,9 | 3,1 | 3,4 |
| Malaisie | 3,4 | 2,4 | 1,7 | 2,2 | 1,8 | 2,0 |
| Inde | 1,2 | 1,5 | 1,1 | 1,5 | 1,1 | 0,7 |
| Pakistan | 0,3 | 0,5 | 0,6 | 0,5 | 0,3 | 0,3 |
| Australie | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,2 |
| République démocratique populaire lao | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,2 |
| Autres | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 |
| *Pour mémoire:* | | | | | | |
| ASEAN | 36,6 | 37,0 | 34,2 | 30,1 | 33,7 | 37,2 |

Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

**Tableau A3. 1 Récapitulatif des droits, 2017**

| | Nombre de lignes | Moyenne (%) | Fourchette (%) | Coefficient de variation (%) | En franchise de droits (%) |
|---|---|---|---|---|---|
| **Total** | **10 810** | **12,3** | **0-35** | **0,8** | **13,9** |
| SH 01-24 | 1 723 | 16,1 | 0-35 | 0,7 | 9,8 |
| SH 25-97 | 9 087 | 11,5 | 0-35 | 0,8 | 14,7 |
| **Par catégorie de l'OMC** | | | | | |
| Produits agricoles (définition OMC) | 1 367 | 14,6 | 0-35 | 0,8 | 12,1 |
| Animaux et produits d'origine animale | 152 | 25,7 | 0-35 | 0,5 | 10,5 |
| Produits laitiers | 45 | 13,9 | 7-35 | 0,2 | 0,0 |
| Fruits, légumes et plantes | 356 | 12,9 | 0-35 | 0,9 | 11,8 |
| Café et thé | 43 | 26,8 | 7-35 | 0,4 | 0,0 |
| Céréales et préparations à base de céréales | 199 | 11,9 | 0-35 | 0,7 | 15,1 |
| Graines oléagineuses, graisses, huiles et leurs produits | 222 | 7,3 | 0-35 | 0,6 | 9,0 |
| Sucres et sucreries | 31 | 7,0 | 7-7 | 0,0 | 0,0 |
| Boissons, spiritueux et tabac | 122 | 27,9 | 7-35 | 0,4 | 0,0 |
| Coton | 5 | 0,0 | 0-0 | 0,0 | 100,0 |
| Autres produits agricoles, n.d.a. | 192 | 10,9 | 0-35 | 0,9 | 27,1 |
| Produits non agricoles (définition OMC) | 8 525 | 11,9 | 0-35 | 0,8 | 14,1 |
| Poissons et produits de la pêche | 437 | 19,9 | 0-35 | 0,5 | 3,7 |
| Minéraux et métaux | 1 554 | 8,0 | 0-35 | 1,0 | 23,8 |
| Produits chimiques et fournitures pour la photographie | 1 506 | 7,1 | 0-35 | 1,0 | 22,0 |
| Bois, pâte de bois, papier et meubles | 557 | 9,5 | 0-35 | 0,8 | 3,1 |
| Textiles | 855 | 5,7 | 0-15 | 0,5 | 20,9 |
| Vêtements | 351 | 15,0 | 15-15 | 0,0 | 0,0 |
| Cuir, caoutchouc, chaussures et articles de voyage | 322 | 13,2 | 0-35 | 0,7 | 1,2 |
| Machines non électriques | 1 328 | 12,7 | 0-35 | 0,4 | 8,5 |
| Machines électriques | 719 | 16,8 | 0-35 | 0,6 | 7,2 |
| Matériel de transport | 101 | 19,9 | 0-35 | 0,6 | 13,8 |
| Produits non agricoles, n.d.a. | 751 | 15,0 | 0-35 | 0,7 | 14,4 |
| Pétrole | 44 | 12,2 | 0-35 | 0,6 | 6,8 |
| **Par secteur de la CITI** | | | | | |
| CITI 1 – Agriculture, chasse et pêche | 684 | 10,6 | 0-35 | 0,7 | 17,8 |
| CITI 2 – Industries extractives | 122 | 6,5 | 0-35 | 1,0 | 39,3 |
| CITI 3 – Industries manufacturières | 10 003 | 12,4 | 0-35 | 0,8 | 13,3 |
| Industries manufacturières à l'exclusion de la transformation des produits alimentaires | 8 882 | 11,6 | 0-35 | 0,8 | 14,3 |
| Énergie électrique | 1 | 7,0 | 7-7 | 0,0 | 0,0 |
| **Par stade de transformation** | | | | | |
| Premier stade de transformation | 1 131 | 10,1 | 0-35 | 0,9 | 22,5 |
| Produits semi-finis | 2 855 | 6,5 | 0-35 | 0,8 | 19,7 |
| Produits finis | 6 824 | 15,0 | 0-35 | 0,7 | 10,0 |
| **Par section du SH** | | | | | |
| 01 Animaux vivants et produits du règne végétal | 589 | 19,6 | 0-35 | 0,5 | 6,3 |
| 02 Produits du règne végétal | 490 | 9,5 | 0-35 | 0,8 | 18,6 |
| 03 Graisses et huiles | 175 | 7,0 | 7-7 | 0,0 | 0,0 |
| 04 Produits des industries alimentaires, boissons et tabac | 469 | 21,9 | 0-35 | 0,6 | 8,5 |
| 05 Produits minéraux | 218 | 7,7 | 0-35 | 1,0 | 32,1 |
| 06 Produits des industries chimiques ou des industries connexes | 1 259 | 7,6 | 0-35 | 1,0 | 18,4 |
| 07 Matières plastiques et caoutchouc et articles en ces matières | 565 | 8,9 | 0-35 | 0,9 | 24,2 |
| 08 Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières | 91 | 12,8 | 7-35 | 0,8 | 0,0 |
| 09 Bois et ouvrages en bois | 228 | 11,8 | 7-35 | 0,8 | 0,0 |
| 10 Pâte de bois, papier et carton | 300 | 6,6 | 0-7 | 0,2 | 5,7 |
| 11 Matières textiles et ouvrages en ces matières | 1 175 | 8,3 | 0-15 | 0,6 | 15,9 |
| 12 Chaussures, coiffures, etc. | 84 | 14,8 | 7-35 | 0,5 | 0,0 |
| 13 Ouvrages en pierres, plâtre, ciment | 250 | 10,9 | 7-35 | 0,7 | 0,0 |

| | Nombre de lignes | Moyenne (%) | Fourchette (%) | Coefficient de variation (%) | En franchise de droits (%) |
|---|---|---|---|---|---|
| 14 Pierres gemmes, métaux précieux, perles | 86 | 2,5 | 0-7 | 1,3 | 64,0 |
| 15 Métaux communs et ouvrages en ces métaux | 1 035 | 8,3 | 0-35 | 0,9 | 21,1 |
| 16 Machines et appareils, matériel électrique, etc. | 2 132 | 14,0 | 0-35 | 0,5 | 7,8 |
| 17 Matériel de transport | 1 033 | 19,7 | 0-35 | 0,6 | 14,0 |
| 18 Instruments et appareils de précision | 326 | 14,9 | 0-35 | 0,6 | 9,2 |
| 19 Armes et munitions | 30 | 26,8 | 0-35 | 0,6 | 23,3 |
| 20 Marchandises et produits divers | 267 | 15,5 | 0-35 | 0,8 | 22,1 |
| 21 Objets d'art, etc. | 8 | 0,0 | 0-0 | 0,0 | 100,0 |

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités. À l'exclusion de 14 lignes tarifaires spécifiques relevant de la sous-position 2710 du SH.

**Tableau A3. 2 Lignes tarifaires appliquées dépassant les niveaux de consolidation, 2017**

| Code du SH | NPF 2017 | Taux consolidé | Note |
|---|---|---|---|
| **Dépassement complet (60 lignes tarifaires)** | | | |
| 12114000 | 35% | 15% | |
| 12115000 | 35% | 15% | |
| 12119011 | 35% | 15% | |
| 12119013 | 35% | 15% | |
| 12119015 | 35% | 15% | |
| 12119016 | 35% | 15% | |
| 12119019 | 35% | 15% | |
| 12119091 | 35% | 15% | |
| 12119092 | 35% | 15% | |
| 12119095 | 35% | 15% | |
| 12119097 | 35% | 15% | |
| 12119098 | 35% | 15% | |
| 12119099 | 35% | 15% | |
| 19059030 | 15% | 10% | |
| 19059040 | 15% | 10% | |
| 19059050 | 15% | 10% | |
| 19059060 | 15% | 10% | |
| 19059070 | 15% | 10% | |
| 19059080 | 15% | 10% | |
| 19059090 | 15% | 10% | |
| 27101250 | 35% | 20% | |
| 34031111 | 15% | 7% | |
| 34031119 | 15% | 7% | |
| 34031190 | 15% | 7% | |
| 34031911 | 15% | 7% | |
| 34031912 | 15% | 7% | |
| 34031919 | 15% | 7% | |
| 34031990 | 15% | 7% | |
| 34039111 | 15% | 7% | |
| 34039119 | 15% | 7% | |
| 34039190 | 15% | 7% | |
| 34039911 | 15% | 7% | |
| 34039912 | 15% | 7% | |
| 34039919 | 15% | 7% | |
| 34039990 | 15% | 7% | |
| 39232990 | 15% | 7% | |
| 84714910 | 7% | 0% | |
| 84714990 | 7% | 0% | |
| 84733010 | 7% | 0% | |
| 84733090 | 7% | 0% | |
| 85081990 | 35% | 15% | |
| 85086000 | 35% | 15% | |
| 85232911 | 7% | 0% | |
| 85291021 | 15% | 0% | |
| 85291029 | 15% | 0% | |
| 85291030 | 15% | 0% | |
| 85291040 | 15% | 0% | |
| 85291060 | 15% | 0% | |
| 85291092 | 15% | 0% | |
| 85291099 | 15% | 0% | |
| 85447010 | 15% | 7% | |
| 85447090 | 15% | 7% | |
| 90279010 | 15% | 0% | |
| 90279091 | 15% | 0% | |
| 90279099 | 15% | 0% | |
| 96190011 | 15% | 10% | |
| 96190012 | 15% | 10% | |
| 96190013 | 15% | 10% | |
| 96190014 | 15% | 10% | |
| 96190091 | 15% | 10% | |
| **Dépassement partiel (29 lignes tarifaires):** | | | |
| 01063100 | 7% | 5%, 15% | La partie dépassant de la ligne "élevage de race pure" est consolidée à 5% |
| 01063200 | 7% | 5%, 15% | La partie dépassant de la ligne "élevage de race pure" est consolidée à 5% |

| Code du SH | NPF 2017 | Taux consolidé | Note |
|---|---|---|---|
| 01063300 | 7% | 5%, 15% | La partie dépassant de la ligne "élevage de race pure" est consolidée à 5% |
| 01063900 | 7% | 5%, 15% | La partie dépassant de la ligne "élevage de race pure" est consolidée à 5% |
| 03069121 | 35% | 20%, 40% | |
| 03069131 | 35% | 20%, 40% | |
| 03069221 | 35% | 20%, 40% | |
| 03069231 | 35% | 20%, 40% | |
| 03069321 | 35% | 20%, 40% | |
| 03069421 | 35% | 20%, 40% | |
| 03069431 | 35% | 20%, 40% | |
| 03069921 | 35% | 20%, 40% | |
| 03069931 | 35% | 20%, 40% | |
| 36041000 | 35% | 7%, 35% | La partie dépassant de la ligne "feux d'artifice autres que des pétards" est consolidée à 7% |
| 70194000 | 15% | 10%, 30% | La partie dépassant de la ligne "tissus hors rubans" est consolidée à 10% |
| 70195100 | 15% | 10%, 30% | La partie dépassant de la ligne "tissus hors rubans" est consolidée à 10% |
| 70195200 | 15% | 10%, 30% | La partie dépassant de la ligne "tissus hors rubans" est consolidée à 10% |
| 70195900 | 15% | 10%, 30% | La partie dépassant de la ligne "tissus hors rubans" est consolidée à 10% |
| 84713020 | 7% | 0%, 15% | La partie dépassant de la ligne "machines automatiques de traitement de l'information, analogiques ou hybrides" est consolidée à 0% |
| 84713090 | 7% | 0%, 15% | La partie dépassant de la ligne "machines automatiques de traitement de l'information, analogiques ou hybrides" est consolidée à 0% |
| 84714110 | 7% | 0%, 15% | La partie dépassant de la ligne "machines automatiques de traitement de l'information, analogiques ou hybrides" est consolidée à 0% |
| 84714190 | 7% | 0%, 15% | La partie dépassant de la ligne "machines automatiques de traitement de l'information, analogiques ou hybrides" est consolidée à 0% |
| 84715010 | 7% | 0%, 15% | La partie dépassant de la ligne "machines automatiques de traitement de l'information, analogiques ou hybrides" est consolidée à 0% |
| 84715090 | 7% | 0%, 15% | La partie dépassant de la ligne "machines automatiques de traitement de l'information, analogiques ou hybrides" est consolidée à 0% |
| 84716090 | 7% | 0%, 15% | La partie dépassant de la ligne "lecteurs de codes-barres" est consolidée à 0% |
| 85423100 | 7% | 0%, 30% | |
| 85423200 | 7% | 0%, 30% | |
| 85423300 | 7% | 0%, 30% | |
| 85423900 | 7% | 0%, 30% | |
| **Possibilité de dépassement (14 lignes tarifaires):** | | | |
| 27101211 | 0,02 $/l | 40,00 | |
| 27101212 | 0,02 $/l | 40,00 | |
| 27101213 | 0,02 $/l | 40,00 | |
| 27101221 | 0,02 $/l | 20,00 | |
| 27101222 | 0,02 $/l | 20,00 | |
| 27101223 | 0,02 $/l | 20,00 | |
| 27101224 | 0,02 $/l | 20,00 | |
| 27101225 | 0,02 $/l | 20,00 | |
| 27101226 | 0,02 $/l | 20,00 | |
| 27101227 | 0,02 $/l | 20,00 | |
| 27101228 | 0,02 $/l | 20,00 | |
| 27101229 | 0,02 $/l | 20,00 | |
| 27101971 | 0,04 $/l | 30,00 | |
| 27101972 | 0,04 $/l | 30,00 | |

Source: Calculs de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités.

**Tableau A4. 1 Accords sur le transport aérien conclus par le Cambodge[a], 2017**

| Partenaire | Date | 5ème[b] | 7ème[c] | Cabotage[d] | Coopération[e] | Désignation[f] | Refus[g] | Tarification[h] | Capacité[i] | Statistiques[j] | ALI | Offre de capacités |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 27/01/1997 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | DP | n.d. | 4,0 | 2 vols hebdomadaires |
| Australie | 19/05/2014 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | DP | n.d. | 4,0 | 7 vols hebdomadaires |
| Autriche | 30/09/2015 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | DP | n.d. | 4,0 | 14 vols hebdomadaires |
| Brunéi Darussalam | 19/08/2000 | N | N | N | N | M | PSCE | DA | DP | O | 4,0 | |
| Chine | 27/02/2014 | N | N | N | N | M | PSCE | n.d. | LD | O | 12,0 | Illimitée |
| Corée, RDP | 14/01/2016 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | DP | n.d. | 4,0 | 7 vols hebdomadaires |
| Corée, République de | 05/09/2006 | N | N | N | N | M | PSCE | DA | B1 | O | 8,0 | Illimitée |
| Émirats arabes unis | 09/05/2013 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | LD | n.d. | 12,0 | Illimitée |
| États-Unis | 15/07/2014 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | LD | n.d. | 12,0 | |
| Fédération de Russie | 24/11/2015 | N | N | N | N | M | n.d. | DA | n.d. | N | 4,0 | |
| Finlande | 19/07/2016 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | DP | n.d. | 4,0 | 14 vols hebdomadaires |
| France | 04/11/2014 | N | N | N | N | M | PSCE | DA | DP | N | 5,0 | 7 vols hebdomadaires |
| Hong Kong, Chine | 13/01/2014 | N | N | N | N | M | PE | DA | DP | O | 12,0 | 21 vols hebdomadaires |
| Hongrie | 30/09/2015 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | DP | n.d. | 4,0 | 14 vols hebdomadaires |
| Inde | 12/01/2007 | N | N | N | N | M | PSCE | DA | DP | O | 4,0 | |
| Indonésie | 20/09/2006 | N | N | N | N | M | PSCE | DA | n.d. | O | 4,0 | 2 520 sièges par semaine |
| Islande | 29/04/2014 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | DP | n.d. | 4,0 | 7 vols hebdomadaires |
| Japon | 14/01/2015 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | LD | n.d. | 12,0 | Illimitée |
| Kenya | 10/09/2014 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | DP | n.d. | 4,0 | 7 vols hebdomadaires |
| Koweït | 13/01/2009 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | 4,0 | |
| Luxembourg | 18/03/2014 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | LD | n.d. | 12,0 | Illimitée |
| Macao, Chine | 12/12/2001 | N | N | N | N | M | PE | DA | DP | O | 12,0 | 750 sièges par semaine |
| Malaisie | 01/09/2007 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | DP | n.d. | 4,0 | 5 500 sièges par semaine |
| Maroc | 25/07/2016 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | DP | n.d. | 4,0 | 7 vols hebdomadaires |
| Mongolie | 01/03/2016 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | DP | n.d. | 4,0 | 500 sièges par semaine |
| Myanmar | 20/06/2013 | N | N | N | N | M | PSCE | DA | LD | O | 12,0 | Illimitée |
| Nouvelle-Zélande | 19/08/2015 | N | N | N | O | M | PE | TL | LD | N | 32,0 | Illimitée |
| Pays-Bas | 09/04/2014 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | DP | n.d. | 4,0 | 7 vols hebdomadaires |
| Philippines | 10/04/2012 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | DP | n.d. | 4,0 | 14 vols hebdomadaires |
| Qatar | 20/11/2012 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | LD | n.d. | 12,0 | Illimitée |
| RDP lao | 16/11/2010 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | LD | n.d. | 12,0 | Illimitée |
| République tchèque | 03/06/2014 | N | N | N | N | M | PSCE | DA | DP | N | 5,0 | 7 vols hebdomadaires |
| Royaume-Uni | 29/05/2013 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | DP | n.d. | 4,0 | 7 vols hebdomadaires |
| Seychelles | 16/10/2014 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | DP | n.d. | 4,0 | 14 vols hebdomadaires |

| Partenaire | Date | 5ème[b] | 7ème[c] | Cabotage[d] | Coopération[e] | Désignation[f] | Refus[g] | Tarification[h] | Capacité[i] | Statistiques[j] | ALI | Offre de capacités |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Singapour | 04/11/1996 | N | N | N | N | M | PSCE | DD | Autre | O | 16,0 | 9 000 sièges par semaine (augmentation de 400 sièges chaque année) |
| Sri Lanka | 27/03/2015 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | DP | n.d. | 4,0 | 14 vols hebdomadaires |
| Suisse | 17/06/2015 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | DP | n.d. | 4,0 | 14 vols hebdomadaires |
| Taipei chinois | 17/01/2002 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | 4,0 | |
| Thaïlande | 19/05/2016 | N | N | N | N | M | PSCE | DA | LD | O | 12,0 | Illimitée |
| Turquie | 12/12/2013 | N | N | N | n.d. | M | n.d. | n.d. | DP | n.d. | 4,0 | 21 vols hebdomadaires |
| Viet Nam | 25/06/1997 | N | N | N | N | M | PSCE | DA | DP | O | 4,0 | 2 700 sièges par semaine |

a L'expression "accords sur le transport aérien" désigne ici les accords, protocoles d'accord, échanges de notes et autres instruments pertinents sur les services de transport aérien.
b Indique si les droits de cinquième liberté, même les droits limités, sont accordés. Si les droits de cinquième liberté sont soumis à l'approbation des autorités aéronautiques, ils apparaissent comme n'ayant pas été accordés.
c Indique si les droits de septième liberté, même les droits limités, sont accordés. Si les droits de septième liberté sont soumis à l'approbation des autorités aéronautiques, ils apparaissent comme n'ayant pas été accordés.
d Indique si les droits de cabotage, même les droits limités, sont accordés. Si les droits de cabotage sont soumis à l'approbation des autorités aéronautiques, ils apparaissent comme n'ayant pas été accordés.
e Indique s'il existe des clauses autorisant la coopération entre les compagnies aériennes, comme le partage de codes.
f Indique si la désignation est simple (S) ou multiple (M).
g Indique le type de clause de refus: Propriété substantielle et contrôle effectif "PSCE", Principal établissement "PE", Communauté d'intérêts "CI", non disponible "n.d.".
h Indique le type de clause de tarification: Double approbation "DA", Double désapprobation "DD", Pays d'origine (PO), Tarification par zone "TZ", Tarification libre "TL", non disponible "n.d.".
i Indique le type de clause de capacité: Détermination préalable "DP", Bermudes I, "B1", Libre détermination "LD", Autre "A", non disponible "n.d.".
j Indique si un échange de statistiques est prévu par l'accord.

Note: Le Cambodge est également signataire d'un accord plurilatéral, à savoir le CLMV (Cambodge, RDP lao, Myanmar et Viet Nam) signé le 4 décembre 2003.

Source: Secrétariat de l'OMC et renseignements communiqués par les autorités cambodgiennes.